

28 pages - 7 F
 Algérie : 6,00 DA
 Canada : 1,00 \$
 Espagne : 225 P.
 Italie : 1.000 Lit.
 Japon : 6,00 ¥
 Grèce : 70 P.
 Suisse : 3 F.S.
 Belgique : 635 CFA
 Pays-Bas : 2,25 Fl.
 R.-U. : 1,95 £
 Abonnements : voir tarif page 28
 Publication mensuelle
 5, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 08

Grèves

Par CLAUDE JULIEN

L'ENTÉE maternelle des mécontentements et des espoirs de tout un peuple, parallèlement à la décomposition d'une humanité politique et syndicale : aucun appareil policier ou militaire ne contiendra durablement cette double poussée. Massive ou collective, aucune répression ne parviendra à rendre inoffensif un mélange aussi explosif. Audacieuse ou chichement accordée, aucune concession purement économique n'apaisera les mécontentements, ne dénouera les espoirs, n'effacera la scizure humanitaire. Seule la liberté possible de ce triple pouvoir. Peut-on le comprendre à Varsovie, à Moscou et aussi dans les capitales occidentales qui, en 1956 et en 1968, étaient restées paralysées ?

Pour M. Edward Gierak, la réponse est déjà connue. Elle n'a surpris personne et surtout pas les ouvriers polonais. Est-elle pour autant définitive ? Contrairement à certains commentateurs occidentaux, les responsables du mouvement de grèves ne semblent pas le penser : leur colère, le calme et la prudence dont ils font preuve ne sont pas le signe d'une détermination désespérée ; ils croient possible d'obtenir non seulement une atténuation de leurs difficultés matérielles, négociable avec le pouvoir communiste, mais aussi et surtout la reconnaissance de ces droits que, en nom d'une illusoire défense du régime, on laisse à leur accord. Illusoire, car ainsi le régime ne peut qu'aggraver son propre discrédit et, à terme, sa condamnation.

UNE attitude jugée trop conciliante des autorités polonaises servirait-elle de prétexte à une intervention soviétique ? M. Gierak n'est certes pas seul à le craindre et à le laisser entendre. Il est curieusement rejoint par les croisés de l'anticommunisme qu'une telle « normalisation » confirmerait dans leurs certitudes. Mais les grévistes polonais, que rien n'incite à négliger le poids de l'U.R.S.S., n'en ont cure. Nourris d'une longue histoire nationale et des tragiques déconvenues de 1956 et de 1970, ils ne cèdent à aucune pulsion suicidaire : avec méthode, ils consolident leur mouvement, effinent leur stratégie, évitent toute provocation.

Pareille maîtrise ne saurait évidemment suffire à dissuader Moscou de recourir à la manière forte. Présentes déjà sur le terrain, ses troupes passent très lourd dans la balance — et elles peuvent à tout instant recevoir des renforts. Les ouvriers en grève ne l'ignorent pas. Peut-être sous-estiment-ils le danger ? Ne peut-il pas en tout de jouer avec le feu ?

LA réponse ne dépend pas uniquement d'eux. Pour une bonne part, elle est entre les mains de dirigeants occidentaux d'abord préoccupés de leurs difficultés économiques et — en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, en France — de leur prochaine réélection. Peuvent-ils faire clairement comprendre que la politique de « détente » n'est pas un chèque en blanc, autorisant une superpuissance à agir à sa guise dans sa zone d'influence ? A quelques jours de la conférence de Madrid, sauront-ils rappeler que les accords d'Helsinki forment un tout et que nul ne peut, au nom du respect de « statu quo » territorial en Europe, violer impunément les principes énoncés dans la « troisième corbeille » ?

Avec les résultats que l'on sait, les alliés occidentaux ont tiré à hue et à dia devant les crises d'Iran et d'Afghanistan. Rien, jusqu'à présent, n'autorise à attendre d'eux une plus grande harmonie et une meilleure coordination alors même qu'il s'agit de l'Europe. De l'Europe et pas de la Pologne seule. Car si la « détente » n'a pas empêché la multiplication et l'intensification des conflits à la périphérie (Proche-Orient, Afrique du Sud-Est), elle ne saurait plus comporter avec une violation des accords d'Helsinki en Europe même. Et si, devant la passivité de l'Occident, le glas venait à sonner pour les ouvriers de Gdansk, un pas de plus serait franchi vers la consolidation des blocs et vers leur probable affrontement. La prudence ne consiste pas à laisser faire. La fermeté ne suppose pas nécessairement que l'on brandisse des menaces extrêmes. Mais prudence et fermeté commandent de montrer sans ambiguïté que la politique des droits de l'homme n'est pas un accessoire mineur de la confrontation diplomatique. Et cette démonstration sera d'autant plus convaincante que, pour les Occidentaux, elle trouvera son application non seulement à propos de la Pologne mais dans leur propre zone d'influence, et, notamment, en Amérique latine.

UNE DICTATURE ENTRE WASHINGTON, MOSCOU ET PÉKIN

Le « parapluie chinois » du général Videla

Par XAVIER LUCCIONI

P OURQUOI le général Videla s'est-il rendu en Chine du 8 au 11 juin dernier à l'invitation du gouvernement chinois (1) ? Parce que Pékin s'inquiète de la dégradation de la conjoncture internationale, de l'aggravation des risques de guerre, de l'influence croissante de l'Union soviétique sur le continent sud-américain.

Certes l'Amérique latine demeure partie intégrante de la sphère d'influence des Etats-Unis. Mais le temps est révolu où ils dictaient sans partage leur loi à la région. L'hégémonie a été progressivement érodée par le développement des mouvements nationaux et démocratiques, mouvements qui jouent un rôle essentiel dans le développement des forces anti-impérialistes, certains depuis le début du siècle. Si, à ce titre, l'Amérique latine constitue un cadre exemplaire de lutte populaire, elle l'est aussi au niveau des Etats, par la prise de conscience d'une identité commune susceptible de conduire à des accords régionaux. Or la Chine accorde une grande importance à ce type de relations, dans lesquelles elle voit un facteur propre à réduire la zone d'emprise des superpuissances. Ainsi appelle-t-elle des organisations comme l'OPES ou la CIRE, et, localement, le pacte andin, la communauté des Caraïbes, le Système économique latino-américain (SELA), l'Association latino-américaine de libre-

commerce, etc., qui, peu ou prou, renforcent la capacité de négociation régionale face aux centres mondiaux de décisions économiques (2).

Dans le même temps, l'Union soviétique, pourtant marginale dans cette région, confortait sensiblement ses positions : elle a multiplié par 13 son commerce avec le continent sud-américain entre 1970 et 1975, et acquis des points d'ancrage non négligeables. Avec 2 milliards de dollars prêtés — en majeure partie pour l'achat d'armement — n'est-elle pas devenue le second créancier du Pérou ?

Or une tendance analogue est perceptible en Argentine, dont les échanges économiques avec l'U.R.S.S. sont passés de 30 millions de dollars en 1973 à 460 millions en 1978. A eux seuls, ces chiffres montrent l'importance acquise par le régime du général Videla comme partenaire du Kremlin. L'Argentine exporte du blé et de la viande vers le bloc soviétique et en reçoit des produits manufacturés, des armes et de la technologie. Un accord signé en avril dernier porte sur la livraison d'uranium enrichi, un autre sur la fourniture de turbines pour le complexe hydro-électrique de Salto Grande (3), un troisième sur l'adju-

dication des travaux pour le barrage sur le fleuve Parana. Cet accord explicite une telle évolution ? En partie par les intérêts spécifiques de l'oligarchie dont la junte est l'instrument, intérêts qu'elle focalise sur les exportations agro-alimentaires. Ce choix s'est heurté aux lobbies créoliers des Etats-Unis, qui ferment leur marché, et à la C.E.R., protégée par le tarif douanier commun. Les dirigeants argentins ne sont alors intervenus au débouché soviétique, sans hésiter à contraindre la politique américaine, comme en témoignent leurs récentes ventes de grains aux pays de l'Est, malgré la décision d'embargo arrêtée par la Maison Blanche (4).

De la part de l'oligarchie, cette attitude ressemble à une manifestation d'indépendance pour le maintien de son pouvoir et la conservation d'intérêts qu'elle estime plus essentielles que ses relations avec Washington. Elle conduit à des accords avec Moscou.

(Lire la suite page 3.)

(1) Chine nouvelle du 6 juin 1980.
 (2) Voir notamment Pékin Information, n° 32, 1979. « Du pétrole à une économie diversifiée ».
 (3) Situé sur le fleuve Uruguay, entre l'Argentine et l'Uruguay, c'est le deuxième barrage du continent.
 (4) Le Monde du 12 juillet 1980. « Accord soviéto-argentin pour la livraison de céréales ».

TERRORISMES « NOIR » ET « ROUGE »

Avec le monstrueux attentat de la gare de Bologne, le terrorisme « de droite », qui avait précédé le terrorisme « de gauche », a fait sa réapparition en Italie au moment où les Brigades rouges et divers autres groupes armés étaient pratiquement démantelés. On n'a pas fini de s'interroger sur les causes profondes de ces recueils à la violence par des gens, jeunes pour la plupart, qui, se réclamant d'idéologies contradictoires, finissent par se rejoindre dans le choix des moyens.

Si les dossiers de justice et les « confessions »

d'anciens membres des Brigades rouges permettent maintenant de mieux cerner les évolutions d'un terrorisme « de gauche », on possède pour le moment moins d'indications en ce qui concerne le terrorisme « de droite ». Indispensable, la répression seule ne saurait parvenir à comprendre le phénomène, si l'on veut être en mesure de trouver les réponses politiques, sociales, culturelles sans lesquelles une riposte purement policière et judiciaire restera tragiquement insuffisante.

L'aventurisme de la lutte armée en Italie

Par MARCO BOATO *

LES conditions minimales pour déclencher une « guerre civile » n'ont jamais existé dans l'histoire récente de l'Italie et elles n'existent toujours pas. Point de cause religieuse, ethnique, raciale ou nationale, comme celles qui, en d'autres pays, sont la raison d'être du terrorisme ou qui du moins peuvent lui fournir une occasion historique.

Et pourtant, depuis une dizaine d'années, le terrorisme s'est développé avec la complicité directe de l'Etat, puis, essentiellement, de gauche — est devenu une sorte de phénomène endémique dans la société italienne : un phénomène qui met en cause des facteurs politiques, économiques, sociaux, institutionnels, idéologiques (et même psychologiques), militaires et même internationaux.

La multiplication des témoignages de « terroristes repentis » — venant aussi bien des Brigades rouges que de

Prima Linea ou d'organisations secondaires — a permis de mettre à jour d'importants dossiers judiciaires (bon nombre de procès-verbaux de « confessions » ont été publiés dans la presse, en dépit du secret d'instruction). L'analyse de ces documents montre que la formule du « parti armé » est une métaphore ; on constate qu'il existe en réalité une pluralité de partis armés et de différents groupes terroristes, souvent en contact entre eux et tout aussi souvent en concurrence, et qui ne sont jamais, en tout cas, rattachés à un « cerveau » unique, à une seule « centrale » opérationnelle, à une seule « direction stratégique » comme le croient d'abord de nombreux observateurs et même quelques magistrats, surtout à Padoue et à Rome.

pour la clandestinité. Ils ont choisi de s'armer, individuellement et collectivement, d'entrer dans l'une ou l'autre des formations armées déjà existantes ou bien de se livrer au fameux « terrorisme diffus », en particulier dans les grands centres urbains.

La logique du désespoir et de l'aventurisme de la lutte armée s'est nourrie et renforcée, dans de nombreux cas, grâce aux théorisations idéologiques et aux activités plus concrètes de recrutement des différentes organisations terroristes, souvent en concurrence entre elles. Le pouvoir, quant à lui, s'est contenté d'appliquer une politique de la terre brûlée pour isoler des mouvements de radicalisation politique qui, pourtant, s'étaient jusque-là développés au grand jour de manière légale, bien que pas toujours légaliste.

Il y avait bien eu, juste à la fin de la guerre, une escalade du terrorisme dans la Sicile « séparatiste » ; puis dans la région du Haut-Adige (Sud-Tyrol) à la fin des années 50 et jusqu'à la moitié des années 60. Mais ce n'est que dans la décennie 70 que le terrorisme est devenu en Italie un phénomène d'envergure nationale, gagnant tous les principaux centres du pays. Ce qui ne veut pas dire — comme on l'a souvent affirmé ces derniers temps — que le terrorisme soit un produit des mouvements de 1968 en Italie.

(Lire la suite page 20.)

(1) Voir le dossier sur l'Italie paru dans le Monde diplomatique de juillet 1980 sous le titre : « L'Italie des années 70 et des crises ».

Dans ce numéro :

● Aux Etats-Unis : le grand débat sur la résistance à l'U.R.S.S. (Page 4.)

● La poudrière kurde (Pages 6 à 8.)

Une nouvelle d'Ana Vasquez
LE VOL
 (Pages 22 et 23.)

1980 - 8 - été 1980
politique internationale

Un sommaire prestigieux :
 découvrez-le en page 3.

APR 10 1980

Une société peut-elle accepter sans risque de voir déperir l'un des principes qui fondent son caractère démocratique ?

Depuis le début de la crise économique, les efforts pour limiter l'exercice du droit de grève se multiplient dans la plupart des sociétés occidentales. En Grande-Bretagne, par exemple, Mme Thatcher fait voter la loi sur l'emploi qui réduit l'embauche syndicale sur l'embauche et comporte une restriction restrictive de l'exercice du droit de grève. En France, la jurisprudence prend, au fil des conflits, un tour défavorable aux travailleurs et les propositions de loi visant à réglementer le droit de grève, notamment dans le secteur public, deviennent légion. Cette évolution, d'ordre institutionnel ou réglementaire, s'inscrit dans le vaste mouvement de redéploiement du capital qui entraîne un sous-emploi généralisé. Dans ce réajustement, la politique antigrève deviendrait ainsi une variable stratégique de première importance.

LES confédérations syndicales des pays européens, en particulier de Belgique, d'Italie, des Pays-Bas et de France s'inquiètent de plus en plus des effets produits par la « nouvelle vague sociale » qui affecte les conditions d'emploi dans les pays industrialisés : travail clandestin, partage des emplois, travail à la tâche à domicile, travail temporaire, sous-traitance, individualisation des politiques salariales et sociales des entreprises.

Alore que l'Europe compte déjà près de dix millions de chômeurs et autant de travailleurs à temps partiel, ces nouvelles formes d'emploi façonnent un cadre d'insécurité sociale qui va singulièrement conditionner l'exercice du droit de grève. Il ne s'agit pas seulement d'essayer de limiter le droit de grève par voie légale, mais aussi d'en réduire la portée, voire d'en rendre l'exercice totalement inefficace en jouant sur toutes les possibilités qu'offre la « nouvelle vague sociale ».

« Les instruments juridiques du capitalisme sont suffisamment nombreux et adaptés pour rendre peu à peu inoffensives les règles en vigueur, sans qu'il y ait nécessité de les faire disparaître », écrit Gérard Lyon-Caen (1). La crise a scellé cette évolution.

Les mutations actuelles du système productif entraînent d'importants changements dans l'organisation et le fonctionnement des entreprises. Pour rester compétitives et répondre aux aléas d'une demande de plus en plus irrégulière, ces dernières cherchent à assurer une plus grande liberté de gestion tant de leur personnel que

de leurs équipements. Et la division, le cloisonnement qui en résultent sont autant de facteurs qui diminuent l'efficacité des mouvements sociaux. Le fait, par exemple, que des salariés qui appartiennent à des sociétés juridiquement distinctes concourent sur un même lieu de travail, à une production unique rend très difficile tout recours à la grève pour faire valoir des revendications communes. De même, le développement de la sous-traitance — et, notamment, celui des sociétés de services — permet souvent à l'entreprise utilisatrice de cette main-d'œuvre, dont elle est de fait le véritable employeur, d'écarter tout risque de conflit.

Ce développement est naturellement un élément d'affaiblissement des

d'usines-trois, souples et légères, permettant des transferts de production. » (4). Comme le souligne Hughes Bissel : « Il est rare, en France, que les projets soient dits avec autant de clarté ; ainsi la création d'un outil de production qui ne puisse pas être bloqué par la grève d'un atelier — les usines-trois doivent pouvoir passer rapidement d'un type de fabrication à l'autre. » (5).

Le développement des ententes entre des entreprises juridiquement distinctes peut aboutir au même résultat. Au sein d'un groupe, le développement de la polyvalence produit les mêmes effets que dans une entreprise à établissements multiples. Mais il faut signaler aussi l'existence d'accords de suppléance entre entreprises concu-

les « grèves thrombose », limitées à quelques ateliers, mais qui bloquent parfois un groupe entier. La licéité de ce type de grève est une conséquence logique, et pour une fois favorable aux travailleurs, de l'absence de réglementation légale du droit de grève. Mais la jurisprudence s'est montrée fort sévère à l'égard des grèves qui se sont produites dans les secteurs « en continu » des entreprises, ce qui contraint les grévistes éventuels à faire preuve d'une prudence exceptionnelle et limite considérablement leur capacité d'initiative.

Au total, « l'arrêt de travail perd le sens traditionnel qu'il avait d'arrêt de la production » (7). En transformant l'organisation de la production — travail en continu, polyvalence, filia-

tion, ententes, — les employeurs écartent les salariés de la maîtrise de leur outil, au moment même où leur nouvelle politique de gestion de la main-d'œuvre — intérim, contrats à durée déterminée, travail à temps partiel, voire « partage du travail », dispersion des horaires de travail — en diminue la cohésion. L'image du tourneur débryant et arrêtant sa machine semble relever de l'antiquité.

Plus feutrée que le terrain législatif, il semble que le terrain judiciaire ait permis au patronat de marquer récemment des points plus notables dans le secteur privé.

Un rapport du C.N.P.F.F., vraisemblablement postérieur à l'arrêt Ferodo (10) décrit de façon synthétique, « les mesures à prendre suite au plan Barre en cas de grève ». Mesures qui comprennent une liste de précautions évitant un dossier d'opération militaire (mise à l'abri des documents confidentiels, organisation des liaisons, double des clés, des programmes, formation de personnels de remplacement, stockage à l'extérieur, répartition des responsabilités entre cadres, etc. (11). Le déclenchement de la grève doit, d'autre part, entraîner une riposte immédiate en direction de l'opinion et la constitution d'un « dossier de preuves » à l'aide de constats d'huissiers, de témoignages écrits, de tracts, etc. T. Grumbach, avocat à Versailles, a attiré l'attention sur les effets de cette tactique systématique : « La présence des huissiers « alourdit » le climat de la grève. Le moindre incident transforme le descriptif d'une journée calme en représentation dramatique d'un affrontement violent et dangereux » (12).

La C.F.D.T. estime, en outre (13), que l'on pourrait bientôt voir les compagnies d'assurance garantir les dommages subis par les entreprises pour fait de grève, garanties comme toute sinistralité à celles offertes par la caisse de grève instituée par l'Union des Industries métallurgiques.

Sur cette base, le patronat peut parer à toute éventualité. La riposte à l'occupation de l'entreprise prend diverses formes : le démantèlement des machines est rarement tenté, sauf dans

le cas d'entreprises en difficulté, mais il risque alors d'impressionner défavorablement les tribunaux. Quand il se produit, c'est donc souvent *manu militari* ou sous le couvert de l'exécution d'une décision d'expulsion.

L'expulsion des grévistes constitue, précisément, le véritable problème. Malgré des décisions de juges de fond favorables aux grévistes, la Cour de cassation maintient que la seule existence de la voie de fait qui résulte d'une atteinte au droit de propriété implique « l'urgence de la mesure d'expulsion sollicitée ». Ce n'est cependant pas une nouveauté. Les conséquences de l'arrêt Ferodo, elles, semblent plus novatrices. La Cour de cassation a, en effet, ouvert à cette occasion aux employeurs une voie de droit inédite : celle de l'ordonnance sur requête, pour obtenir l'expulsion des grévistes. Car ce n'est qu'en cas d'« impossibilité » de procéder contradictoirement qu'il pourra y être fait recours, mais de tels cas peuvent se rencontrer : si les occupants refusent de déclarer leurs noms aux huissiers, ou encore si l'occupation bénéficie du soutien de l'ensemble des travailleurs d'un bassin, l'ordonnance sur requête peut permettre d'étendre à l'égard de tous les effets de l'expulsion. Bref, elle constitue un remède limité, mais utile au patronat, dans le cadre d'une stratégie d'ensemble.

Mais il n'est guère de meilleur moyen pour le chef d'entreprise de contrer un mouvement de grève que de procéder à la suppléance des travailleurs grévistes. Certes, aux termes de la loi de 1872, l'employeur ne peut embaucher d'intérimaires en cas de grève. « Et lui-même », le patronat, de fait, de « circonstances exceptionnelles » l'empêchant de recourir à un « recrutement immédiat d'agents publics ». Toutefois, des juges du fond ont admis que des intérimaires préalablement embauchés soient affectés par la suite au secteur touché par la grève. Il semble donc que la jurisprudence s'oriente vers une interprétation restrictive de la loi de 1872.

D'autre part, l'affirmation par la Cour de cassation du droit d'une société de transport de recourir, face à une grève de ses chauffeurs « sinon à du personnel d'entreprises de travail temporaire (...), du moins à tout autre salarié ou à d'autres entreprises de transport » confirme cette appréciation.

La gamme des possibilités qui s'offrent alors à l'employeur est très vaste. Rien ne semble interdire, par exemple, l'embauche de travailleurs sous contrat à durée déterminée : la grève perd ainsi toute son efficacité, sauf dans le cas de salariés techniquement irremplaçables.

C'est à la grève offensive, celle qui tente de forcer le destin, la crise, que la récente jurisprudence porte les coups les plus sensibles : en effet, l'occupation d'usines, les grèves « tournantes », « bouillon », « thrombose », ne sont qu'une manifestation d'« infatigable ouvrière organisée » (14) face à l'évolution structurelle des entreprises et à la détérioration du marché du travail. En s'en prenant à la grève offensive, les juridictions facilitent la détermination du prix du travail par le simple jeu de l'offre et de la demande, c'est-à-dire, dans les circonstances présentes, l'abaissement des salaires réels. Il est donc tantôt de comparer l'évolution jurisprudentielle à une sorte de « plan Barre judiciaire ».

Peut-il cependant exister un système de droit du travail démocratique sans un droit de grève réel ? Aucune jurisprudence ne supprime les causes de tension dans les entreprises. Rien ne pourra les empêcher de se manifester.

Ce ne sont donc pas seulement les travailleurs, mais aussi les juges et, d'une façon générale, tous les démocrates qui devraient se montrer préoccupés des tendances actuelles à la limitation du droit de grève.

d'expulsion des grévistes en assignant les seuls délégués, mais individualiser chacun des grévistes, en procédant par simple ordonnance sur requête. Le jour de cassation a justifié le recours à cette procédure exceptionnelle par « la difficulté pratique d'appeler individuellement en cause tous les occupants et (...) la possibilité pour les dirigeants de ne pas donner le droit de grève de présenter les moyens de défense communs à tous le personnel » (rapport de la Cour de cassation, 1976-1977).

(11). Document du C.N.P.F.F. : « Mesures à prendre suite au plan Barre en cas de grève ».

(12) T. Grumbach, « Insécurité judiciaire pour les grévistes ou la grève comme exercice des libertés publiques », *Droit ouvrier*, janvier 1980. Voir aussi *Action juridique*, n° 18, juillet-août 1979, p. 88.

(13) C.F.D.T.-Syndicalisme, 3 mars 1977.

(14) T. Tixier et D. Salerni, *Statuto contro Soggetto di equidistribuzione*, Feltrinelli, 1975.

La grève en question

Par
LUCIO GARZON MACEDA
et FRANÇOIS GAUDI *

rentes qui traduisent la solidarité patronale et concourent à atténuer les conséquences d'un mouvement de grève. Ce fut le cas lors de la grève des salariés des Ateliers d'Angers, l'entreprise demandant l'aide d'une société espagnole pour couvrir ses besoins et pouvoir honorer les commandes reçues (6).

La modernisation des techniques, par l'automatisation et l'intégration de la production qu'elle suppose, comporte cependant un risque avec lequel est obligé de compter le patronat : celui de rendre certaines grèves trop efficaces. Ce sont les « grèves bouchon »,

La stratégie patronale

USAGER de services publics, le patronat cherche, tout d'abord, à obtenir systématiquement réparation des dommages subis à l'occasion de grèves touchant l'activité de ce secteur. Plusieurs décisions du Centre national du patronat français (C.N.P.F.F.) ont récemment tenté de coordonner les actions visant à mettre en cause la responsabilité contractuelle des entreprises publiques qui avaient ainsi suspendu leurs prestations. Si « l'irresponsabilité de principe de l'administration [des P.T.T.] à l'égard des usagers » rend, selon le C.N.P.F.F., toute action « extrêmement douteuse », il n'en est pas de même en ce qui concerne E.D.F. et la S.N.C.F., sociétés qui doivent prouver la force majeure — irrésistibilité et imprévisibilité — pour décharger leur responsabilité. Et la grève n'est pas, à elle seule, un cas de force majeure, selon les tribunaux.

Le C.N.P.F.F. incite donc les entreprises à tenter de nombreuses actions. Outre le caractère « exploratoire » de cette campagne, on compte ainsi faire pression sur les entreprises publiques pour qu'elles radicalisent leur attitude face aux grévistes. « E.D.F., si les procès se multiplient, sera obligatoirement conduite à prendre plus de précautions », souligne, dans un rapport récent la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (8).

Dépendant, comme ce type d'action n'a jusqu'à présent rencontré que peu de succès, une tendance à demander une intervention du Parlement pour élargir le champ d'application du « service minimum » se manifeste dans les milieux patronaux. Tel qu'il est actuellement défini par la loi et la jurisprudence, le « service minimum » que doivent respecter les grévistes de certaines entreprises publiques ne vise que le maintien des « emplois indispensables à la sécurité physique des personnes, à celle des biens ». Le rapport précité de la Chambre de commerce de Paris fait, à cet égard, des propositions nouvelles. Déplorant que le « plan Croix-Rouge » qui définit le service minimum à E.D.F. reste étranger aux préoccupations économiques, il justifie la création d'un « service économique minimum » par les « nouveaux impératifs de compétitivité internationale ».

L'auteur constate que ce nouveau service minimum serait incompatible avec « les règles actuelles du droit de grève », et appelle donc de ses vœux des mesures nouvelles, notamment « une réglementation du droit de grève ».

Mêmes préoccupations dans la proposition de loi Voinin, qui en interdisant l'interruption totale du fonction-

* Lucio Garzon Maceda est avocat agrégé ; François Gaudi est agrégé d'histoire.

Polyvalence, le maître-mot

LA souplesse recherchée par les entreprises ne se limite pas aux aspects juridiques de la gestion du personnel. Les transformations que subit l'organisation de la production sous l'effet de la crise se traduisent par une plus grande latitude dans la gestion des équipements. C'est ainsi que, pour compenser la lourdeur des unités de production, se met en place une politique de recherche de la polyvalence, plus efficace sur le plan économique, mais qui permet aussi de limiter le risque de grève. Le développement de la polyvalence individuelle des salariés — y compris sous la forme de l'« enrichissement des tâches » — peut faciliter, le cas échéant, le remplacement des grévistes à leurs postes de travail. Ce n'est pas une hypothèse d'école que d'imaginer une équipe de réserve volante, composée de travailleurs à statut précaire, capable de pallier les défaillances dues à l'absentéisme, mais aussi aux

grèves. Une équipe de ce type a, de fait, été en activité à Alstom-Atlantique (entre autres) (3).

La polyvalence des unités de production peut, elle aussi, être utilisée pour atténuer les effets d'une grève : dans une entreprise à établissements multiples, par exemple, l'outil de travail polyvalent d'un établissement non gréviste pourra être rapidement adapté. Ces considérations ne sont pas ignorées par ceux qui font les choix techniques. A l'occasion du rachat par Peugeot des filiales européennes de Chrysler, M. Parsy, président du directoire de Peugeot SA, n'a-t-il pas exprimé, de façon très claire, comment Peugeot, grâce à la polyvalence des unités de production, prévoyait aussi la possibilité de digérer de futures grèves : « Une usine de quatre mille personnes pour nous c'est un peu un minimum, mais les petites unités ne sont pas forcément condamnées dans la mesure où le groupe aura besoin

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSIE - GREC FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décaissés dans tous les secteurs de la vie professionnelle, des enseignants sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes), et pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92).

Cours tous niveaux (même débutant) Service Orientation, possibilité de prise en charge des droits d'inscription votre entreprise (tel du 15-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Enseignement privé).

Documentation gratuite à :
LANGUES & AFFAIRES, 12 de juin, service 2344
35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 370-81-88

L'Amérique latine, principal client de l'industrie d'armement israélienne

-Par IGNACIO F. KLICH

Le contrat pour l'entretien des Mirage
boleviens signé au début d'août entre
Israël et le nouveau régime militaire
installé à La Paz a attiré l'attention sur
l'effort particulier que font les Israéliens
pour vendre leur matériel militaire à
l'étranger. En fait, depuis plusieurs an-
nées, l'Amérique latine est leur principal
client.

DEPUIS que, en 1973, le ministère israélien de la défense se mit à encourager activement les ventes d'armes à l'étranger, le continent latino-américain est devenu son principal client. — Désormais, la valeur économique des exportations de matériel militaire israélien en Amérique latine dépasse de loin celle des ventes aux autres continents », écrivait en 1978 M. Edy Kaufman, chercheur à l'université hébraïque. De fait, le quotidien de la Hahadrot, *Davar*, a révélé dans une enquête en 1979 que les exportations d'armes de l'armée israélienne à la défense atteignent vers l'ensemble du tiers-monde près d'un milliard de dollars annuellement tandis que, l'aci dernier, vers l'Amérique latine, les exportations d'articles non militaires — principalement des produits chimiques destinés à l'agriculture — s'élevaient à 75 millions de dollars.

C'est après la guerre de 1967 qu'Israël entreprit d'activer la construction de son industrie d'armement. Ses capacités à l'exportation furent rapidement étendues. Hier, par la conclusion d'accords avec des sociétés étrangères (1), Par exemple, l'entreprise publique Industries aéronautiques d'Israël (I.A.I.) s'est associée avec la firme américaine Chromalloy pour rénover les moteurs d'avion, tandis qu'Industries militaires d'Israël (I.M.I.) octroyait des licences à la fabrique nationale belge Herstal et à la firme néerlandaise N.W.M. Kruthorn pour la

productions respectivement, de ce missile-tête Uzi et de son fusil d'assaut Galil qui équipent les forces armées de plusieurs pays d'Amérique latine. Toutefois, la pénétration des sociétés multinationales américaines est surtout sensible dans le secteur de l'électronique liée à la défense, où s'affirment des géants comme Motorola et G.T.E. — dont la filiale israélienne, Tadiran, s'est faite une grande part dans le domaine des radiocommunications.

Quand, en 1969, les Etats-Unis décidèrent de suspendre leurs livraisons d'armes sophistiquées aux forces armées latino-américaines afin de concentrer leurs efforts sur la préparation à la lutte anti-insurrectionnelle, l'Europe et Israël ont tiré avantage des créneaux ainsi ouverts. Israël, pour ce qui concerne — selon les informations publiées par l'Institut d'études stratégiques de Londres et par le SIPRI (Institut international de recherche sur le paix de Stockholm) —, recrute principalement sa clientèle dans des pays impliqués dans des conflits territoriaux, ou parmi les dictatures de droite.

S'effraient dans la « guerre du football », en 1969, El Salvador et le Honduras furent parmi les premiers acheteurs d'avions israéliens d'occasion renouvelés par les soins d'A.I.A. Un autre cas se présente avec les revendications territoriales du Guatemala sur Belize : en dépit des assurances de Jérusalem niant toute aide aux forces armées guatémaltèques en vue d'un affrontement avec Belize, la verbale suit en 1977 les avions israéliens qui transportent le petit matériel d'armement d'origine du Guatemala. Le conflit entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal de Beagle devrait aussi faciliter les ventes israéliennes en 1978 — mais à l'un et à l'autre pays en même temps, cette fois, au nom de l'impartialité...

A la suite d'un marché conclu en 1973 avec El Salvador, à l'occasion

Par IGNACIO F. KLICH

duquel furent d'ailleurs ouvertes des ambassades à San-Salvador et à Jérusalem, les Israéliens s'efforcèrent d'apaiser la rancœur qu'ils avaient cru déceler chez les Honduriens en acceptant de leur vendre douze avions français en 1976. Les avions étaient équipés de moteurs Pratt & Whitney, ce qui déclencha la première controverse avec les Etats-Unis au sujet de la nécessité pour les Israéliens d'obtenir une autorisation de Washington afin de pouvoir réexporter certains composants d'origine américaine. Leur rôle comme fournisseurs de matériel militaire américanisé allait être quelque peu compromis par les décisions

Du Chili au Nicaragua

A la fin de 1978, Israël a vendu vingt-cinq Mirage à l'Argentine. Alors que le conflit entre le Chili et l'Argentine en était à son point culminant, la radio israélienne confirme que la firme Danit propriétés du député Samuel Flatto-Sharon, avait servi d'intermédiaire dans une opération consistant à expédier en Argentine des obus anti-aériens de provenance polonaise. L'opération avait pour but d'établir un équilibre, M. Mordechai Zipori, ministre adjoint de la défense, offrit aux Chiliens, en janvier 1979, de renforcer en matériel leurs forces armées. A l'issue de son voyage à Santiago, un accord fut conclu pour la livraison de pièces détachées et la fourniture de services pour l'entretien des avions de transport américains C-130. L'Argentine avait également offert au Chili dans le différend sur le canal de Beagle. Précédemment une commande chilienne de missiles Shafir — engin que les experts décrivent comme une copie du Raytheon AIM-9 DYG américain — avait été particulièrement mal accueillie à Washington, en raison de l'opposition des Américains à la vente d'armes équipées de systèmes à infrarouge à l'Amérique latine. Dans un sens, l'opération, particulièrement, sur régime du général Augusto Pinochet.

Cependant, les Israéliens sont surtout connus pour avoir livré des armes au Nicaragua de Somoza, l'une des dictatures d'extrême droite les plus répressives qui ait compté parmi leurs clients latino-américains. En 1978, les Américains avaient arraché à M.^r Menachem Begin, premier ministre israélien, l'engagement de ne pas fournir d'armements à ce pays déchiré par la guerre civile : la livraison de deux avions sans-pilotes-missiles Dvora et de véhicules blindés fut annulée, alors que le cargo israélien Yaffo venait tout juste de décharger une cargaison d'armes. Cependant, au cours de leurs opérations de surveillance du trafic d'armes à destination du Nicaragua, les services de renseignements américains ont découvert que l'Israël continuait cet engagement : le représentant d'industries militaires d'Israël pour l'Amérique centrale, M. David Marqon Katz, avait, en effet, été chargé d'arranger une importante livraison de fusils Galil. Or M. Katz est, d'après le journal indépendant *Haesetz*, très lié au Parti national religieux (P.N.R.) et il finance le mouvement ultranationaliste du Gouch Emounim. Un début de controverse entre le général Moshe Dayan et un membre du cabinet appartenant au P.N.R., M. Zevang Hespeler, au sujet des activités jugées illégales de M. Katz incita l'opposition travailliste à demander une enquête parlementaire et aboutit, finalement, à l'intervention du ministre de la défense, le général Ezer Weizman, qui décida de mettre fin au contrat de représentation. L'activité des bureaux de M. Katz, établis à Mexico, par le passé, déjà été mise en cause par M. Rafael Farnandes, chef du petit parti socialiste mexicain. Les Israéliens ont également en Amérique latine plus de vingt dépôts d'armes chargés de vendre des armements.

Une telle stratégie d'exportation sans complexe suscite évidemment bien des critiques que les Israéliens écartent en faisant remarquer qu'il n'a pas sans les seuls exportateurs d'armes parmi les Occidentaux. Mais, selon l'agence de presse espagnole Elé, certains diplomates israéliens ont été surpris de constater que l'«*l'alt*» qu'ils défendaient devant la déformation de l'image de marque de leur pays dans certains milieux latino-américains. Le bureau mexicain de l'American Jewish Committee, pour sa part, évoquait implicitement un autre risque découlant de cette stratégie de ventes d'armes en faisant référence au départ de la totalité de la communauté juive d'Amérique latine, soit cinquante personnes environ — et de deux cent cinquante des trois cents juifs que comptait El Salvador. Dans les deux cas, l'American Jewish Committee estimait que l'antisémitisme n'était pas seul en cause, mais qu'il fallait aussi tenir compte du fait que ceux qui étaient partis se rangeaient parmi la

Il reste que l'évolution de la politique israélienne d'exportations militaires dans la région va demeurer surtout tributaire de considérations autrement plus concrètes, telles que la probable persistance du veto américain à la vente de matériel équipé de composants d'origine américaine, ou encore l'après de la concurrence européenne.

(1) Sur « La multiplication des industries de guerre », voir l'article de Michael T. Klare dans le *Monde diplomatique* de février 1977.

des gouvernements Ford et Carter de bloquer la vente à l'Équateur des avions de combat israéliens Kfir, équipés du moteur américain JA-78. Prévoyant la fourniture d'armements contre du pétrole, le contrat fut néanmoins étendu honorer grâce à la livraison aux Équatoriens d'avions de combat de fabrication française. En juillet 1978, le magazine *Aviation et Marine* évoquait l'intérêt que manifestaient à leur tour les Guatémaltèques pour les avions Kfir; il n'était pas exclu, si Washington devait les dissuader de cette option, que les Guatémaltèques livreraient alors des avions d'occasion, tout au moins à l'essai, à l'armée de l'air. Plus récemment, le Président amnésiqué d'acquiescer, lui aussi, des Mirage israéliens.

agua de Somoza

Autre facteur avec lequel il faudra compter devenant « les efforts que font désormais huit Etats d'Amérique latine pour se doter d'une industrie nationale d'armements. Déjà, le Brésil et l'Argentine ont des productions assez sophistiquées pour chercher à les commercialiser en Amérique latine. Les deux principaux piliers de l'industrie des armements, les Etats-Unis et la France, s'est affirmé comme l'arsenal du pays sud, sont l'usine d'aviation Embraser, qui appartient à l'Etat, et la société Engesa, qui produit, avec le soutien de l'Etat, toute une gamme de véhicules blindés. Les avions d'Embraser empiètent d'ailleurs sur les marchés d'industrie aéronautiques (surtout pour la production de petits avions de décollage et d'atterrissage courts, *Arava* [short take off and landing, STOL], appareil assez souple pour être utilisé à la fois dans des opérations de combat antiguerrilla et comme ambulance. Les forces armées latino-américaines ont, au total, pris livraison de plus de soixante-dix de ces avions, quelques autres ayant été aussi fournis à des gouvernements locaux ou à des entreprises militaires). Le *periodico Aviation Week & Space Technology*, cependant que la société israélienne devrait exporter deux cents *Arava* pour équilibrer ses commandes.

Quant aux exportations de l'Argentine en matériel militaire, à peu près de même valeur que celles du Brésil, elles attei-

gnaient 300 millions de dollars en 1979 ; 70 % des efforts portant sur la vente du tank léger TAM, que le Pakistan et la Mauritanie ont déjà acheté. Néanmoins, ce sont les contrats passés par le Brésil avec les pays du Proche-Orient — des armes contre du pétrole — qui illustrent le mieux la situation actuelle pour ce qui concerne les livraisons d'armes latino-américaines au monde arabe.

Salon de l'Europe, l'organe spécialisé Défense & Foreign Affairs, des véhicules blindés de transport de troupes (Caiman, Urutu et Sucuru) fabriqués par la société Engesa ont été vendus à la Libye (quatre cents unités), à Abou-Dhabi (deux cents), à Katar (vingt) et à l'Irak (deux mille). Six avions Embraer à turbopropulsion ont été vendus au Soudan à la fin de 1977, et l'Arabie Saoudite pourrait acheter des EMB-111 et des EMB-312 pour des opérations de surveillance côtière et pour la lutte anti-insurrectionnelle. D'autre part, la République argentine a acheté à la Libye six avions chasseurs Embraer et deux hélicoptères pour son avion Pucara, conçu pour la lutte anti-insurrectionnelle lui aussi, et envisage de s'associer avec Embraer pour produire en commun deux nouveaux avions de combat destinés à l'équipement des forces aériennes du tiers-monde.

Ainsi, lentement, mais avec persévérance, le Brésil et l'Argentine poursuivent leurs efforts pour s'assurer une part du marché lucratif des armements dans le monde arabe. Quant à l'Etat d'Israël, il ne s'embarrasse qu'il faut pour continuer à développer ses ventes de biens non militaires à l'Amérique latine, concurrentiellement à ses fournitures d'armements — ce fut l'objet d'un symposium sur le développement et la coopération en Amérique latine organisé au début du mois de mai dernier à l'université de l'Etat d'Israël, sous les auspices de la Banque Interaméricaine de développement. Ce pays, en effet, ne peut renoncer à exporter du matériel de défense à cause, notamment, de l'importance des industries aéronautiques et militaires dans son économie nationale et de la nécessité, pour lui, de se procurer les devises qui lui permettront de payer le service d'une dette étrangère qui s'élève à 18 milliards de dollars. En Amérique latine, en outre, il lui faut aussi compenser le déficit de ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis par les ventes des produits tels que le café, les avocats des papayes, les tomates, les mangues, le Venezuela et le Mexique.

Le « parapluie chinois » du général Videla

(Suite de la première page.)

Moscou : dénoncé par l'idéologie mais prénommé qui se montre prévalant (5), comme il sut l'être à l'ONU en aidant à différer le débat sur la violation des droits de l'homme en Argentine, tandis que le président américain continuait des méthodes du général Videla. Les bonnes relations s'étendent déjà aux forces armées : au cours de l'été de 1979, le directeur des écoles de guerre soviétique était décoré des mains menées du général Gromov, l'un des héros de la guerre d'Espagne de terre — de l'ordre de San Martin, la plus haute distinction en Argentine. Puis le général Monné se rendait en U.R.S.S. afin d'y paraphraser un accord entre le collège militaire de l'Armée rouge et l'Université de Buenos Aires, sur la formation d'élèves officiers argentins.

Cette évolution, qui inquiète Washington et Pékin possède cependant ses propres limites. Il existe un seul au-delà duquel le renforcement des liens sino-américains susciterait d'importantes conflits internes, surtout au sein de l'appareil militaire, entre l'armée de terre et la marine. Récemment, le journal *Comintern* a contribué à cette crainte en publiant l'analyse de l'ex-commandant de l'armée de terre et candidat à la succession du général Videla) comme *l'homme de Moscou*. L'information officielle du général Videla en Chine, au sujet de la marque de distance sans paraître s'aligner sur Washington. N'est-ce pas la raison pour laquelle le général Videla expliquait dans une interview la presse américaine, remis à Pékin, afin de placer sous le parapluie chinois ? Bouteade qui montre combien la Chine, peut apparaître utile à certains Etats du monde, mais surtout à ceux qui ont voyagé à Pékin afin pour les dirigeants argentins d'une manière ou d'une autre, une façon de se démarquer de Moscou, de donner le bâton du commandement à Pékin, de donner l'opération payante lorsque le régime réduit ainsi son isolement et améliore l'image de marque de son numéro un. Opération qui n'est pas sans risque, car si l'alternance doit intervenir au sommet tous les cinq ans. Dans quelques mois, le général Videla devra se présenter à la tête d'un parti, et il devra préparer le terrain pour un successeur qui pourrait bien être le général Videla ; le voyage à Pékin apparaît alors comme un démenti à l'opinion internationale, à celui-ci fait l'objet.

consistants de ces «inconvénients» et l'invitation n'impliquait de leur part aucune appréciation sur la politique intérieure du gouvernement argentin. Les déclarations officielles de certaines déclarations du général Videla sur la situation interne de son pays aient soulevé la réserve de ses hôtes. D'après le journal argentin *La Nación*, le général Videla avait pressé chimiquement aux propos de la délégation argentine se réduisit alors en importance, et les drapeaux nationaux furent hissés des bâtiments publics. Le général Videla déclara également une divergence sur une clause du communiqué sino-argentin, clause qui, visant à condamner l'«*Aggravationisme*», s'est — à dire l'Union soviétique, — causé embarras. Le général Videla déclara également de Pékin, donner l'impression de partir Moscou, mais, dès son retour à

Buenos-Aires, le général argentin affirmait la détermination de son gouvernement à s'opposer aux super-puissances, à l'hégémonisme, et à œuvrer pour la paix du monde — langage qui sait exaspérer Pékin.

langage que sait apprécier Pékin. Car c'est essentiellement de politique qu'il s'agit, et il n'y a aucune question durant ce échange au sommet : « Aucun grand pays, si puissant qu'il soit, n'est en mesure de sauvegarder tout seul la paix et l'ordre internationaux ; on en a déjà vu le corps de la preuve dans l'histoire récente », devait déclarer le général Videla. Ce conseil rejoint la conviction chinoise qu'il est nécessaire de promouvoir « un front uni de tous les pays pour empêcher l'escalade et l'isolement des superpuissances et de repousser ainsi l'éclatement de la guerre. « Tous les pays et les peuples épris de paix doivent braver d'un même cœur, prendre des mesures efficaces pour empêcher l'escalade de la guerre et maintenir la paix, c'est une tâche des plus urgentes », avait déclaré le président Hua Guofeng en accueillant le général argentin (6). Mais les mots ne suffisent pas à la fois des actes, et des paroles.

À la pénétration soviétique en Amérique latine, offrir à l'Argentine un autre débouché. Comme la Chine dispose de bîe argent, l'opération est avantageuse aux deux partenaires et elle est d'autant plus intéressante que l'influence soviétique. Le point d'appui argentin peut être important pour la politique chinoise en Amérique latine, et il n'est nullement fortuit que le général Videla ait déjà annoncé la visite du président chinois comme « le point de départ, et non le point d'arrivée, de nos relations bilatérales en expansion » (7).

Le régime argentin est sanglant. Les dirigeants chinois ont souvent affirmé leur souci de réalisme dans les relations avec l'Amérique latine. Mais ils entendent distinguer des relations de parti à parti, ou de peuple à peuple. Dans la suite, suivant des principes de la diplomatie chinoise, n'ont jamais cessé avec les représentants d'organisations démocratiques, au cours des années précédentes. Mais pour des raisons politiques, ils ont refusé de reconnaître officiellement les dirigeants et les représentants d'une aide, sont demeurés secrets. Il est néanmoins révélateur que, cinq semaines avant la visite du général Videla, des représentants du Mouvement des soixante-deux organisations, marqué par la tendance péroniste. Et qu'en 1976, le général Videla, à Buenos Aires, se soit fait l'écho d'un dîner privé aurait participé l'ambassadeur chinois à Buenos Aires à la même occasion. Les dirigeants chinois ont officiellement connus comme animateurs du mouvement fondé par Juan Perón. Il n'empêche que cette autre organisation, qui n'est pas officielle, cumulaire, devra être confirmée si l'écrit entend effacer toute ambiguïté sur la visite en Chine du leader de l'un des régimes les plus durs d'Amérique latine.

XAVIER LUCCIONI.

(5) **Le Monde** du 29 février 1980, « A la commission des droits de l'homme de l'ONU, l'U.R.S.S. vient au secours de l'Argentine pour empêcher le débat sur les disparitions ».

(7) *China nouvelle* du 9 juin 1980, « Signature à Pékin de quatre documents sur la coopération économique, scientifique et technique, et l'échange culturel entre la Chine et la République Argentine ».

**LES VENTES D'INDUSTRIES AERONAUTIQUES D'ISRAEL (I.A.I.)
DE 1973 A 1979**

PAYS DE DESTINATION	TYPES D'EQUIPEMENT
Argentine	18 missiles Gabriel Mk II; 28 avions de combat Mirage.
Bolivie	6 avions de transport tactique Arava.
Chili	150 missiles Shafir.
Equateur	15 Arava; 12 avions de combat Super-Mystère; 3 missiles Gabriel Mk II.
El Salvador	18 avions Ouragan; 6 avions d'entraînement Fouga; 5 Arava.
Guatemala	8 Arava.
Honduras	12 Super-Mystère; 3 Arava; 1 transport Westwind.
Mexique	25 Arava.
Nicaragua	14 Arava.
Panama	1 Westwind.

Sources : Institut International d'études stratégiques de Londres, SIPRI de Stockholm, Défense & Foreign Affairs.

Chaque trimestre, les universitaires, diplomates, industriels, militaires, gouvernants les plus prestigieux du monde écrivent dans **politique internationale**

Quatre commentaires:

Le Figaro Magazine :
"Une publication
indispensable
à ceux qui s'intéressent
à notre monde tourmenté"

Le Point :
*"Une revue qui manquait
au panorama français".*

Le Nouvel Observateur.
"Ce qu'on fait de mieux
dans le genre"

Radio France:
"Enfin un véritable
"Foreign Affairs" français"

**Bon à retourner à : politique internationale 4, rue Cambori, 75001 Paris
Tél. 260.83.02**

Tarif normal institutions (ministères, administrations, ambassades, universités, sociétés)	France 220 FF □	Etranger 300 FF □
Tarif réduit particuliers	160 FF □	200 FF □
Tarif au numéro	50 FF □	65 FF □

A partir du numéro

Ci-joint : ☐ chèque
☐ mandat

Date : _____
Signature _____

2015

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE AUX ÉTATS-UNIS

Le grand débat sur la résistance à l'U.R.S.S.

IDÉOLOGIE

Par MARC FERRO

L'incapacité de Carter, l'indécision de Carter, l'incapacité de Carter, ce n'est pas une nouveauté. Aux États-Unis, il n'est plus un seul responsable qui, en public ou en privé, esquive une défense de l'actuel président. Pourtant, chacun reconnaît qu'il a hérité d'une situation impossible. Et d'abord des effets du traumatisme vietnamien, handicap qui paralyse par avance toute volonté d'intervention militaire hors du territoire national. Et puis, héritage aussi grave, les effets de l'impossible politique de l'ineffable Kissinger. Son règne est jugé encore plus sévèrement que celui de Lyndon Johnson : car il a commis la crime politique d'émietter le peuple américain en lui faisant croire que tout pouvait se négocier. Ce jugement de M. Richard Pipes, le véritable conseiller de M. Reagan en politique étrangère, tous les experts le partagent ; à la dernière convention républicaine, il était clair que la majorité des délégués n'étaient pas disposés à laisser prendre aux artifices de ce magicien.

Parallèlement, anesthésié, tel semble bien être l'état actuel du «Gulliver» américain, et Stanley Hoffmann, qui déclare se situer «hors politique», n'est pas le dernier à juger qu'il était totalement «illusoire» la conception Kissinger-Nixon de la détente. Il reste que, si chacun s'accorde à juger absolument négatif le bilan de ces dernières années, il existe un tel degré d'incertitude sur la conduite à adopter à l'égard de l'U.R.S.S. qu'on voit mal comment l'«indécision M. Carter» est-elle même de se faire une opinion — pour autant qu'il eût été d'honneur à agir. Car s'il ne correspond pas à ce qui se passe, en France, les chancelleries du paradisa soviétique des bolcheviks de l'anti-soviétisme, cet état n'est pas moins inextricable.

Mais d'abord, quelques points sur lesquels une certaine unanimité règne. Ce bilan négatif, bien sûr, qu'il n'est pas besoin d'être communiste pour constater. Pourtant, disent certains, l'U.R.S.S. elle aussi, a subi des échecs depuis dix ans et plus. Sensible aux événements d'Afghanistan, d'Angola ou d'Éthiopie, l'opinion est peut-être un peu manipulée, qui croit à une extension démesurée de la puissance soviétique. Parallèlement à cette expansion, réelle et à cette consolidation de son hégémonie qu'elle cherche à acquiescer sur les océans, l'U.R.S.S. n'a-t-elle pas «perdu» l'Europe occidentale, le monde arabe sur lequel elle exerçait son influence, la Chine communiste ? Au Proche-Orient, n'en est-elle pas réduite à un rôle mineur, depuis qu'il apparaît que les soulèvements antimonarchiques ne bénéficient pas aux révolutionnaires mais aux mouvements traditionnels, voire aux progressistes modérés. En Chine, surtout, la dérive de ce pays, jointe à une méfiance réciproque et à une méfiance déclinante, apparaît décidément irréversible. Car la Chine est le seul pays qui persiste à mettre en cause la légitimité des frontières de l'U.R.S.S. des conquêtes militaires de l'U.R.S.S. de l'hégémonie soviétique. Elle seule dénie, et avec quelle constance, la mainmise soviétique sur des territoires asiatiques, sur Sakhaline, sur les «démocraties populaires», sur les trois pays baltes, sur le pacte germano-soviétique, sans parler de l'appui donné à l'expansionnisme vietnamien. Ce que seuls osent rappeler, en Occident, les croisés de l'anti-soviétisme, mais aucun gouvernement. Pékin le dit, le répète, le renomme. «Voulez-vous», estime Adam Uram — le «Sage» de Harvard, et sans doute le plus sensible des militaires américains — à la fois plus forte tout en se sentant moins en sécurité que jamais. Plus forte que «sous Staline», elle craint plus pour son avenir : qu'il s'agisse de la hantise des Chinois, d'un obsession à l'endroit du Pakistan, allié de Pékin, de son «ennemi naturel», les «démocraties populaires», ou de la Bulgarie, menacée par la «secrétie» à l'Ouest par cette autre hantise d'un Prague 1968 ou Budapest 1956 qui demain pourrait s'appeler Pologne ou Varnouze.

Calculs et désillusions

La puissance et la peur, «voilà l'association qui est particulièrement dangereuse pour la paix», juge Adam Uram. Shostak, si, faute de données politiques, les États-Unis ne peuvent pas pratiquer le «coup par coup» d'un troïkisme sans vision globale, offrant ainsi aux Soviétiques de «merveilleuses possibilités», car, pour leur part, ceux-ci ont une vision historique et stratégique cohérente qui leur permet d'exploiter la situation internationale au mieux de leurs intérêts.

Jusqu'à la fin de l'accord, les meilleurs experts américains divergent précisément dès qu'il s'agit d'analyser la politique soviétique, et, par conséquent, de définir la réponse à lui apporter. Pour les uns, que symbolisent par exemple les propos de Marshall Schuman, et qu'approuvent, peu ou prou, des hommes comme Cyrus Vance, voire même Kissinger, la peur, en U.R.S.S., l'emporte sur la volonté de puissance. Avec les dangers que cela implique, il ne s'agit pas de minimiser la volonté d'hégémonie des Soviétiques, mais d'observer que, souvent, c'est la maladresse de la politique américaine qui l'entraîne, alors que la peur est une maladie chronique — et aussi perilleuse. L'U.R.S.S., explique-t-on, hérite du passé dramatique de la Russie une histoire où se sont succédés envahisseurs et conquérants : Tatars, Polonais, Allemands, Allemands marqués dans sa chair, Sainte-Russie vit une psychose d'envahissement qui peut apparaître une déraison une justification puisque cette crainte a légitimé toutes les annexions, toutes les enquêtes (on pense à la «défense» de la route des Indes qui a permis à l'Angleterre de se constituer un Empire mondial) ; elle n'en est pas moins une psychose, que l'intervention étrangère en 1918, la peur d'une double invasion germano-japonaise en 1941 ou l'alliance sino-américaine aujourd'hui font renaitre au moindre incident. Par conséquent, disent les partisans de cette interprétation, il faut montrer aux Soviétiques que les États-Unis n'ont pas d'intention agressive à leur égard ; il faut leur prouver que l'Amérique ne veut pas la guerre. Il convient de ne pas irriter les Russes, mais au contraire de négocier avec eux, voire de les cajoler, sans pour autant constamment surenchérir leurs forces. Agiter tout, disent-ils, «les Russes ne sont pas des géants», on peut s'entendre avec eux, les mettre en confiance, les désamorcer, multiplier les gestes de conciliation et d'amitié. Les aider même à surmonter les échecs de leur système économique, à la limite collaborer à la réconciliation du régime avec les citoyens.

Pendant longtemps, et jusqu'à il y a une dizaine d'années, certains milieux d'affaires américains avaient approuvé cette manière de voir, car cette politique pouvait valoir en prime un bon nombre d'expériences en direction de l'U.R.S.S. qui eût prévenu les effets prévisibles de la crise. Bien qu'aujourd'hui ils n'aient plus cette illusion, beaucoup de libéraux américains demeurent en partie favorables à cette politique parce qu'ils pensent que les pratiques du totalitarisme sont contagieuses, qu'à force de combattre le feu par le feu, les États-Unis verront un jour

elle aussi, a subi des échecs depuis dix ans et plus. Sensible aux événements d'Afghanistan, d'Angola ou d'Éthiopie, l'opinion est peut-être un peu manipulée, qui croit à une extension démesurée de la puissance soviétique. Parallèlement à cette expansion, réelle et à cette consolidation de son hégémonie qu'elle cherche à acquiescer sur les océans, l'U.R.S.S. n'a-t-elle pas «perdu» l'Europe occidentale, le monde arabe sur lequel elle exerçait son influence, la Chine communiste ? Au Proche-Orient, n'en est-elle pas réduite à un rôle mineur, depuis qu'il apparaît que les soulèvements antimonarchiques ne bénéficient pas aux révolutionnaires mais aux mouvements traditionnels, voire aux progressistes modérés. En Chine, surtout, la dérive de ce pays, jointe à une méfiance réciproque et à une méfiance déclinante, apparaît décidément irréversible. Car la Chine est le seul pays qui persiste à mettre en cause la légitimité des frontières de l'U.R.S.S. des conquêtes militaires de l'U.R.S.S. de l'hégémonie soviétique. Elle seule dénie, et avec quelle constance, la mainmise soviétique sur des territoires asiatiques, sur Sakhaline, sur les «démocraties populaires», sur les trois pays baltes, sur le pacte germano-soviétique, sans parler de l'appui donné à l'expansionnisme vietnamien. Ce que seuls osent rappeler, en Occident, les croisés de l'anti-soviétisme, mais aucun gouvernement. Pékin le dit, le répète, le renomme. «Voulez-vous», estime Adam Uram — le «Sage» de Harvard, et sans doute le plus sensible des militaires américains — à la fois plus forte tout en se sentant moins en sécurité que jamais. Plus forte que «sous Staline», elle craint plus pour son avenir : qu'il s'agisse de la hantise des Chinois, d'un obsession à l'endroit du Pakistan, allié de Pékin, de son «ennemi naturel», les «démocraties populaires», ou de la Bulgarie, menacée par la «secrétie» à l'Ouest par cette autre hantise d'un Prague 1968 ou Budapest 1956 qui demain pourrait s'appeler Pologne ou Varnouze.

leurs propres libertés menacées : les crimes commis «au nom de la défense des libertés», en Amérique latine par exemple, ne correspondent pas au système américain tout entier ? Et puis, pensent ces libéraux, la greffe sur l'économie mondiale, l'U.R.S.S. sera ainsi mieux «tenue». Enfin, jugent-ils, économiquement plus à l'aise, le régime se verra plus libre de se transformer en un régime totalitaire, pour qu'elle se libéralise, il est plus efficace d'imaginer que le pays se transforme en un régime de croisière, durant lequel on réussira à le transformer de l'extérieur. Ainsi, grâce à une politique de confiance, le pays se modernisera, et, par conséquent, l'U.R.S.S. ne sera plus l'U.R.S.S. quelque sorte, et la paix sera sauve.

Ces positions, à vrai dire, ne sont pas aussi insolites et nouvelles qu'on pourrait le croire ; dès les années 20, à l'époque de la NEP, des adversaires du régime soviétique avaient cru que la nouvelle politique économique signifiait la fin de l'expérience soviétique, qu'avec la mise à mort du «communisme de guerre», le régime reprendrait les voies d'un régime à un développement «normal» du développement historique. Les socialistes de toutes tendances pavisaient : pour être démontés de la voie irréversible de l'histoire, les bolcheviks devraient la pousser ; Kautski et les mencheviks avaient eu raison. Les... En guise de retour à un développement capitaliste, le régime se verra plus libre de se transformer en un régime totalitaire, pour qu'elle se libéralise, il est plus efficace d'imaginer que le pays se transforme en un régime de croisière, durant lequel on réussira à le transformer de l'extérieur. Ainsi, grâce à une politique de confiance, le pays se modernisera, et, par conséquent, l'U.R.S.S. ne sera plus l'U.R.S.S. quelque sorte, et la paix sera sauve.

Par MARC FERRO

d'accord sur ce point également. Nul n'ignore que la reprise de l'expansionnisme actif date de l'Angola, l'affaire du Cambodge puis l'invasion de l'Afghanistan confirmant seulement la «permanence d'un dessein».

Précisément, c'est le cri d'alarme poussé en 1977 dans *Commentary* qui valut sa fortune politique à Richard Pipes, un des experts passés dans le camp républicain et devenu aujourd'hui le conseiller écouté de M. Richard Allen que le *Boston Magazine* de juillet 1980 surnomme le «Kissinger de Reagan». Nommé membre du comité d'état, il est, en quelque sorte, un conseil de politique étrangère qui double la C.I.A. Richard Pipes avait écrit, dès 1972, un premier rapport qui avait attiré l'attention de l'administration d'Etat. Dans ce texte, portant sur les «principes opérationnels de la politique soviétique», il montrait, en accord à cette date avec ce qui se passait dans le «camp républicain», si dénonçait aux États-Unis, était entièrement tournée vers l'offensive. Pour autant que les dirigeants soviétiques posaient implicitement que l'histoire a un sens, et qu'ils insistent que leur politique incarne son mouvement, la pratique «militante» de la politique extérieure soviétique doit nécessairement s'accompagner d'une évaluation rigoureuse et minutieuse du rapport des forces avant d'agir, ce qui ne signifie pas pour autant que cette action prenne nécessairement la forme d'une action militaire, puisque, pour ces dirigeants, la lutte des classes à l'intérieur de chaque nation est la prolongation de la lutte des classes à l'échelle internationale. En tout état de cause, comme en témoignent, dans le passé, à la fois l'invasion du Mexique de 1941, la riposte de Kennedy aux fusées soviétiques à Cuba, la dynamique des conflits entre Israël et l'Égypte depuis 1967, l'U.R.S.S. est toujours à la fois surprise par une initiative en politique étrangère qu'elle n'a pas suscitée elle-même, mais aussi extrêmement attentive à l'évolution du système des rapports de forces. Elle ne «joue» pas, et ne pratique pas d'imprudences de caractère «aventureux».

Le militarisme actif de la politique extérieure soviétique, explique Richard Pipes, est une répartition entre l'état de paix et l'état de guerre, de la politique intérieure de la politique extérieure. Cette répartition est, pour les dirigeants soviétiques (par exemple en Afghanistan), tout comme la participation à la guerre civile, une façon de faire une amorce absolue. En U.R.S.S., note Richard Pipes, les dirigeants ont une autre vision des relations internationales ; ils ne sont «ni capitalistes ni socialistes» et l'histoire, les bolcheviks modestes, a été une vision utilitaire de l'histoire qui leur fait juger que toute acquisition est progressée et, par conséquent, irréversible. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes ne peuvent pas saisir. De fait, dans une société «paysanne», comme l'U.R.S.S., d'où l'intellectuel «bourgeois», de formation humaine, a été exclu, depuis l'époque stalinienne, cette utilisation de la force ne choque pas, alors qu'elle est inadmissible sous d'autres régimes. Ils jugent que ce qui est acquis est négociable. Surtout, les militaires collaborent étroitement à l'élaboration d'une stratégie, le recours à la force est une hypothèse de travail que des profanes

Souple articulation des structures tribales et religieuses

L'IDÉOLOGIE ET L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE AFGHANE

Par ASEN BALIKCI *

QUELLES sont les structures sociales qui permettent aux paysans afghans de lutter contre la puissance Armée rouge ? Quelles considérations idéologiques inspirent les combattants ? Quelles sont les visions politiques des chefs de la rébellion afghane ? Écoutons le témoignage d'un homme d'Uruzgan, province située dans la partie centrale du pays :

« Quand en avril 1978 on annonça à la radio le changement de gouvernement, on le fit comme d'habitude, on le fit comme d'habitude, on ne comprenait pas, nous étions étonnés. Nous les villageois, nous connaissions l'enseignement de Toulou et de son groupe socialiste, les khalaks. Nous savions aussi que les instituteurs dans nos villages étaient pour l'Armée. Des parties du nouveau régime, ils sont sortis de leurs cachettes pour être nommés au gouvernement local et à la direction des écoles d'où ils ont organisé la propagande contre les mollahs, les chefs de tribu, les propriétaires terriens, les vieilles coutumes, l'organisation tribale, etc. Ils étaient durs pour l'islam, le Coran, le Coran est imprimé sur du papier comme les journaux, quelle différence y a-t-il entre les deux ? Et pour les femmes : pourquoi les femmes, qui sont égales aux hommes, doivent-elles rester enfermées dans les maisons ? Quelles raisons travailler dans les champs ? Pourquoi la terre doit-elle être la propriété d'un petit nombre de foyers, alors que les paysans créent de l'atm ? »

« Les khalaks organisèrent des assemblées publiques où les chefs de tribu et les propriétaires terriens étaient accusés de toutes sortes d'oppressions et d'abus. Ils étaient ridiculisés et humiliés. A l'école, la propagande était intense, on introduisit de nouvelles manières inspirées en Union soviétique. Beaucoup de jeunes crurent à l'enseignement nouveau et devinrent des espions. On amena de force les femmes à l'école pour leur apprendre à lire et à écrire. On commença la réforme agraire. Selon la loi, le propriétaire pouvait garder 30 jirbas (mesure locale équivalente à 1/3 d'hectare) et devait céder le reste à ses métayers et employés selon un ordre préétabli. On privilégia les métayers khalaks, ceux qui avaient témoigné contre les propriétaires. Beaucoup de métayers n'avaient ni animaux de trait ni semences. On en prit de force aux

propriétaires, mais beaucoup de champs restèrent incultes. La réforme agraire fut appliquée seulement dans les campagnes autour des villes, car le gouvernement n'avait pas les moyens d'atteindre les villages éloignés dans les vallées. Stupéfaits au début et enragés ensuite, les gens organisèrent secrètement la résistance. Nous primes le maquis. »

L'action révolutionnaire du gouvernement socialiste à la campagne s'attaqua à des éléments fondamentaux de l'organisation sociale et de la culture idéologique des villageois : les formes de propriété immobilière, le pouvoir local, les solidarités tribales, la position sociale des femmes, les relations contractuelles avec les métayers, etc. Un bon nombre de ces éléments traditionnels sont codifiés dans la loi islamique, d'autres font partie intégrante du Pachtounwaï, le droit coutumier des Pachtouns. Une attaque frontale contre les éléments essentiels de l'organisation sociale traditionnelle et de ses fondements religieux et coutumiers devait nécessairement provoquer des réactions dures. Les villageois comprirent qu'on leur faisait violence, ils décidèrent de répondre également par la violence. Le cri de ralliement contre la révolution socialiste a jailli spontanément : « C'est Dieu qui a donné la terre aux musulmans, il n'est pas permis de prendre la propriété d'un autre musulman ! » Ce slogan exprime bien l'essence de l'ancien politique, à savoir la tenure immémoriale. Il sous-entend également avec force l'aspect idéologique de la lutte.

Les divers groupes ethniques et unités sociales réagirent différemment à l'action révolutionnaire et à la lutte des classes. Dans plusieurs régions pachtounes, la solidarité des lignages céda la première à la pression communiste. Un propriétaire terrien recruta souvent ses métayers parmi les membres pauvres de son lignage, qu'il exploitait durement, on vit la haine accumulée depuis des générations éclater avec violence. La lutte des classes n'entraîna pas toujours les haines entre individus. Cela surtout dans les régions proches des centres urbains et sous contrôle du gouvernement. Il y avait également des changements d'allégeance avec l'intensification de la lutte armée et de la guerre idéologique, de nombreux métayers qui bénéficièrent de la réforme agraire ont rejoint les mollahs. Toutefois, le lignage constituait l'unité sociale à l'intérieur de laquelle la lutte des classes avait été directement vécue.

garnisons, exécution de notables khalaks, etc.). Le groupe d'action est composé de membres du même lignage ou de lignages apparentés.

Cette forme d'organisation possède de très grands avantages. La tribu rebelle connaît à fond son propre territoire ainsi que les régions voisines. Collines, vallons, rochers, crevasses, peuvent être transformés en abris. La tribu connaît ses ennemis, essaye de

les surveiller. Un changement dans le dispositif de l'ennemi est vite remarqué. Le choix des cibles est effectué en tenant compte d'une multiplicité de facteurs locaux, dont l'armement de la tribu. Très souvent les guerriers attaquent en dehors du territoire tribal. Dans ce cas, ils ont une base arrière pour se retirer. La solidarité du groupe d'action est assurée du fait qu'il s'agit de membres de la même tribu. Cette forme d'organisation conserve à la résistance son caractère de soulèvement populaire, la tribu entière est en mouvement, les hommes se battent pour la libération de leur pays.

Les pouvoirs spirituels et temporels des chefs religieux sur les populations tribales et rurales étaient largement tolérés. L'action révolutionnaire socialiste créait un contexte particulièrement favorable à l'intensification de l'idéologie réformatrice et à l'émergence des chefs religieux traditionnels comme chefs de la guerre sainte. Celle-ci, vue d'en haut, se déroule dans une atmosphère mystique et millénaire, ce qui explique le peu de précision des programmes politiques proposés par les organisations afghanes en exil et leur silence concernant le sujet fondamental de l'éducation moderne. Comme le disait récemment M. Sayaf, président de l'union des cinq organisations islamiques, lors d'un important discours à Peshawar : « Les Arabes n'ont pas terminé leur tâche au huitième siècle. Notre objectif maintenant est de continuer leur travail de purification de la poitrine de l'infidèle et de hisser le drapeau du Prophète sur la tour la plus haute du Kremlin. »

A la base, la résistance afghane demeure essentiellement tribale, sur tout du point de vue organisationnel, alors que la direction exprime de puissantes ambitions charismatiques et millénaristes. La lutte contre l'occupant soviétique est une guerre sainte qui vise à l'établissement d'une société islamique purifiée qui va exclure à la fois l'athéisme socialiste et les corruptions modernistes occidentales. Idéologiquement, la rébellion afghane d'aujourd'hui peut être apparentée aux grandes révoltes islamiques de la fin du siècle dernier, celle du Mahdi au Soudan contre les Anglais, celle de Al-Sanausi en Libye contre l'envahisseur italien, celle des saints de l'Atlas marocain contre le colonisateur français. Dans chaque cas, des mouvements religieux d'inspiration soufiste, fondamentalement pacifiques dans le cadre de la société traditionnelle, sont devenus militairement actifs face au conquérant étranger. Par rapport à la situation contemporaine, l'exemple de Khomeiny semble également très important. Lui aussi prône le retour à un état de pureté ancien et l'adoption d'un mode de vie qui serait totalement islamique. Située entre l'Iran et le Pakistan, la rébellion afghane suit un chemin semblable au millénarisme mahdiste en lutte. Dans l'avenir, deux voies idéologiques semblent lui être ouvertes, celle indiquée par l'imam Khomeiny ou le modèle plus stable, plus ouvert et plus intégrateur du Pakistan moderne.

Rejet de l'athéisme socialiste et du modernisme occidental

La structure de la direction est parfaitement conforme au principe d'opposition segmentaire qui régit l'organisation sociale des Pachtouns. Selon ce principe, les chefs d'une tribu entretiennent entre eux des relations de rivalité continue, relations qui s'exacerbent en période de crise. Dans le cadre de cette structure sociale, il est impossible de voir émerger un seul chef suprême qui aura autorité sur les autres. Les chefs pachtouns, dans les limites d'une région tribale, sont certainement capables d'action concertée mais poursuivent cependant leurs querelles intestines.

Le principe d'opposition segmentaire est à l'origine de la multiplicité des organisations politiques afghanes en exil à Peshawar. Chaque organisation a été créée par un chef charismatique qui groupe autour de lui ses principaux clients politiques, à leur tour entourés de leur propre clientèle. La raison d'être de l'organisation n'est pas de défendre un programme politique précis mais d'exprimer l'allégeance à un chef. C'est la relation entre le chef politique et sa clientèle qui est essentielle, de même que la relation de rivalité entre chefs politiques d'importance présumée égale.

La structure de la direction politique en exil à Peshawar correspond à la structure du pouvoir tribal à l'intérieur du pays. Dans un même secteur tribal, les différents chefs tribaux peuvent être affiliés à différentes organisations politiques à Peshawar. Ainsi, chaque chef tribal

peut agir de façon autonome et en rivalité avec les autres chefs de tribu. Après de la puissance tribu s'exprime, par exemple, trois organisations politiques sont représentées, ce qui n'empêche pas la collaboration locale quand elle s'impose. La crise afghane constitue un exemple clair de l'adaptation d'une activité militaire complexe à des structures tribales d'opposition segmentaire.

Il existe en Afghanistan plusieurs catégories de religieux. Certains sont responsables d'une mosquée, d'autres pratiquent la mendicité, et nombreux sont ceux qui se consacrent à l'enseignement et à l'administration de la justice. La campagne afghane est riche en lieux sacrés associés à la vie ou à la mort d'hommes saints. Un petit nombre d'hommes, avec des titres divers, se trouvent à la tête d'importantes confréries religieuses. Souvent, ce sont des richesses propriétaires terriens, qui exercent une influence extrêmement forte sur leurs vastes congrégations. La majorité des chefs politiques afghans en exil à Peshawar proviennent précisément de cette élite religieuse.

Les ordres donnés prônent un retour aux symboles de la tradition islamique, avec la notion importante de pureté primordiale à retrouver dans un mouvement de confrontation avec le monde matériel. Le message soufi demeure essentiellement réformatrice. L'organisation des mouvements soufis repose sur la relation entre le chef religieux et ses disciples, structure antichapelle qui peut s'adapter à des objectifs changeants, y compris des visées politiques nouvelles. Sous l'ancien régime en Afghanistan, les

* Département d'anthropologie, université de Montréal.

Terreur et contre-terreur

LES tribus dans les régions isolées réagissent en bloc en tant qu'unités politiques en optant pour la « guerre sainte ». Dans le cadre de la lutte actuelle, la tribu est l'unité sociale dotée de cohésion et ayant des responsabilités militaires. La rébellion est la plus active dans les régions où les structures tribales prédominent : les contrées pachtounes, le Nuristan et le Baluchistan. Les régions pachtounes, particulièrement, la résistance et cèdent plus facilement à la pression communiste.

Dans les régions des plaines septentrionales où prédominent les groupes persanophones et turcophones, l'opposition est faible. Il s'agit de groupes qui ont été historiquement dominés par le gouvernement central et les Pachtouns. La tradition de soumission politique rend les persanophones plus facilement malléables par les autorités gouvernementales. Cela ne veut pas dire qu'ils soient nécessairement ouverts au socialisme, mais plutôt que leur opposition éventuelle n'est pas exprimée.

Devant la résistance croissante de la population, le parti et le gouvernement ont intensifié leur action en établissant la terreur liée aux « 14 points ». Chaque point représente un élément antiprogressiste (appartenance aux frères musulmans, être mollah, éduqué à l'ouest, être membre d'un parti de droite, fils de propriétaire terrien avoir appartenu à la bureaucratie supérieure sous l'ancien régime, refuser un poste dans l'administration actuelle, interdire à ses enfants d'adhérer aux Jeunes socialistes, entretenir des relations avec les moudjahidin, etc.). Selon une arithmétique variable, l'accumulation d'un certain nombre de points menait le « coupable » en prison ou devant le peloton d'exécution. A la terreur rouge, la résistance répond par la terreur blanche et proclame sa propre liste de « 10 points ». Les exécutions ont lieu la nuit, au domicile des victimes. Le gouvernement Amin multiplie les interventions de l'armée, à laquelle il confie le premier rôle dans l'action révolutionnaire. La situation se dégrade rapidement, et les forces soviétiques interviennent.

Vers la mi-avril, il y avait au Pakistan près de 700 000 réfugiés afghans, presque tous d'origine pachtoun. On pourrait apparemment y ajouter encore 100 000 persanophones d'origine afghane réfugiés en Iran et sur lesquels on est très mal

renseigné. Il s'agit d'un mouvement de masse qui représente près de 10% de la population pachtoun d'Afghanistan. On est loin des allégations soviétiques qui ne voient dans les réfugiés que des mollahs et des agents de l'impérialisme occidental, des agents de quelques brebis égarées.

Dans les camps de réfugiés le long de la frontière, les camps pachtouns on exprime à haute voix sa haine pour l'occupant soviétique, on raconte de grands faits d'armes : chaque réfugié a tué son Russe, toujours blond ; quant aux khalaks exécutés, on les cite par dizaines.

L'organisation locale de l'action militaire rebelle revêt une grande flexibilité, de même qu'une capacité considérable d'adaptation à des conditions changeantes. A la tête d'un secteur tribal domine un chef, le « commandant », qui est le représentant d'une organisation politique afghane en exil. Ce commandant peut être un civil ou un officier déserteur de l'Armée soviétique et il est assisté par un conseil militaire local composé essentiellement d'anciens officiers. Ce conseil se réunit avec les chefs de tribu et avec les chefs des commandos. C'est ce groupe qui est chargé de la planification et de l'exécution des actions militaires, et cela de façon entièrement autonome. Les officiers servent de conseillers aux chefs de commandos, qui sont tous des hommes de la tribu et qui ont l'entière responsabilité des opérations militaires.

La tribu possède son matériel de guerre qui provient en grande partie du butin pris aux armées afghane et soviétique. Un supplément d'équipement est acheminé par des caravanes de muletiers qui voyagent la nuit, sur le flanc des montagnes, évitant ainsi les garnisons de l'Armée soviétique. Les armes sont livrées au chef de tribu qui les distribue aux lignages. En général, les armes demeurent la propriété des paysans-guerriers. Même les pièces d'artillerie sont confiées aux sections tribales qui sont chargées de les entretenir. Armes et munitions, de provenances diverses, sont bien cachées dans les montagnes difficilement accessibles. Chaque dépôt dessert en moyenne un groupe de 250 moudjahidin. Les unités d'attaque comprennent en général moins de 200 hommes et opèrent de préférence la nuit (dynamitage des ponts, attaque des

DIPLOMATES



les taxes en moins... Peugeot en plus !

Le "plus" PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le "plus" PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing — chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le "plus" PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

PEUGEOT

8.000 points de vente et de service dans le monde.
SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacérès 75008 Paris.

天 Parlez donc JAPONAIS ! 理

Cours de tous niveaux - Après-midi et soir - Professeurs japonais
Audio-visuel - Formation professionnelle continue agréée
Cours de calligraphie - Début des cours octobre - Inscription immédiate

COURS DE JAPONAIS DE TENRI

9, RUE VICTOR-CONSIDÉRANT - PARIS-14^e
Tél. 633-11-85

Je t'aime

LA POUDRIÈRE KURDE

Faiblesses d'une résistance divisée

La vieille nation démantelée s'acharne, face aux Etats, à affirmer son identité. Mais le rêve du "Grand Kurdistan" n'a pas été le ciment de la lutte.

Enquête de CHRIS KUTSCHERA



En gris : le Kurdistan irakien.

La création d'un Kurdistan indépendant avait été prévue, en 1920, par le traité de Sévres. Soixante ans plus tard, le peuple kurde reste écartelé entre cinq pays : Turquie (6 à 8 millions), Iran (5,5 millions), Irak (2,5 à 3 millions) et, dans une moindre proportion, Syrie et U.R.S.S. (respectivement 500 000 à 800 000 et 300 000) (1). Les Kurdes n'ont pas cessé, depuis lors, de lutter pour affirmer leur identité nationale. Mais, comme leur territoire, leur mouvement national est éclaté.

La révolution islamique à Téhéran avait fait naître de grands espoirs — bientôt noyés dans le sang — au Kurdistan irakien où l'affrontement armé a repris. Mais, apparemment, rien de nouveau en Turquie ou en Irak. Victime d'une répression qui frappe systématiquement les intellectuels, le mouvement kurde est privé de dirigeants de stature et en proie à un factionnalisme extrême. Dresser un bilan de son action, en 1980, c'est d'abord esquisser un tableau de ses branches rivales.



Pour venir à bout du « terrorisme », le gouvernement turc a proclamé la loi martiale dans la plupart des provinces du Kurdistan, au mois de mai de l'année dernière. Des milliers de personnes ont été arrêtées — plus de 5 800 pour la seule région de Diarbakir. L'armée multiplie les baraquements sur les routes, fouille les passagers et les coffres des véhicules. A l'improviste, elle ferme un café et en fouille tous les clients. Mais le dirigeant d'une organisation kurde illégale, condamné à plus de quarante ans de prison, peut discuter à la terrasse d'un café pendant plus de quatre heures avec un journaliste.

Le secrétaire général d'une autre organisation peut exposer en toute quiétude le programme de son parti dans une mesure d'un petit village, à moins de 50 mètres d'un soldat qui surveille attentivement la frontière — une frontière à travers laquelle passent des tonnes d'armes. Les membres du comité central d'une troisième organisation peuvent se réunir dans un autre village, à quelques kilomètres d'une grande ville où l'armée fait une nouvelle démonstration de force. Car l'armée et la police ne voient rien, ne peuvent rien voir.

C'est toute une population qui est entrée en dissidence. En Iran et en Irak, les Kurdes se considèrent comme des minorités et entretiennent avec le gouvernement central des relations ambivalentes. En Turquie, ils se considèrent comme une nation colonisée et occupée. Et ils veulent l'indépendance. Bien que résolus à passer le plus rapidement possible à la lutte armée, ils en sont encore, pour la plupart, au stade de la prise de conscience et de l'organisation — phénomènes que les polices du monde entier sont impuissantes à contrôler.

Une assimilation presque réussie

La politique d'assimilation du gouvernement turc a bien failli réussir. Dans les gros bourgs, il avait construit des pensionnats dans lesquels les jeunes paysans kurdes passaient leurs cinq années d'instruction primaire obligatoire. L'emploi de la langue kurde y était interdit, et les jeunes kurdes devaient apprendre, avec la langue turque, à devenir de bons citoyens turcs, de bons kémalistes.

Souvent, les familles se faisaient — pour des raisons économiques — les complices de cette campagne d'assimilation : « Mon père était un nationaliste qui avait participé au mouvement de Cheikh Said (2), dit un instituteur militant aujourd'hui dans une des organisations kurdes illégales.

Cependant, il existe aujourd'hui une sorte de quartier général de la résistance kurde, en un lieu de la frontière irano-irakienne que dominent des sommets enneigés à plus de 3 500 mètres. Quelques huttes près d'une petite rivière — un torrent, plutôt — qui n'a même pas de nom. Mais, déjà, celui de « Vallée des partis » commence à être connu dans tout le monde kurde.

C'est, en effet, dans cette zone libérée, qui échappe totalement au contrôle des autorités iraniennes et irakiennes, que se trouvent les quartiers généraux des principales formations de la résistance kurde : Parti démocratique du Kurdistan irakien (P.D.K.I.), d'Abdoul Rahman Ghasssemlou ; Union patriotique du Kurdistan irakien, de Jalal Talabani ; Parti socialiste unifié du Kurdistan irakien, du Dr. Mahmoud Osman, et, depuis peu, Parti communiste irakien, qui, après avoir rompu avec le régime de Bagdad, a décidé de passer, lui aussi, à la lutte armée. Cheikh Erzadine Hussein, chef religieux kurde irakien proche du Mouvement marxiste-léniniste du Kurdistan, y est également installé.

La « Vallée des partis » est en même temps un immense camp d'entraînement militaire, une école de la révolution où de jeunes militants — les plus de trente ans sont rares — confrontent leurs opinions sur les enseignements de Marx, Lénine, Mao, Guevara et... Enver Hadja. C'est enfin le symbole des divisions d'un mouvement nationaliste plus partagé que jamais, alors que la révolution iranienne, la grave crise politique et économique en Turquie et la reprise de la lutte armée au Kurdistan irakien pourraient offrir une occasion unique à ceux qui souhaitent reconstruire le Kurdistan démembré par le traité de Lausanne II y a un peu moins de soixante ans.

Les mouvements kurdes irakiens et iraniens, engagés dans une lutte armée sans merci, envisagent cependant la solution du problème kurde dans le seul cadre de leurs Etats respectifs et ne demandent que l'autonomie ; tandis que le mouvement kurde de Turquie, émergeant à peine de plusieurs décennies d'années d'une répression sans pitié et encore incapable de soutenir une lutte armée, ne demande, lui, rien moins que l'indépendance.

En Turquie : le réveil

Mais nous étions dix frères et sœurs ; mon père avait peu de terres, et il voulait en finir avec cette misère. Il voulait que je devienne instituteur. Au Kurdistan, avoir un diplôme d'instituteur, c'est un rêve, c'est l'indépendance économique assurée. Pour ça, le jeune kurde n'était pas utile, au contraire. Croyez-le si vous voulez, mon père exigeait que nous portions fure à la maison — et il y avait une petite boîte dans laquelle nous devions mettre une pièce de 25 kurus (centimes) chaque fois que nous employions un mot kurde.

Après avoir passé ainsi cinq ans à l'école primaire, et autant dans le secondaire, puis un stage à l'école normale d'instituteurs, j'étais complètement conditionné : pour moi, j'étais un Turc, et tout ce qui était kurde était quelque chose de honteux. Presque tous les militants de trente ans racontent la même histoire.

« Il y a en Turquie des milliers de Kurdes qui se prennent pour des Turcs, et moi j'étais l'un d'eux », dit un autre militant.

C'est le plus souvent vers vingt ans, après avoir milité dans une des nombreuses organisations de la gauche turque, que les jeunes Kurdes prennent conscience de leur identité. Mais ils sont généralement incapables d'expliquer le mécanisme de cette prise de conscience qui débute dans les années 60 et s'exprime au sein du Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.) de Turquie, fortement influencé par le général Barzani, et du POT (Parti ouvrier du travail).

Comme en Iran et comme en Irak, le mouvement plonge ses racines dans un courant purement nationaliste et dans un courant socialiste. Mais, très vite, le Parti communiste se révèle incapable de proposer une solution satisfaisante du problème, et, après avoir milité dans des organisations autonomes au sein du POT, les nationalistes kurdes fondent les D.D.K.D. — foyers culturels révolutionnaires de l'Est.

A partir de 1971, le mouvement se radicalise : après le coup d'Etat militaire du 12 mars 1971, les militants kurdes jugés à Diarbakir posent le problème en termes politiques, affirmant que la Constitution traite les Kurdes comme des esclaves, comme des colonisés, et refusant en bloc le système politique du pays.

Quelques années plus tard, vers 1975, on assiste à la fondation d'un certain nombre d'organisations nationalistes kurdes qui ont toutes le même objectif — l'indépendance du Kurdistan, — sans que l'on puisse toujours distinguer si ce factionnalisme extrême est dû à des raisons idéologiques ou à des rivalités personnelles.

A droite, une seule organisation, le Parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.) de Turquie, est toujours solidement implantée dans le sud du Kurdistan, en particulier près de la frontière syrienne et irakienne. Lors de son congrès d'octobre 1977, le P.D.K. adopte à son tour l'objectif de l'indépendance, et se déclare « ouvert aux principes marxistes-léninistes », pour reprendre l'expression de son nouveau secrétaire général. En fait, le P.D.K. de Turquie reste fortement conservateur et entretient des rapports étroits avec

le P.D.K. irakien auquel il fournit une assistance déterminante en assurant l'acheminement des cargaisons d'armes infiltrées par la frontière syrienne. La plupart des militants de la gauche kurde de Turquie, tout en critiquant les positions « réactionnaires » du P.D.K., s'accrochent à reconnaître qu'il est probablement le seul mouvement doté d'une implantation et d'une organisation suffisantes pour être qualifié de parti.

A gauche, la confusion est totale. Trois organisations — Ozgurluk, le D.D.K.D. et le KUK — ont cependant réussi à signer, en mars 1980, une déclaration commune, avec l'espoir de former ce qu'on pourrait appeler le parti communiste du Kurdistan de Turquie.

Animé par des intellectuels regroupés autour de deux revues, Ozgurluk (« la Liberté ») et Raje Wale (« le Soleil du pays »), Ozgurluk prône l'indépendance du Kurdistan de Turquie et sa fédération avec un Etat turc démocratique. Estimant que la division du Kurdistan est aujourd'hui une « réalité très claire », et rejetant le projet de Grand Kurdistan comme « utopique », Ozgurluk est sans doute l'organisation kurde qui entretient les meilleurs rapports avec la gauche turque, en particulier avec le T.K.P. (Parti communiste de Turquie). Elle est résolument prosoviétique et antichinoise. Mais sa scission, fin 1978, en deux organisations rivales, Ozgurluk et Ozgurluk Yolu (« le Chemin de la liberté »), devait considérablement affaiblir cette organisation dont plusieurs leaders ont été obligés de plonger dans une clandestinité totale.

Quant au D.D.K.D. (Association culturelle démocratique et révolutionnaire), fondé en 1974, il comportait à l'origine trois organisations autonomes à Istanbul, Ankara et Izmir. Par la suite, son activité devait s'étendre au Kurdistan proprement dit. Se définissant comme un « mouvement national démocratique fondé sur l'idéologie marxiste », le D.D.K.D. dispose de deux revues — Jine Ne (« Temps nouveaux ») et Tircik (« l'Aube ») — pour diffuser ses idées. Pour lui, le peuple kurde forme un seul peuple, artificiellement divisé après la première guerre mondiale. Seule la libération et l'indépendance des quatre parties du Kurdistan (en Iran, en Irak, en Turquie et en Syrie) peuvent apporter une solution. Il prône à cette fin la création d'une organisation centrale pour les quatre régions et le recours à la lutte armée. Le D.D.K.D. entretient de médiocres relations avec les partis de la gauche turque (T.I.P., Parti ouvrier du travail ; T.S.I.P., Parti socialiste ouvrier de Turquie ; T.K.P., Parti communiste de Turquie) qui ne conçoivent pas de solution au problème kurde hors du cadre de la Turquie et le circonscrivent à un fait de sous-développement régional sans aucun rapport avec la dépendance coloniale. Par ailleurs, le D.D.K.D. est, lui aussi, résolument prosoviétique et antichinois.

Le KUK (Partisans de la libération nationale du Kurdistan), issu d'une scission du P.D.K. de Turquie après le congrès de 1977, représente l'aile gauche, marxiste, d'un parti qui n'a pas encore su se dégager de l'influence des barzaniistes. Partisan d'une indépendance d'abord limitée du

Kurdistan de Turquie, le KUK envisage dans une première étape sa fédération avec un Etat turc socialiste. Mais il juge sévèrement les organisations actuelles de la gauche (T.I.P., T.S.I.P., T.K.P.), considérées comme « révisionnistes » et mise sur la « véritable classe ouvrière de Turquie », encore inorganisée.

En marge de ces formations, un groupe d'intellectuels regroupés autour d'un avocat, Ruchen Aslan (emprisonné à la fin de 1979), fondèrent une revue qui devait donner son nom à leur groupe : Ragen. Dans cette publication bilingue (en kurde et en turc), ils voulaient étudier « l'histoire du mouvement national kurde et proposer des perspectives ». La revue fut saisie et interdite dès la sortie du premier numéro, le 21 mars 1976. Dans les neuf numéros et les huit brochures publiées clandestinement depuis lors, les militants de Ragen se font, eux aussi, les avocats de l'indépendance des quatre régions du Kurdistan. En outre, tirant les leçons de l'échec du mouvement palestinien, ils, selon eux, au fait que les Palestiniens circonscrivent leur lutte au seul territoire palestinien, ils soutiennent qu'il faut tout d'abord construire un mouvement révolutionnaire au Kurdistan, puis rassembler tous les Kurdes dans un seul « front national » ; enfin, « faire la révolution au Proche-Orient avec la participation des ouvriers arabes, turcs et persans ».

Ce qui distingue Ragen des autres mouvements est son attitude très critique à l'égard de l'U.R.S.S. « Jamais le P.C. soviétique n'a fait de déclaration sur le droit des Kurdes à disposer d'eux-mêmes », déclare l'un de ses dirigeants encore en liberté, constatant « que l'U.R.S.S. ne fournit aucune aide à la lutte du P.D.K. en Iran, mais qu'elle aide la Bess, qui opprime les Kurdes d'Irak ». Ce qui n'empêche pas Ragen de miser sur l'aide de l'Union soviétique « le jour où le mouvement kurde sera devenu une force politique dont elle devra tenir compte en tant que grande puissance ».

Le rôle des paysans

PLUS systématiquement antisoviétique, le mouvement maoïste Kava (qui tire son nom de la mythologie kurde) lutte pour l'indépendance du Kurdistan, tout en mettant presque sur le même plan la lutte contre l'U.R.S.S. ; ses militants affirment que Moscou fournit armes et argent à certaines organisations kurdes qu'il utilise pour sa politique « expansionniste ». Après la mort de Sivarok, abattu le 22 novembre 1978 par les milices d'un grand féodal de la ville, le mouvement s'est scindé à son tour en deux organisations rivales, l'une prochinoise et l'autre pro-albanaise.

Enfin, le P.K.K. (Parti des travailleurs du Kurdistan) est le mouvement le plus controversé. Créé en 1976 par un ancien étudiant en sciences politiques originaire d'Ourfa, d'abord connu sous le surnom d'APO (surnom en kurde de son chef, Abdullah Ogalan), il prit son nom actuel en 1978. Le P.K.K. se distingue de toutes les organisations précédentes en ce qu'il prône le recours immédiat à la lutte armée, seule, affirme-t-il, permet d'éveiller la conscience politique des paysans, en « leur montrant que le pouvoir colonial est faible, qu'il est possible d'agir contre lui ». Ses militants remportèrent d'abord un certain nombre de succès auprès des paysans qui les accueillirent et les aidèrent sans que l'on puisse pour autant parler de « zones libérées ».

Mais après la proclamation de l'état de siège, les dirigeants du parti se divisèrent sur l'opportunité de poursuivre la lutte armée, certains affirmant que cela ne ferait qu'accroître la répression et aggraver le sort des paysans. Au cours d'une réunion à la fin de l'année dernière, « Apo », le leader du P.K.K., aurait reconnu le bien-fondé de cette thèse. Mais les partisans

(1) En tout, 15 à 17 millions. En raison des estimations divergentes, on ne peut pas donner de chiffres précis. En Syrie, les Kurdes ne représentent tout au plus, sur 10 % de la population, et sont regroupés essentiellement dans la Djézira, le Khabir-Dagh (« montagne des Kurdes »), près d'Alep et dans les grandes villes. Relativement peu nombreux, ils n'ont jamais joué un rôle marginal ; ils ont cependant, traditionnellement, fait bénéficier les Kurdes de Turquie, d'Irak et d'Iran du « nationalisme » syrien. Sur les Kurdes d'Union soviétique, voir la remarquable étude de Kental publiée dans l'ouvrage collectif « Les Kurdes et le Kurdistan », paru chez Maspero (Paris, 1978).

(2) Toutes les citations reprennent des propos qui nous ont été tenus lors d'entrevues avec leurs auteurs en novembre 1979 et mai-juin 1980.

n'ont pas arrêté la lutte, en particulier dans la région de Siverek, où les affrontements ont fait plus de deux cents morts depuis le mois de mai 1979. Les adversaires du P.K.K., en particulier le D.D.K.D., le K.U.K. et Ozgurluk, y voient la preuve que ce parti est infiltré par des provocateurs travaillant pour le compte des services spéciaux turcs.

On ne peut s'empêcher de ressentir un profond malaise devant le fractionnement extrême des organisations kurdes, qui n'hésitent pas à recourir aux armes pour régler leurs différends. Retenues derrière un langage abstrait et théorique, les dirigeants de ces organisations n'hésitent pas à imputer le fractionnement des organisations kurdes de Turquie au fait que « les intellectuels kurdes de Turquie ont plus de conscience » que les Kurdes d'Irak ou d'Iran. Quant aux règlements de comptes, il faut y voir, dira l'un d'eux, la preuve que « notre organisation est meilleure en Turquie ; nous réglons d'abord les problèmes entre nous, alors nous aurons seulement un ennemi en face de nous : le colonialisme, l'impérialisme ».

Si toutes ces organisations s'inspirent du marxisme, chacune affirme, de surcroît, être la seule détentrice du « véritable » marxisme.



Le 6 mars 1975 à Alger, à l'occasion d'une réunion de l'U.P.K., l'Irak et l'Irak signent un accord de réconciliation, aux termes duquel le chah s'engageait notamment à cesser son assistance aux autonomistes kurdes d'Irak. Ce fut le désastre pour les Kurdes irakiens réfugiés à Nâgâdéh (Iran) et l'on eut à l'effacement du mouvement en Irak. Cependant, dès le 22 mai, un certain nombre de militants de la gauche du P.D.K. irakien, réunis dans un hôtel de Mahabad, fondaient le Mouvement social-démocrate du Kurdistan irakien, qui allait vite se transformer en Mouvement socialiste du Kurdistan. Parmi les fondateurs : Ali Askari, Omar Dababa et le Dr Khaled, liés depuis 1964 à la faction du P.D.K. animée par Jalal Talabani et Ibrahim Ahmed, et des personnalités moins connues, comme Taher Ali Wali et Rassoul Marmoud.

A peu près au même moment des militants d'extrême gauche fondaient le Comité marxiste laïciste du Kurdistan ou « Kamala », tandis que des « démocrates » tels Jalal Talabani, Kamal Khoshnaw et Kamal Fouad, réunis dans une troisième organisation, la Ligne générale, mettaient sur pied le Comité préparatoire de l'Union patriotique du Kurdistan, chargé d'élaborer un programme et de réunir toutes les organisations démocrates et socialistes du Kurdistan irakien. Lorsque, le 1^{er} juin 1976, une quarantaine de militants du Kamala venus de Syrie pénétrèrent dans le Badinan, dans le nord-ouest du Kurdistan irakien pour y reprendre la lutte, l'union de ces diverses organisations n'est pas encore réalisée. Manifestement l'expédition est prématurée : un mois après son entrée au Kurdistan, son chef, Ibrahim Azou, est capturé et exécuté.

Quelques mois plus tard, les dirigeants du Mouvement socialiste du Kurdistan, Ali Askari et le Dr Khaled, pénétrèrent à leur tour au Kurdistan irakien ; mais ils établissent leur base dans une région qu'ils connaissent bien, dans le secteur de Qala Diza Koi Sinjak, dans le sud-est. Très vite, un millier de pechemerges rallient Ali Askari. La situation est suffisamment favorable, sur le plan militaire, pour permettre, un an après la reprise de la lutte armée, la réunion, du 30 août au 12 septembre 1977, du congrès constitutif de l'Union patriotique du Kurdistan (U.P.K.), auquel participent soixante-trois délégués, dont Jalal Talabani venu de Damas et qui va être alors désigné comme secrétaire général de la nouvelle formation.

Né en 1933 à Koi-Sinjak, diplômé de la faculté de droit de Bagdad, Jalal Talabani s'était vite fait connaître comme un des « jeunes loups radicaux » du P.D.K. irakien. En 1961, il fait partie du petit groupe de minoritaires de ce parti qui veulent déclencher la lutte armée sans plus attendre, à une époque où la plupart des dirigeants du P.D.K. préféraient temporiser, probablement sous l'influence du parti communiste irakien.

Jalal Talabani entretient alors des relations privilégiées avec le général Barzani — aujourd'hui disparu — qui l'appelle à son « fils ». Mais après le cessez-le-feu du 10 février 1964, il est parmi les dirigeants du P.D.K. qui, avec Ibrahim Ahmed, Omar Dababa et Ali Askari, rompent avec Barzani qu'ils qualifient de « personnalité tribale » et considèrent même comme le « plus grand danger pour la révolution kurde ». Après une brève résistance, ils sont obligés de se réfugier en Iran. Aveuglés par leur haine de Barzani, les talabanistes se rallieront, au début de 1966, au régime du Baas, et formeront des unités regroupées autour de deux mille mercenaires, les « Jash » qui, jusqu'à la signature de l'accord du 11 mars 1970, poursuivirent la lutte contre les pechemerges du général Barzani.

Qualifié par ses amis de « brillant théoricien et de meneur d'hommes », universellement apprécié pour sa jovialité et sa façon, Jalal Talabani est une personnalité politique dévouée : en effet, après avoir reproché au général Barzani de s'être allié au chah d'Iran, il devait, lui, s'allier à un autre oppresseur du peuple kurde, le général Hafez al-Assad, premier ministre syrien, qui voit en lui un instrument pour déstabiliser l'Irak, exactement comme le chah avait utilisé Barzani.

De fait, en 1976, Damas devient la capitale de la résistance kurde irakienne, lui fournissant armes et argent. Le congrès de septembre 1977 de l'U.P.K. élira aussi un bureau politique et un comité central comprenant des représentants des trois mouvements constitutifs, et se donna pour slogan : « Autonomie pour le Kurdistan et démocratie en Irak », formule identique à celle du P.D.K. iranien. Son secrétaire général nous a ainsi précisé la position de l'U.P.K. sur la question de l'autonomie : « ... Je n'ai pas peur d'être qualifié de séparatiste. Le peuple kurde vit dans un pays divisé artificiellement. Nous ne sommes

A l'exception du P.K.K., toutes les organisations de la gauche kurde s'inspirent, en effet, de schémas marxistes classiques. Pour elles, c'est la classe ouvrière kurde qui doit diriger le mouvement révolutionnaire, car « la prise de conscience d'un paysan va que jusqu'aux limites de la terre qu'il veut avoir ».

Cependant, la classe ouvrière est pratiquement inexistante au Kurdistan de Turquie, 99 % des industries étant implantées dans la région proprement turque du pays : si prolétariat kurde il y a, il se trouve dans les couronnes des grandes villes : Ankara, Istanbul, Izmir et Izmit, où vivent plusieurs centaines de milliers de Kurdes. De loin le plus sous-développé de toutes les parties du Kurdistan, le Kurdistan de Turquie est un pays essentiellement rural : sans mobilisation paysanne, l'avenir du mouvement paraît mal assuré dans ce pays. A la limite de la survie, les paysans du Kurdistan vivent le plus souvent sur des terres qui appartiennent à de grands propriétaires ou aghas, dont les propriétés s'étendent sur 10 000 doums (1 000 hectares environ) ou plus. Pour une journée de travail, ils touchent environ 250 livres — de quoi acheter 10 kilos de pain. Habitant le plus souvent dans des masures, que rien ne distingue des bœufs qui abritent leur bétail, ils

ignorent souvent le turc : 75 % des Kurdes ne savent ni lire ni écrire, selon un intellectuel pour qui « les Turcs ne sont même pas capables de nous donner leur culture ». Et s'ils doivent aller en ville pour une démarche administrative, ou pour voir un médecin, ils sont accompagnés d'un « interprète » qui leur est fourni par l'agha ou le chef de tribu — autre moyen de contrôler les paysans et de se créer une clientèle. Dans les villages, lors des élections, l'agha sait exactement comment voter chacun, et il faut beaucoup de courage pour voter contre son désir — au risque de perdre sa terre, son travail et son pain.

Les structures tribales sont encore intactes dans les campagnes. A Siverek, par exemple, Jalal Boujak, grand féodal, peut mobiliser une milice privée de deux mille hommes recrutés dans sa tribu. Et les militants du P.K.K. peuvent rallier à leur cause — en bloc — une autre tribu.

Le sous-développement économique et culturel des campagnes est évident, mais les organisations nationalistes kurdes n'ont encore rien fait pour exploiter cet immense potentiel de révolte. Comme le fait remarquer un ancien cadre du P.K.K. : « Ankara ne nous donne rien pour nous garder ».

Imprévu la résurrection du P.D.K. animé par les proches du général Barzani. Quelques semaines après l'accord d'Alger du 6 mars 1975, Sami, l'un des plus proches collaborateurs du général Barzani, le « premier ministre » du bastion kurde, avait reconnu que le « mouvement armé kurde est fini... Politiquement cette équipe de dirigeants est faïte ». L'équipe du général Barzani devait, en effet, se disperser, les uns restant en Iran, d'autres se réfugiant en Europe ou aux Etats-Unis, certains encore, comme Habib Karim, ancien secrétaire général du P.D.K., allant même jusqu'à profiter de l'amnistie pour retourner à Bagdad.

Mais le général lui-même ne devait pas tarder à réintégrer le Kurdistan des premiers commandos de l'U.P.K. Au printemps 1977, il demande à son fils Idriss d'envoyer au Kurdistan quatre anciens chefs militaires en qui il a toute confiance : Arif Yacine, Hamid Effendi, Mullozem Younis et Moustafa Nerwoy, pour reprendre la lutte armée.

Au même moment, l'autre fils du général, Massoud Barzani, crée une « direction provisoire » du P.D.K., dans laquelle on retrouve quelques anciens tels Sami, Ali Abdulla et Hourri Shawess, mais, surtout, des personnalités de second plan et d'anciens cadres du Parastin, les services spéciaux kurdes, dont Massoud était le chef.

Les partisans du général éprouvent de grandes difficultés pour relancer la lutte armée : la situation est très mauvaise pour les Kurdes vivant en Iran dans des camps de réfugiés, où ils sont surveillés de près par la SAVAK. S'ils réussissent à s'en évader et à pénétrer en Irak, les émissaires du général, pourchassés par l'armée irakienne, ne peuvent rester plus de vingt-quatre heures dans le même village... Mais le régime baasiste poursuit une politique systématique de répression, d'arabisation et de déplacement de populations, qui fait vite oublier à beaucoup de Kurdes les erreurs du général Barzani — en particulier dans le Badinan, région à population en majorité tribale. En outre, grâce à l'aide des tribus kurdes de Turquie et du P.D.K. de Turquie, les baasistes peuvent bientôt disposer d'une force d'environ trois mille pechemerges opérant à partir de bases situées à la frontière turco-irakienne.

Le conflit entre talabanistes et barzanistes était inévitable : contrariant l'accès du Badinan, les partisans de Massoud Barzani gênaient considérablement les communications des talabanistes avec la Syrie et compromettaient l'acheminement de leur armement.

Au printemps 1978, Jalal Talabani envoie plusieurs centaines de pechemerges, placés sous les ordres d'Ali Askari et du docteur Khaled,

« nettoyer le Badinan » et chercher des armes en Syrie. Début juin, une bataille meurtrière oppose talabanistes et barzanistes en territoire turc. Pour les premiers c'est la défaite : Ali Askari, le docteur Khaled et cheikh Hussein, chef yézidi, sont capturés et exécutés par les barzanistes ; tandis qu'une cinquantaine de pechemerges de l'U.P.K. sont tués, deux cents à trois cents autres sont faits prisonniers et une dizaine meurent de froid...

A la suite de cette bataille, le Mouvement socialiste du Kurdistan est décliné. Ses survivants abandonnent Jalal Talabani et rallient le Comité préparatoire du P.D.K. du Dr. Mahmoud Osman, ancien membre du politburo du général Barzani, qui avait cherché en vain à s'intégrer à l'U.P.K. En août 1979, le Dr. Mahmoud Osman fonde, avec Rassoul Marmoud et Taher Ali Wali, le Parti socialiste unifié du Kurdistan irakien, s'efforçant de suivre une troisième voie, à gauche du P.D.K. mais sans se livrer aux compromis de l'U.P.K. Sans moyens, avec de maigres effectifs, le Dr. Mahmoud Osman doit se battre à la fois contre les soldats de l'armée irakienne et contre les partisans de Jalal Talabani, dont il avait pourtant partagé la tente jusqu'au 21 mars 1979... A son tour, au début d'octobre 1979, il va négocier à Bagdad avec M. Saddam Hussein pour demander une application loyale du statut d'autonomie. Mais en vain.

La même année, deux événements plus importants allaient bouleverser l'échiquier kurde irakien : la rupture du parti communiste irakien avec le régime de M. Saddam Hussein et la révolution iranienne.

Longtemps gardée secrète par les communistes irakiens, qui s'efforçaient de sauvegarder les privilèges de leur parti — une existence légale, avec deux ministres au gouvernement, des bureaux, des journaux, — la dégradation des relations entre le P.C. et le Baas éclate au grand jour après la publication d'un rapport du comité central du P.C.I. sur ces relations : en mai 1978, une trentaine de cadres du parti sont exécutés. Quelques mois plus tard, la rupture est totale : le 13 mai 1979, la police baasiste saisit les presses de Tarik el Chaab, le journal du P.C., et ferme le siège du parti quelques jours plus tard. En août 1979, Tarik el Chaab reparait dans la clandestinité, après une réunion du comité central du parti, qui décide de rompre toutes relations avec le Baas, refuse de négocier avec le régime de M. Saddam Hussein et invite tous les membres du parti à lutter contre lui jusqu'à sa chute.

Un « front » contre le Baas

La fin de l'année dernière, plusieurs membres du Politburo et du comité central du P.C.I. avaient installé leur quartier général dans la « Vallée des partis », près de celui de Jalal Talabani, d'où ils dirigeaient la lutte armée contre le régime baasiste. D'autre part, le P.C.I. invitait toutes les organisations irakiennes à constituer un « front démocratique ». L'isolement du Baas est désormais total.

Mais la réalisation du « front » pose de délicats problèmes politiques, le P.C. invitant, en effet, à se réunir, au sein d'une même organisation, le P.S.U. du Dr. Mahmoud, l'U.P.K. de Jalal Talabani et le P.D.K. de Massoud Barzani, qui se livrent toujours une lutte acharnée.

La révolution iranienne allait cependant avoir des répercussions plus considérables. Jusqu'aux derniers jours du régime du chah, les pechemerges de l'U.P.K. avaient dû se battre sur deux fronts : lorsque, en novembre 1978, l'armée irakienne lança une offensive de grande envergure contre le quartier général de Jalal Talabani dans la « Vallée des partis », l'armée iranienne prend position de l'autre côté de la rivière, et le gouvernement de Téhéran autorise même un colonel irakien à se poster en territoire iranien, sur une des montagnes qui domine la vallée, pour diriger les opérations : la neige, qui se mit à tomber sans interruption, devait sauver les maquisards kurdes, parvenus à la fin de l'année à l'armée irakienne, tandis que plusieurs dizaines de soldats mouraient de froid... Depuis la révolution iranienne, le territoire iranien est devenu un sanctuaire pour les pechemerges de l'U.P.K.

A l'épreuve du pouvoir islamique en Iran



En Iran, la révolution devait être, pour le P.D.K., l'occasion inespérée de réaliser les deux objectifs de son programme : autonomie du Kurdistan irakien et démocratie en Iran. Mais ses dirigeants ne cachent pas que les événements sont allés trop vite : du jour au lendemain, un parti clandestin qui s'était fixé pour objectif un adhérent par tranche de mille habitants (soit cinq mille membres pour l'ensemble du Kurdistan irakien), a dû prendre en main l'administration d'un territoire vaste comme environ le cinquième de la France.

En quelques mois, les dirigeants kurdes ont dû se rendre à l'évidence : la chute du chah n'avait pas apporté à l'Irak la démocratie qu'ils souhaitaient et, dès le mois d'août 1979, il leur fallut faire face à une brutale offensive. Une fois de plus, ils furent pris de court : la plupart d'entre eux étaient encore au siège du P.D.K. à Mahabad quand l'armée lança son assaut, et c'est dans la plus grande improvisation qu'il leur fallut se replier dans les montagnes et installer leur quartier général dans la « Vallée des partis ». Pendant plusieurs semaines, M. Abdoul Rahman Ghasssemlou, secrétaire général du P.D.K., eut pour tout abri un rocher en surplomb, qui avait accueilli avant lui des générations de bergers...

Un an plus tard, après une trêve hivernale ponctuée de négociations, nouvelle offensive. A la surprise de beaucoup, les Kurdes iraniens ne sont pas écrasés par le matraquage de l'artillerie et de l'aviation iraniennes.

Les responsables sont très discrets sur leur organisation militaire, mais ils reconnaissent disposer d'environ cinq mille soldats, répartis en huit huz, ou armées. Leur armement ? Beaucoup

de G-3 ; des armes automatiques de fabrication américaine ; des Kalachnikov ; quelques fusils Bno ; des R.P.G.-7, redoutables armes antichars ; des mitraillettes Uzi (fabriquées en Iran sous licence israélienne). Presque toutes ces armes portent des inscriptions de l'armée iranienne, et beaucoup sont même gravées aux armes de l'Empire.

Très peu de temps après la révolution, les Kurdes s'étaient, en effet, emparés de la garnison de Mahabad ; puis, fin août 1979, de celle de Sardacht, où ils trouvèrent un armement considérable. A Mahabad, plus de trois mille fusils, et beaucoup d'armes lourdes : des R.P.G.-7, des « douchkas » (mitraillettes) mais aussi des canons de 86 millimètres et de 105 millimètres, et même des missiles TOW. Même chose à Sardacht, où les maquisards se sont appropriés des dépôts considérables de vivres et de munitions.

« Nous avons dépensé des fortunes, nous confie M. Ghasssemlou, pour payer les camionneurs qui ont transporté tout cet équipement en lieu sûr. Si l'on sait qu'un marché noir, en Iran, une Kalachnikov ne vaut pas moins de 15 000 francs et une balle 15 francs, on réalise aisément ce qu'a représenté pour les Kurdes la

capture de ces deux garnisons iraniennes : « Cela nous a suffi pour cinq ans », se plaît à répéter M. Ghasssemlou. Cependant, ils ont tout de même des problèmes de munitions, sont démunis d'armes anti-aériennes exception faite pour des « douchkas », et restent très vulnérables aux assauts des chasseurs bombardiers et, surtout, des hélicoptères de l'armée iranienne.

Le jeu de Bagdad

L'E.P.D.K. iranien est souvent soupçonné de recevoir une importante aide de l'Irak, en argent et en armes. Son secrétaire général affirme, lui, que cette aide s'est limitée à l'accueil des réfugiés qui avaient évacué les villes kurdes au moment de l'assaut des forces iraniennes, pendant l'été 1979, et au traitement dans les hôpitaux irakiens des blessés graves qui ne pouvaient pas être soignés sur place.

« Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas reçu d'armes des Irakiens », affirme-t-il. Et il ajoute : « Si dans le futur nous acceptons une aide irakienne, cela sera uniquement aux conditions suivantes :

« Elle ne devra pas être donnée au détriment du peuple kurde d'Irak, ni du peuple irakien tout court — ce qui veut dire que nous n'accepterons pas de nous livrer en contrepartie à une action quelconque contre les talabanistes ou les barzanistes. »

« Nous devons toujours être en mesure de refuser cette aide ; à aucun prix nous ne devons nous mettre dans une situation de dépendance. »

« Pour l'instant, poursuit M. Ghasssemlou, les Irakiens nous proposent des « parachutes », un modèle court du Bno ; nous n'en avons pas besoin ; nous voulons des SAM-7, des « douchkas » de fabrication soviétique, pour pouvoir lutter contre les hélicoptères... mais je ne crois pas que les Irakiens nous en donneront. »

(Lire la suite page 8.)

Nos précédents articles

- « Le Kurdistan : une nation déchirée », par Jean-Pierre Viennet (août 1971).
- « Regain de tension entre Bagdad et les Kurdes du général Barzani », par Chris Katschera (avril 1974).
- « La fiction de l'autonomie du Kurdistan irakien », par Chris Katschera (août 1977).
- « La lutte des Kurdes iraniens », par A.H. Kralich-Ghasssemlou (juillet 1979).

Chéris

(Suite de la page 7.)

En fait, les Irakiens ont aujourd'hui au Kurdistan irakien comme le chah le fit contre eux, au Kurdistan iranien, avant l'accord du 6 mars 1975 : M. Saddam Hussein cherche plutôt à déstabiliser l'Irak qu'à aider les Kurdes à obtenir leur autonomie. C'est ainsi qu'il fait distribuer des armes aux chefs des tribus kurdes Jaf dans la région de Kars-Chirin, cherchant à renforcer les éléments incontrôlés. Par ailleurs, il aide le général Oveissi qui, de Bagdad, essaie de recruter des tribus kurdes pour lancer un mouvement contre-révolutionnaire financé par l'entourage de l'ex-chah.

Si ses dirigeants ont pu se laisser surprendre par les événements, le P.D.K. est de loin, parmi toutes les organisations kurdes, celle qui nourrit le projet politique le plus élaboré. Les militants du kamala iranien (organisation maoïste implantée surtout dans la région de Merivan et de Sonandj) reprochent souvent aux leaders du parti d'être des « démocrates », de s'être réfugiés à l'étranger, en Irak ou en Europe, pendant qu'ils luttent, eux, sur place contre l'oppression du chah.

Pourtant, M. Ghanl Boulourian, l'un des membres du politburo du P.D.K., a passé les vingt-cinq années qui ont précédé la chute du chah dans les prisons iraniennes ; tandis que le secrétaire général, M. Ghassemlou, fut en 1954 parmi les fondateurs du « comité de Mahabad » à l'origine de l'actuel parti, et contribua, en 1956, à la rédaction du premier programme du parti.

Dominant très nettement par sa personnalité et sa culture politique le mouvement kurde de ce dernier quart de siècle, M. Abdol Rahman Ghassemlou, qui détient le poste de secrétaire général depuis 1971, est né en 1930 dans un des petits villages que son père, féodal kurde iranien, possédait à l'ouest du lac d'Ourmia. Il eut, très jeune, une « période mystique », dont il conserve une excellente connaissance du Coran et de la langue arabe. Mais, très vite, il devait lire les ouvrages sur le maoïsme qui circulaient alors sous le manteau en Iran, et lorsqu'il arriva en France, en 1949, pour y commencer ses études universitaires, il est déjà acquis aux idées révolutionnaires. Pour avoir participé à des réunions contre le chah, il se voit privé de sa bourse par l'ambassade. Il poursuivra ses études en Tchécoslovaquie.

Dans une vie ponctuée d'exils, trois épisodes ont contribué à modeler sa pensée politique :

— En 1953, à l'époque de Massadeh, M. Ghassemlou milite à Téhéran dans un P.D.K. qui est dans la mouvance du Toudéh. Il assiste, impuissant, à l'effacement du mouvement de Massadeh et rompt bientôt avec le Toudéh, qui avait renoncé à déclencher une insurrection ;

— En 1958, il est à Prague, où, après avoir obtenu un doctorat de sciences économiques, il enseigne à l'université Saint-Charles. Le 20 août, il assiste à l'écroulement du « socialisme à visage humain » de Dubcek par les chars du pacte de Varsovie ;

— Enfin, de 1970 à 1974, il se trouve à Bagdad comme expert au ministère du plan. Après la signature de l'accord du 11 mars 1970, accordant l'autonomie aux Kurdes irakiens, il observe la lente dégradation des relations entre le général Barzani et le gouvernement de Bagdad ; il suit aussi de très près les ultimes négociations sur le statut de l'autonomie qui ont précédé la reprise de la guerre en mars 1974. Plus que tout autre dirigeant nationaliste, il sait que si les Kurdes savent faire la guerre, ils ne savent pas gagner les négociations.

A la même époque, il dirige de Bagdad la réorganisation de son parti en Iran, avec le soutien des Irakiens. Il connaît personnellement les dirigeants baasistes et ne se fait guère d'illusions sur les motivations. Lorsque, en 1974, M. Saddam Hussein lui demande de commander Barzani dans le journal Kurdistan du P.D.K. iranien, M. Ghassemlou refuse ; le Baas interdit alors la publication de ce journal. M. Ghassemlou quitte l'Irak.

Parlant couramment six ou sept langues, doté d'une mémoire colossale et d'un sens de l'humour à toute épreuve, M. Abdol Rahman Ghassemlou aurait sans doute une expérience politique suffisante pour arracher à un grand pays comme l'Irak l'autonomie d'une de ses provinces. Resté maoïste, quoi qu'en dise ses adversaires, il veut instaurer au Kurdistan un « socialisme démocratique ». « Nous ne sommes pas, précise-t-il, des socialistes-démocrates comme Krouchtchev, qui gère le capitalisme. Nous voulons le socialisme, comme en Tchécoslovaquie, mais avec la démocratie ».

Autonomie et séparatisme

Dès les premiers contacts au printemps 1979, les négociations entre le P.D.K. iranien et l'imam Khomeiny butent sur le concept même de l'autonomie. Lorsque, au mois de mars 1979, une délégation kurde lui remit un mémorandum détaillé sur les « revendications du peuple kurde », l'imam fit une longue péroraison, dans le style vague qui lui est propre, sur le thème : « Nous sommes tous des musulmans, il faut préserver notre unité ; dans ce cadre, nous aurons tous les mêmes droits. »

Les délégués kurdes souhaitent expliciter ces droits, l'imam Khomeiny ajouta : « Il n'y a pas de problème, vous aurez des routes, des écoles, des hôpitaux. » Les délégués insistent encore : « Mais nous voulons nos droits politiques, nous voulons l'autonomie. » L'imam demanda alors : « Cela n'est pas contre l'unité de l'Irak ? Non ? Bien, alors voyez cela avec Bazargan » (premier ministre à l'époque). Mais lorsque les délégués kurdes exposèrent au premier ministre leur conception de l'autonomie, M. Bazargan s'écria : « Mais c'est la séparation ! »

Que demandent les Kurdes iraniens ? Le 1^{er} mars 1980, le P.D.K. remettait à un émissaire du président Bani Sadr un texte en six points résumant leurs revendications :

1) Les droits nationaux du peuple kurde, sous

la forme de l'autonomie, doivent être inscrits dans la Constitution ;

2) Les limites géographiques du Kurdistan seront choisies en tenant compte des facteurs historiques et géographiques, et de la décision de la majorité des habitants des régions concernées ;

3) Le Kurdistan autonome élira un conseil général au suffrage universel ;

4) Le conseil général du Kurdistan autonome élira une commission exécutive pour diriger les affaires économiques, culturelles et administratives ;

5) La langue kurde sera considérée comme langue officielle au Kurdistan, à côté du persan ;

6) Toutes les affaires intérieures, y compris la sécurité, seront du ressort des organes autonomes locaux.

Ce que refuse le président Bani Sadr, comme avant lui M. Bazargan, c'est la création d'institutions autonomes propres au Kurdistan : le regroupement des quatre provinces kurdes dans une seule entité, l'élection d'un conseil général (que les Kurdes appellent aussi « assemblée nationale du Kurdistan ») et la formation d'une commission exécutive (ou « gouvernement autonome du Kurdistan »). En revanche, il est prêt à accorder certaines concessions socio-économiques et une plus large décentralisation.

Car la mise en place d'une entité autonome kurde, pour les dirigeants actuels, ouvrirait la porte aux séparatistes. Ils se montrent de surcroît convaincus que les chefs du mouvement nourrissent le rêve d'un Grand Kurdistan qui remonterait en cause les frontières de la région.

Pourtant, le secrétaire général du P.D.K. iranien a fait preuve, tout au long de sa carrière, d'une remarquable constance, s'obstinant à limiter sa revendication à l'autonomie du Kurdistan iranien.

En 1958, de retour de Bagdad, après la révolution irakienne, le général Barzani avait déclaré un jour à M. Ghassemlou : « Pour moi, les frontières n'existent pas », et il lui avait proposé de

créer un seul parti pour les Kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie, dont son interlocuteur serait le secrétaire général. M. Ghassemlou refuse cette offre. Vingt ans plus tard, dans un essai sur le Kurdistan iranien (3), A. R. Ghassemlou devait écrire que : « s'il y a clairement des conditions économiques, politiques et sociales similaires » dans toutes les parties du Kurdistan qui leur donnent un « aspect commun », « il ne faut pas exagérer ces caractéristiques communes », soulignant que « ce ne sont pas seulement les frontières qui séparent » les Kurdes de Turquie, d'Irak et d'Iran, car, pendant plusieurs dizaines d'années, ils ont aussi subi des influences différentes dans les pays dans lesquels ils vivent — rejoignant ainsi les thèses soutenues en Turquie par Özgür-lük.

Évoquant, dans son refuge de la « Vallée des partis », le fonctionnement des futures institutions autonomes du Kurdistan, le secrétaire général du P.D.K. devait dire : « Le gouvernement central gardera pour lui un certain pourcentage des revenus pétroliers : 30 à 40 %. Le reste doit être réparti en proportion de la population. S'ils refusent ? S'ils veulent que le Kurdistan reste dans le cadre de l'Irak, ils doivent nous donner une partie du revenu pétrolier. »

Une autre fois, envisageant l'hypothèse d'une lutte prolongée, il remarquera : « Si on se bat longtemps, on se battra pour plus que l'autonomie. Hani et Massad (qui avait transmis un message du P.D.K. à l'ayatollah) » avait, au début, nous, les Palestiniens, nous nous battons pour rester chez nous. Puis le nombre des martyrs a augmenté, et nous nous serions contentés d'une décentralisation administrative. Après, nous avons voulu l'autonomie. Maintenant, nous voulons l'indépendance... » Cependant, le secrétaire général ajoutait aussitôt que « si le gouvernement iranien nous accorde le statut d'autonomie irakienne de 1974 — avec son exécutif et son législatif, — nous l'acceptons tout de suite... Evidemment, pas de la façon dont il est appliqué en Irak ».

Contradictions exacerbées



Occasion historique inespérée pour le mouvement national kurde, la révolution iranienne a encore accentué les contradictions entre les diverses organisations.

Cherchant à s'assurer des appuis au Kurdistan, M. Jalal Talabani — tout d'abord contribué à armer les militants du kamala iranien avant de nouer des relations avec l'un des généraux de l'imam Khomeiny. Lorsque l'armée iranienne attaque les pechmergas kurdes iraniens, il se pose en médiateur. Le prix de cette médiation, que réclame le P.D.K. iranien : il y avait eu Liban et en Syrie d'importantes cargaisons d'armes — en particulier des armes lourdes contre les chars et les hélicoptères — qu'il était difficile de faire transiter par la Turquie. La solution idéale consistait à obtenir de l'imam Khomeiny l'autorisation de les faire livrer directement en Iran, par avion. Interrogé sur ce point, M. Jalal Talabani avoue avec un sourire désarmant : « Pourquoi pas ? Cela pourrait être le prix de ma médiation. »

Les barzanistes se sont, eux aussi, empressés d'exploiter les possibilités que leur offrait la chute du chah : après avoir rencontré à deux reprises l'imam Khomeiny, M. Massoud Barzani obtint une totale liberté de mouvement pour les dizaines de milliers de Kurdes irakiens encore réfugiés en Iran et se voyait remettre l'équivalent

de 30 millions de francs, et deux mille armes — des armes que les pechmergas irakiens avaient dû remettre à l'armée iranienne en franchissant la frontière après l'accord du 6 mars 1975.

Mais le prix de ces nouvelles relations que M. Barzani venait d'établir avec l'imam était clair : ses partisans devaient être les « gendarmes du Kurdistan ». Une série d'incidents illustrent cette situation. A Ouchnou, au cours d'une manifestation, l'an dernier, les pechmergas irakiens tiennent sur la foule, tuant six personnes. Lors de l'offensive de l'été 1979, un des chefs kurdes irakiens, Taher Khan, fils de Simko, doit attaquer Rezaïeh (Dourmeh) avec sa tribu, pour réduire la pression de l'armée iranienne sur Mahabad. M. Massoud Barzani pèse alors de toute son influence pour empêcher d'intervenir. A Paveh, enfin, les pechmergas du P.D.K. iranien ont encadré le ministre iranien de la défense et sont sur le point de la capturer quand ils se trouvent à court de munitions : les partisans de M. Massoud Barzani avaient bloqué la route par laquelle étaient acheminés leurs renforts. Évoquant ces incidents, M. Ghassemlou ne mâche pas ses mots : M. Massoud Barzani et ses partisans sont des jesh, des mercenaires travaillant pour l'imam Khomeiny. La réunion du 4 au 9 novembre dernier, en territoire iranien, près de Ziwa, du congrès du P.D.K. irakien, au cours duquel M. Massoud Barzani devait être élu président du parti, confirmerait l'existence de relations particulières entre son mouvement et le régime islamique.

Si les Kurdes iraniens ne peuvent espérer aucune aide des organisations irakiennes, celles de Turquie, favorables à l'indépendance, fournissent une certaine assistance au P.D.K. iranien. Mais l'étroite corrélation idéologique dans laquelle ces organisations se meuvent les empêche de saisir l'ampleur des événements historiques qui se déroulent

à leur porte. Alarmé par les dissensions et le nombre des règlements de comptes, M. Ghassemlou a décliné l'offre de celles qui lui proposaient d'envoyer des combattants participer à la lutte contre l'armée iranienne.

Le mouvement national kurde est-il pour autant condamné ? Le soulèvement du Kurdistan iranien est-il condamné à être écrasé à son tour, comme le fut, il y a cinq ans, celui du général Barzani au Kurdistan irakien ? Et qu'en serait-il demain du Kurdistan turc si, à son tour, il prenait les armes ?

On assiste en ce moment au Kurdistan turc à une prise de conscience que la gauche turque et le pouvoir à Ankara ignorent avec le même aveuglement. Et le refus des autorités de Téhéran d'accorder aux Kurdes iraniens l'autonomie annonce la poursuite de la lutte. C'est ainsi que, finalement, de jallir l'incellule qui déclenchera la marche vers l'unité du mouvement.

(Copyright Chris Kutschera et le Monde diplomatique.)
(Dessins de PLANTU.)

(3) A.R. Ghassemlou, *Iranien Kurdistan, 1978*, 36 pages, éditeur et lieu de publication non précisés dans l'ouvrage.

BIBLIOGRAPHIE

- Les Kurdes et le Kurdistan, ouvrage collectif réalisé avec la collaboration de Kerdas, A.R. Ghassemlou, Jamet, Chrif, Yany et Mustafa Nasdar. Maspero, Paris, 1978, 354 pages.
- Le Mouvement national kurde, Chris Kutschera. Flammarion, Paris, 1978, 303 pages.
- Aghas, Shalish and State, M. M. van Brunssen. Rijksuniversiteit, Utrecht, Hollande, 1978.

Recherches universitaires

Un « observatoire » du tiers-monde

Au sein d'une Ecole française des relations internationales qui affirme son dynamisme, le courant « tiers-mondiste », animé par Pierre-François Gonidec, Edmond Jouve, Jean-Pierre Collin, s'est doté d'une tribune avec l'Annuaire du tiers-monde, dont les quatrième et cinquième volumes sont consacrés à la « militarisation » des États du tiers-monde et au nouvel ordre de l'information (1). Une tribune ouverte, pluraliste, vivante, même si des approches théoriques sont parfois privilégiées ; mais aussi un instrument de travail indispensable aux chercheurs et aux institutions universitaires spécialisées, par la richesse des faits recensés, de la documentation rassemblée.

Ramène en question l'image traditionnelle des « prononciations » sur les trois continents — la vieille habitude latino-américaine des coups d'État organisés et dirigés par des militaires en Afrique et, dans une moindre mesure, en Asie. Interprète, dans une perspective comparative, des faits souvent trompeurs : la mise en place de régimes militaires, qu'il conviendrait de définir, de classer, d'opposer peut-être moins aux régimes civils que les uns aux autres. Edmond Jouve a eu l'heureuse idée de reprendre, à partir de la trentaine de « putschs » africains qui séparent l'assassinat du président Olympio, dans le Togo de janvier 1960, de l'arrestation de Mokhtar Ould Daddah, dans la Mauritanie de juillet 1970, le démontage de cette « technique du coup d'État », jadis théorisée par Maurice Bardey (2), et naguère mise à jour par l'Américain Edward Luttwak (3) : en résulte un court essai brillant dont on retiendra le scénario classique de la prise de pouvoir — l'investissement de la capitale au petit matin, l'absence très fréquente du chef de l'État, la présentation des acteurs, et surtout les réactions suscitées, ou, plutôt, l'absence de réaction, le « concert africain » se satisfaisant, le plus souvent, des assurances de « continuité » données par les nouveaux dirigeants.

Comment expliquer ces interventions de l'armée sur la scène politique ? Les théories abondent, depuis les analyses marxistes, fondées sur l'état des forces productives, les rapports de production, jusqu'aux approches sociologiques anglo-saxonnes, qui procèdent d'une évaluation du poids politique de l'armée et du niveau de culture politique des sociétés concernées. Nicole Guéz en dresse un fort riche panorama critique : elle relève, au passage, la distinction d'Huntington entre le « prétorianisme oligarchique » (l'oligarchie, constituée par les militaires de haut rang liés aux classes supérieures, prend le pouvoir par une révolution de palais pour le compte de ces mêmes classes), le « prétorianisme radical » (l'intervention est le fait d'officiers issus de classes moyennes et a pour but de permettre à celles-ci une participation élargie au pouvoir) et le « prétorianisme de masse » (les militaires se posent en représentants des classes populaires qu'ils déposent en fait de toute participation au pouvoir sous le couvert de régimes populistes) ; elle écarte les thèses des auteurs français qui s'attachent à l'étude de l'armée elle-même, celles de Michel Marlin, qui introduit le concept de « culture militaire » et distingue six types d'armées (vendues, armées royales, armées de

libération, armées du guérilla, armées coloniales, armées de putsch), de Lavroff, qui privilégie les données ethniques, de Pierre Dabozes, fondée sur la notion de « spécificité militaire ».

PIERRE DABEZES s'exprime directement, dans une remarquable étude du même intitulé sur « l'armée, force politique ». Clés du comportement de cette armée, ses quatre spécificités principales — « subjective » (la priorité absolue accordée à l'impératif de défense), « organique » (la hiérarchisation, le principe du commandement), « juridique » (les contraintes que les dirigeants peuvent imposer, sous certaines conditions, aux citoyens), « éthique » (les valeurs telles que le patriotisme, le nationalisme qui donnent une dimension idéologique à l'irruption de l'armée sur la scène politique) — déterminent les lignes de force et les points de rupture qui structurent le champ militaire. N'existe-t-il pas une conception

Par CHARLES ZORGBIBE

du monde propre à toutes les armées, qu'on retrouverait, parfois sous forme de caricature, dans les pays en voie de développement ? Et Pierre Dabozes de poser la question fondamentale de la nature du pouvoir d'État à Cuba, en Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola, au Vietnam : est-on en présence de forces révolutionnaires armées qui se sont politisées ou de forces politiques qui se sont militarisées ?

Au-delà du phénomène essentiellement politique de la mise en place de régimes militaires, il conviendrait d'examiner la « militarisation » proprement dite, qui procède, dans tout pays, du poids croissant des armements — dont l'achat et maintenant, dans certains cas, la production sont une fonction essentielle du développement — ou du sous-développement. Hugo Sade montre que le tiers-monde apparaît plus concerné par « l'impératif de sécurité » que par la course aux armements au sens propre du terme : il distingue les pays riches surarmés et les pays pauvres qu'on arme — les processus de militarisation étant déterminés, dans le premier cas, par les facteurs économiques et nationaux des pays concernés (Inde, Brésil, Taiwan, Irak... ou États membres de l'Organisation arabe islamique), dans le second, par les intérêts politiques et les impératifs stratégiques des grandes puissances.

Souligner les tendances qui se font jour en matière de multinationales des industries de guerre, déceler les motivations des parties contractantes, évaluer la part des dépenses militaires dans les budgets des pays sous-développés, examiner les modèles explicatifs de la « militarisation » dégagés par différents courants doctrinaux et les soumettre à l'épreuve des faits, tenter de dégager

les implications militaires des ventes d'armes : tel était l'ambitieux propos de Jean Klein, dans une étude qui nous apparaît comme la plus importante du volume. Se gardant de toute utopie, se voulant, selon le mot de Valéry, « libre encore de douter de ce qui est douteux et de ne point rejeter ce qui ne l'est pas », Jean Klein met en question la réflexion lorsqu'elle prend trop de distance avec l'objet premier de la recherche. De ce type de réflexion, les animateurs de l'Annuaire ont, peut-être, voulu donner une illustration concrète en publiant l'essai du Suédois Jan Oberg, qui manifeste une conception ossifiée de la « recherche sur la paix », en établissant une correspondance stricte entre structures civiles et militaires, un lien serré entre les structures économiques, sociales et politiques d'une société donnée et le maintien de cette société dans une situation de paix ; et surtout l'analyse académique et formelle du « scénario de l'Armée », qui relève du « pigrid-marchisme » — l'armée au pouvoir ayant un rôle de porte-parole des classes exploitées ou une fonction historiquement positive, selon l'orientation du régime (elle-même définie par ses liens avec l'Union soviétique ?).

PLUS récemment paru, le volume sur « l'information et le tiers-monde » reprend et développe un sujet traité par les organisations intergouvernementales mais aussi, en France, par la Société française de droit international (4) et par l'un des colloques du Monde diplomatique qui avait mis en avant le concept de « communication intégrale » (5). On y trouve une documentation de première main (des analyses de contenu de la presse française sur le tiers-monde, par exemple), des commentaires — qui cependant tiennent plus de la « défense et illustration » — de la revendication du tiers-monde que de la réflexion critique (6). Les contributions soulignent les défauts du genre : l'insuffisance des rapports (dont plusieurs sont, cette fois, rédigés en anglais), l'innovation contestable de la part de théoriciens de la dépendance... ; le compte rendu des débats qui aurait gagné à être abrégé. Restent les chroniques régulières, qui sont l'intérêt majeur de l'Annuaire : le point régulièrement fait sur la vie politique interne et les relations internationales des États du tiers-monde. Avec une lacune cependant : les organisations internationales de l'Océanie sont totalement ignorées, comme les problèmes des États de cette région du monde.

(1) Volumes IV, 1977-1978, Berger-Levrault, Paris, 1979, 645 pages. — Volume V, 1978, Berger-Levrault, Paris, 1980, 644 pages.

(2) Traduction française : Grasset, Paris, 1943.

(3) Coup d'État, Penguin Press, Londres 1968, 2^e édition, révisée, 1978.

(4) Colloque de Strasbourg, 1977, Information et droit international, Pedone, Paris, 1978.

(5) Colloque organisé par la faculté de droit de Paris-Sud, le 26 octobre 1978, publié par le Monde diplomatique, janvier 1979.

(6) Cf. à cet égard : L. R. Sussman, *Mass News Media and the Third World Challenge*, The Washington papers n° 46, Sage Publications, Beverly-Hills 1978.

Le conflit américano-iranien

L'ARME MONÉTAIRE

Par SÉLIM TURQUIÉ

Le blocage des fonds appartenant à un pays ennemi n'est certes pas une nouveauté. Une telle mesure a été décidée par les États-Unis contre l'Allemagne nazie (1941), la Chine (1950), l'Égypte (1956), Cuba (1962) et le Vietnam. L'Executive Order du président Carter, qui interdit la vente d'armes et d'assistance financière à l'Iran, est la dernière d'une longue série de mesures de ce genre. Mais, pour la première fois, la mesure est prise à l'égard d'un pays qui n'est pas considéré comme un ennemi.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le gel des avoirs iraniens, ordonné le 13 novembre 1979, n'est pas officiellement motivé par l'attaque des pétroliers américains dans le Golfe. Bien sûr, à ce moment-là, la crise est déjà très grave : les diplomates américains à Téhéran sont illégalement détenus depuis une dizaine de jours, et le président Carter a pris la décision de boycotter le pétrole iranien. Mais, le 13 novembre, le président Jimmy Carter menace de transférer les avoirs iraniens dans le Golfe, et les banques de pays « qui ne pourront pas bloquer l'argent par des moyens légaux ». Le lendemain, M. Carter s'appuie sur cette déclaration pour bloquer les fonds iraniens afin de « protéger les créanciers américains » de Téhéran.

L'émotion est aussitôt considérable. Trois jours seulement après la décision américaine, les dirigeants des pays du Golfe menacent à leur tour d'annuler la vente de pétrole à l'Iran, de réviser leur politique de dépôts de capitaux aux États-Unis. Le 10 décembre, c'est au tour des gouvernements des Banques centrales européennes, réunis à Bâle, de critiquer la mesure de gel des

avoirs iraniens et de déplorer la crise de confiance qu'elle provoque. Le séquestre américain porte sur une somme évaluée à 8 milliards de dollars. Or les avoirs des pays de l'OPEP représentent 45 milliards de dollars sur un ensemble de dépôts étrangers de 150 milliards de dollars.

Pour calmer les inquiétudes, le secrétaire américain au Trésor, M. Miller, entreprend dès le 14 novembre une tournée des principaux pays pétroliers du Golfe. Il veut calmer les inquiétudes mais aussi expliquer aux intéressés qu'il n'a pas beaucoup de choix. Aucune monnaie au monde n'étant candidate à la succession du dollar, des retraites bancaires de fonds, des ordres de conversion massive, aboutiraient à une crise monétaire mondiale et à une chute catastrophique du cours de la monnaie américaine. Une telle évolution serait un grave coup porté aux États-Unis, mais aussi à tous les pays détenteurs de dollars — à commencer par les producteurs de pétrole — et finalement au système monétaire international dans son ensemble. L'argument est effectivement de nature à décourager à court terme les mouvements trop brusques de capitaux. Mais il revient, pour chaque pays appartenant au système, de reconnaître une limitation de sa souveraineté monétaire au profit du président des États-Unis.

L'Executive Order ne se borne pas à geler les avoirs iraniens dans les banques américaines aux États-Unis : la mesure s'étend à leurs succursales et filiales en Europe occidentale (1). Une décision politique américaine s'applique-t-elle sur le territoire de pays souverains système de réglementation financière propre ? La place qu'occupent les eurodollars dans les échanges mondiaux implique-t-elle en pratique que les pays occidentaux se dessaisissent au profit des États-Unis d'une partie de leur propre souveraineté monétaire ?

en transitant par la place bancaire américaine, tombent sous le coup de l'Executive Order qui les bloque. Cet argument de pratique bancaire est soutenu par un point de droit qui veut qu'une monnaie nationale n'ait cours légal que dans le pays qui l'a émise. Les avoirs iraniens par la Banque Markazi Iran — monnaie scripturale, simple jeu d'écritures dans des livres de comptes — ne peuvent donc, d'après M. Dubarry, être disponibles à l'extérieur des États-Unis.

L'essor exceptionnel du marché des eurodollars s'explique, entre autres, par cette raison que la devise internationale permet d'échapper, dans une large mesure, aux autorités monétaires nationales. Le marché des eurodollars (constitué pour les deux tiers de dollars) offre « une réserve de liquidités que les banques commerciales peuvent utiliser pour se soustraire aux limitations des autorités de tutelle ». Ainsi le contrôle du crédit échappe peu à peu aux autorités monétaires, et cela d'autant plus que les banques américaines, devenues de plus en plus restrictives, ont plus les restrictions sont sévères, plus les circuits parallèles deviennent attractifs... » (3). L'importance des eurodollars est telle que, au cours des cinq dernières années, le marché international a permis de financer 75 % des déficits des balances de paiements (4). Les États-Unis, la banque américaine demandent en quelque sorte aux tribunaux de tirer

les conséquences pratiques du fonctionnement « normal » du marché des eurodollars. Sur le plan des principes, M. Dubarry fait remarquer, de plus, que la souveraineté dont il est question dans cette affaire n'est pas territoriale, mais monétaire. « Personne ne nierait, nous a-t-il déclaré, que, par exemple, une dévaluation du dollar est bien de la compétence du gouvernement des États-Unis... »

En réponse à cette argumentation, les avocats de la Banque centrale se sont attachés à démontrer que le contrat liant les deux parties n'est pas à Paris, et que sa localisation juridique ne peut donc faire de doute. « Une législation américaine, connue sous le nom de Q Regulation, adoptée par le président Kennedy, nous a déclaré M. Cheron, limite ou interdit la rémunération des comptes de dépôts à terme dans les banques américaines. La mesure a été adoptée justement pour limiter la spéculation sur le territoire des États-Unis et favoriser les dépôts étrangers dans les banques américaines. En démontrant que la différence des taux servis sur les dépôts étrangers fonde la présence des États-Unis en France plutôt qu'à l'inverse, nous prouvons que le contrat est spécifique, que la City Bank — toute filiale américaine qu'elle soit — est seule responsable des fonds qui lui ont été confiés et que, en conséquence, elle doit les restituer sans délai. Si elle ne peut le faire en dollars, elle doit alors fournir la contrepartie dans une autre monnaie, la livre sterling, par exemple. »

En Grande-Bretagne, la reprise des audiences est prévue pour le mois de novembre. En Allemagne, où la Morgan Bank a obtenu la mise en gage de la participation iranienne dans le capital de la société Krupp, elle doit intervenir à la fin de l'année.

Le 16 mai, les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis à Naples, adoptent une série de sanctions contre l'Iran. Dans la deuxième mesure d'embargo décidée, il est demandé aux pays membres de « s'abstenir (...) d'autoriser des accroissements substantiels des dépôts étrangers en des monnaies autres que le dollar ». Cette mesure signifie que, même si l'Iran n'obtient gain de cause auprès des tribunaux européens, l'Iran ne serait pas en mesure d'obtenir la conversion des fonds ainsi libérés en d'autres devises que le dollar. Les avoirs iraniens présents et à venir de l'Iran à l'étranger seraient donc bloqués. De toute façon, la décision des Neuf est politique : ils auraient pu aussi bien, s'ils avaient voulu être plus sévères, arrêter une mesure similaire à celle adoptée par l'Executive Order du président Carter et geler légalement les dépôts iraniens détenus dans leurs banques.

Les jugements qui seront rendus par les tribunaux français, britanniques et allemands auront une autre portée. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur les tribunaux de la révolution iranienne, il sera intéressant de savoir si les juridictions européennes s'inclinent ou non devant la démonstration pratique de la suprématie monétaire américaine. En tout cas, jusqu'au moment du verdict des tribunaux saisis, les filiales européennes des banques américaines auront obéi en pratique, à l'Executive Order publié le 14 novembre par la Maison Blanche.

Si les magistrats devaient confirmer en droit le gel des avoirs iraniens dans les filiales européennes, le président américain conduirait alors la deuxième voie de sa démonstration. Il aura prouvé que Washington — qui garde les pétroliers sous tutelle — peut aussi réglementer jusqu'au point d'intervalle le mouvement des eurodollars. Privé de la plus grande part de ses moyens internationaux de paiement, un pays réclamerait vraisemblablement vite ses échanges se paralysent.

Choix politiques et décisions judiciaires

pour que les experts désignés rendent leur rapport et que le tribunal statue. En attendant, la partie iranienne a marqué quelques points puisque les différents jugements ont reconnu le principe de l'obligation de restitution, « la réalisation effective de cette obligation » prêtant seule à difficultés. La Banque Markazi Iran s'est fondée sur cet acquiescement pour obtenir, le 16 janvier, une saisie-arrest de l'équivalent de 50 millions de dollars sur les actifs de la City Bank-Paris. Mais cette mesure ne préjuge pas du verdict — forcément politique — que rendront finalement les magistrats parisiens.

Dans les autres pays européens, les tribunaux ont abouti, après des procédures plus ou moins similaires, aux mêmes solutions d'attente qu'à Paris.

- (1) Selon les termes de l'Executive Order, tout « sujet américain », c'est-à-dire tout citoyen américain, est tenu de bloquer les avoirs officiels iraniens dans une banque américaine.
- (2) Christian Gavalda, « L'efficacité juridique en France de l'Executive Order du président Carter », in *Revue critique de droit international*, tome 15, n° 1, 1979, p. 101.
- (3) Extraits de la conférence prononcée par M. René Laro, directeur général de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.), publiés dans le numéro de mars 1980 de la revue *Finances*.
- (4) Il est intéressant de noter que le Fonds monétaire international, dont c'est officiellement la mission, n'a pas pu, ces dernières années, financer plus de 3 % de ces mêmes déficits (cf. la conférence de M. Pierre Côté, directeur du F.M.I.).
- (5) Article VIII section 3 : « Aucun membre n'imposera, sans l'approbation du F.M.I., des restrictions aux paiements et transferts affectés à des transactions internationales courantes. »
- (6) Article VII section 2 b : « Les contrats de change, qui mettent en jeu la monnaie d'un membre et qui sont contractés sous réserve de la loi de son pays, ne sont pas soumis à la réglementation de la loi de son pays. »
- (7) Les tribunaux français ne pourraient, conformément à l'article VIII 2 b, ordonner la restitution des fonds, s'ils ne sont pas soumis à une réglementation de la loi de leur pays. L'avis de la City Bank ajoute que le F.M.I. n'ayant pas réagi dans le délai d'un mois à l'annonce officielle de « réglementation des changes », la réglementation de la loi de son pays s'appliquerait.
- (8) Pour la défense de la Banque Markazi Iran, M. Moreau a fait valoir que l'article VIII des statuts ne concerne, dans son intitulé, que les paiements courants, alors qu'il s'agit en l'espèce, de mouvements de capitaux qui ne sont soumis, eux, à aucune réglementation statutaire. En second lieu, l'avocat s'est appuyé sur d'autres dispositions des statuts (3) pour prouver que l'interprétation américaine était en contradiction flagrante avec les objectifs généraux du F.M.I. institution créée pour faciliter les échanges et non les entraver.

Après l'argument bancaire, l'argument de droit international. En 1944, en même temps qu'elle posait les bases du système monétaire international, la conférence de Bretton Woods créait le Fonds monétaire international (F.M.I.). Au sortir de la guerre mondiale, l'objectif est de maintenir sur pied une institution de stabilisation monétaire, qui veille à l'équilibre des balances de paiements et apporte des crédits aux pays déficients dans les limites de certaines quotas. D'après les statuts du F.M.I., aucune restriction ne peut être apportée aux paiements internationaux courants (5). Cependant, l'article VIII 2 b institue une limitation autour de laquelle s'est noué, justement, l'un des éléments importants du conflit opposant la City Bank à la Banque américaine (6). D'après cet article, un contrat libéré en une certaine devise ne peut être exécuté s'il est contraire aux « réglementations du contrôle des changes » introduites par le pays fournisseur de la devise. Le contrat entre la City Bank et la Banque Markazi Iran libellé en dollars et l'Executive Order étant assimilé à une « réglementation des changes », les tribunaux français ne pourraient, conformément à l'article VIII 2 b, ordonner la restitution des fonds, s'ils ne sont pas soumis à une réglementation de la loi de leur pays. L'avis de la City Bank ajoute que le F.M.I. n'ayant pas réagi dans le délai d'un mois à l'annonce officielle de « réglementation des changes », la réglementation de la loi de son pays s'appliquerait.

Pour la défense de la Banque Markazi Iran, M. Moreau a fait valoir que l'article VIII des statuts ne concerne, dans son intitulé, que les paiements courants, alors qu'il s'agit en l'espèce, de mouvements de capitaux qui ne sont soumis, eux, à aucune réglementation statutaire. En second lieu, l'avocat s'est appuyé sur d'autres dispositions des statuts (3) pour prouver que l'interprétation américaine était en contradiction flagrante avec les objectifs généraux du F.M.I. institution créée pour faciliter les échanges et non les entraver.

Ce qui corse le débat, c'est que l'interprétation de l'article VIII 2 b est, de toute façon, très controversée. Ainsi, dans un article paru dès 1973 dans la *Revue critique de droit international* (9), M. François Gavalda évoque les « multiples difficultés d'interprétation d'une disposition obscure ». La jurisprudence, quant à elle, ne fournit aucun élément décisif qui permette de trancher la question, dans un sens ou dans l'autre. L'accusation et la défense ont donc pu trouver dans les revues spécialisées (10), des articles signés par des spécialistes de droit international, justifiant l'un ou l'autre point de vue.

Le 22 décembre, le tribunal de grande instance de Paris rend son jugement. Il arrête que les « difficultés sérieuses » soulevées par l'extension des obligations de paiement à la compétence du juge des référés, le renvoie donc à l'affaire au juge de fond qui dira si, « à la lumière des statuts du F.M.I., le refus de restitution des fonds est contraire à une restriction illégale des changes ». Dans la *Gazette du Palais* (11), M. Gavalda, professeur de droit commercial et bancaire à l'université de Paris I, critique la décision, estimant que le juge des référés avait tous les éléments pour trancher : « Le doute n'est guère permis, écrit-il, sur les grands principes applicables à ce conflit de lois bancaires. La souveraineté monétaire française s'accommoderait mal d'un Executive Order du président des États-Unis. »

Quatre mois plus tard, le 23 avril, le juge de fond rend une première décision : il désigne trois experts financiers spécialistes des transactions internationales afin qu'ils « informent le tribunal sur les pratiques financières ». Il est à noter que le ministre public, qui aurait pu prendre des réquisitions, n'est intervenu publiquement à aucun moment. L'affaire en est là, et il faudra quelques mois

La pratique et le droit

Dès l'annonce du blocage de leurs avoirs, les autorités iraniennes se retournent contre les filiales européennes des banques américaines et leur enjoignent, devant les tribunaux, de restituer les fonds qu'elles ont reçus en dépôt. A Londres, ces avoirs sont évalués à 2 milliards de dollars et à 500 millions à Paris.

Dans la capitale française, le référent engagé le 11 décembre contre la City Bank-Paris ne porte que sur un dépôt de 50 millions de dollars. Il semble que le gouvernement iranien, par cette action, ait seulement voulu obtenir un jugement-test sur lequel il pourrait éventuellement s'appuyer par la suite.

L'argumentation des avocats de la banque iranienne, M. Bourguet, Cheron et Moreau, est simple : la loi du 13 juin 1941 n'établit aucune distinction entre une banque indépendante et la filiale d'une banque étrangère installée en France. L'une et l'autre sont soumises, en principe, à la seule législation bancaire française. Or la principale obligation que cette législation impose aux banques est de restituer sans délai aux déposants le montant — sans engagements contractuels contraires (dépôts à terme) — les fonds qui lui sont confiés. « L'obligation de restituer les dépôts, écrit un spécialiste, ne saurait (...) être paralysée par une réglementation d'exception d'origine américaine. (...) La non-restitution, même limitée aux avoirs officiels iraniens, (...) est une mesure très grave, de nature à ébranler singulièrement la confiance de tous les opérateurs du marché français et à provoquer une légitime perte de confiance dans la sécurité et la crédibilité des banques

françaises. (...) Il s'agit d'un acte de coercition (...) intolérable pour notre ordre public » (3). Les filiales des banques étrangères, soumises à ces dispositions au point qu'il leur est en principe interdit de violer le secret bancaire en communiquant à leurs sociétés mères des renseignements sur les comptes qu'elles détiennent. En outre, elles sont responsables sur leurs actifs propres des fonds qui leur sont remis. Si la City Bank refuse de restituer les fonds, a plaidé en substance M. Cheron, c'est qu'elle obéit, en fait, à l'Executive Order qui interdit à tout « sujet américain » au profit des États-Unis, d'une partie de leur propre souveraineté monétaire.

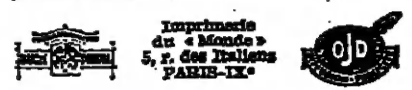
Pour la défense de la banque américaine, M. Dubarry s'est appuyé sur deux arguments, l'un bancaire et l'autre, l'autre de droit international. Développant l'argument bancaire et monétaire, l'avocat a d'abord rejeté l'accusation qui ferait de la City Bank-Paris un « sujet américain » obéissant à une loi d'exception adoptée par la Maison Blanche. Pour lui, la filiale est effectivement soumise au seul droit français. Elle ne refuse pas de restituer les dépôts. Simplement, elle entend effectuer ce remboursement comme à l'usage, en passant par la Réserve fédérale ou le clearing de New-York. « La pratique bancaire, nous a déclaré M. Dubarry, est la suivante : si un client français à Singapour, par exemple, exécute une vente ou un achat libellé en francs français, sa transaction se traduira obligatoirement par un mouvement de francs à Paris... La City Bank-Paris ne s'estime pas concernée si les fonds iraniens,

BIBLIOGRAPHIE

- LE SECTEUR MULTINATIONAL AU ZAIRES, par Jean-Claude L'Évesque, directeur de l'Institut de l'Économie internationale, rappelle les activités des principales sociétés multinationales opérant dans le pays. L'auteur met en évidence l'effacement du capitalisme belge devant le capital américain et la dégradation économique du pays. (Cahiers du CEFAP, n° 1, 1980, 64 pages. Centre d'études de la documentation africaine, 2, place Royale, 1050 Bruxelles.)
- MORAXIEM, DE LA COLONISATION PORTUGAISE À LA LIBÉRATION NATIONALE : à l'occasion du dixième anniversaire de son assassinat, ce livre rassemble des textes importants d'Antonio Monteiro, journaliste et président du Front jusqu'à sa mort en 1968. Il marque les étapes de la lutte de libération et l'évolution politique du mouvement. (Éditions l'Harmattan, Paris, 1979, 253 pages.)
- HISTOIRE DE L'ILE DE LA REUNION, par Marcel Leguen. Comme l'indique le titre, il s'agit d'une sorte de manuel retraçant l'histoire de la Réunion et de ses rapports avec la France, depuis son premier peuplement au dix-septième siècle, à la « départementalisation » de l'île en 1945.

- septième siècle, à la « départementalisation » de l'île en 1945.
- ATLAS DU NIGER : huitième de la collection des Atlas Jeune Afrique, cet ouvrage, consacré au Niger, en présente de façon pédagogique la géographie physique, humaine et économique au fil de chapitres spécialisés où cartes et graphiques illustrent les données essentielles. (Éditions Jeune Afrique, Paris, 1980, 64 pages.)
- THE UNITED STATES AND WORLD DEVELOPMENT AGENDA 1979 : le Comité pour le développement extérieur (Overseas Development Council), groupe de réflexion indépendant, critique les insuffisances de la politique américaine et plaide en faveur de réformes qui restaureraient le solidarité Nord-Sud. Nombreuses statistiques récentes sur l'économie, l'industrialisation, les matières premières, l'énergie, le commerce, les dépenses d'armement et les flux financiers dans le monde. (Overseas Development Council, 111 Massachusetts Avenue, New-York, D.C. 20036, - 1979, 288 pages, 5,95 dollars.)
- L'EUROPE AUJOURD'HUI : ETAT DE L'INTEGRATION EUROPEENNE 1979 : quatrième édition du répertoire des institutions et des actes juridiques de la Communauté européenne qui dresse un tableau de la législation communautaire. Aux rubriques habituelles s'ajoute un nouveau chapitre consacré aux relations de la C.E.E. avec les pays tiers et associés. (Offices des publications officielles des Communautés européennes, B.P. 1963, Luxembourg.)
- LES ECONOMIES SOCIALISTES SOVIETIQUES ET EUROPEENNES, par Marie Lavigne : troisième édition, entièrement mise à jour d'une étude détaillée de l'organisation et du fonctionnement des économies des pays de l'Est, et de leurs liens avec l'économie internationale. (Éditions Armand Colin, coll. « U », Paris, 1979, 437 pages.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Cumulation partielle des journaux et publications : n° 57 428

LE MONDE diplomatique Abonnez-vous avant augmentation

Présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux qui, par leurs fonctions ou par intérêt, s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

vous ne paierez que 75 F et en plus nous vous offrons

en cadeau l'un de nos récents numéros

(OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31-10-1980)

LE MONDE diplomatique
BULLETIN D'ABONNEMENT

Où j'ai lu le Monde diplomatique et vous plus la somme de 75 F (étranger : 101 F)

NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____

Choisissez l'un des numéros suivants :
☐ 305, août 1979. — L'Algérie du tiers-monde.
☐ 306, septembre 1979. — L'Espagne de demain.
☐ 307, octobre 1979. — Une culture pour gérer la crise.
☐ 308, novembre 1979. — La guerre des données.
☐ 309, décembre 1979. — L'implosion du social.
☐ 310, janvier 1980. — L'écologie. Le socialisme face au point de vue.
☐ 311, février 1980. — L'industrialisation du tiers-monde.
☐ 312, mars 1980. — La violence économique.
☐ 313, avril 1980. — La société syrienne contre son Dieu.
☐ 314, mai 1980. — Les liens économiques entre l'Est et l'Ouest.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus votre annuaire mondial d'adresses étrangères. Il s'agit d'un ouvrage qui vous permettra de retrouver l'adresse de 79 pays étrangers demandés.

Je choisis en cadeau le n° _____
Je commande le n° _____

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre règlement à :
LE MONDE, service Promotion Abonnements, 5, rue des Beaux-Arts, 75432 PARIS Cedex 09.

de l'Union 150.

QUAND L'EXPORTATION DU « MODÈLE » TOURNE À LA FAILLITE

Les mésaventures d'une entreprise de maraîchage au Sénégal

En liquidant le 3 septembre 1979 la société BUD, spécialiste du maraîchage industriel, le Sénégal abandonne, au moins provisoirement, l'ambition de se hisser au premier rang des exportateurs de produits agricoles de contre-saison. Au-delà de ces échecs du modernisme et du savoir-faire technologique importé, l'affaire met en lumière certaines contradictions dans la maîtrise des multinationales agro-alimentaires sur l'Afrique.

La stratégie vise à implanter en Afrique la culture de légumes consommés en Europe, au moindre risque pour des importateurs qui ne cherchent que la baisse des prix par la diversification des producteurs. L'absence de BUD et sa faillite sont exemplaires à cet égard.

Trois étapes ont marqué le déroulement de l'entreprise :

1974-1976 : Implantation bâtie d'une entreprise privée de maraîchage industriel ;

1976-1979 : « Ségénégalisation » et efforts de l'Etat pour sauver la culture industrielle ;

Depuis septembre 1979 : retour à l'exploitation paysanne traditionnelle. Quand, en 1974, la société C.P.S.A., filiale hollandaise de la société BUD californienne, propose l'installation dans le Cap-Vert d'une plantation de contre-saison, l'idée paraît d'autant plus séduisante que les succès d'Israël, de l'Afrique du Sud ou du Kenya dans ce domaine attestent la croissance de la demande du marché européen. Les promoteurs offrent la garantie de la maîtrise et de l'expérience des techniques culturales les plus sophistiquées. Une société est donc constituée en 1974, qui prend le nom de BUD-Bach, avec l'apport de capitaux hollandais, américains, suédois et belges, une participation importante, mais minoritaire, de l'Etat sénégalais (48 %). Après un an d'études sur la petite station de recherche de Sébikhotane, autour de l'ancienne école William-Ponty, la société jette son dévolu sur 300 hectares de terres du Cap-Vert qui doivent progressivement être mises en culture. La proximité de Dakar permet de réduire le coût du transport ; l'Etat procède à l'exportation des villages et la société est exonérée d'impôt sur les profits et de droits de don pour dix ans. La paix sociale est garantie : en janvier 1976, une grève spontanée des salariés, mais des journalistes sont brisés par l'armée avec l'approbation du syndicat maison. L'exploitation peut dès lors commencer et les difficultés s'annoncent.

CERTAINES sont inhérentes à l'exportation de légumes de contre-saison en provenance d'Afrique : il ne suffit pas de produire tomates, poivrons et melons entre décembre et mai ; encore faut-il les transporter jusqu'aux marchés européens et les y vendre. Transport et commercialisation sont dominés par des entreprises jouissant d'un monopole de fait.

Calendrier des fêtes nationales

1 ^{er} LISTE	Fête nationale
2 ^{ème} LISTE	
1 ^{er} JANVIER	Fête nationale
1 ^{er} MARS	Fête nationale
1 ^{er} MAI	Fête nationale
1 ^{er} JUIN	Fête nationale
1 ^{er} SEPTEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} OCTOBRE	Fête nationale
1 ^{er} NOVEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} DÉCEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} JANVIER	Fête nationale
1 ^{er} MARS	Fête nationale
1 ^{er} MAI	Fête nationale
1 ^{er} JUIN	Fête nationale
1 ^{er} SEPTEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} OCTOBRE	Fête nationale
1 ^{er} NOVEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} DÉCEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} JANVIER	Fête nationale
1 ^{er} MARS	Fête nationale
1 ^{er} MAI	Fête nationale
1 ^{er} JUIN	Fête nationale
1 ^{er} SEPTEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} OCTOBRE	Fête nationale
1 ^{er} NOVEMBRE	Fête nationale
1 ^{er} DÉCEMBRE	Fête nationale

Le 20 septembre 1979, était officiellement annoncée la liquidation de la société de maraîchage industriel BUD-Sénégal. Fondée en 1974, elle employait en saison trois mille travailleurs et l'on estimait à dix-huit mille le nombre des personnes vivant de leurs salaires. Cette faillite apportait

Melons et haricots ne supportent pas un long voyage et doivent être transportés par avion, d'Afrique, au sein de laquelle les transporteurs français U.T.A. et la Société pour le développement du transport aérien en Afrique (SODETRAF) jouent un rôle essentiel. Ils décident pratiquement l'exclusivité du fret sur Dakar. L'augmentation du tonnage à destination de l'Europe n'étant pas accompagnée d'un accroissement équivalent dans le sens Nord-Sud, le prix du fret demeure assez élevé. Les espoirs que mettait BUD dans un arbitrage favorable de l'Etat sénégalais, également actionnaire d'Air Afrique, n'aboutiront qu'à retarder la conclusion de négociations pendant lesquelles un fort pourcentage de légumes est perdu (1).

Tomates et poivrons, en revanche, doivent être acheminés par mer et leur prix de vente en Europe ne rembourse pas le coût du transport aérien. Là aussi, la compagnie maritime Fabre dispose d'une situation privilégiée grâce à ses bananiers retour de Côte-d'Ivoire. Mais l'école de Dakar ne représente qu'un appoint pour l'armateur et elle n'est pas toujours respectée. Si les denrées n'en paissent pas trop, grâce aux installations frigorifiques du port, la régularité de l'approvisionnement des marchés européens ne peut être assurée dans de telles conditions. Le transport en arrive ainsi à représenter près de 40 % du coût de production des légumes. Ce pourcentage élevé est largement imputable à des entreprises étrangères et multinationales où dominent les intérêts français.

S'agissant de la commercialisation, les importateurs de la Communauté européenne se sont réunis en un Comité de liaison des fruits tropicaux et légumes de contre-saison originaires des pays A.C.P. (Colesap) qui siège à Bruxelles et se trouve surtout impliqué aux hautes de l'Europe, en France. La totalité des ventes se fait « à la commission », c'est-à-dire que le producteur supporte seul les conséquences des fluctuations des cours sur le marché et les risques de détérioration de la marchandise pendant le transport : ne sont payées que les denrées arrivées à destination en bon état. Les commissions et courtages, très variables, dépassent largement les 8 % couramment admis en Europe occidentale : pour la campagne 1978-1979, ils s'élevaient à près de 20 % du produit de la vente (2).

A ces problèmes presque « classiques », s'ajoutent dans le cas de BUD les difficultés spécifiques provoquées par les erreurs de ses promoteurs. Au dire même des experts chargés en avril 1978 de diagnostiquer le mal dans cette entreprise, « les fondateurs de la BUD ont cru pouvoir transposer au Cap-Vert des méthodes culturales américaines mal

Par CHRISTOPHE BATSCHE

assimilées, et cela dans un contexte complètement différent, d'où l'obtention de rendements exportables lamentables » (3).

La seule eau disponible, trop chargée en sel, ne permet pas l'application de la très moderne technique de goutte-à-goutte retenue pour l'irrigation. Les achats de matériel sont menés de façon incohérente, au gré des démarchages effectués par les fournisseurs : l'entreprise possède un parc de tracteurs et de machines agricoles d'une demi-douzaine de marques différentes dont certaines n'ont même pas de service après-vente à Dakar.

Confrontée à une chute régulière des rendements, la récolte de BUD se lance dans une fuite en avant dont les effets catastrophiques ne tardent pas à se faire sentir : pour maintenir les tonnages, les surfaces cultivées sont étendues au fur et à mesure que diminuent les rendements. Mais la quantité d'eau disponible reste limitée et le principal effet de cette extension est de réduire les possibilités d'irrigation sur l'ensemble de la plantation. Si l'espoir d'obtenir de meilleurs rendements apparaît dérisoire dans ces conditions, il reste que cette politique intégrale d'extension de terres au projet agro-industriel de BUD, d'autant que, dès 1972, l'entreprise s'est orientée vers l'« encadrement » des paysans du Cap-Vert avoisinant, les incitant, avec l'aide de l'Etat, à développer les cultures maraîchères.

un témoignage supplémentaire des avatars que connaissent, dans le tiers-monde, les opérations d'investissement agricole à grand spectacle qui prétendent briser les étapes du progrès technique et auxquelles le nom de la Banque mondiale reste trop souvent associé.

L'objectif était de réduire progressivement la part de la plantation, appelée « régie », dans les exportations de légumes, au profit d'une production directe des paysans sous le contrôle de BUD. Le régime, dans cet esprit, aurait conservé un rôle d'expérimentation et de modèle. En 1979, un tiers déjà de la production était assurée par les paysans des nuyas sur des parcelles moyennes d'un demi à un hectare. Quatre « centres d'encadrement » de l'entreprise étaient chargés de fournir les semences, l'appui technique et phytosanitaire ; ils achetaient la récolte au prix fixé en début de campagne et assuraient le ramassage et le transport des légumes vers la régie pour le conditionnement.

EN 1978, l'accumulation des difficultés culmine et l'incapacité de la gestion aboutissent à un déficit de 700 millions de francs C.F.A. du fonds de roulement de l'entreprise et provoquent une première crise. Les actionnaires privés de BUD refusent d'injecter de nouveaux capitaux. L'Etat sénégalais, lui, ne peut se résoudre à perdre le bénéfice de plusieurs années d'efforts et du bouleversement social qu'il a déclenché. Il reprend l'entreprise à son compte : c'est la « sénégalisation ». L'Etat détient désormais 61 % des actions, le reste étant réparti entre quatre participants étrangers (4).

Le nouveau patron de l'entreprise, qui prend le nom de BUD-Sénégal, est M. Bator Diop, ancien directeur de l'ONCAD (5) devenu un important exploitant agricole. Quand, à l'heure de

la faillite, il se verra accusé par les syndicats d'avoir détourné l'entreprise à des fins personnelles, il répondra que resté à BUD-Sénégal « plus pour des considérations éthiques que matérielles », en rappelant que, « au minimum », ce que lui rapporte sa propre ferme d'une cinquantaine d'hectares vaut cinq fois ou moins ce que lui donne BUD-Sénégal » (6).

Pendant trois ans, l'effort considérable de l'Etat, qui investit 2 milliards de francs C.F.A. pour renouveler le matériel, permet de hisser le Sénégal au premier rang des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) exportateurs de légumes de contre-saison. Malgré la persistance des difficultés héritées de l'ancienne direction, ces exportations laissent ainsi un solde positif de 802 millions de francs C.F.A. en 1978. Les frais de courtage diminuent, la clientèle est diversifiée, les excédents non cultivés sont revendus aux bords-bords (petits commerçants ambulants) de Dakar et de ses environs : ce trafic marginal atteint pourtant un chiffre d'affaires de 123 millions de francs C.F.A.

Néanmoins, BUD-Sénégal ne parvient jamais à équilibrer ses comptes et, plutôt que de continuer à financer un déficit permanent, l'Etat se résout à la faillite le 3 septembre 1979.

On est tenté de s'interroger sur le sens d'une opération annoncée comme implantation d'une agriculture moderne, forte consommatrice d'intrants, mais à haute rentabilité : elle n'aura abouti, en fait, qu'à conforter, pour les cultures de contre-saison, le rôle du Cap-Vert, le vieux modèle de l'exploitation anarchisée dans lequel les risques restent à la charge du paysan, tandis que les entreprises de transport et de commercialisation se partagent les profits. Que l'Etat sénégalais ait largement contribué à financer cette évolution n'est pas le moindre paradoxe.

« Modernisme » et réalités locales

Par CLAUDE REBOUL*

Sur 425 hectares aux portes de Dakar, BUD avait installé une entreprise de culture maraîchère comme on en trouve en Californie. Sur de très grandes parcelles en culture pure, légumes, semis, épandages d'engrais et traitements étaient effectués avec des tracteurs. La main-d'œuvre temporaire embauchée pour les binages et les récoltes travaillait manuellement. L'irrigation, pratiquée selon le procédé du « goutte à goutte », qui apporte par un réseau de canalisations fines l'eau au pied de chaque plante, était automatisée. Aux environs, les petits maraîchers des nuyas — dépressions côtières fertiles — exploitent, en culture entièrement manuelle, des surfaces de quelques ares découpées en parcelles illipidiques.

BUD-Sénégal cumulait plusieurs avantages pour la culture d'exportation :

- a) La gratuité du sol : la loi sur le domaine national, « son cœur de socialisme », « La terre à celui qui la travaille », faisait à la culture maraîchère, comme à la culture de céréales, des avantages considérables pour les binages et les récoltes travaillées manuellement. L'irrigation, pratiquée selon le procédé du « goutte à goutte », qui apporte par un réseau de canalisations fines l'eau au pied de chaque plante, était automatisée. Aux environs, les petits maraîchers des nuyas — dépressions côtières fertiles — exploitent, en culture entièrement manuelle, des surfaces de quelques ares découpées en parcelles illipidiques.
- b) Le coût de la main-d'œuvre : bien que nettement supérieur aux revenus monétaires des paysans sénégalais, il restait très inférieur à ceux des paysans européens. En 1974, dans la presse française, dans des placards publicitaires à l'encontre du gouvernement sénégalais, le prix de l'heure de travail : 58 F.C.F.A. pour un manoeuvre, 140 F.C.F.A. pour un ouvrier qualifié, figurait en bonne place parmi les arguments économiques destinés à attirer l'attention des investisseurs étrangers :
- c) L'avantage commercial de la culture de contre-saison, grâce à l'irrigation : c'est l'hiver qu'on voyait sur les marchés parisiens des arrivages de haricots verts, tomates, melons, etc., ornés de l'étiquette BUD ;
- d) l'engagement matériel et financier important de l'Etat sénégalais : l'ONCAD, entreprise d'Etat qui monopolise la commercialisation de l'arachide, détenait 48 % du capital à la fondation de la société et 61 % en 1976 (1). Une partie des travaux d'infrastructure, notamment routière et d'irrigation, fut gratuite, BUD était par ailleurs bien placée administrativement pour son approvisionnement en cette ressource rare : l'eau d'irrigation ;
- e) l'aide financière internationale : sous la forme de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt du Fonds européen de développement (FED), de la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), comme de l'Inévitabilité Banque mondiale, première source de capitaux étrangers du Sénégal en matière d'agriculture et de production alimentaire (2) et qui y pratique, notamment par le canal de l'Association internationale de développement, des prêts sur cinquante ans, à 0,75 % et avec remboursement différé sur dix ans.

Lorsque, en 1978, le comité régional de développement de Diourbel, aidé sous la présidence du premier ministre et consacré à l'exécution du 1^{er} plan, décide la réalisation de

grand projet maraîcher de Ndiémans, il est estimé qu'« un aménagement en particulier fait figure de modèle, celui de BUD-Sénégal, qui parvient à exporter de très importantes quantités de légumes vers la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas » (3).

La faillite de BUD-Sénégal met en lumière certains facteurs qui jouent également dans l'échec de précédentes tentatives d'implantation de culture industrielle au Sénégal :

a) Au premier rang l'insuffisance matérielle du milieu physique. Une certaine foi dévoyée dans la technique « moderne » conduit trop souvent à oublier que l'agriculture reste, dans une large mesure, un art de la localité, qui ne peut faire l'économie, pour réussir, de longues périodes d'observation et d'expérimentation. On n'installe pas une exploitation agricole comme on installe une usine : on est en main. Mais la répétition à long terme d'années des mêmes erreurs, si souvent dénoncées par René

Dumont, conduit naturellement à se demander à qui la faute profite. Il n'est pas douteux que la non-rentabilité finale d'une opération dite (par antiphrase ?) de « développement » ne signifie pas qu'il n'y ait eu des phases intermédiaires rentables pour les entreprises sénégalaises concernées. Le problème n'est pas particulier au Sénégal.

Cette insuffisance matérielle s'est manifestée notamment dans la lutte phytosanitaire. La politique de traitements préventifs massifs, qui fut très tôt mise en œuvre, si elle est rentable à court terme, recelait un grand risque : celui d'entraîner la multiplication des insectes résistants au point de rendre en cinq ou dix ans toute culture impossible. Il n'était pas sûr alors que le terrain puisse être recouvert par la savane à baobabs précédant dès lors, le sol livré sans défense aux pluies et au soleil des tropiques aurait très vite été ruiné. Est-ce que la conscience du péril incitait les dirigeants de l'entreprise à une politique d'arrêter tout rapide des installations, dans laquelle les traitements massifs jouaient leur rôle (4) ?

Des difficultés croissantes

On retrouve là une variante de l'exploitation minière des sols en parfaite contradiction avec la « loi sur le domaine national », si commode dans ce cas pour obtenir le droit d'exploitation, mais qui subordonne l'exercice de celui-ci à une « protection efficace des biens agraires de toute nature » et prévoit la désaffectation « pour insuffisance de mise en valeur ou mauvais entretien » (5).

b) La production était confrontée des problèmes plus immédiats avec les irrégularités de l'approvisionnement en eau. Dans une région où la population est particulièrement dense et en rapide augmentation, l'installation de BUD constituait un véritable défi aux besoins en eau des habitants.

L'approvisionnement local rencontrait des difficultés croissantes dont BUD fut inévitablement sa part.

c) En raison de ces difficultés techniques de production, sur lesquelles se greffaient des difficultés de transport et de commercialisation, les charges d'exploitation et notamment de main-d'œuvre devaient peser particulièrement lourd sur les coûts de production, comparativement aux petites exploitations maraîchères. En février 1974, un salarié gagnait 330 à 350 F.C.F.A. par semaine, soit 70 F.C.F.A. par heure ; un trieur de poivrons : 50 F.C.F.A. par heure. Le salaire d'une cueilleuse de haricots verts, payée à la tâche, équivalait en moyenne à 35 F.C.F.A. par heure. La durée totale de la campagne s'étalait sur six à sept mois. Mais les ouvriers saisonniers des nuyas, embauchés pour les récoltes d'octobre à décembre, recevaient 3 000 F.C.F.A.

Observer à l'Institut national de la recherche agronomique, station d'économie et de sociologie rurales, Paris.

par mois, et un repas par jour, soit environ deux à quatre fois moins que les salaires précédents.

On peut se demander une fois de plus si les responsables de la politique de développement agricole sauront tirer les leçons de cet échec. Deux mois plus tard était posée la première pierre du barrage de Diama, sur le delta du fleuve, dans une région où la faible densité d'habitants rend nécessaire l'appel à une main-d'œuvre extérieure pour développer une agriculture que la lourdeur des sols oblige par ailleurs à motoriser, au moins partiellement.

La construction du barrage s'inscrit dans le projet de mise en valeur de la vallée du fleuve Sénégal, commun aux Etats riverains : Sénégal, Mauritanie et Mali, et qui comprend la construction simultanée d'un deuxième grand barrage au Mali, à Manantali (6). La Banque mondiale et différents pays, dont la France, participent au financement d'une opération qui prévoit une surface irriguée de plus de trois cent mille hectares. Une réalisation d'une telle ampleur constitue inévitablement une expérimentation dont on sait bien que les résultats économiques et écologiques, comme les conséquences écologiques, sont pour une large part d'engagements imprévisibles.

(1) Cette évolution témoignait-elle des difficultés de rentabiliser le capital engagé ? Marchés tropicaux et méditerranéens, n° 1763, 1978.

(2) Marchés tropicaux et méditerranéens, n° 1763, 5 octobre 1978.

(3) Marchés tropicaux et méditerranéens, n° 1763, 5 octobre 1978.

(4) Rebut C. et Sénégal. Le développement contre les paysans ? L'Asie, développement, n° 12, mars-avril 1978.

(5) Décret n° 84-573 du 20 juillet 1984, J.O. du 29 août 1984.

(6) Cf. et propos l'article de Claude Méthivier, n° 200 000 paysans de la vallée du Sénégal, Le Monde diplomatique, mai 1980.

Une Berline d'exception.



La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés actuellement : suspension hydro-pneumatique, direction assistée à rappel asservi, train de route légendaire des grandes Citroën.

La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline motée, elle sait aussi se tenir dans le monde.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plaira d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILIALE DE S.A. CITROËN
6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Tél. TT Citro 204.833 F - Tél. 567.55.62

CITROËN, 1978

CITROËN

Sénégal

PROCHAINE ÉTAPE DANS LA DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Pretoria face à l'échéance namibienne

Par HOWARD SCHISSEL

DEPUIS l'écrasante victoire des nationalistes noirs au Zimbabwe, la Namibie est devenue le principal champ d'essai de la résistance à la domination blanche en Afrique australe.

La décolonisation du territoire se fait directement sous la houlette de l'Afrique du Sud (1), qui a au moins deux bonnes raisons de contrôler son évolution politique : d'une part, c'est pour le gouvernement Botha la dernière chance qui s'offre à lui pour éviter l'encerclement complet de l'Afrique du Sud par des régimes voisins « radicaux », arrivés au pouvoir par la lutte armée ; d'autre part, il lui faut à tout prix contrôler les conditions de l'accession à l'indépendance en raison des répercussions directes qu'elles pourront avoir, à l'intérieur de l'Afrique du Sud, sur la lutte de la majorité noire contre l'apartheid.

Dans les négociations avec les Nations unies et les cinq membres du « groupe de contacts » occidentaux — États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France et République fédérale d'Allemagne —, Pretoria a agi avec une prudence extrême. Ces négociations sont censées aboutir à l'organisation d'élections sous le contrôle de la communauté internationale en vue de l'accession à l'indépendance de la Namibie. En fait, le gouvernement Botha a choisi de mener une politique à double face. Tout en voulant donner l'impression qu'il prend sérieusement en considération les propositions des Nations unies en vue des élections, il a tout fait pour empêcher la mise en œuvre de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Il s'est arrangé pour gagner du temps et mettre en place un cadre institutionnel prêt à une éventuelle déclaration unilatérale d'indépendance. Il a mis également ce délai à profit

pour porter à cinquante mille hommes environ les effectifs de l'armée envoyée dans le territoire et pour favoriser l'émergence de nouvelles forces politiques — sinon les ordres directs — qui pourraient offrir une solution de rechange « démocratique » au mouvement de libération de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (South West African People's Organisation, SWAPO).

Dans ces manœuvres contre le SWAPO, la première place revient à l'Alliance démocratique de Tzvetan, Démocratie Tzvetan Alliance (D.T.A.) qui dirige le front blanc. Rassemblant dans une fragile coalition des organisations noires fondées sur l'appartenance à une race ou à une langue, la D.T.A. rappelle, par bien des côtés, l'association malheureuse qui avait réuni au Zimbabwe les partisans de l'archevêque Abel Muzorewa et ceux du chef sécessionniste blanc Ian Smith. Malgré un soutien considérable de la part des milieux officiels sud-africains, la D.T.A. n'est pas parvenue à susciter une adhésion réelle de la population noire, ni à trouver le moindre crédit sur le plan international. Le SWAPO étant le plus solide représentant de la lutte, en territoire oïnambo où vit la majorité de la population, d'autres tentatives ont été faites pour briser les liens qui unissent les différentes tribales. En particulier, on s'est efforcé de favoriser une union entre le Front national namibien, l'élément de la D.T.A. le plus solidaire, et de petites formations politiques régionales et néo-coloniales, avec le SWAPO-D, l'élément sécessionniste de la D.T.A. créée par Andreas Chipanga, ancien leader nationaliste aujourd'hui dis-

crédité.

La présence coloniale sud-africaine maintient un million trois cent mille Noirs de Namibie dans une situation de pauvreté massive et d'exploitation. Comme toute économie de type colonial classique, la Namibie produit ce qu'elle ne consomme pas, et consomme ce qu'elle ne produit pas. L'activité économique est presque totalement orientée vers l'extérieur. Le poisson, le bétail et les minerais représentent 90 % des exportations. La plus grosse partie du poisson est envoyée en Afrique du Sud et en Occident, tandis que le bétail, à plus de 90 %, est exporté à l'étranger (5). Quelques six mille fermiers blancs se partagent les meilleures terres, affectées à l'élevage, tandis que la population noire est cantonnée dans des réserves tribales de style bantouan sud-africain, réserves surpeuplées et privées des moyens de développement qui leur permettraient de faire vivre leurs habitants. Dès lors, les Namibiens sont obligés d'aller vendre leur force de travail soit dans les mines ou sur les installations agro-industrielles des Blancs à l'intérieur de leur propre pays, soit en Afrique du Sud où ils vont chercher la misère et la dégradation. Immigrés venus des autres États voisins pour alimenter en main-d'œuvre bon marché l'économie sud-africaine.

La Namibie regorgeant de richesses minières, c'est dans ces domaines que le pillage des ressources naturelles est le plus manifeste. Par exemple, la société Consolidated Diamond Mines, contrôlée par des intérêts sud-africains, a le monopole de l'exploitation des gisements de diamants les plus riches du monde, le long de la côte méridionale de la Namibie ; et l'Isuzu Corporation, propriété d'intérêts japonais, exploite quatre mines produisant du zinc, du plomb, du

cuiivre et du cadmium (6). La mine de Rossing, dont l'équipement a suscité un effort particulièrement spectaculaire ces dernières années, fournit maintenant 5 % environ de l'uranium produit dans le monde (7). Malgré les exhortations répétées des Nations unies, les investissements des sociétés multinationales dans les activités minières se sont fortement accrus cette dernière décennie : les investisseurs sont particulièrement intéressés par le taux élevé des profits et par la possibilité qu'il leur est offerte d'en rapatrier une part substantielle. Autant d'atouts qui permettent de renforcer la présence économique occidentale et, du même

En attendant le nouveau président américain

CETTE écrasante présence des capitaines occidentaux et sud-africains dans les secteurs-clés de l'économie namibienne incite à se demander ce que pourrait faire, dans la phase immédiate de l'accession à l'indépendance, un gouvernement de la SWAPO installé à Windhoek. Aurait-il la possibilité de choisir une autre voie que celle du « pragmatisme » dans la poursuite d'un engagement international ? En Namibie aussi, les nouveaux dirigeants devront à la fois satisfaire les aspirations des populations noires qui veulent plus de terres et de meilleures conditions de vie, avec des accords immédiats à l'indépendance, et négocier avec les Blancs (9) des conditions qui leur permettent de rester en grand nombre pour faire fonctionner sans à-coup la machine économique. Il leur faudra aussi compter avec un autre atout diplomatique dont dispose Pretoria avec sa revendication sur Walvis-Bay, seul port en eau profonde de Namibie, qu'elle considère comme partie intégrante du territoire sud-africain. Les négociations sur ce problème risquent alors d'être particulièrement ardues.

A la session de l'Assemblée générale des Nations unies qui s'ouvrira ce mois-ci à New-York, on s'attend que de vives pressions s'exercent sur les États occidentaux pour leur faire accepter des sanctions contre l'Afrique du Sud. D'écarter, qui s'agit d'un symbole, certes, mais qui n'en témoignerait pas moins de l'isolement croissant du régime d'apartheid sur la scène internationale. Évidemment, le gouvernement Botha cherche toujours à gagner du temps, espérant qu'une victoire de M. Ronald Reagan à la présidence des États-Unis entraînerait un changement d'attitude de Washington dans la question de l'Afrique australe. De tout manière, quel que soit son choix — éléments internes en Namibie ou acceptation du plan des Nations unies —, le gouvernement de Pretoria sait qu'il aura de plus en plus de mal à endiguer la marche du nationalisme noir qui, depuis 1975, a déjà éliminé dans les pays voisins les derniers vestiges de la domination coloniale blanche. Il sait aussi que si la SWAPO arrivait au pouvoir en Namibie, ce serait assurément une nouvelle brèche qui s'ouvrirait dans le régime d'apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud elle-même.

Nouvelles manœuvres dilatoires

APRÈS trois années d'intenses négociations, l'équipe des Nations unies semble avoir perdu patience. La dernière série de discussions, remplies au printemps dernier, d'un fonctionnaire de l'ONU fit alors remarquer que le moment était venu de constater que l'on avait « épuisé les ressources du processus de négociation » (2). Le groupe de contacts occidentaux, quant à lui, a systématiquement cherché, sous l'égide de Washington, à faire obstacle à l'imposition de sanctions qui obligeraient le gouvernement sud-africain à se conformer aux décisions des Nations unies. Leurs représentants ont fait valoir que ces mesures auraient surtout pour effet de compliquer encore davantage la recherche d'un règlement négocié : telle fut la thèse défendue, en particulier, par Donald McHenry, nouvel ambassadeur des États-Unis à l'ONU, sans cependant convaincre beaucoup de monde.

La principale préoccupation des Occidentaux dans cette affaire est d'empêcher que ne se développe en Afrique australe une crise majeure qui permettrait à l'Union soviétique d'y gagner encore de l'influence ; tout en préservant, évidemment, leurs approvisionnements en minerais, uranium notamment au premier chef.

En juillet 1978, on put croire un moment que la plupart des obstacles à un règlement sous l'égide de l'ONU avaient été levés. Subitement, cependant, l'Afrique du Sud se retirait des négociations et prétendait, dans

de nouvelles manœuvres dilatoires, que la présence de sept mille cinq cents soldats de l'ONU pour contrôler le cessez-le-feu et le déroulement des élections représenterait une force beaucoup trop importante. Par la suite, elle affirma aussi que les Nations unies favoriseraient le SWAPO en la reconnaissant comme la seule organisation représentative du peuple namibien, et demanda alors un statut égal pour les partis pro-sud-africains de Namibie, telle la D.T.A. Pretoria tenta aussi de dresser les États de « première ligne » contre les Nations unies et demanda que l'UNITA de M. Jonas Savimbi (3) soit partie aux négociations. Le SWAPO, pour ce qui la concerne, devait renoncer par tactique à exiger des bases en Namibie durant la période transitoire tout en acceptant le principe d'une zone démilitarisée de 80 kilomètres environ le long de la frontière séparant la Namibie de l'Angola et de la Zambie.

(1) Le mandat confié par la Société des Nations à l'Afrique du Sud, en 1919, pour administrer l'ancienne colonie allemande du Sud-Ouest africain a été révoqué en 1969 par les Nations unies. Un Conseil de la Namibie a alors été institué, chargé d'administrer le territoire. Cependant, Pretoria s'est toujours opposé à l'autorité internationale et a maintenu depuis lors son occupation illégale du territoire.

(2) Southern Africa, New-York, juin 1980.

(3) UNITA : Union nationale pour la libération totale de l'Angola, dirigée par M. Jonas Savimbi. Ses guérilleros sont répartis sur l'Afrique du Sud à partir de la Namibie. La fin de la présence sud-africaine dans ce territoire signifiait la fin de la domination de la SWAPO, dont la principale vocation consistait à éliminer la domination du gouvernement blanc.

(4) La SWAPO a obtenu des conséquences négatives de la situation en Namibie, avec son armée retranchée à 300 km plus au sud, l'Afrique du Sud ne constituant plus une menace militaire directe pour l'Angola et la Zambie.

(5) Le Monde, 30 mai 1980.

(6) Sur le rôle de la France dans l'industrialisation de la Namibie, voir le *Journal de Genève*, 18 février 1980.

(7) Pour plus de précisions sur les intérêts occidentaux en Namibie, voir le chapitre intitulé « Namibie », dans l'ouvrage de C. Lanning et M. Mueller, *Afrique Australe*, Paris, 1978.

(8) A la suite d'un avis de la Cour internationale de justice en 1971, les Nations unies ont décidé d'annuler les

droits de prospection et d'exploitation des gisements miniers en Namibie. Mais cela n'a pas dissuadé bon nombre de sociétés occidentales de poursuivre leurs opérations de leurs gouvernements — dans la mine de Rossing, qui est entrée en production en 1978. Aux côtés de Rio Tinto Zinc, société britannique qui détient 48 % des parts, ses principaux actionnaires sont l'Afrique australe (22 %) et General Mining (5,5 %) pour le Canada (5,5 %) et la France (10 %), le reste (13,5 %) étant réparti entre divers petits actionnaires. En juillet dernier, des discussions ont été formelles devant les instances spécialisées de l'ONU quant au rôle des sociétés multinationales dans la Namibie, mais ces firmes ne se laissent nullement décourager par ces activités futures, une fois l'indépendance acquise. A cet égard, elles trouvent un encouragement direct dans l'évolution en Namibie, où le gouvernement de M. Mugabe n'est parvenu à pénaliser les sociétés étrangères. Elles ont même pu profiter de l'exploitation de l'uranium namibien, voir *The Rossing File*, ouvrage publié récemment par la C.A.S.W. (South West African Students' Workers' Union).

(9) The Guardian, 14 juin 1980.

(10) Pour une population de 1,4 million environ, les Blancs établis en Namibie sont à peu près 100 000. A titre de comparaison, il y a plus de 200 000 Blancs au Zimbabwe, pour 7,5 millions d'Africains.

Histoire, politique et nationalisme en Afrique noire

« I l y a dix ans, l'étude géographique et politique de l'Afrique était encore largement dominée par les mains des spécialistes, mais, aujourd'hui, tout journaliste qui se respecte n'hésite pas à aborder ces sujets. Ce n'est pas une demande même pas s'il est parfaitement compétent. Ce jugement d'A.S. White (ancien secrétaire de la Royal Scottish Geographical Society) date de 1955 (1) et il est encore d'actualité. Une certaine part de vérité. L'unité du continent noir n'est qu'apparente et la compréhension des complexités de son évolution historique ne va pas sans mal. Depuis dix ou treize ans, le mouvement d'intérêt pour l'Afrique noire s'est marqué dans l'édition française par des ouvrages d'intentions très différentes et de qualité inégale. Curieusement, ce sont les spécialistes des études africaines qui semblent le plus (2). Il est vrai que la volonté de vulgarisation ou d'intervention publique est mal vue dans l'Afrique française, qui, par ailleurs, traverse une crise multiforme de dissension mondiale (3).

C'est pourquoi il faut accueillir avec intérêt le dernier livre du britannique Basil Davidson, *L'Afrique au vingtième siècle* (4). Plannier de la vulgarisation africainiste, fervent militant de la cause de l'indépendance africaine, cet auteur pense que « l'histoire de l'Afrique moderne est avant tout l'histoire de l'épanouissement du nationalisme au cours du vingtième siècle » (page 11). Il brève d'abord très rapidement les tableaux des sociétés africaines avant la colonisation européenne. Malgré de « bonnes » références historiques et ethnologiques, il ne laisse aller à vanter les « chartes fondatrices » et les formes communautaires garanties d'une certaine permanence sociale et culturelle. Toutefois, sa discussion des effets de ces rapports sociaux dans le contexte dit « moderne » tourne court et, par la suite, il semble sous-estimer la logique proprement africaine de certains phénomènes politiques. Car c'est le modèle colonial mis en place entre 1890 et 1930 qui va susciter le mouvement nationaliste. Dans un style très anglo-saxon, l'auteur va nous présenter les fameux militaires, politiques, économiques et culturels de ce modèle et les variantes qu'il subit selon la

nationalité (britannique, française, belge, portugaise) du colonisateur. Cette partie est probablement la plus réussie de l'ouvrage, fournissant exemples et de citations.

Basil Davidson procède ensuite en trois temps : il analyse d'abord la montée des indépendances de 1950 et enfin les luttes de libération nationale et sociale des quinze dernières années. Reprenant la célèbre distinction de Théodore T.O. Ranger entre résistance

(A.N.C.) mobilise les masses en Afrique du Sud (silence total sur le mouvement de la Conscience noire). En Tanzanie, ou dans les ex-colonies portugaises, la politique officielle est la seule juste. Les révolutionnaires africains parlent maintenant de socialisme scientifique, ce qui changerait tout...

Basil Davidson nous offre un théorème politique dans ses dernières pages. Les mouvements victorieux sont ceux qui possèdent « un noyau de leaders éprouvés dont la tâche était de garantir que le mouvement resterait fidèle à ses principes, en théorie et en pratique » (page 338). Il faut éviter qu'il ne devienne une « machine à guerre » ou une « machine à guerre » (page 339). L'auteur reste fidèle à une image bien traditionnelle que Basil Davidson, aux environs de la première guerre mondiale, il organise son étude par zones géopolitiques (Afrique septentrionale, occidentale, etc.) tout en s'attachant au sein de chacune sur les grands problèmes de la plupart des pays. Mettant en lumière la continuité historique de la révolution africaine et la nature des rapports sociaux en jeu, l'historien se fait volontiers sociologue et politologue. Il fait d'ailleurs implicitement référence aux problématiques nouvelles de la recherche africaniste, et il est préférable de commencer la lecture de cet ouvrage par le chapitre 8 sur l'Afrique politique « États et idéologies ». L'historien y discute la nature de l'État néo-colonial (dont on attend encore la théorie, remarque-t-il à juste titre) ; le problème des nationalités et des minorités (17) ; le contenu des idéologies de la personnalité africaine et du panafricanisme. Il explique pourquoi les groupes au pouvoir ont conservé l'appareil colonial et comment « les idéologies du développement se

substituèrent à celles de l'État national » (page 242). Rejoignant B. Jewswick, il confirme que l'État national n'a pas été le type d'organisation politique le plus répandu de l'Afrique moderne » (page 245) et il ne lui semble pas certain que les États actuels finiront par ériger des nations. On retiendra son analyse fine et intelligente du classique problème des corps d'État et des régimes militaires (pages 245-252) ; son appréciation positive des luttes de libération dans les ex-colonies portugaises, ses références aux socio-économiques qu'il dégage pour comprendre la situation sud-africaine. Certes, des formulations font question, tel ce jugement sur le retard idéologique de l'Afrique centrale (plus grande force du religieux comme moyen de prise de conscience « politique »). De même, l'adjectif anglophone sud-africain n'est pas révélateur : on aurait aimé en savoir plus sur le capitalisme kényan, le tribalisme ougandais ou les débats et débâcles du socialisme tanzanien.

Cela dit, le Continent convoité est, malgré sa taille modeste, un ouvrage très précieux. Un petit guide (synoptique) de tous les États africains, des chronologies, des cartes et des bibliographies par région (ou conflits) des mises au point sur les luttes de libération nationale (Algérie, Sahara) ou certaines crises intérieures (Tchad, Zaïre, Biafra) font de cet ouvrage analytique un instrument commode de référence. On appréciera surtout l'insistance à analyser les contradictions internes à l'Afrique, à replacer les dépendances et ingérences extérieures dans la logique d'une histoire vue à partir de l'Afrique (en ce sens le titre est assez trompeur). Car le plus grand danger, pour le moment, est de retomber dans une vision de l'histoire africaine comme épiphénomène de l'histoire occidentale où l'Afrique n'est plus que le nouveau terrain de jeu des grandes puissances.

(1) « Africanists in council, the nineteenth century » (32), cité par K. Robinson, *Experts, Colonialists and Africanists*, Colloque sur les experts en Afrique, université d'Abidjan, 1980.

(2) Aux exceptions notables de Jean Rieu (Main basse sur l'Afrique, le Seuil, 1978, 304 pages) et Claude Mailloux (Les Derniers Elus, Hachette, Paris, 1978, 310 pages).

(3) On en trouve un tableau sans critique dans l'ouvrage publié sous la direction de A. S. White, *Les Faux Prophètes de l'Afrique* (Les Faux Prophètes, Paris, 1978, 200 pages).

(4) Editions Jeune Afrique, Paris, 1980, 446 pages, même en détail dans son excellent article « L'Afrique au vingtième siècle : les idées usées », in A. Schwarz, op. cit.

(5) L'historien B. Jewswick analyse en phonétique le mot « État ».

(6) Le Continent connaît, études vivantes, Montréal, 1980, 228 pages.

(7) Voir notre article à propos du Sahara, « Ethnicité, régionalisme et nationalisme », dans le *Monde diplomatique* de juillet 1978.

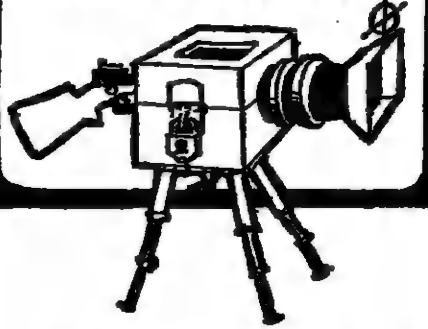
Par JEAN COPANS

nationalismes et ethniques d'aujourd'hui (5) ? Le nationalisme, fût-il anticolonialiste et anti-impérialiste, semble donc une mauvaise clef pour saisir le sens de l'histoire.

L'HISTORIEN mauritanien Elhik M'Bokolo insiste beaucoup moins, quant à lui, sur cet aspect des choses dans son tour d'horizon de l'Afrique (noire et blanche) coloniale et postcoloniale (6). Débutant un peu plus tardivement que Basil Davidson, aux environs de la première guerre mondiale, il organise son étude par zones géopolitiques (Afrique septentrionale, occidentale, etc.) tout en s'attachant au sein de chacune sur les grands problèmes de la plupart des pays. Mettant en lumière la continuité historique de la révolution africaine et la nature des rapports sociaux en jeu, l'historien se fait volontiers sociologue et politologue. Il fait d'ailleurs implicitement référence aux problématiques nouvelles de la recherche africaniste, et il est préférable de commencer la lecture de cet ouvrage par le chapitre 8 sur l'Afrique politique « États et idéologies ». L'historien y discute la nature de l'État néo-colonial (dont on attend encore la théorie, remarque-t-il à juste titre) ; le problème des nationalités et des minorités (17) ; le contenu des idéologies de la personnalité africaine et du panafricanisme. Il explique pourquoi les groupes au pouvoir ont conservé l'appareil colonial et comment « les idéologies du développement se

Archives

CAMÉRAS POLITIQUES



Vingt ans après les indépendances, la situation du cinéma en Afrique noire demeure, dans l'ensemble, bloquée. Le distributeur dépeint toujours, pour l'essentiel, de sociétés étrangères (françaises et américaines), et les cinéastes continuent de faire appel, pour la fabrication de leurs films, aux laboratoires d'Europe. Plus grave encore, la construction de salles n'est point suffisamment encouragée, alors que l'urgence de construire des salles pour attirer le spectateur et de rentabiliser, sur le seul marché continental, les coûts de production. L'Afrique noire reste un véritable désert cinématographique; aucune autre aire culturelle dans le monde ne produit aussi peu de films par an. Enfin, les pouvoirs en place entretiennent trop souvent, à l'égard des cinéastes, une méfiance politique démesurée qui contraint fréquemment ceux-ci à l'exil ou au silence.

Dans les pays francophones, les espoirs nés de la création en 1978 du Consortium interafricain de distribution cinématographique

(C.I.D.C.) et du Centre interafricain de production de films (Cipro-film) commencent à s'évanouir tant est lente la mise en route de ces deux organismes. Là où elle a été réalisée, la nationalisation du secteur cinématographique n'a guère apporté de solution miracle au marasme actuel; conduite parfois avec un esprit réducteur et bureaucratique, la nationalisation, loin d'encourager l'expansion cinématographique vers l'extérieur, a alors souvent été véritablement étouffante. Dans ce sens, l'échec du Bénin est à méditer. Des deux réalisateurs francophones qui s'expriment ci-dessous, le cinéaste béninois Richard de Madeiros interprète les raisons de cet échec. Le réalisateur camerounais Daniel Kamwa, pour sa part, insiste sur la difficulté de la communication avec le public.

En Afrique anglophone, la situation est encore plus catastrophique. Aucun organisme semblable au C.I.D.C. ou au Cipro-film, même à l'état de projet. Alors que les pays francophones comptent une soixantaine de réalisateurs, auteurs de quelques trois cents films, les États anglophones (en fait, la Nigéria et le Ghana seulement) n'ont guère produit qu'une dizaine de films, souvent de médiocre qualité, réalisés essentiellement par trois cinéastes: le Nigérien Olu Balogun et les Ghanéens Non-Owo Kwate et Ojidiya Bernard.

Dans les pays de langue portugaise, en Angola et au Mozambique notamment, le dialogue s'effectue fort lentement; l'Angola connaît tous ses efforts vers la télévision, qui produit régulièrement des documentaires et des reportages d'excellente facture, tandis

que le Mozambique (dont la télévision n'a commencé à émettre qu'en 1979) vient à peine de produire son premier long métrage (« Mueda », réalisé par Ruy Guerra), qui, malgré les bonnes intentions, est un échec spectaculaire.

Seul flot bouillonnant dans cette stagnation générale: le Sénégal où, soudain, grâce à la création du Fonds d'aide au cinéma sénégalais (qui verse aux réalisateurs une sorte d'avance sur recettes par l'intermédiaire de la Banque nationale de développement du Sénégal), s'épanouit une authentique « troisième génération » de cinéastes, dont font partie Cheikh Ndiaye Bâ (auteur de « Rave Douane Mayo »), Samba Félix Ndiaye (« Gati Teye »), Moussa Boly (« Le Certificat d'indigence »), Ousmane Mbaye (« Domi Ngoc »), Maguette Diop (« Le Fil de la vie »), et Ben Diogaye Beye, auteur de « Sôy Sôyèti » que nous analysons ci-dessous. En même temps, leurs aînés mettent la dernière main à d'autres longs métrages: Paulin S. Vierra termine « En résidence surveillée », Ababacar Sami-Makherum achève « Jom » (« l'Homme », « l'Homme », et « l'Homme »), et Moussa Thiame, une adaptation d'un conte de Briegleb Diop.

Cette foison de films sénégalais, toutefois, ne sera qu'un fugace feu de paille si les autres pays d'Afrique n'entreprennent de les diffuser sur leurs écrans: alors seulement le cinéma africain deviendra viable et sortira de sa langueur pour le plus grand profit culturel de tout le continent.

IGNACIO RAMONET.

Richard de Madeiros (Bénin)

L'heure des bilans

Le Bénin compte à peine six salles de cinéma, dont trois à Cotonou, la capitale, qui exploitent, en moyenne par an, quelque cent cinquante films, surtout d'origine américaine et française. Il y a aussi beaucoup de drames musicaux hindous, des films karaté de Hong-Kong et quelques longs métrages soviétiques. Les films africains demeurent mal connus, malgré un effort (insuffisant) pour les diffuser. Dans le sud-est du pays toutefois, circulent des films populaires nigériens, en langue yoruba, réalisés notamment par Olu Balogun (1).

La télévision en est à ses débuts; une petite station a été créée à Cotonou, en 1978, avec l'aide financière et technique de la France; elle diffuse (pour la seule capitale et ses environs) dix heures de programmes en noir et blanc par semaine.

L'industrie cinématographique nationale, depuis 1978, dépend de l'Office technique du cinéma (Otec). La nationalisation avait soulevé de grands espoirs et beaucoup d'enthousiasme; elle venait combler les besoins relatifs de la majorité des cinéastes africains regroupés au sein de la Fédération panafricaine de cinéastes (Fepaci), mais, très vite, il s'est fait décevant.

L'administration a hérité des travers de la bureaucratie coloniale française, laquelle est venue s'ajouter l'esprit tatillon et dépourvu d'imagination d'une bureaucratie calquée sur celle des pays socialistes. Sans doute, l'échec de l'Otec est dû à des raisons de politique interne. À sa tête ont été placés des gestionnaires qui n'avaient aucune idée du cinéma, qui ne l'aimaient point et le considéraient exclusivement comme un instrument de propagande. De petits fonctionnaires, souvent sans qualification, y ont pour principal souci d'écarter les conclusions des marchés et de participer à des conférences internationales. Il n'y a guère de cadres, parmi eux, qui aient étudié le cinéma et soient ouverts aux problèmes du septième art. Le manque de compétences à l'Otec explique, en grande partie, l'échec de la nationalisation.

Il semble que le comité central du parti ait édicté des directives sur la politique cinématographique. Ces instructions sont, de manière incompréhensible, tenues secrètes par les responsables de l'Otec. En tant que secrétaire général de l'Union des cinéastes béninois, nous-même avions demandé à en prendre connaissance afin de nous orienter; il nous fut répondu que cela ne nous concernait pas, que c'était l'affaire de l'Etat et de son mandataire exclusif, l'Otec.

Cette curieuse situation, faite d'ignorance arrogante et de molle répression contre les cinéastes, est une des raisons qui ont conduit Pascal Abikantou, auteur d'un des deux seuls longs métrages béninois, *Sous le signe du Vaudou* (1973), à s'exiler: il n'arrivait plus à travailler.

Moi-même, je me trouve actuellement, sur le plan cinématographique, dans une situation d'exil intérieur, contraint de m'écloigner du cinéma à

(1) Olu Balogun, le plus prolifique des cinéastes nigériens. Ses films sont souvent des mélodrames populaires comme *Alpha*, *Amedji*, *Afesi Oye*, ou *Muséi Mas* (N.D.L.R.).

(2) Richard de Madeiros, également professeur de littérature française, enseigne à l'université de Cotonou (N.D.L.R.).

Daniel Kamwa (Cameroun)

Comme des arbres à palabres

La télévision n'existe pas au Cameroun et le cinéma en profite pour s'épanouir souverainement. Le pays possède cinquante-sept salles (une douzaine d'entre elles sont construites), soit quelque cinquante mille fauteuils pour une fréquentation moyenne annuelle de vingt-deux millions de spectateurs. Ces salles appartiennent toutes à des Camerounais qui doivent néanmoins s'approprier les films (essentiellement américains et français) auprès de sociétés de distribution étrangères. Sur quinze cents films nouveaux mis en exploitation chaque année, presque aucun n'est africain. L'œuvre cinématographique camerounaise est donc la plus grande cinéaste de ce continent, c'est un véritable scandale culturel.

Par le canal du Fonds pour le développement de l'industrie cinématographique (FODIC), l'Etat finance la construction de nouvelles salles et encourage les exploitants à diffuser des films africains en les exonérant de taxes, une mesure qui devrait être étendue à l'ensemble des pays africains pour permettre au public de voir enfin des films évocant ses problèmes quotidiens. Le FODIC, d'autre part, aide financièrement la production de films camerounais tels, par exemple, ceux de Jean-Pierre Dionigès-Pipa (1), d'Alphonse Badi (2) et les miens.

Mon premier long métrage, *Pousse-Pousse* (1976), traitait du problème de la loi, comme tout ancien qui avait jadis une réelle fonction sociale puisqu'elle aidait un jeune couple à démarrer dans la vie. Mais cette fonction s'est dégradée, et c'est précisément cette dégradation que je critique dans *Pousse-Pousse*, sur le mode humoristique. La comédie constitue en effet un excellent moyen de dire des vérités et de corriger les mœurs; elle fait partie de la tradition narrative africaine. Cependant, les cinéastes africains l'abandonnent rarement. Quatre

cent mille spectateurs ont vu *Pousse-Pousse* dans quatorze pays africains, et si ce film à lui, ce n'est pas seulement le cinéaste et le public qui ont gagné, mais aussi le public qui a vu, dans un style familier, des références concrètes à sa vie quotidienne. Le spectateur pouvait s'identifier à des héros africains.

Un souci (partagé par l'ensemble des cinéastes africains) a longtemps été pour moi d'élaborer un discours cinématographique permettant d'éduquer politiquement les masses par le film. Mais, souvent, cela a conduit à se couper du public par hermétisme. Situation absurde, où, d'un côté, les couches populaires rejettent le film par ennui et incompréhension et, de l'autre, le pouvoir se sent visé, persécuté et le cinéaste est contraint au silence. Si un auteur désire que ses films soient diffusés le plus possible, il lui faut tenir compte de ces obstacles, sans renoncer au dévouement à transformer la société. Pour ma part, je veux faire réfléchir tout en amusant et à cette fin, j'emprunte une démarche populiste inspirée par l'art narratif des griots.

Dans mon dernier film, *Notre fille* (1980), j'ai tenté de toucher au récit de deux phénomènes communs à la plupart des pays africains: d'abord, l'acculturation des élites qui conduit à une imitation servile des modèles étrangers revenant à brader les richesses de notre sol et à dénigrer nos valeurs propres. Mais le film brocarde aussi une vieille pratique familiale qui consiste à vivre aux crochets de celui qui a réussi à trouver un emploi en ville. La famille (au sens africain du terme, c'est tout un village) exige des cadeaux et de l'argent de celui ou de celle qui a trouvé un emploi en ville. Elle impose un modèle de réussite fondé exclusivement sur la seule puissance de l'argent. Cela encourage la corruption chez les hommes, et une certaine forme de prostitution chez les femmes.

«Sôy Sôyèti», ou l'obsession de la polygamie

L'ACTION se déroule à Dakar, dans un quartier populaire (la médina), lieu de croisement de plusieurs histoires autonomes ayant toutes pour protagonistes des hommes polygames. Au centre de cette anecdote étiolée: le personnage de Nder, un cinquantenaire musulman dont les deux épouses sont en conflit ouvert. Parallèlement, il est question de Fatou, une jeune fille mariée de force avec un homme qu'elle n'aime point.

La structure du récit n'est guère simple et Ben Diogaye Beye éprouve des difficultés à maîtriser la construction dramatique; il ne sait éviter une certaine confusion, et, dans un premier temps, le spectateur s'égare parmi les personnages des différents sketches sans parvenir à saisir la cohérence de chacun d'eux.

Pour le reste, l'auteur a fait preuve d'une remarquable exigence cinématographique, soignant l'ensemble de la mise en scène: cadrages et décors, dialogues et vêtements, éclairages et bande-son.

Sôy Sôyèti est un film rigolé et beau à voir.

À propos de la polygamie, thème central, le réalisateur s'en prend au code de la famille adopté au Sénégal en 1973 et qui permet à l'époux (et non à la femme), au moment du (premier) mariage, d'opter, une fois pour toutes, pour la monogamie, la bigamie ou la polygamie. Nombreux sont ceux qui, par commodité, choisissent la polygamie et se refusent à exécuter les conséquences psychologiques (pour les femmes et les enfants, notamment) et économiques d'un tel choix. Le film de Ben Diogaye Beye, qui illustre un certain nombre de cas de figure, voudrait être une mise en garde pour les candidats éventuels à la polygamie.

Dans le monde rural, jadis, la polygamie pouvait ne pas avoir que des côtés négatifs: les femmes se partageaient le travail domestique et celui des champs, chacune d'elles travaillant moins qu'en solitaire monogamie. Mais, comme Ben Diogaye Beye, « même si la polygamie avait des avantages à un moment donné, dans la situation actuelle à Dakar, je pense que ce n'est plus viable; et si nos

dirigeants continuent à nous mener dans cette voie de développement qui n'est qu'une très pâle copie des échecs des sociétés occidentales, la polygamie va se libérer d'elle-même » (3).

Le thème de la polygamie n'est guère original dans le cinéma africain; il traverse fréquemment à un moment ou à un autre, de nombreux récents films. Ce qui est nouveau, dans *Sôy Sôyèti*, c'est le caractère absolument incontournable de la question; Ben Diogaye Beye lui impose un traitement, pour ainsi dire, monomaniaque, obsessionnel; tous les personnages apparaissent tourmentés par la polygamie et ne parlent rigoureusement de rien d'autre. Si le réalisateur souhaitait que le problème posé par son film ne fût pas éternel, il peut se rassurer. Impossible de ne pas comprendre que c'est la polygamie qui est sur la sellette.

I. R.

(1) Pierre Raffner, « Introduction avec Ben Diogaye Beye » (traduit, à paraître dans *Zone 2*, hebdomadaire dakariste).

Le rôle des cinéastes en Afrique n'est-il pas de tendre un miroir à leur société afin que le peuple se regarde décadent? Dans mes films, je voudrais que tout se passe comme sous l'arbre à palabres du village: tout le monde s'y retrouve, on se dit tout, la parole circule, on évoque le passé, on rit, on se dispute, on ne fait rien. Les films africains peuvent être semblables à ces arbres à palabres, agora centenaire, à l'ombre privilégiée desquels la discussion collective rapproche les hommes.

(Propos recueillis par I. R.)

(1) Cf. *Le Monde diplomatique*, septembre 1978.

(2) Alphonse Badi produit et réalise, souvent à Paris, des films à vocation purement commerciale où se mêlent violence et érotisme, gauchisme et stérilité; il est l'auteur, notamment, de *Farouk et ses jolis*, *Deux my Love*, *Amour*, *Muséi*, et *Saint Denis* — (N.D.L.R.).

BIBLIOGRAPHIE

EN L'AUTRE BORD ET TOUTES LES JOSEPHINES NE SONT PAS IMPERATRICES (Géné-Bessier Antilles). — Jérôme Kamapa

24 pages. Editions L'Harmattan, Paris, 1979.

Des œuvres boudées par les grandes chaînes d'exploitation, malgré leur réelle qualité cinématographique, parviennent à un large public sous forme de textes représentant intégralement les scènes et les dialogues des films. Cette fois, on apprend d'ailleurs d'anciens films que du bord et toutes les Josephines... constituent, chacun en son genre, des témoignages extrêmement originaux. Le récit quotidien d'un vécu antillais. Le premier film est une fiction qui traite du racisme ordinaire et des traces ancestrales exposées une famille antillaise immigrée en France. Le second est un remarquable documentaire sur une œuvre agricole d'une plantation de bananes en Martinique, mère de six enfants.

Si Jérôme Kamapa filme avec talent les problèmes antillais, c'est, explique-t-il, dans un entretien intime dans ce livre, parce qu'il « en cette période de crise, les antillais risquent d'être les boucs émissaires des maîtres de la nation ». L'ouvrage comporte un chapitre distinct, intitulé *Farouk et ses jolis*, qui est une très brève documentation (faute en collaboration avec Raphaël Constant) sur l'émigration antillaise en France et sur les conditions de vie des antillais qui y ont émigré. Les deux autres chapitres sont consacrés à deux autres films antillais: *Deux my Love* et *Amour*, qui sont des œuvres de la société antillaise, et qui analysent en tant que tels.

I. R.

SOCIÉTÉ ET CINÉMA (LES ANNÉES 60 EN GRANDE-BRETAGNE). — Alain Malissin

+ Minard, coll. « Études cinématographiques », n° 115-121, Paris, 1979, 228 pages.

Dans cet ouvrage, intéressant de bout en bout, Alain Malissin étudie en profondeur certains grands succès cinématographiques des années 60 en Grande-Bretagne qu'il considère comme des révélateurs des structures et valeurs de la société britannique, et qu'il analyse en tant que tels.

Partant des thèses de Marx et de Freud, ainsi que des apports les plus récents de la sociologie des communications de masse, l'auteur établit un tableau conceptuel opératoire: celui d'homologie de contenu qui lui permet de considérer toute œuvre cinématographique de masse comme la réduction à l'essentiel d'une réalité historique, politique ou sociale. Il démontre que les films « à succès » sont essentiellement, en Grande-Bretagne comme ailleurs, des œuvres fakes, à vocation éducatrice: séries (qui fonctionnent sur le stéréotype), grands films commerciaux américains (qui véhiculent d'une gigantesque publicité), réalistes d'écoles, indépendantes. Les longs métrages originaux qui traitent une matière profondément britannique (ceux par exemple du « free cinema ») ne constituent qu'une minorité infime de la production, selon l'auteur, la déformation à l'égard du cinéma que l'on observe à l'heure actuelle chez le public britannique, et dont la seule conséquence est la télévision n'arrive pas à rendre compte.

Le dernier chapitre esquisse les grandes lignes d'une politique culturelle qui, tout en sauvegardant le patrimoine britannique, permettrait à une société fortement marquée par l'américanisation de retrouver son identité.

K. G. G.

Vient de paraître
PEUPLES NOIRS — PEUPLES AFRICAINS
N° 16 JUILLET-AOÛT 1980

MONGO BETI: LETTRE À UN COOPÉRANT...
128 pages - 25 F - Abonnement annuel (6 numéros): 120 F
(joindre un titre de paiement à la commande).

Peuples noirs - Peuples africains, la seule institution francophone africaine échappant au contrôle des coopérants, assistants techniques et autres barbouzes.
Rédaction - Administration - Diffusion - Vente au numéro:
3, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Paris.
Tél.: 805-26-34

Le Monde réalise chaque semaine
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
SÉLECTION HEBDOMADAIRE

5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23

Une solution contestée

L'ELECTRONUCLEAIRE

« Les Français ont accepté que l'on recherche la seule source d'énergie disponible à l'heure actuelle », déclarait le 18 janvier dernier le président Valéry Giscard d'Estaing pour justifier l'accélération du programme électronucléaire français. La réduction de la dépendance du pays à l'égard des importations d'hydrocarbures fait en effet l'objet d'un large consensus. Depuis trente ans, la consommation électrique en France a été multipliée par huit. Les centrales nucléaires en fonctionnement fournissent déjà, en mars 1980, 20 % de la production d'électricité et elles doivent assurer 30 % de la consommation totale d'énergie primaire à l'horizon de 1990. Toutes ces raisons, sans dissiper des craintes ravivées par l'accident de Three-Mile-Island, contribuent à convaincre le public que le choix de l'électronucléaire est inéluctable.

Dans les principaux pays industrialisés, la contestation électronucléaire a néanmoins laissé des traces profondes. Elle a entravé l'essor des programmes électronucléaires allemand, suédois et américain; elle a même abouti à l'abandon total du programme américain lors du référendum de novembre 1978. Elle a mis en lumière les limites actuelles du développement, comme en témoignent la vigoureuse résistance de la communauté britannique de Ploughfield à une implantation qu'E.D.F. et le gouvernement s'efforcent à maintenir, bien que le chef de l'Etat ait promis que « les centrales nucléaires ne seraient pas imposées aux populations qui n'en veulent pas ».

En-dehors du refus pur et simple d'une technologie, le mouvement écologiste électronucléaire, traversé de courants hétérogènes, n'est pas dépourvu d'ambiguïtés, voire d'ambiguïtés, sur ses objectifs. Mais il ne

Entre le refus et la résignation

peut être réduit à une opposition passiviste ou à des réactions irrationnelles de peur qui amoindrent l'usage pacifique de l'atome et la bombe d' Hiroshima. La diffusion internationale de la contestation électronucléaire plaide pour l'importance d'un phénomène qui s'inscrit dans les transformations structurelles récentes des sociétés développées et qui annonce peut-être des formes nouvelles et durables de conflit social.

Le débat a dévié de la portée politique, sociale, éthique même, de choix énergétiques que nombre de gouvernements et d'experts présentent comme purement techniques et, de ce fait, socialement neutres.

Certes, le choix d'une technologie n'implique pas mécaniquement un choix de société. Le recours au nucléaire ne donne pas automatiquement naissance à l'« électroasservissement », pas plus que l'énergie solaire ne garantit l'épanouissement harmonieux des libertés. Mais il existe des liens incontestables entre le choix qui privilégie l'électronucléaire et un modèle de croissance marqué par le productivisme, par la négligence à l'égard des contraintes non marchandes (dont la préservation de l'environnement est un aspect) et par l'exploitation du tiers-monde. Les impératifs de la gestion du cycle du combustible nucléaire favorisent des systèmes centralisés de pouvoir et de décision qui, au nom d'une prétendue rationalité technico-scientifique, peuvent se saustrer toujours plus du contrôle des citoyens.

Sans prétendre épuiser le sujet, les articles réunis ici se veulent une contribution au débat. Le nucléaire ne doit-il être qu'une énergie de transition jusqu'au moment où les énergies solaires prendront la relève, c'est-à-dire jusqu'aux premières décennies du prochain siècle? Ou bien restera-t-il une de nos principales sources d'énergie tout au long du vingt et unième siècle, ce qui suppose le développement des surrégénérateurs et de l'industrie du retraitement? Quelles que soient les technologies choisies, de quel pouvoir effectif les collectivités régionales et locales, les communautés de base, les citoyens eux-mêmes disposeront-ils sur la mise en valeur de leurs ressources énergétiques? Ce qui est une façon de s'interroger sur l'avenir de la démocratie.

VICTOR MATTIOT.

Risques financiers incertitudes techniques et oppositions politiques

« Le monde a besoin d'une nouvelle source d'énergie ». C'est en pensant à l'énergie nucléaire que Robinson et Daniel chatoient ces titres pour leur communication à la première conférence des Nations unies (Genève, 1955) sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Avec *Energy in the Future* (P. Putnam), commandité par la Commission américaine de l'énergie atomique et publié en 1958, les rapports de cette conférence servent de sous-jacent aux nombreuses études publiées depuis sur la place du nucléaire dans les perspectives de consommation énergétique à très long terme. En Europe, la plus connue est évidemment celle qu'élaborent, en 1967, les « trois sages » d'Auranton et qui annonce 55 GWe (1 GWe = 10⁹ Kw) dans la Communauté européenne en 1975 (1). Avec la création de l'Agence pour l'énergie nucléaire (O.C.E.N.) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (O.N.T.), ces exercices s'institutionnalisent. Des estimations de la contribution attendue du nucléaire à l'approvisionnement énergétique du monde sont proposées à dates régulières. Quels enseignements peut-on tirer de leur comparaison?

Un début des années 70. L'expansion du nucléaire, longtemps contenue par des hydrocarbures abondants et bon marché, semble enfin s'annoncer. Rien ne doit plus entraver la réalisation des promesses entrevues vingt ans plus tôt. Aux Etats-Unis, les commandes de réacteurs à eau légère viennent d'atteindre des records (2). Ailleurs, les premières tensions sérieuses sur les prix du pétrole entraînent des résistances encore tenaces chez les producteurs d'électricité. Embargo et fortes hausses des prix du brut, à partir des derniers mois de 1973, balayent les derniers doutes : sur la base des prix affichés par les constructeurs, l'électricité d'origine nucléaire est moins chère que celle produite par les centrales thermiques au fuel; elle apparaît en outre comme une source sûre, à l'abri de toute fluctuation économique ou politique et mérite l'appui sans réserve des gouvernements.

Les perspectives que trace en 1975 l'Agence internationale de l'énergie atomique reflètent cette conjonction de facteurs favorables (cf. tableau

n° 1). La fourchette à 600-5 200 GWe en l'an 2000 englobe toutes les autres perspectives élaborées depuis le début des années 70 et suppose des taux de croissance du nucléaire compris entre 15 % et 17 % par an. Dans l'hypothèse basse, cent quarante réacteurs en moyenne devraient être mis en service chaque année à partir de 1975. A ce rythme, la contribution de l'électricité d'origine nucléaire à la consommation énergétique mondiale, alors estimée à environ 20 Gtep en l'an 2000 (1 Gtep = 10 tonnes d'équivalent pétrole), pourrait osciller entre 27 % et 40 %, ce qui est évidemment considérable (3), et ferait de l'énergie nucléaire l'une des principales sources mondiales vers la fin de ce siècle.

Les années 80 s'ouvrent sous des auspices quelque peu différents. La capacité installée en centrales nucléaires dans le monde approche de 130 GWe, à quoi s'ajoutent 200 GWe en construction et une centaine d'autres en commande. Mais cette croissance reste loin derrière celle qu'anticipaient les études évoquées plus haut, et les nouvelles perspectives à l'horizon 1985, 1990 et 2000 traduisent d'importantes inflexions. Les évaluations qui concernent le monde non communiste sont désor-

Bouleversement des idées reçues

D'OU vient une telle réduction des anticipations relatives à la croissance de l'énergie nucléaire? Comment peut-on l'expliquer? Il est indispensable de désagréger les données globales pour y voir un peu plus clair.

En reprenant les données du tableau n° 2, on observe que presque la moitié de la capacité installée, en construction ou en commande, concerne les Etats-Unis. Les perspectives élaborées en 1975 reposent sur l'hypothèse d'une expansion soutenue de l'énergie nucléaire dans ce pays qui aurait dû disposer de 1 200 GWe vers la fin du siècle. Rien de tel ne s'est réalisé : les capacités en service sont de moitié inférieures aux prévisions; aucune nouvelle commande n'a été passée par les compagnies électriques depuis bientôt quatre ans. Ces dernières se refusent en effet à assumer un risque économique et financier propre

On prévoyait voilà quelques années que le nucléaire assurerait une part relativement importante de l'énergie consommée dans le monde. Depuis, tous les chiffres ont été revus en baisse. Quelles sont les causes de ce réajustement? Elles modifient le rôle dévolu au nucléaire d'un pays à l'autre.

Par JEAN-MARIE MARTIN *

mais inférieures à 200 GWe en 1985 et à 300 en 1990, soit moins que la somme des capacités en service, en construction et en commande recensées au tableau n° 2. Dès lors, même si l'on adopte des hypothèses de forte croissance du nucléaire au cours des années 90 et de croissance modérée de la consommation totale d'énergie (4), on parvient à une contribution qui ne dépasse guère 10 %, soit un pourcentage bien inférieur de celui envisagé en 1975 ou même de celui retenu dans certaines études plus récentes (5).

à toute technique nouvelle mais aussi dans ce cas par la forte réduction des niveaux anticipés de consommation d'électricité, par la non moins forte hausse des coûts du kWh nucléaire laquelle est en partie liée à la longueur des procédures d'autorisation et des durées de construction (dix à douze ans au total). Pour l'attribuer au dernier obstacle à l'obligation de respecter des normes de sécurité excessives, adoptées uniquement pour compléter aux mouvements écologistes? Les compagnies d'électricité qui soutenaient cette argumentation avec vigueur se sont bien vite changées d'attitude depuis l'accident de Three-Mile-Island en reconnaissant que tout n'est pas encore au point en matière de sécurité (6).

Mais les Etats-Unis disposent d'autres ressources énergétiques (charbonnières notamment), que ne démentent ni le Japon ni l'Europe occidentale. Or, ces derniers pays ne sont pas épargnés par la forte réduction des perspectives de capacité nucléaire en 1985 : de 30 % au Canada à 90 % en Italie en passant par 35 % en Allemagne fédérale et 50 % au Japon (7). Seule la France maintient, à quelques

années près, son programme nucléaire insensible au caractère insolite de sa situation dans le monde et aux protestations des populations condamnées à vivre à l'ombre de centrales dont la taille ne cesse de croître. Bohémierait-on ici aux risques qui existent ailleurs? Certes, pas, mais la différence vient du rôle qui décline d'assumer l'état qui prend à sa charge (donc qui socialise) les risques techniques (notamment en matière de retraitement et de stockage des déchets) et les risques économiques liés, entre autres, aux aléas des marchés extérieurs (8).

Ces derniers sont en effet constitués pour l'essentiel de pays en voie de développement, qui, soit se sont lancés très tôt sur la voie de l'énergie nucléaire (Argentine et Inde), soit ont adopté au début des années 70 d'importants programmes de construction nucléaire (Israël, Iran, Afrique du Sud, Corée du Sud et Taiwan). Dans ce second groupe, une partie des capacités programmées à d'ores et déjà été annulée (Iran), tandis qu'une autre, au minimum, reconstruite et étalée dans le temps (Brésil, Corée du Sud). Les raisons de ce recul ne sont pas identiques d'un pays à l'autre mais une interrogation leur sert de commun dénominateur : des installations aussi sophistiquées et d'aussi grande taille que celles mises en œuvre jusqu'à présent sont-elles adaptées aux besoins énergétiques diversifiés et souvent peu denses de pays qui, en outre, maîtrisent imparfaitement des technologies aussi complexes. Les doutes sont particulièrement forts là où subsistent des sources d'énergie locales abondantes et bon marché (9).

Restent les pays communistes qui, apparemment, maintiennent mieux que les autres leurs perspectives de développement de l'énergie nucléaire. Leur part dans la capacité commandée et surtout en construction (cf. tableau n° 3) est plus importante que dans la capacité en service. Par ailleurs, la Chine populaire, jusque-là exclue de toutes les évaluations, semble s'intéresser à l'énergie nucléaire et envisagerait la construction de quatre tranches de 900-1 200 MWe au cours des prochaines années (10). On ne peut cependant pas étudier plus à fond les perspectives nucléaires de ce groupe de pays tant sont limitées les informations précises sur la situation.

Quels que soient les sentiments qu'elle inspire, l'énergie nucléaire est devenue l'une de nos sources d'énergie. Au plan mondial, sa croissance va très probablement se poursuivre. Mais à quel rythme? La question demeure sans doute sans réponse tant que n'apparaîtront pas

avec plus de netteté la place que le nucléaire est appelé à occuper dans l'approvisionnement énergétique : simple source de production d'une électricité limitée aux usages qui lui ont été spécifiques jusqu'à présent (au même titre que l'hydraulique, par exemple), ou principal substitut d'un stock de combustible épuisable et parfois en voie d'épuisement? Contrairement à certaines attentes, la forte hausse des prix pétroliers n'a pas tranché définitivement la question car, tout en rendant plus urgente l'exploration de nouvelles sources d'énergie, elle a aussi bouleversé les idées reçues sur le caractère inéluctable d'une forte croissance de la consommation d'énergie et a ouvert la voie à d'autres techniques de production. Uniformisées tout au long des années 80 par l'abondance et le bas prix des hydrocarbures, les modalités d'approvisionnement en énergie pourraient bien commencer à se diversifier au cours des années 90. Massive dans quelques pays, la fourniture d'énergie nucléaire pourrait fort bien être absente dans d'autres.

- (1) A cette date, 84 GWe sont en fonctionnement dans l'Europe des Six.
- (2) Quatre exemplaires décrits et expliqués L.C. Bupp et J.C. Derian dans *Light Water - How the Nuclear Dream Dissolved*, Basic Books, New York, 1978, 241 p.
- (3) Soit des pourcentages voisins que retiennent pour le monde non communiste A. Giraud, alors administrateur général du C.R.A., dans la conférence qu'il présente devant la première conférence nucléaire européenne (Paris) le 21 avril 1975.
- (4) Soit 14 Gtep en l'an 2000 se répartissant entre pays membres de l'O.C.E.N. (6,8), pays en voie de développement (2,7) et pays socialistes (4,5).
- (5) Notamment les « très officielles » perspectives énergétiques de la conférence mondiale de l'énergie (1977) qui maintiennent y compris dans leur scénario de 1975, des contributions du nucléaire en l'an 2000 comprises entre 14 % (total du monde) et 18 % (monde occidental), pour une consommation totale identique à celle que nous avons retenue.
- (6) Au dire du directeur de la recherche de la Nuclear Regulatory Commission, qui évalue le coût de l'accident (préparations et manque à gagner pendant deux ou trois ans) à 1,2 milliard de dollars.
- (7) Et ce par rapport aux estimations révisées de 1978.
- (8) En utilisant, par exemple, le marché intérieur pour pallier les accidents des marchés extérieurs, ce qui semble être la solution adoptée après l'annulation des commandes israéliennes.
- (9) Ce qui est le cas de l'Iran avec les hydrocarbures et du Brésil avec l'hydraulique.
- (10) Cf. à l'électricité en Chine, *Sherpess*, 7 décembre 1978.

Lire pages 14 à 18

PAGES 14 et 15 : Revoltés de puissance et guerre commerciale, Dominique Feneau. — L'impact de la contestation, Dorothy Nalkin et Michael Polak. — Stratégies de rechange; le blocage français, Louis Puisseux.

PAGES 16 et 17 : Suite de l'article de Louis Puisseux. — L'évolution des syndicats, Victor Mattiot. — Suède : recherche d'un compromis acceptable, Mans Lemroth.

PAGE 18 : L'« excursion » nucléaire comme dérive romanesque, Jean Chesneau.

Tableau n° 1. — DES PREVISIONS OPTIMISTES
Perspectives d'expansion de la capacité de production d'électricité d'origine nucléaire selon l'A.I.E.A. en 1975 (en GWe)

	Situation fin 1975	1980	1985	1990	2000
Pays membres de l'O.C.E.N.	80	206-237	513-567	932-1263	2690-3900
Pays en voie de développement	2	10-12	47-68	128-185	360-590
Pays communistes (Chine exclue)	18	38	104-117	246-290	646-1200
Total mondial	100	254-287	653-650	1239-1644	3690-5300

Sources : Commissariat à l'énergie atomique, *Energie, croissance et énergie atomique*, Perspectives et réalités françaises et mondiales, juin 1975, annexe 12. Les couples de chiffres représentent deux hypothèses considérées comme extrêmes.

Notes sur les unités utilisées : Un réacteur actuel à une puissance électrique moyenne de 1 000 MWe = 1 GWe (les tableaux en GWe donnent donc en même temps la puissance installée et le nombre approximatif de réacteurs).

Un réacteur de cette puissance, qui fonctionne 6 000 heures/an (ce qui est beaucoup), économise 1,5 Mtep (10⁶ tonnes d'équivalent pétrole) de combustible qu'il aurait fallu brûler dans une centrale thermique à fuel ou à charbon. C'est cette équivalence (favorable au nucléaire mais contestée par certains) qui a été retenue ici pour évaluer la contribution des GWe à la consommation ou à l'approvisionnement énergétique exprimé en Gtep (10⁶ tonnes d'équivalent pétrole).

Tableau n° 2. — LES REALITES CINQ ANS PLUS TARD
Capacité de production nucléaire installée, en construction et en commande à la fin de 1979

	en service	en construction	en commande
Pays membres de l'O.C.E.N. plus divers Europe	168,3	163,7	90,1
dont Etats-Unis	(83)	(90)	(54)
Pays en voie de développement	2,2	13,7	2,3
Pays communistes (Chine exclue)	11,9	28,4	12,6
Total	182,4	205,8	105

Sources : C.E.A.-Notes d'information, n° 12, décembre 1979, 12 p. Les données ont été actualisées au 31 décembre 1979 et agréées par groupe de pays.

de l'industrie

Un élément-clé dans les rapports de force internationaux

Le 27 février 1980 ont pris fin à Vienne les travaux de la conférence internationale d'évaluation du cycle du combustible nucléaire (I.N.F.C.E.) organisée depuis l'automne 1977 à l'initiative des Etats-Unis. Cette conférence, réunissant soixante-dix pays, avait pour but de faire avaliser la politique américaine de contrôle de la prolifération des armements atomiques à partir des usages civils de l'atome. L'enjeu de cette entreprise était de réaffirmer le leadership des Etats-Unis sur les développements de l'énergie nucléaire, leadership contesté par les pays européens et le Japon dans le domaine technique et commercial.

Ces derniers, appuyés par un certain nombre de pays en voie de dévelop-

pement, ont réussi à mettre en échec le gouvernement américain qui cherchait à faire prévaloir ses thèses sur l'abandon des cycles uranium-plutonium, c'est-à-dire des activités de retraitement et des surrégénérateurs. La controverse a été d'autant plus vive que les technologies sur lesquelles elle porte sont au point de contact des usages civils et militaires de l'énergie nucléaire et des systèmes nucléaires d'aujourd'hui et de demain.

Techniquement parlant, le nucléaire civil est un héritier direct des programmes militaires des années 1945-1955. Les technologies ainsi développées (réacteurs plutoniques, réacteurs à eau légère de sous-marin, enrichissement isotopique de l'uranium, retraitement) ont été reconverties à des fins civiles. Le choix des technologies civiles ne s'est donc pas fait seriemment sur la base de critères scientifiques, techniques ou même économiques, mais selon la logique d'acteurs (agences nucléaires, industries) qui avaient largement contribué à la réalisation des programmes militaires. Par la suite, le nucléaire civil a toujours conservé des connexions potentielles avec les usages militaires.

Les armes atomiques peuvent utiliser l'uranium traité par enrichissement ou le plutonium provenant du retraitement. Le plutonium de la couverture radiale des surrégénérateurs est particulièrement propice aux usages militaires, contrairement au plutonium récupéré dans le retraitement du combustible des réacteurs à eau légère.

Les risques de prolifération associés au développement du nucléaire civil sont appréciés de façon très différente selon les intérêts géopolitiques des Etats concernés :

Le cycle du combustible nucléaire

L'utilisation civile de l'énergie nucléaire, afin de produire de l'électricité, repose sur la construction de centrales de puissance moyenne (300 à 1 300 MW) aujourd'hui. Mais la construction de la centrale s'accompagne d'une industrie préparatoire, celle du combustible.

Le cycle du combustible nucléaire se compose d'une série de phases technologiques successives : la recherche et la production de l'uranium-minéral, la concentration, le raffinage qui aboutit à des oxydes d'uranium et au fluore, la conversion en hexafluorure, l'enrichissement en isotope 235, la fabrication des assemblages combustibles. A partir de là, la centrale peut fonctionner.

Mais le cycle ne s'arrête pas là. Le combustible irradié peut être retraité pour récupérer les matières utilisables (uranium, plutonium) et les recycler. Enfin, il faut éliminer les déchets radioactifs. Le retraitement est une opération indispensable si l'on veut produire le plutonium nécessaire au fonctionnement des réacteurs surrégénérateurs. Ces derniers sont conçus pour fonctionner plus de cinquante ans sans consommation, c'est-à-dire tirer cinquante à soixante fois plus d'énergie d'une même quantité d'uranium que les autres réacteurs.

Les centrales actuellement en construction en France sont équipées de réacteurs à eau ordinaire depuis l'abandon, en 1969, de la filière graphite-gaz à uranium naturel.

Rivalités de puissances et guerre commerciale

Pour éviter que de trop nombreux pays ne possèdent des armes nucléaires, les Etats-Unis se sont efforcés de faire adopter une réglementation internationale. Mais les restrictions civiles de l'énergie nucléaire sont les barrières directes des programmes militaires : comment limiter les uns sans contrôler les autres ? La compétition internationale s'en est suivie, notamment entre l'Europe et les Etats-Unis.

Par DOMINIQUE FINON *

— d'un côté, les Etats-Unis, appuyés par l'Australie et le Canada, pour lesquels la prolifération peut et doit être ralentie par des barrières techniques, en s'interdisant de développer les technologies qui mettent en œuvre le plutonium ou en les développant dans un cadre très strict de contrôle international ;

— de l'autre côté, les pays européens et le Japon, pour lesquels tous les cycles d'activités nucléaires se valent du point de vue de la prolifération, dans la mesure où les risques découlent beaucoup plus d'une intention politique que des équipements nucléaires civils en place dans les pays concernés. En conséquence, toutes les mesures politiques peuvent ralentir la prolifération avec l'aide d'une série de quelques mesures techniques.

Développement contrôlé

Le problème de la prolifération est complexe. Il est vrai qu'il n'est pas nécessaire d'utiliser des technologies civiles pour se doter d'un armement atomique ; il est aussi vrai que toute interdiction peut encourager un pays à mettre au point lui-même la technologie propre. Mais les discours des différentes parties dans la controverse ne peuvent se comprendre sans référence au jeu entre les différentes nations et à la volonté de leadership des Etats-Unis alors que leur domination s'est progressivement érodée.

Historiquement parlant, comme toute nouvelle force productive, le développement du nucléaire civil a été marqué par le système mondial où il a surgi, caractérisé par l'équilibre des blocs et l'hégémonie des Etats-Unis sur le bloc

occidental. Après l'échec d'une tentative américaine d'internationalisation des activités nucléaires civiles en 1946 (le plan Baruch-Lillenthal), les recherches furent menées sous le sceau du secret le plus total jusqu'en 1964. A cette date, les Etats-Unis prennent acte de l'échec de cette politique qui n'avait pas empêché l'entrée du Royaume-Uni et de l'U.R.S.S. dans le « club » atomique. Ils définissent une nouvelle politique, dite « Atoms for Peace », d'assistance contrôlée au développement international du nucléaire civil.

Leur objectif (1) était de renforcer l'image pacifique des Etats-Unis dans le cadre de la guerre froide ;

* Observateur à l'Institut économique et juridique de l'énergie, Grenoble.

de contrôler au niveau international la circulation des matériaux fissiles, en prenant l'initiative en ce domaine afin de prévenir toute circulation anarchique ; et enfin de soutenir le bloc occidental contre le bloc soviétique, en aidant l'Europe à combler son déficit énergétique et les régions sous-développées à élever leur niveau de vie.

A la suite de ce revirement, fut mis en place le cadre international permettant d'asseoir le développement du nucléaire civil sous la domination américaine : l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) en 1956, Euratom en 1957, accords de coopération bilatérale entre les Etats-Unis et un grand nombre de pays. Le gouvernement américain incitait les autres Etats à adopter la technologie des réacteurs américains en leur demandant de garantir l'utilisation pacifique des combustibles fissiles et de se soumettre au contrôle international de l'A.I.E.A. (2). Le système reposait sur l'assurance de fourniture d'uranium enrichi et de retraitement par les Etats-Unis. Euratom se vit accorder une situation privilégiée : le droit d'examiner du plutonium

et le contrôle de la circulation interne de combustibles et de son utilisation pacifique lui furent concédés.

Pendant vingt ans, entre 1955 et 1974, la prédominance politico-militaire, économique et technologique des Etats-Unis a permis d'obtenir, derrière ce cadre de garanties, les étroites concessions des nucléaires civils et militaires. En contrepartie d'un large degré de dépendance, la majorité des pays ont bénéficié d'une assistance importante qui a permis à certains d'entre eux d'asseoir une industrie nucléaire solide (Allemagne, Japon, France, Suède, entre autres).

La France abandonna à la fin de la décennie 60 sa propre filière afin de profiter des avantages commerciaux présentés par la technologie dominante des réacteurs américains. La Suède et l'Allemagne avaient commencé à développer d'autres filières dans les organismes publics de recherche, mais l'industrie et les électriciens préférèrent les filières PWR et BWR qu'ils mirent en œuvre avec ou sans prise de licence américaine.

Le déclin de l'hégémonie américaine

La stabilité de ce système, qui reposait sur la prédominance technologique des Etats-Unis, fut mise à mal par les contradictions propres aux relations entre l'Etat et l'industrie aux Etats-Unis. L'histoire du nucléaire montre en effet que le développement de nouveaux types de réacteurs ou la mise en œuvre des différentes activités du cycle du combustible nécessitent une organisation comparable à celle des programmes militaires et une socialisation complète des risques financiers. Tel n'a pas été le cas aux Etats-Unis, qui, pendant les années 1965-1970, se sont trouvés dans l'impossibilité de mettre en place de nouvelles capacités d'enrichissement et de retraitement en mesure de satisfaire les besoins accrus des réacteurs nucléaires dans le bloc occidental. Un conflit important entre le gouvernement fédéral et l'industrie privée sur le développement de nouvelles capacités d'enrichissement a abouti en 1974 au refus de prendre de nouvelles commandes d'engins d'enrichissement pendant quelques années. De la même façon les différents projets de retraitement (West Valley, Morris et Barnwell) ont connu une faillite exemplaire, traduisant la difficulté pour l'industrie privée d'assurer la maturation industrielle de la technologie de fin de cycle.

D'un autre côté, malgré l'engagement de fonds considérables dans le développement des surrégénérateurs, les Etats-

Unis perdaient à partir de 1970 le contact avec la pointe de tête des nations développant cette technologie, considérée comme l'aboutissement logique des programmes nucléaires actuels : en 1975, l'U.R.S.S., la France et le Royaume-Uni avaient chacun un prototype de 250 à 350 MW en fonctionnement alors que les études sur le prototype américain de Clinch River de 300 MW étaient régulièrement recommandées du fait d'une mauvaise gestion du projet.

Parallèlement à leur relatif déclin technologique, les Etats-Unis ont encouragé pendant la décennie 60 l'émergence des industries nucléaires européennes et japonaises non seulement par le transfert de la technologie des réacteurs et de celle du retraitement, mais aussi par des revendications exorbitantes et des contrats véritablement léonins dans le domaine de l'en-

(1) K.R. Knox, « American Foreign Policy and the Proliferation of Atomic Energy », dans *Atoms for Power*, Columbia University, décembre 1967, pages 123-138, cité par M. Dautin, « L'origine du choix nucléaire », dans *Vers un nouveau ordre énergétique mondial*, P. Laffont, Techniques, Paris, 1978, p. 35.

(2) Ultimeusement, en signant le traité de non-prolifération de 1968, où les pays non dotés d'armes nucléaires s'interdisent et se soumettent au contrôle de l'A.I.E.A.

Aux Etats-Unis, en Allemagne et en France

L'IMPACT DE LA CONTESTATION

Par DOROTHY NELKIN et MICHAEL POLLAK *

L'INDUSTRIE nucléaire de trois pays (Etats-Unis, France et République fédérale d'Allemagne) domine le marché international. Les programmes électro-nucléaires américains et allemands connaissent de multiples blocages et retards, alors que la mise en œuvre de programmes français se rencontre pas de difficultés majeures.

Comment expliquer ces différences de situation ? Un élément de réponse peut être recherché sur le plan économique. La France importe 76 % de ses ressources énergétiques, contre 24 % pour les Etats-Unis et 58 % pour l'Allemagne. Mais la dépendance énergétique n'est pas le principal facteur qui explique la politique nucléaire des trois gouvernements. En effet, dans les trois pays, l'industrie et l'électricité ont, dès le début, collaboré de façon étroite. Aux Etats-Unis, la recherche et le développement nucléaires, antérieurs à l'exploitation industrielle, ont été financés par l'Etat qui a donc indirectement subventionné les producteurs des centrales. Actuellement, General Electric et Westinghouse détiennent chacun un tiers du marché, Babcock et Wilcox et Combustion Engineering se partagent le reste. De plus, l'Etat a accepté, en cas d'accident, de partager les frais d'assurance avec les compagnies d'électricité. En Allemagne et en France, les gouvernements ont favorisé

l'émergence d'un seul producteur national de centrales, capable d'entrer en concurrence avec les géants américains : K.W.U., une firme qui dépend de Siemens, en Allemagne ; Framatome en France, dont l'Etat a une participation minoritaire par l'intermédiaire du Commissariat à l'énergie atomique. En France et en Allemagne, le secteur de la production et de la distribution de l'électricité est, depuis la guerre, étroitement lié aux pouvoirs publics : E.D.F. est un monopole d'Etat, tandis qu'en Allemagne le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder détiennent des participations majoritaires et siègent dans les conseils d'administration des grandes firmes d'électricité. Pour comprendre les différences dans la mise en œuvre des programmes nucléaires, il faut plutôt chercher du côté de facteurs politiques : la force du mouvement anti-nucléaire et sa capacité d'influencer les décisions.

Des styles et des résultats différents

La controverse, aux Etats-Unis, a commencé au milieu des années 60 quand des associations locales de citoyens ont, souvent avec succès, combattu la construction de centrales nucléaires dans leur voisinage. Depuis le début des années 70, des scientifiques sont intervenus dans les débats autour de rapports officiels (rapport Rosenstien sur la sûreté des réacteurs, par exemple). Quelques « figures nationales », comme l'écologiste et chercheur des écosystèmes avec d'autres groupes contestataires, les féministes ou les indiens par exemple.

Depuis 1974, des tentatives, encore embryonnaires, se sont fait jour pour coordonner nationalement les groupes anti-nucléaires et rechercher des alliances avec d'autres groupes contestataires, les féministes ou les indiens par exemple.

En R.F.A., la contestation anti-nucléaire a aussi démarré localement. Des « initiatives de citoyens » ont vu le jour, un peu partout dans le pays, pour protester contre des projets d'autoroutes ou de « rénovation urbaine », ou pour demander l'amélioration de services sociaux. Depuis le début des années 70, les « initiatives de citoyens » dans le domaine de la protection de l'environnement se sont regroupées en niveaux régionaux et nationaux dans le B.R.U. (Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz) et se sont engagées dans la lutte anti-nucléaire. Contrairement à ce qui s'est passé en France, les grandes associations allemandes de protection de la nature, avec leurs millions de membres et leurs liens intimes à l'établissement politique, n'ont jamais pris position contre le nucléaire. Le BUND, une association d'origine bavaroise et

d'inspiration conservatrice, est la seule exception.

La fondation en 1970, à Paris, des Amis de la Terre préfigure l'émergence en France des écologistes politiques. En 1974, deux événements marquent les débuts de la lutte anti-nucléaire. Un manifeste qui attire l'attention du public sur les dangers de l'énergie nucléaire est signé par plusieurs centaines de scientifiques (« Appel des 400 »). La présentation de René Dumont, candidat écologiste, à l'élection présidentielle oblige les associations traditionnelles de protection de la nature à prendre position en matière d'énergie nucléaire. Certaines d'entre elles vont l'action politique. Parallèlement, les luttes locales contre la construction de centrales nucléaires, commencées à Bugey en 1970, s'amplifient ; des associations anti-nucléaires locales et régionales connaissent une croissance spectaculaire, à partir de milieu de la décennie, surtout en Alsace, dans la région Rhône-Alpes et en Bretagne.

D'un pays à l'autre, malgré des techniques différentes en fonction des contextes politiques, la mobilisation anti-nucléaire a connu un cycle de vie comparable. Après des années d'un effort d'information, les militants anti-nucléaires ne rencontrent leurs premiers succès auprès d'un large public qu'à partir de 1974. L'effet rhétorique avec lequel tous les gouvernements ont annoncé l'accélération de leur programme nucléaire, en réponse à l'augmentation des prix de pétrole, a provoqué la première grande vague de la contestation. Jusqu'en 1977, l'effort continué avec les autorités a fait de plus en plus violent. Les événements les plus saillants sont les manifestations de masse sur les sites : l'occupation pendant plusieurs mois du site proposé à Wyhl dans la Bade-Wurtemberg et les actions communes entreprises par les écologistes français, allemands et suisses à Fessenheim, en Alsace, et à Kaiserslautern, près de Bâle, en Suisse en 1974-1975 ; les deux grandes manifestations contre la construction de Super-Phénix à Creys-Malville en 1976 et 1977, et les manifestations en Allemagne avec plusieurs dizaines de milliers de participants contre les projets de Brokdorf, Grohnde et Kalkar en 1977. Même aux Etats-Unis, où la contestation était restée très localisée, les militants imitent l'exemple de Wyhl en occupant le site de Seabrook (New-Hampshire) en 1977.

La réponse des pouvoirs publics est partout identique : le recours à la répression. Résultats : des arrestations partielles, des centaines de blessés à Brokdorf et à Grohnde, un mort à Creys-Malville. Il était devenu évident que le mouvement anti-nucléaire ne pouvait pas survivre dans un affrontement permanent que la presse allemande n'a pas hésité à qualifier de « quasi-guerre civile ». Au début de la manifestation de Kalkar, le B.R.U. déclarait qu'il ne considérait plus les men-

festations de masse comme le moyen privilégié de la lutte anti-nucléaire. En France, l'approche des élections législatives de 1978 et le succès des écologistes aux élections municipales de 1977 ont également l'occasion d'une réorientation tactique.

Aux Etats-Unis, les groupes anti-nucléaires ont multiplié les manifestations de masse pour attirer l'attention de la presse et de la télévision et pour donner du poids à leurs actions administratives et judiciaires. En Allemagne, par contre, les militants ont opté pour une tactique moins spectaculaire et plus diversifiée qui éviscérait les confrontations violentes : participation électorale, autorisation des factures d'électricité, pression sur les pouvoirs publics, recours devant les tribunaux civils et administratifs. Mais les résultats ont été très différents selon les pays.

L'accès au système

politico-administratif

Le système politique et administratif américain offre de nombreuses possibilités aux groupes de pression, ce qui peut parfois profiter à des initiatives contestataires. En principe, c'est une agence de gouvernement fédéral (Nuclear Regulatory Commission - N.R.C.) qui réglemente la technologie nucléaire. Mais les Etats contrôlent la réglementation en matière de pollution de l'eau par exemple. Il y a donc un conflit latent d'influence entre les autorités fédérales et celles de l'Etat lors de chaque décision d'implantation d'une centrale. Les forces anti-nucléaires peuvent jouer sur ces contradictions et faire pression sur des représentants politiques qui ne sont pas soumis à une discipline de parti comparable à celle qui est en vigueur en Europe. Ainsi l'alliance d'une coalition de citoyens, de gouverneur et de deux membres du Congrès représentait le Kansas a suffi pour que soit abandonné le projet de construire un dépôt de déchets nucléaires dans les mines de sel de cet Etat. Sous la pression de l'électorat, plusieurs Etats et communes ont opposé un veto qui interdit la construction d'installations nucléaires sur leur territoire. En 1979, neuf Etats interdisent sur leur territoire le transport de matériaux radioactifs et huit Etats se prononcent en faveur d'un moratoire interdisant toute nouvelle construction nucléaire. Plusieurs Etats ont organisé des référendums : les plus importants se sont tenus en Californie et dans sept autres Etats de l'Ouest en 1976. Le soutien majoritaire à l'énergie nucléaire, exprimé dans ces consultations, a souvent été attribué aux moyens financiers que l'industrie a mobilisés pendant ces campagnes.

* Université de Cornell. Coauteurs d'une analyse du débat nucléaire en France et en Allemagne. *The Atom Debate*, M.I.T. Press, Cambridge, 1980.

s et genre commerciale

richement, innotant entre autres les pays européens. A développer leurs propres capacités d'enrichissement (9). L'exploitation de la bombe indienne en 1974, réalisée grâce à un réacteur civil expérimental d'origine canadienne, remit en pleine lumière les implications militaires oubliées du développement du nucléaire civil et la faiblesse du contrôle international. Le gouvernement américain se fut d'autant plus préoccupé que son autorité sur la scène internationale était affaiblie.

La nouvelle doctrine, établie en 1976, ne se satisfait plus des garanties précédentes d'utilisation pacifique et cherchait à réduire le risque de contamination pour les Etats non dotés d'armes nucléaires mais pouvant disposer de stocks civils de matières fissiles. Les Etats-Unis proposaient d'interdire aux pays non nucléaires de disposer d'usines d'enrichissement et de retraitement, ou tout au moins de les gérer internationalement, propositions étonnantes semblables à celles du plan Baruch-Libenthal de 1946. Pour obtenir gain de cause, les Américains n'étaient pas démunis de moyens de pression, puisqu'ils possédaient, de par les accords internationaux, un droit de regard sur l'utilisation ultérieure de l'uranium enrichi qu'ils vendaient (4), et bénéficiaient de l'appui du Canada et de l'Australie, deux détenteurs de ressources d'uranium. Cette volonté de restrictions commerciales entraînait forcément un conflit avec les stratégies d'autres pays avancés (France, Allemagne...) qui faisaient à l'époque une période significative sur

les marchés d'exportation en offrant une gamme complète de technologies du cycle du combustible et n'avaient ni les objectifs géopolitiques des Etats-Unis, ni la même perception du risque militaire. Par ailleurs, le Royaume-Uni et la France offraient de retirer, dans leurs usines de Windscale et de La Hague, les combustibles irradiés des autres pays où cette activité ne pouvait pas se développer du fait soit des oppositions politiques (Allemagne, Suède), soit des pressions américaines (Japon), soit encore de leur taille qui ne justifiait pas l'effort technique nécessaire (Suisse, Pays-Bas...).

En 1975 et 1976, le gouvernement américain mena des pressions sur l'Allemagne et la France qui visaient de signer des contrats d'exportation portant sur des technologies « sensibles » vers des pays en voie de développement (Brésil, Pakistan, Corée du Sud) (5) et sur le Japon pour le dissuader de mettre en service une unité de retraitement achetée à la France. Parallèlement à ces pressions bilatérales, les Etats-Unis organisèrent, courant 1976, une concertation entre quinze pays exportateurs de technologies nucléaires (Club de Londres) qui aboutit en 1978 à l'engagement de soumettre au contrôle de l'AIEA les exportations figurant sur une liste arrêtée en commun. L'arrivée au pouvoir du président Carter début 1977 ne fit que radicaliser les positions américaines : abandonner toute coopération nationale pour officialiser le retraitement et du surrégénérateur de Clinch-River (6) ; proposition de la Conférence I.N.F.C.E. pour faire adhérer les différents pays aux

positions américaines ; nouvelle législation d'avril 1978 conférant un droit de veto au retraitement sur le combustible enrichi américain ; renégociation des accords bilatéraux avec l'Europe.

Il va sans dire que les pays exportateurs, la France en tête, supportèrent mal les exigences américaines, et que les pays en voie de développement n'adhèrent pas que leur soit interdit l'accès à certaines technologies nucléaires. Pour les premiers, derrière l'enjeu du retraitement se profile celui des surrégénérateurs aux implications commerciales énormes à échéance de vingt ans ; l'I.R.S.S. et la France, pays aux pouvoirs de décision les moins ouverts et les moins fragmentés, ont pu attendre depuis 1975-1976 la construction de prototypes de tailles commerciales, et seraient satisfaits par l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni, si ces derniers ne se heurtaient pas à de fortes oppositions internes. Quant aux autres pays, les pressions américaines vont inciter certains d'entre eux (Argentine, Inde, Pakistan, Afrique du Sud) à développer des programmes hors du contrôle de l'AIEA. Les uns et les autres se sont retrouvés unis face aux Etats-Unis pour faire prévaloir leurs thèses à la conférence I.N.F.C.E.

Quoi qu'il en soit, le revirement américain de la période 1975-1980 a entraîné une rupture du climat de stabilité et de confiance qui avait présidé aux premiers développements internationaux du nucléaire civil. Il a rendu vulnérables les industries nucléaires nationales en accroissant les crises internes et en contractant les exportations (7). La

France, dont la stratégie nucléaire repose et repose encore sur la conquête de marchés extérieurs (8), a été particulièrement touchée.

Il serait vain de supputer les chances des différentes issues qui peuvent être envisagées pour sortir de la crise internationale nucléaire ; mais une chose est sûre : l'ère d'Atome for Peace est définitivement terminée ; et, comme au premier temps du nucléaire, « la valeur d'usage politico-militaire surdétermine la possible valeur d'usage civil » (M. Damien). Il serait en effet insensé de penser que les Etats-Unis, au cas

où persisteraient leur crise interne et la mise en sommeil de leur industrie nucléaire (9), ne tenteront pas d'empêcher l'Europe ou le Japon de prendre le leadership du nucléaire civil de la deuxième génération. Il est certes vraisemblable que les autres pays avancés, France en tête, tenteront de s'organiser pour résister aux pressions américaines (10). Mais le regain actuel de tensions internationales les contraindra peut-être à recourir rapidement aux rangs derrière les Etats-Unis en revenant sur leurs positions.

DOMINIQUE FINON.

ment ont été commandés après 1974 et cinq G.W. ont été annulés.

(8) Outre les ventes d'uranium de retraitement suspendues ou annulées, l'industrie française n'a réussi à placer que deux réacteurs de 800 MW. en Afrique du Sud et un réacteur de recherche en Irak, les espoirs dans les marchés chinois, coréens, vietnamiens, etc., ayant été déçus.

(9) Voir M. Damien, *Nucléaire : la crise dans la production et la crise dans la société*, rapport pour l'observatoire des Structures Industrielles du ministère de l'Industrie, I.R.S.E., Développement 1978. Par ailleurs, un rapport du Royal Institute of International Affairs, financé par la Fondation Rockefeller, évoque une dégradation de la détermination de l'industrie de construction des réacteurs et les perspectives de l'annulation pas dans les prochaines années. Cf. M. Lennertz et W. Walker, *The World of the Civil Nuclear Industry*, septembre 1979.

(10) Les propos de B. Goldschmidt sur les positions françaises (dans le *Complex Atomique*, Payot, 1980) sont sans aucune ambiguïté de ce point de vue.

Le refus constant d'un véritable débat démocratique

La demande ne peut excéder l'ordre. Si l'ordre menace de se rétracter, faut-il prioritairement trouver d'autres sources d'ordre ou bien, au contraire, trahir la demande ? Le débat est celui de l'ordre occidental se résume à ce dilemme. Laissez-moi développer le nucléaire à grande échelle, disent les uns, je vous accorde une Américaine en territoire français grâce au surrégénérateur (1). L'énergie à bon marché coulera de nouveau à flots, nous retrouverons la croissance rapide et facile des années 60, il suffit de « changer le gaz » pendant quelques années et tout reviendra comme avant pour les Occidentaux, en même temps que nous nous rendons accessibles au tiers-monde la technique énergétique qui les affranchira à la fois du sous-développement et de l'épuisement du pétrole. Faut-il, répondent les autres, c'est votre nucléaire qui va nous ramener à l'âge de pierre par la prolifération du plutonium. Organisons au contraire dès aujourd'hui la décadence de la demande d'énergie dans les pays les plus gaspilleurs, et les énergies renouvelables deviendront à terme définitivement suffisantes : c'est la seule voie de réconciliation de l'homme avec son milieu naturel, et de détente des rapports avec le tiers-monde.

Ces deux langages ne partent pas des mêmes origines : le premier se fonde sur les nécessités apparentes du court terme occidental. (Il faut bien ramener la croissance, résorber le chômage et améliorer notre compétitivité nationale) pour défendre une stratégie qui engage à l'évidence le très long terme. Le second langage part au contraire du long terme planétaire pour en déduire une stratégie acceptable, ici et maintenant. Le premier fait du retour à la baisse du prix direct de l'énergie un impératif économique prioritaire, auquel il prétend subordonner l'évolution technique et sociale (il faudra bien que nous apprenions à gérer en sécurité les déchets radioactifs et le cycle du combustible nucléaire, quel qu'en soit le coût social et environnemental), tandis que le second accepte au contraire l'orientation à la hausse du prix de l'énergie — favorable à la rentabilité des investissements de conservation et de développement des énergies nouvelles — non pas

L'expansion économique est-elle nécessairement liée à un accroissement permanent de la consommation d'énergie ? Et, devant l'augmentation des prix des hydrocarbures, le nucléaire se présente-t-il comme la voie obligée du progrès ? Une autre politique est concevable, et elle fait appel, elle aussi, à des technologies de pointe.

Par LOUIS PUISEUX *

comme une capitulation devant l'adversité de la nature et de l'histoire (l'épuisement du pétrole, atténué par la pratique monopolistique de l'O.P.E.P.), mais comme le redressement salutaire d'une aberration historique : les très hauts prix du pétrole au cours de la décennie 60,

qui ont donné son plein essor à la société du papillage énergétique, n'ont été rendus possibles que par la domination impériale de l'Occident sur les pays détenteurs des réserves pétrolières majeures. L'effacement nous donne sans tarder et sans retour, vers une société post-énergétique.

La position du gouvernement français dans cette controverse générale se signale par son radicalisme en faveur de la première thèse, tant à l'égard du contenu même de la politique énergétique qu'à l'égard des mécanismes institutionnels d'expertise, de débat et de décision (2). Depuis le quadruplement des prix

du pétrole de fin 1973, la plupart des pays occidentaux ont consacré des moyens d'expertise souvent considérables — aux Etats-Unis, plusieurs centaines de techniciens, économistes et planificateurs, pondant plusieurs années, dans plusieurs équipes indépendantes — à la définition de stratégies alternatives (3), qui ont toutes en commun la stabilisation des niveaux de consommation d'énergie au cours des vingt ou trente prochaines années, voire, pour certaines d'entre elles, leur régression à long terme vers des niveaux franchement moins élevés qu'aujourd'hui.

(Lire la suite page 16.)

(1) Cf. l'interview de M. Giscard d'Estaing par *Europe* n° 1, le vendredi 18 janvier 1980.

(2) Cf. « La France seule impudique face au mouvement antinucléaire », *Peuple et Énergie* n° 21, février 1980 (Gallimard, 1980), place des Bateliers, 93001 La Défense 2).

(3) Au moins six scénarios pour les Etats-Unis (ERG, Ford, 1977 ; Levine, 1977 ; Berman, 1977 ; O'Rourke, 1978 ; Varga, 1979 ; Vance Taylor, 1979) ; un pour le Canada (Lofgren, 1978) ; un pour

l'Allemagne (Fichtner, 1977) ; un scénario pour la Grande-Bretagne (Gerald Leach, 1979) ; un pour la Suède (Lennertz, 1977) ; un pour les Pays-Bas (Oreaga, 1978) ; un pour le Danemark (Barnum, 1978) ; un pour la Nouvelle-Zélande (Hart, 1979) ; un pour la C.E.R. (Roberto Colombo et Oliviero Saraceni, 1979). On trouvera dans ces ouvrages détaillés et un résumé de ces travaux dans le n° 22 de *Futuribles* 2000 (avril 1979) et dans Jean Saint-Germain, *Pour une croissance économique et énergétique*, rapport à la C.E.R., juin 1979.

Un autre lien où des groupes antinucléaires peuvent efficacement influencer les décisions sont les « hearings » organisés par des commissions parlementaires et privés dans les procédures pour chaque des permis que le promoteur d'une centrale doit réunir avant d'entreprendre la construction. Le nombre de ces permis partiels varie d'un Etat à l'autre ; il se situe entre quelques dizaines et plus d'une centaine. L'utilisation habile de ces « hearings » peut conduire à des délais et, en conséquence, à des coûts supplémentaires considérables débouchant éventuellement sur l'abandon du projet.

En Allemagne, le système fédéral permet également aux militants de renforcer les contradictions et les conflits potentiels, en sollicitant l'administration. De plus, la législation en matière de technologie nucléaire est une des plus strictes au monde.

L'« Atomgesetz » répartit les compétences entre les administrations des Länder responsables de l'octroi des permis de construire et deux commissions régionales de l'Administration fédérale qui contrôlent ces décisions (Commission pour la protection contre les radiations, S.S.K. et Commission pour la sécurité des installations nucléaires, R.S.K.). Cette loi prévoit des audiences publiques régulières : tout citoyen peut formuler des objections auxquelles l'administration est tenue de répondre et étayer la décision prise devant les tribunaux administratifs. Lors de la dernière modification de la loi en 1976, un paragraphe a été introduit qui donne une priorité absolue à la sécurité sur toutes considérations économiques. Le mouvement antinucléaire a bénéficié, à cette occasion, de circonstances exceptionnelles. Le parti libéral voulait gagner les faveurs des opposants « raisonnables » ; le porte-parole du S.P.D. en matière d'environnement et de technologie, M. Frank Henrichs, menaçait de mobiliser l'opinion publique contre les pressions conjuguées de l'industrie et du syndicat au cas où ce passage ne serait pas voté, et un homologue de la C.D.U., député M. Herbert Grubel, qui quitte son parti après avoir fondé un parti écologiste.

Les « initiatives de citoyens » se sont efforcées d'influencer toutes les organisations politiques. Pratiquement tous les dirigeants du B.R.U. ont été membres d'un des partis de la coalition gouvernementale. Les organisations de jeunesse Juus et Judos ont épousé les positions des « initiatives de citoyens ». Les antinucléaires ont des alliés jusque dans la direction des partis, comme M. Erhard Eppler, ancien ministre et membre de la direction du S.P.D.

Pour répondre aux écologistes qui, de plus en plus, concentrent leurs arguments sur le problème des déchets nucléaires, M. Hel-

mut Schmidt déclarait en 1976 que le R.F.A. ne construirait d'autres centrales qu'une fois résolus les problèmes de retraitement et de stockage des déchets. Le gouvernement fédéral proposait la construction d'un grand centre intégré de retraitement et de stockage à Gorleben. Les tribunaux administratifs, jusqu'ici, avaient prononcé des jugements contradictoires, fondés dès lors sur l'interprétation du terme « sécurité » sur la solution du retraitement et du stockage des déchets nucléaires. La mise en place de Gorleben devenait une condition pour l'expansion de l'énergie électronucléaire.

Bien qu'appartenant à la C.D.U., plus fervent défenseur de l'expansion nucléaire en Allemagne, le premier ministre de Basse-Saxe, M. Ernst Albrecht, acceptait la demande des écologistes de former un groupe d'experts indépendants avec mission de réexaminer tous les problèmes concernant le centre de Gorleben. Ce geste lui permettait d'écarter la question nucléaire des débats électoraux dans un Land où son gouvernement n'avait qu'une majorité très fragile. Après deux ans de préparations, experts critiques et experts officiels se confrontèrent en séance publique. Par hasard, le date de cette réunion coïncida avec l'incident de Three Mile Island. Une manifestation organisée à Hanovre contre le projet de Gorleben attirait quelque 50 000 à 100 000 personnes. Un mois plus tard, M. Ernst Albrecht concluait à l'impossibilité de construire le centre de Gorleben devant une opposition aussi importante, bien que son gouvernement n'ait pas d'objections techniques. Pour la politique nucléaire du gouvernement fédéral, c'était l'impasse.

En France, le gouvernement a fait la sourde oreille à tous les reproches formulés contre sa politique nucléaire. La France est le seul pays membre de l'O.C.D.E. qui ne dispose pas de législation spécifique sur la technologie nucléaire. Le gouvernement n'a jamais dû affronter de débat parlementaire de fond sanctionné par un vote. Seules les procédures de déclaration d'utilité publique auxquelles l'E.D.F. doit recourir pour l'acquisition des terrains, avant de pouvoir demander un permis de construire, permettent de formuler des objections. Mais les réponses à ces critiques ne sont même pas rendues publiques. Dans ces conditions, des recours judiciaires ne pouvaient guère être efficaces : les tribunaux refusent de juger sur les problèmes de fond posés par les derniers techniques ; les fautes de procédure ou l'absence de permis valent les seuls points négatifs. Seule la construction de la centrale de Flamanville a été retardée de quelques mois par un jugement administratif.

L'unique concession faite par les autorités françaises, jusqu'à ce jour, a été la création

du Conseil d'information sur l'énergie électronucléaire composé de fonctionnaires, de représentants politiques et d'écologistes. Le président Giscard d'Estaing avait annoncé sa création après les événements sanglants de Creys-Maillieu en 1977 et confié sa présidence à Mme Simone Veil. Mais l'action du Conseil n'a pas été très visible. C'est l'incident de Three Mile Island qui a finalement forcé le gouvernement à publier progressivement les rapports radiologiques et les plans d'évacuation des sites au cas d'accident.

Le temps d'attendre

AUX Etats-Unis, les effets de l'accident de Three Mile Island ont favorisé le ralentissement des constructions de centrales. Pour la première fois, les grandes associations de protection de la nature ont pris clairement position. L'influent Sierra Club a demandé l'abandon du nucléaire, d'autres grandes associations se sont prononcées pour un moratoire. Peut-on pour autant parler de la fin du nucléaire aux Etats-Unis ? Les conclusions du rapport Kennedy sur l'accident de Three Mile Island vont à cet égard définitivement. Entre les lignes, le rapport suggère une restructuration fondamentale des procédures de réglementation et du secteur de production de l'électricité. A première vue, l'application de ces conclusions semble conduire à des critères de sécurité encore plus élevés. Mais il ne faut pas oublier que l'industrie nucléaire américaine a toujours réclamé une clarification des procédures de contrôle de façon à créer un climat plus favorable à la planification stratégique des grandes firmes. Avec 72 centrales nucléaires en service et 90 en construction aux Etats-Unis, les géants de l'électronucléaire ont le temps d'attendre une reprise éventuelle des commandes avant que leurs activités ne deviennent financièrement problématiques.

Ces derniers temps, le mouvement antinucléaire allemand s'est montré avec force dans des manifestations de masse et au niveau électoral. La manifestation antinucléaire de Bonn, en octobre 1979, a été la plus grande démonstration de masse dans l'histoire de la République fédérale. Le système de la représentation proportionnelle a permis aux « verts » d'élire la parti libéral de deux parlements régionaux à Hambourg et en Basse-Saxe et de conquérir des sièges au parlement de Bologne. Malgré des contradictions idéologiques énormes, un parti « vert » a pu être fondé en vue des élections législatives de cette année. Il comprend un ancien C.D.U., M. Herbert Grubel, bonhomme d'ancien ministre, et le dissident et philosophe du socialisme « à

visage humain » Ralf Bohro, le philosophe anti-atomiste Walter Horlich, qui dirige le mouvement *Wiesener* et qui est fidèle, dans ses écrits écologiques, à des idées staliniennes. Ce parti comprend aussi des réactionnaires qui voient dans l'écologie une renaissance d'une vision biologique du monde. Si les « verts » obtiennent seulement 3 ou 4 % des voix, le prochain chancelier allemand pourrait s'appeler M. Franz Josef Strauss. De son côté, le gouvernement fait des efforts pour lever les obstacles juridiques à l'expansion nucléaire. Un accord pour créer des bases et de grands centres de dépôt temporaires des déchets est intervenu entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder au début de cette année. Mais, rien ne permet de prévoir la réaction des tribunaux à ces nouvelles données. Tout indique donc que le débat nucléaire restera très animé en Allemagne.

Privé de réelles possibilités d'influence, le mouvement antinucléaire français s'est vite tourné vers l'élaboration d'une doctrine idéologique, d'un schéma d'interprétation du monde plus global. Dans un pays où la polarisation politique et idéologique reste très forte, chaque groupe qui lutte pour des changements, si minimes soient-ils, se voit contraint de se situer par rapport aux grandes forces politiques en place, et surtout par rapport à l'opposition de gauche. Tous les discours « autonomistes » des écologistes français ne peuvent pas cacher qu'ils sont plus dépendants de la politique traditionnelle qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne. En 1978, l'échec électoral de la gauche, dans laquelle beaucoup d'écologistes avaient placé leurs espoirs, même sans le tir à haute volée, a laissé le mouvement antinucléaire dans le désarroi. On ne voit pas en quel sens la France pourrait actuellement conduire un mouvement, plus que jamais sûr de lui, à changer d'optique et à infléchir sa politique nucléaire.

Au fond, l'analyse comparative du débat nucléaire ne permet pas de conclusions générales. Dans les trois pays, les protagonistes du débat se rassemblent : d'un côté, le gouvernement et l'industrie, unis dans leur effort de promotion de l'énergie nucléaire ; de l'autre côté, un mouvement de contestation croissant depuis 1974 qui, tout en reconstruisant des sympathies dans toutes les couches de la population, puise le gros de ses militants dans le groupe d'âge des moins de 35 ans, et parmi les étudiants et la nouvelle petite-bourgeoisie intellectuelle urbaine. En définitive, la force numérique et la mobilisation de mouvement ont moins déterminé son impact que les institutions et les procédures en vigueur qui, elles, varient largement d'un pays à l'autre.

DOROTHY NELKIN et MICHAEL POLLAK.

APR 1980

(Suite de la page 15.)

En France, au contraire, de tels exercices n'ont été le fait que de minuscules équipes bénévoles (4), et sont aujourd'hui accueillis par les planificateurs officiels avec une condescendance à peine déguisée.

Tous ces scénarios *soft energy* se ressemblent, comme on le voit dans les trois grands domaines qu'il convient d'examiner :

1° Le secteur domestique et tertiaire est généralement reconnu comme le plus gaspilleur : c'est là que la croissance de la consommation a été la plus forte depuis trente ans. La généralisation du confort domestique à travers le monde occidental tout entier, y compris les résidences rurales, s'est faite sur un modèle de logements à parois légères, assortis de chaudières au fuel ou au gaz largement dimensionnées : on jettait abondamment les calories par les fenêtres. Une meilleure isolation thermique (laine de verre entre les parois, double vitrage) permet aisément de réduire de moitié la consommation totale d'énergie d'un logement neuf, pour un supplément de 1 % à 2 % sur le coût de construction. Cette amélioration est évidemment plus difficile à obtenir sur un logement ancien : raison de plus pour relever dès aujourd'hui les normes d'isolation thermique des logements, qui ont été arrêtées en France en 1974, et calculées comme optimales pour économiser du pétrole à 12 dollars le baril. Le prix du pétrole est dès aujourd'hui deux fois plus élevé, alors que les logements construits entre-temps seront encore debout dans cinquante ans !

Les économies possibles

L'EAU chaude sanitaire, de son côté, se prête admirablement à l'énergie solaire : dans les territoires bien exposés en tous cas, le chauffe-eau solaire est immédiatement et définitivement compétitif à l'égard de toute autre technique, que ce soit pour la toilette, la cuisine, le lavage (avec ou sans machines) du linge ou de la vaisselle.

Ces deux usages « chauffage » et « eau chaude » représentent les deux dixièmes de la consommation domestique d'énergie. Le reste (éclairage, radio, télévision et électroménager) ne pèse pas lourd au total. Sans doute doit-on améliorer la construction des appareils, mais nul ne songe à en limiter l'usage : d'autant que, dans un logement bien isolé, les consommations correspondantes se dissipent finalement en chaleur, viennent en déduction des besoins de chauffage. C'est dire l'outrance des polémiques du style : « Accepter le nucléaire ou revenir à la bougie ! ».

2° Dans le secteur des transports, de même, on peut gagner beaucoup par l'amélioration du rendement des véhicules (poids, aérodynamisme, dessin des moteurs et des pneus, régulation électronique de la combustion, etc.), mais la question décisive est évidemment celle de l'arbitrage rail-route pour le transport des marchandises, et automobile-transport collectif pour celui des personnes (question qu'étudie soigneusement le rapport Guillemin (5) : choisir l'ex-grand patron du pétrole français pour animer la prospective du

res, assortis de chaudières au fuel ou au gaz largement dimensionnées : on jettait abondamment les calories par les fenêtres. Une meilleure isolation thermique (laine de verre entre les parois, double vitrage) permet aisément de réduire de moitié la consommation totale d'énergie d'un logement neuf, pour un supplément de 1 % à 2 % sur le coût de construction. Cette amélioration est évidemment plus difficile à obtenir sur un logement ancien : raison de plus pour relever dès aujourd'hui les normes d'isolation thermique des logements, qui ont été arrêtées en France en 1974, et calculées comme optimales pour économiser du pétrole à 12 dollars le baril. Le prix du pétrole est dès aujourd'hui deux fois plus élevé, alors que les logements construits entre-temps seront encore debout dans cinquante ans !

pement des transports collectifs (la gare ou la station d'autobus est trop loin du domicile), à l'heure où de nombreux urbanistes étrangers — aux Etats-Unis en particulier — remettent en question leurs plans de développement pour mieux prendre en compte la contrainte énergétique (6), donc favoriser l'habitat semi-collectif (pour l'extension de Boston par exemple).

Notons enfin que la mobilité des personnes n'est pas le bien suprême, mais seulement l'un des moyens pour accroître leur liberté de choix : c'est l'accessibilité des biens et services qu'il importe de développer. Or transmettre les informations est une solution bien moins gaspilleuse que déplacer les personnes elles-mêmes. A long terme, cette substitution (du transport vers l'informatic) est sans doute la plus prometteuse.

3° Dans le secteur industriel enfin, il s'agit d'infirmer le rôle de l'Europe dans la division internationale du travail vers des activités à moindre contenu énergétique (la crise de la sidérurgie, par exemple, était prévisible depuis longtemps) ; de favoriser le recyclage et la durabilité des produits ; enfin de pro-

mouvoir la recherche et le développement de techniques *soft* (fixation de l'azote de l'air par micro-organismes au lieu des engrais azotés ; voile sèche pour le ciment ; coulé continu pour le laminage ; micro-ondes pour le séchage, etc.) en même temps que la récupération en cascade des calories perdues (les usages « chaleur à 100° au moins » représentent 45 % de la consommation industrielle d'énergie en Europe, et 36 % en France).

Le fait est que les industriels européens ne s'orientent dans cette direction qu'avec lenteur, requérant pour les investissements en économie d'énergie des taux de rentabilité nettement plus élevés que pour leurs investissements stratégiques. Pour les aider à anticiper sur le prix futur de l'énergie, une puissante institution, encouragée par Jean Saint-Geours (7) serait de reporter une part des charges fiscales frappant les coûts de main-d'œuvre sur les dépenses d'énergie. En attendant, les taux de subvention et de bonification d'intérêt de l'Agence pour les économies d'énergie sont en France inférieurs à ceux de la plupart des autres pays d'Europe (8).

Jacobinisme et technocratie

UNE telle politique, visant non pas à l'austérité mais à dissocier la croissance énergétique de la croissance économique générale, est évidemment l'ennemi du jacobinisme : les techniques gaspilleuses sont les plus polluantes et les plus destructrices (la vitesse automobile est meurtrière ; un Martien débarquant aujourd'hui sur la Terre serait sidéré d'apprendre que l'on continue de construire des voitures capables de rouler à 200 km/h alors que la limitation de vitesse est à l'évidence irréversible). Elle est également l'ennemi du jacobinisme technique, car elle implique la suppression de postes de travail qu'elle n'en supprime. Elle est enfin favorable à la décentralisation, à la décongestion des grandes concentrations industrielles et des agglomérations urbaines gigantesques (cf. en particulier les scénarios Colombo et Steinhart). Elle joue enfin dans le sens de la détente des rapports Nord-Sud : « Une croissance de l'économie mondiale satisfaisante à la fois les besoins

du développement du tiers-monde et des pays industrialisés n'est possible que si la demande énergétique est sensiblement réduite chez ces derniers » (rapport Saint-Geours) (7). Bref, elle constitue pour l'Occident, dans le monde dangereux, incertain et déchiré où cette fin de siècle l'a placé, la seule stratégie de minimisation des risques, alors que le développement prioritaire du nucléaire ne semble maximiser les avantages économiques qu'au prix d'une vulnérabilité croissante, tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'égard du reste du monde : « Le choix d'une énergie centralisée se révélera à très long terme plus lourd encore de conséquences économiques et sociales qu'aujourd'hui » (Colombo, cité par Saint-Geours).

La centralisation bien connue du système de décision en France est particulièrement sensible dans le domaine de l'énergie, où se conjuguent le scientisme du calcul économique et le jacobinisme des natio-

nalisations. L'esprit de la planification française, instauré par Pierre Massé, repose entièrement sur la démarche d'optimisation : pour un système de prix donné (supposé parfaitement connu et transparent), il y a une solution maximisant l'avantage collectif, et une seule.

Mais que le système de prix se révèle instable (accessibilité du pétrole, acceptabilité du nucléaire, etc.), la recherche de l'optimum devient elle-même aléatoire. Ce n'est évidemment pas au planificateur de décider quel est le « bon » système de prix à retenir pour arbitrer entre les diverses solutions. Le véritable rôle du planificateur est de proposer des variantes, afin de faire apparaître les conditions de cohérence interne de chaque hypothèse. Confliquer au contraire tous les moyens d'études au profit d'une solution apparaît ici comme une forme majeure de monopolisation du pouvoir.

La condition préalable à toute démocratisation du débat énergétique réside donc dans la pluralisation de l'expertise : que les diverses voies possibles de la politique énergétique soient étudiées à égalité d'information et de moyens de calcul, par des instances indépendantes les unes des autres, avant tout vote parlementaire ou par référendum. Les Français n'en prennent pas le chemin.

LOUIS PUISEUX.

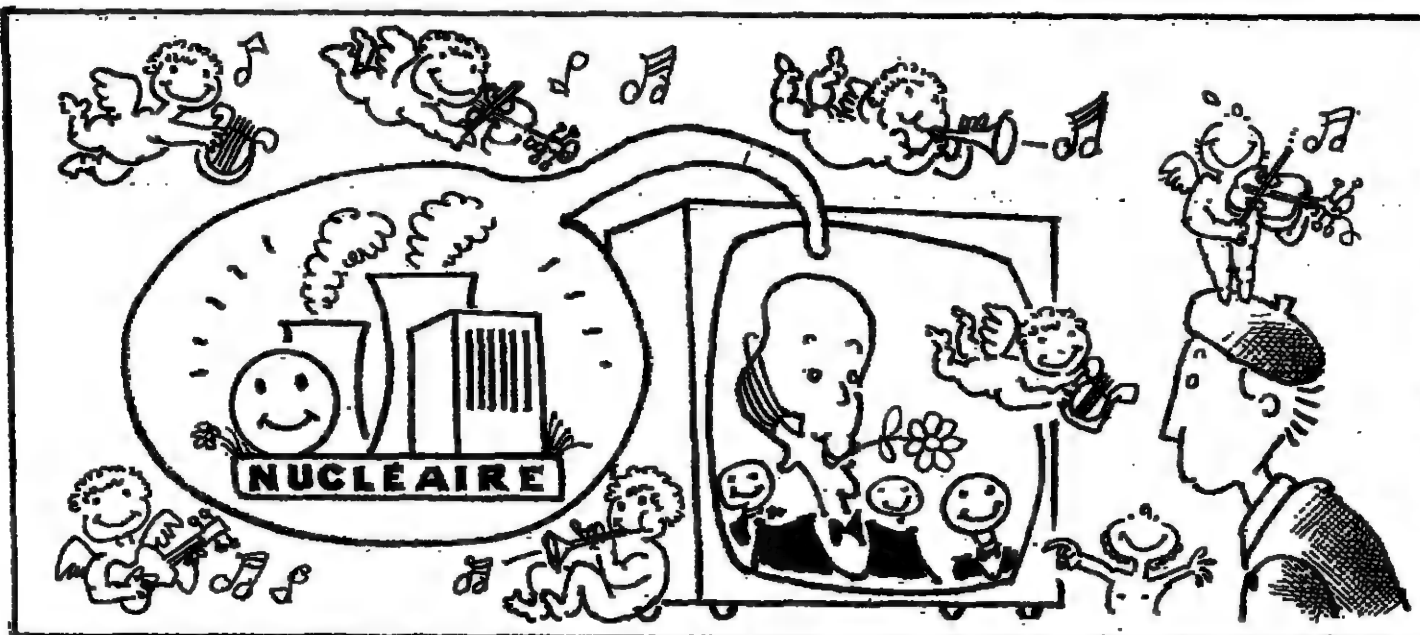
(4) Groupe de Bellevue : *Projet Alter* (Byron 1978) ; Michel Boquet : *Au soleil de l'an 2000*, numéro spécial « Énergie » de la revue *Que choisir ?* (février 1978). De son côté, l'Agence pour les économies d'énergie ne fait tout simplement pas d'études à long terme : cela n'entre pas dans le cadre de sa mission.

(5) Orientations pour les transports terrestres, rapport de la commission d'étude présidée par Pierre Guillemin (Documentation Française, février 1978).

(6) Cf. La conférence internationale *Energy and Community Development*, Athènes, 10-15 juillet 1978, et l'étude du Centre de recherche d'urbanisme (C.R.U.) : *Adaptation urbaine et mutations énergétiques* (ministère de l'environnement, mai 1978).

(7) Commission des Communautés européennes : *For a more vigorous economic growth in Europe* (juin 1978) (200, rue de la Loi, à Bruxelles, ou 61, rue des Belles-Feuilles, à Paris).

(8) Cf. le *Monde* du 9 mai 1979 : « Les économies dans l'industrie ».



De l'antagonisme à la convergence ?

L'ÉVOLUTION DES SYNDICATS

Par VICTOR MATTIOT.

« Le développement rapide de l'énergie nucléaire est une nécessité indispensable pour assurer la sécurité de l'économie nationale. » (Conférence de l'A.F.L.-C.I.O. américaine sur les problèmes énergétiques, mai 1976).

« La crainte de l'atome est souvent le fruit d'un curieux mariage entre le tabou de la radio-activité et des préoccupations qui n'ont rien à voir avec l'énergie ni avec les radio-éléments. » (Le Peuple, organe de la C.G.T., mai 1975).

« Rapide achèvement des centrales en construction. Développement de la recherche nucléaire pour assurer la sécurité des emplois menacés par les tentatives de freiner le programme et pour maintenir nos capacités d'exportation dans cette technologie. » (Déclaration de l'exécutif du D.G.B. allemand, avril 1977).

L'A.F.L.-C.I.O. n'est trouvée directement mêlée à la controverse qui agite encore les milieux scientifiques américains au sujet des « doses maximales admissibles de radiation ». La norme fédérale pour les tra-

vailleurs du nucléaire est de 5 rems par an, soit dix fois plus que la dose maximale admise pour l'ensemble de la population ; elle est justifiée par la théorie du « seuil », qui postule qu'en dessous d'un certain minimum les expositions aux radiations seraient sans conséquence. Lorsque la commission de l'énergie atomique coupe les crédits d'un chercheur, M. T. F. Menaceux, dont les études révélèrent un taux anormalement élevé de cancers chez les travailleurs soumis à des doses inférieures à la norme de 5 rems, le syndicat prit fait et cause pour ce chercheur et l'embauche comme expert médical.

En France, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont dernièrement appelé les personnels des centrales du Tricastin et de Gravelines à « s'opposer par tous les moyens » au chargement des réacteurs où des fissures avaient été décelées (1).

Même, des syndicalistes ont parfois été aux origines de la contestation antinucléaire. Responsable syndical C.I.O. du grand laboratoire nucléaire d'Oak-Ridge, Leo Goodman commença par se préoccuper de la sécurité du personnel travaillant en milieu radioactif. En 1956, il convainquit le syndicat de l'automobile (United Auto Workers) de refuser la construction, près de Detroit, du réacteur expérimental Fermi. L'U.A.W. intenta le premier procès contre une installation nucléaire civile aux Etats-Unis, qu'elle fit perdre, en 1961, devant la Cour suprême.

Plus récemment, la publication en 1975 de l'ouvrage *L'Electronucléaire* en France, rédigé par le syndicat C.F.D.T. de l'énergie atomique, a fourni à la contestation une argumentation technique et scientifique précieuse face aux experts d'E.D.F.

Enfin, c'est une militante syndicale qui a fourni au mouvement antinucléaire américain son premier « martyr ». Technicienne dans la centrale de Cimarron-River (Oklahoma), qui appartenait à la compagnie Kerr-McGee, Mme Karen Silkwood s'appropriait à force de révélation sur la violation des normes de sécurité. En novembre 1974, elle fut contaminée par du plutonium disséminé dans son réfrigérateur ; quelques jours plus tard, elle trouva la mort dans un accident d'automobile dont les circonstances n'ont pu être élucidées. Après une bataille de cinq ans, menée

par son syndicat, l'Oil Chemical and Atomic Workers, une cour fédérale a reconnu la responsabilité de la compagnie dans la contamination de Mme Silkwood et accordé 1 500 000 dollars de dommages-intérêts à sa famille.

Il n'est resté que deux ans, dans leur ensemble, les syndicats ouvriers contestant seulement certaines modalités d'utilisation du nucléaire et jamais son principe. Dans le cas de la C.G.T. ou de l'A.F.L.-C.I.O., ce soutien s'étend même à la technique des surgénérateurs, pourtant considérés avec réticence par certains gouvernements occidentaux.

La C.F.D.T. fait exception par son opposition radicale au programme français (2). Mais sa position ne va pas jusqu'à refuser par et simple du nucléaire. Elle réclame un monitoring de trois ans minimum avec interdiction de toute nouvelle commande et mise en service d'installation, ainsi qu'une réorientation de la politique énergétique « dans le sens d'une limitation de la place du nucléaire ».

Une partie des écologistes ne viennent à considérer les travailleurs comme des adversaires, responsables au même titre que leurs employeurs des méfaits de la société industrielle. Y a-t-il donc une limite intrinsèque à la reprise en charge par les travailleurs du combat pour la défense de l'environnement ? Ou bien, une convergence est-elle envisageable entre la lutte antinucléaire et le mouvement ouvrier à condition de faire sauter les blocages qui la rendent si difficile aujourd'hui ?

Blocages politiques ?

LES liens entre des syndicats et des partis favorables au nucléaire ne sont un secret pour personne. Mais les syndicats officiels sont plus d'intransigence que des partis dans la défense de l'atome civil.

La C.G.T. a maintenu son hostilité à la force de frappe française après que la direction du parti communiste se fut ralliée à son principe, peu avant les élections de mars 1978. Par toute idée de renouveau ou moment où le groupe communiste de l'Assemblée nationale, en juillet 1977, demandait que le réacteur

de Fessenheim fonctionne à titre expérimental avant que le site des LWR soit pourvu.

Au congrès du parti social-démocrate allemand de novembre 1977, une majorité semblait devoir se dégager en faveur d'un moratoire de deux ans. Un mois auparavant, quarante mille syndicalistes, travailleurs de l'industrie nucléaire ou d'entreprises engagées dans la construction des centrales (Krupp, Hoechst, Mannesmann) participèrent, à Dortmund, à un meeting pronucléaire organisé par l'Aktionstrasse Energie (Groupe d'action pour l'énergie) avec l'aide d'une célèbre agence de publicité de Munich. Cédant à cette pression, le S.P.D. renoua à son projet de moratoire.

Peu de temps après cet épisode, un dirigeant syndical, M. Heinz Brandt, fit scandale et faillit être exclu du D.G.B. pour avoir dénoncé publiquement l'« Atomfile », le « manifeste nucléaire », composé, disait-il, de « ces bureaucrates syndicaux bien payés qui siègent à la direction des grandes compagnies et qui, en concert avec elles, ont organisé une campagne de publicité pro-nucléaire pour influencer le mouvement ouvrier » (3).

Les pratiques de cooptation qui existent en Allemagne ou la tradition américaine de « bargaining » (négociation collective) peuvent inciter les dirigeants syndicaux à assouplir les intérêts des travailleurs à ceux de leur entreprise et à faire alliance avec le patronat pour garantir la prospérité d'une branche économique. Une telle alliance s'est révélée dans l'industrie nucléaire : manifestation de cinq mille travailleurs allemands, en novembre 1976, sur le site de la centrale de Müllheim, qui cria de « Pas de centrales, pas de progrès » ; manifestation des syndicats américains du bâtiment en faveur de la centrale de Seabrook (New-Hampshire), cible privilégiée de la contestation.

Mais, objectera-t-on, les syndicats français

(1) Par la suite, la C.F.D.T. a maintenu son opposition alors que la C.G.T. se déclarait satisfaite des contrôles techniques effectués par l'E.D.T.

(2) Avec les syndicats allemands qui s'opposent à la vente à l'étranger du minerai d'uranium de leur pays.

(3) Discours prononcé à la manifestation antinucléaire de Brokdorf le 10 février 1977.



« Le développement rapide de l'énergie nucléaire est une nécessité indispensable pour assurer la sécurité de l'économie nationale. » (Conférence de l'A.F.L.-C.I.O. américaine sur les problèmes énergétiques, mai 1976).

« La crainte de l'atome est souvent le fruit d'un curieux mariage entre le tabou de la radio-activité et des préoccupations qui n'ont rien à voir avec l'énergie ni avec les radio-éléments. » (Le Peuple, organe de la C.G.T., mai 1975).

« Rapide achèvement des centrales en construction. Développement de la recherche nucléaire pour assurer la sécurité des emplois menacés par les tentatives de freiner le programme et pour maintenir nos capacités d'exportation dans cette technologie. » (Déclaration de l'exécutif du D.G.B. allemand, avril 1977).

L'A.F.L.-C.I.O. n'est trouvée directement mêlée à la controverse qui agite encore les milieux scientifiques américains au sujet des « doses maximales admissibles de radiation ». La norme fédérale pour les tra-

Un prudent rejet de toute expansion des programmes en cours

SUÈDE : recherche d'un compromis acceptable

EN 1970, le gouvernement suédois, alors social-démocrate, proposait au Parlement un programme électronucléaire qui devait atteindre 50 ou 70 GWh en l'an 2000. Dix ans plus tard, quatre des cinq grands partis politiques du pays se sont engagés, de fait, en faveur d'un abandon progressif du programme nucléaire. Les six centrales actuellement en service fournissent à la Suède 25 % de son électricité et 7 % de sa consommation énergétique totale. Rapporté au nombre d'habitants, le programme électronucléaire suédois est le plus important du monde. L'entière réalisation du programme en cours de 12 réacteurs (4 des 6 centrales supplémentaires sont déjà prêtes et 2 sont en cours de construction) doublerait la part du nucléaire. Le principal point de désaccord entre les diverses propositions soumise à référendum, le 23 mars dernier, portait en réalité sur la date à laquelle le pays abandonnerait l'abandon de l'énergie nucléaire : 1990 ou 2010.

Ainsi l'énergie nucléaire, conçue à l'origine pour être une pierre angulaire du développement industriel suédois, est désormais considérée comme une simple énergie de transition en attendant la mise en place des systèmes d'énergie renouvelables. Pourtant, la Suède est le pays du monde qui importe les plus grandes quantités de pétrole (en tonnes par habitant) : elle possède 60 % des réserves européennes d'uranium et le seul type de réacteur nucléaire à eau légère mis au point sans aucune aide des Etats-Unis ou de l'O.R.S.E. Que s'est-il donc passé ?

Tout d'abord, à la différence d'autres pays, le problème a été introduit très tôt dans le débat politique. En 1972-1973, le principal parti d'opposition (alors la parti chrétien), prenait des positions anti-nucléaires. Le débat a largement contribué à la chute du gouvernement social-démocrate, en 1976, et à la démission, en 1978, du premier gouvernement non socialiste que la Suède ait connu en quarante-quatre ans.

Lors du référendum, trois propositions ont été soumises aux électeurs. La parti chrétien, actuellement au gouver-

nement, demandait, conjointement avec le parti communiste et les groupes écologistes, la fermeture définitive, à partir de 1990, des six centrales déjà en service. Le parti libéral, également au gouvernement, ainsi que le parti social-démocrate, dans l'opposition, soutenaient en commun la poursuite de l'actuel programme nucléaire et donc la mise en service de six réacteurs supplémentaires. Mais, ils s'engageaient à abandonner l'énergie nucléaire une fois exploitée cette génération de réacteurs. La troisième proposition, émanant du parti conservateur, laissait la porte ouverte à une expansion ultérieure du nucléaire au-delà du présent programme.

De plus, des études approfondies ont récemment démontré que la Suède dispose d'énormes réserves en matière d'énergies renouvelables. Avec un degré d'exploitation dispersée et son degré d'exploitation à peine inférieur à celui de la France, le pays offre de multiples possibilités pour l'énergie éolienne, les systèmes de chauffage solaire et la biomasse. Les fortes traditions des activités locales suédoises, dans le domaine de la distribution d'énergie, peuvent également faciliter l'essor de l'énergie solaire et des techniques de conservation de la chaleur.

Enfin, le caractère fortement industrialisé de la société suédoise a suscité des inquiétudes croissantes. En Suède comme ailleurs, les partisans du nucléaire avancent souvent l'argument selon lequel de nombreuses autres activités industrielles (comme les productions chimiques) présentent des risques beaucoup plus grands que les centrales. Mais, ici, les opposants ont trouvé dans cette argumentation une justification supplémentaire de leur méfiance à l'égard de la société industrielle.

Le mouvement antinucléaire ne respecte nulle part les habituelles lignes de clivage entre la gauche et la droite. Il bouleverse le jeu politique. De ce point de vue, le cas suédois n'a rien d'exceptionnel. Des tendances similaires se sont manifestées, en 1972, lors du référendum en Norvège sur l'entrée dans le Marché commun, et, en 1978, lors

du référendum en Autriche sur le nucléaire : dans les deux cas, l'établissement politique et industriel, pourtant soutenu par les syndicats et les sociaux-démocrates, a été mis en échec.

Mais, en Suède, le débat nucléaire a, plus encore qu'ailleurs, affecté le jeu politique. Le parti social-démocrate s'est trouvé particulièrement touché ; contrairement à son sein une importante minorité ouvertement antinucléaire, une large fraction (probablement majoritaire) aux positions nuancées, et une autre minorité (sans doute restreinte) fermement pronucléaire. La direction du parti a été obligée de choisir entre son soutien initial à une expansion continue du nucléaire et la risque d'une hémorragie de militants qui aurait réduit ses chances de retourner au pouvoir à brève échéance.

La Suède a été le premier pays du monde à s'engager dans un vaste programme nucléaire comme en témoignent les premières privatisations, extrêmement ambitieuses, de 1970. Elle est aussi le premier pays où l'opposition au nucléaire a su devenir une force politique capable de décider du résultat des élections et de la formation des gouvernements.

Secrétariat for Future Studies, Stockholm.

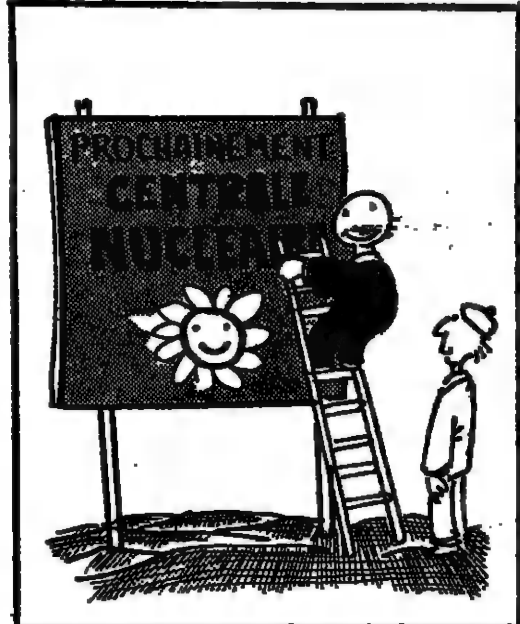
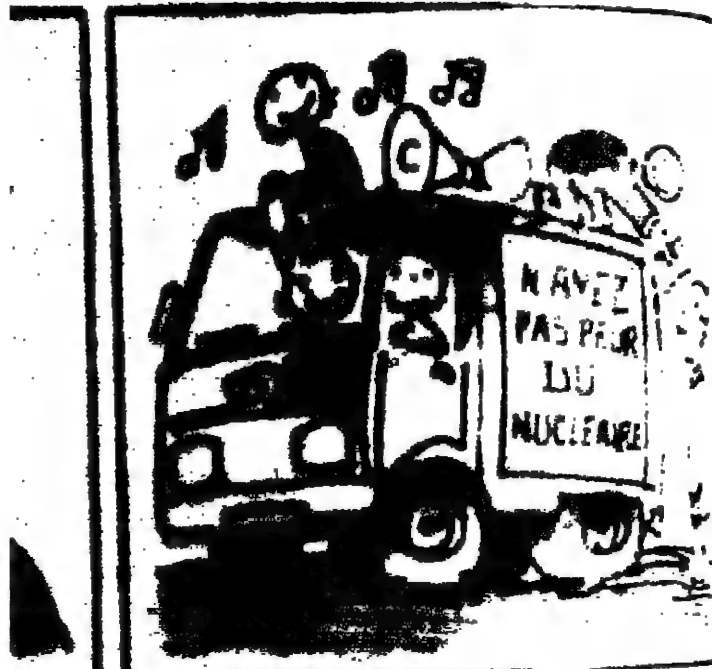
Lors du référendum, 58 % des votants se sont prononcés pour la poursuite de l'actuel programme nucléaire, suivie de son abandon progressif sur une période de dix ans. Mais une écrasante majorité de 80 % a voté contre toute expansion ultérieure du nucléaire au-delà de l'actuel programme (1). Il semble donc que la Suède soit aussi le premier pays où un compromis ait pu être atteint sur le développement de l'énergie nucléaire :

ce compromis s'établit à mi-chemin entre la paralysie américaine ou australienne et la volonté technocratique qui triomphe en France.

(1) L'option 1 du parti conservateur a recueilli 18,5 % des voix, l'option 2 des sociaux-démocrates et des libéraux arrive en tête avec 34,3 % des voix. Elle est soutenue par les tenants de la ligne 3 (centristes, communistes et écologistes) avec 35,5 % des suffrages.

BIBLIOGRAPHIE

- Ministère de l'Industrie. Le cycle du combustible nucléaire, La Documentation française, Paris, 1976.
- Syndicat C.F.D.T. de l'énergie atomique. Le dossier électronucléaire, Ed. du Seuil, coll. « Points », Paris, 1980. Récentement réédité le dossier technico-économique le plus complet et le plus accessible sur le cycle du combustible nucléaire.
- F. Pegnam et A. Nicolson (sous la direction de), Nucléopole : matériaux pour l'analyse d'une société nucléaire, Presses universitaires de Grenoble, 1979. Une analyse des mécanismes institutionnels de la politique électronucléaire, des réactions de l'opinion publique et des populations concernées par l'implantation des centrales.
- Institut des relations internationales de Dijon (ouvrage sous la direction de F. Kahn). De l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergie : vers un nouvel ordre énergétique international, Librairie technique, Paris, 1979.
- Dans la revue Que choisir ? « Nucléaire : le face à face », numéro spécial 1977, et « Spécial énergie », numéro spécial 1978. Une confrontation entre E.D.F. et ses opposants.
- Le point de vue des promoteurs du programme électronucléaire français : L. Thiriet. L'énergie nucléaire (quelques politiques pour quel avenir ?), Ed. Dunod, Paris, 1978. Par le chargé des études économiques générales au Commissariat à l'énergie atomique. — B. Goldschmidt. Le complexe nucléaire : histoire politique de l'énergie nucléaire, Ed. Fayard, Paris, 1980. Par l'un des fondateurs du C.E.A., actuellement représentant de la France au conseil de l'Agence internationale de l'énergie atomique. — Revue générale nucléaire (48, rue de la Procuration, 75734 Paris Cedex 13), dirigée par la Société française d'énergie nucléaire.
- Le point de vue des opposants : Les Amis de la Terre. L'écologie nucléaire, Ed. Stock, Paris, 1978. — J.-Ph. Colson. Le nucléaire sans les Français, Ed. Maspéro, Paris, 1977. — R. Jungk. L'état atomique (les retombées politiques du développement nucléaire), Ed. R. Laffont, Paris, 1977. Traduit de l'allemand la plus célèbre manifestation de la société du plutonium. — La Gazette nucléaire (2, rue Pr-Villain, 94100 Orsay). Publication du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.
- Sur l'interprétation du mouvement antinucléaire : M. Tablana (sous la direction de) : Colloque sur les implications psychosociologiques du développement de l'industrie nucléaire, Société française de radioprotection, Paris, 1977. — J.-Ph. Pavot, J.-L. Miska et D. Wolton. L'industrialisation nucléaire, Ed. du Seuil, Paris, 1980. Un pamphlet qui souligne les ambiguïtés du mouvement antinucléaire. — A. Touraine, Z. Hegedus, P. Dubet et M. Wiewiorka. La prophétie antinucléaire, Ed. du Seuil, Paris, 1980. Une recherche pour laquelle la lutte des classes de l'avenir est censée opposer la population à la technocratie.



sont de nature différente et prompts à dénoncer les pièges de la « collaboration de classes ». Ce serait oublier que l'E.D.F. et la C.E.A., maîtres d'œuvre du programme nucléaire, appartiennent au secteur nationalisé, qui, aux yeux des syndicats, représente un « socle » pour les travailleurs. Dans leur enquête sur l'E.D.F., Sylvie O'Dy et Frédérique de Gruvelaine indiquent que, « syndicat responsable par nature, la C.G.T. est devenue à l'E.D.F., de par sa histoire, un syndicat à « responsabilité » sans l'acquiescement d'aucune décision importante n'est prise » (4).

La C.F.D.T.-E.D.F. insiste de son côté sur la nécessité pour le syndicat de « donner une certaine image d'indépendance envers les intérêts corporatistes, se démarquer de la rationalité de son entreprise et se dégager de tout esprit-maison ». Lors des premières discussions sur le nucléaire (novembre 1949), la C.F.D.T.-E.D.F. s'était-elle pas, justement, au trop, tendance à épouser le point de vue de la direction d'E.D.F. en se déclarant favorable à l'abandon de la filière française au profit de la technologie américaine ?

Emploi et sécurité

« ON ne saurait relever le niveau de vie et améliorer les conditions d'existence des millions de Français qui vivent actuellement dans un état de pauvreté sans développer leur consommation d'énergie » (Communiqué de la C.G.T., 19 juillet 1977).

« Energie équivaut à emploi, l'un ne va pas sans l'autre. » (J.D. Kossan, vice-président de l'A.F.L.-C.I.O., novembre 1977.)

Avec des nuances, le dénominateur commun de l'attitude pronucléaire des syndicats se trouve dans cette équation : croissance de la consommation d'énergie = amélioration du niveau de vie. Après la crise du pétrole de 1973-1974, qui vint justifier la mise en chômage partiel de centaines de milliers de travailleurs, les syndicats conclurent que la défense de l'emploi exigeait de soutenir activement le développement nucléaire (5).

En France, le nombre de travailleurs impliqués à plein temps dans le programme électro-

nucléaire avoisine cent mille personnes réparties dans des secteurs d'activités très divers. Aux Etats-Unis, l'industrie nucléaire présente, en 1974, que les cinquante-trois mille travailleurs employés dans la construction des centrales devaient sept cent vingt-quatre mille en l'an 2000. En Allemagne, l'industrie syndicale fut à son comble après la publication d'une étude de l'Institut für Wirtschaftsforschung, qui prévoyait, en l'absence du nucléaire, une pénurie énergétique vers 1985 et un chômage frappant 13 % de la population active.

Ce chômage collectif à l'emploi est aujourd'hui contesté par certains syndicalistes. Ils font remarquer que les entreprises qui consomment le plus d'énergie sont les moins créatrices d'emploi. « L'industrie » substitue historiquement l'énergie au travail, faisant ainsi décroître le nombre total de travailleurs indépendants à la production », affirme M. William Wimpinger, président du syndicat américain des travailleurs de l'électricité (6).

Des écologistes s'efforcent d'atténuer les convictions pronucléaires des syndicats en mettant l'accent sur les perspectives de création d'emplois que recèle l'énergie solaire et en proposant de garantir la reconversion des travailleurs du nucléaire. Un rapport quasi officiel reconnaît qu'un « moratoire nucléaire aux Etats-Unis » provoquerait la mise à pied de cinquante mille travailleurs et s'aggraverait des industries américaines qu'une adoption minime par rapport à celles qu'elles ont montrées fois réussies dans le passé. L'impact d'un tel moratoire serait assurément faible par rapport aux trois cent cinquante mille personnes qui ont perdu leur emploi dans l'industrie aérospatiale entre 1968 et 1970 (7).

Créée en 1975 aux Etats-Unis pour favoriser la coopération entre syndicalistes et défenseurs de l'environnement, l'association Environmentalists for Full Employment reconnaît cependant que, « jusqu'à présent, il est quasiment impossible d'aborder le problème nucléaire avec les syndicats, même les plus procléaires d'entre eux ».

En fait, la défense des intérêts économiques immédiats des travailleurs peut masquer des interprétations syndicales diverses. Préoccupé par le sauvetage de l'industrie charbonnière,

le syndicat américain des mineurs (United Mine Workers) a très tôt exprimé son hostilité au nucléaire. Son homologue allemand (I.G. Bergbau und Energie) a, au contraire, opté pour le charbon et le nucléaire, « moyens complémentaires », selon lui, pour assurer l'indépendance énergétique de la R.F.A.

Quant à la base syndicale, aux travailleurs eux-mêmes, sont-ils capables de dépasser une vision étroitement corporatiste de leurs intérêts ? Tous les sondages d'opinion réalisés en France constatent que les ouvriers sont la catégorie socio-professionnelle où l'on recense le plus grand nombre de réponses défavorables au nucléaire (8). Un sondage réalisé aux Etats-Unis en avril 1979, après Three Mile-Island, signale que 42 % des syndiqués se déclarent opposés à la construction de toute nouvelle centrale nucléaire.

Les protagonistes du débat nucléaire, écologistes compris, ont trop tendance à ne pas écarter les propos des travailleurs dans leurs aspects contradictoires. Par exemple, les techniciens C.F.D.T. de contre de Marseille : « Comment déclarer l'arrêt du nucléaire et la stabilité de l'emploi quand... » en vit ? » Ou bien ce travailleur sur le chantier de la centrale de Seabrook : « Construire cette centrale veut dire du travail pour les gens du bâtiment. C'est pour cela que nous sommes ici, pas parce que nous aimons ça. Nous ne sommes pas en état de choisir les projets où nous aimons travailler. Pensez-vous que les travailleurs allemands aient construit les fours où on faisait rôtir les juifs ? » Ou encore ce responsable syndical du chantier naval de Portsmouth qui, devant un taux de chômage six fois supérieur à la moyenne chez les travailleurs qui construisent les sous-marins atomiques, s'exclame : « Mes gars mourraient bien plus vite de faim que des effets des radiations » (9).

Tous expriment crûment comment leur condition de « producteurs » met les travailleurs dans une situation contradictoire. Les ouvriers réagissent souvent par la valorisation de leur rôle et l'affirmation de leur fierté professionnelle. Cet orgueil de « producteurs » peut faire coexister l'hostilité à l'égard du patronat et l'identification aux valeurs dominantes du système industriel. Le productivisme et le

scientisme qui, sous la forme d'un marxisme soviétique ou du stalinisme du progrès, dominent encore le mouvement ouvrier trouvent là leurs racines profondes.

Mais leur situation ferait à d'autres catégories les travailleurs l'occasion d'une critique radicale, parce qu'immédiatement pratique, du mode de production dont ils sont les agents. La grève des travailleurs de La Hague, en 1976, était dirigée contre la « filialisation » des activités industrielles du C.E.A., qui représentait l'entrée définitive du secteur nucléaire dans le monde de la rentabilité et de la concurrence internationale. A partir de cette dénonciation de l'outil de travail, les militants C.F.D.T. ont remis en cause la finalité même de leur travail et du nucléaire.

Les écologistes commencent à reconnaître que les travailleurs sont les premières victimes de la pollution, « bien avant que le problème devienne sérieux pour toute la population », précise Clamart Allouane, une des deux principales organisations américaines engagées dans la lutte antinucléaire. Mais combien de ceux qui signaient le risque nucléaire sont-ils prêts à se mobiliser, avec autant de vigueur, contre les accidents de travail et pour l'amélioration de la sécurité dans toutes les branches industrielles ? Quant au mouvement ouvrier, jusqu'à quel point est-il prêt à s'engager au-delà des réactions de défiance immédiate des travailleurs pour s'intéresser aux finalités mêmes de la production et de la croissance ?

VICTOR MATTIOT.

(4) F. de Gruvelaine et S. O'Dy, *Prés-E.D.F.*, A. Mouchon, 1978.

(5) En février 1974, le conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. révisait un vaste programme de 20 milliards de dollars, étalé sur dix ans, pour développer les énergies alternatives existantes, en l'occurrence le charbon et le nucléaire.

(6) W. Wimpinger, président de l'International Association of Machinists and Aerospace Workers, « Hearings before the Subcommittee on Energy », Washington, mars 1978.

(7) « Repercussions économiques et écologiques d'un moratoire nucléaire aux Etats-Unis : 1985-2000 », Institute for Survey Analysis, Oak Ridge Associated Universities, 1976.

(8) Voir G. Duménil, « Energie nucléaire et opinion publique », dans *Nucléopole*, P.U. de Grenoble, 1979.

(9) Sources : M.-A. Macchiocchi, *De la France*, le Seuil, Paris, 1977, et *Senes Days*, août 1978.

Je vous répète que c'est dangereux !

L'« excursion » nucléaire comme dérive romanesque

Par JEAN CHESNEAUX

La science-fiction, depuis quelques années, fait « retour à la terre » (titre d'une série d'André Breton). Abandonnant les grandes machines intergalactiques et les hyperspaces, elle est fascinée par tout ce qui fait dériver progressivement notre propre réalité sociale vers des modèles proches des siens : l'ordinateur, les techniques policières, les effets de la pollution... et, bien sûr, les centrales nucléaires, ces systèmes d'ordre absolu d'où peut pourtant jaillir à chaque instant l'incontrôlable « excursion » nucléaire.

Crisis, écrit en 1943 aux Etats-Unis, alors qu'aucune centrale de ce type n'était en service dans le monde (1), fait figure de précurseur. Un ingénieur, qui fait des essais sur un isolateur superconducteur, provoque un accident majeur et reste prisonnier du magma radio-actif ainsi libéré. Protégé par sa combinaison étanche, il est cependant sauvé à temps. L'accent est mis, ici, sur la défaillance humaine, et aussi sur les impératifs de rentabilité qui interviennent d'arrêter la centrale pendant ces essais. La crise est vécue à travers Doc Ferrall, le médecin de la centrale : effet de recul qui dispense d'une critique plus directe.

Egalement américain, *l'Enfer atomique* (2) est un « thriller » fastueux, d'une technique achevée. Par l'entêtement de la Western Co et les manœuvres des politiciens de Washing-

ton, la centrale géante Prométhée est mise en service malgré les incitations à la prudence de son directeur : le président des Etats-Unis parle le même jour. L'accident survient, aggravé par des vols commis dans l'usine et par la proximité d'une zone de stockage des déchets, dans des grottes cibles. La fusion du cœur de la centrale dégage un nuage radio-actif qui détruit tout Los Angeles. Mais l'enquête officielle attribue la responsabilité de la catastrophe à un sabotage, œuvre d'un névrosé.

Dans le roman allemand *l'Explosion* (3), un attentat politique détruit la centrale Helios le jour de son inauguration. La suffisance des techniciens, leur accoutumance à une surveillance de routine ont créé la faille. Les autorités allemandes sont impuissantes devant la catastrophe. Les barrières de décontamination défilent. Il faut finalement bombarder Darmstadt (140 000 habitants) pour créer dans l'air un courant ascendant et sauver des gaz radio-actifs Francfort et son million d'habitants.

Les *Jours de cendres* (4) sont encore ceux d'une « excursion » nucléaire, cette fois dans les Pyrénées : un complot s'est rompu dans le système de refroidissement d'un surréacteur, et le sodium liquide provoque un incendie géant. L'état d'alerte nucléaire est proclamé, la police nucléaire

multiplie les rafles, l'exode massif des populations dépasse la confusion de juin 1940.

Le choc nucléaire que subissent les *Compagnons de la Meraviglia* (5) est plus subtil. Un canon atomique se trouve soudain isolé par un champ de forces magnétiques, créé par un accident « futur » dans une centrale nucléaire en projet. L'état central a disparu : une mille fasciste terrorise la ville, finalement vaincue par une communauté gauchiste.

La nouvelle, *Je ne veux plus jamais être un enfant* (6), inspirée de l'accident de Seveso, évoque les effets tératogènes d'un accident nucléaire dans l'arrière-pays nigéri. Les hommes sont impuissants, les femmes donnent naissance à des enfants normaux mais qui ne peuvent protéger que des monstres. Le village, totalement pris en charge par l'É.D.P., survit sans raison de vivre.

Le sort des *Enfants de Piscaride* (7) est plus maléfique. Cette araignée contaminée par une centrale nucléaire pond des insectes mutants. Les gens piégés par eux ne sont pas seulement radio-actifs, mais sont victimes d'une dégradation totale de leur édifice cellulaire qui les transforme en une sorte d'immenses vampires protoplasmiques dignes des horreurs lovecraftiennes.

Poney-Drac (8), c'est un dictateur des temps futurs qui tire son pouvoir d'une mystérieuse « tache bleue » produite par l'explosion du plus grand surréacteur du monde, situé sur l'Angara sibérien. Son empire se dissout en 2025, quand la tache cesse de croître.

Avec *les Ombres du président* (9), on retrouve un horizon plus familier. Un président de la République française, écologiste élu par surprise, veut imposer à une conférence des chefs d'Etat, réunie à Paris, la renonciation aux armes atomiques et aux centrales nucléaires : deux objectifs pour lui insupportables, puisque la délinquance dans les centrales et le retraitement de leurs déchets suffisent à multiplier les décrets de bombes atomiques. Attenué d'un cancer généralisé, sa vie ne compte plus. En pleine salle de conférence, il installe une bombe nucléaire dont il connaît seul le code et remonte le mécanisme chaque demi-heure. Soutenu par des manifestations antinucléaires dans le monde entier, il est sur le point de réussir, mais tout rebondit quand des attentats terroristes à coups d'explosifs nucléaires artisanaux font des millions de morts à Paris et à New-York.

Dans leur facture littéraire, ces neuf livres sont fort divers. Certains auteurs sont des maîtres, comme Jeury

ou Del Rey ; d'autres des amateurs confirmés, comme Brusch ou Marison ; les uns prétendant à l'objectivité, comme Scordia ; d'autres ne cachant pas leur engagement militant, comme Ziemann.

La trame romanesque est parfois riche, parfois naïve. Certains de ces romans semblent de simples illustrations du « scénario » que préparent volontiers les sociologues : tel celui, d'une fascinante sécheresse, qui figure en appendice de *Crisis* sous la signature d'A.-G. Deconville, directeur de l'Institut français de prospective, l'effet de « matériaux » semi-bruts est

renforcé par l'insertion de documents pseudo-officiels, ainsi chez Scordia ou Ziemann. Certains personnages ne sont guère que des silhouettes, d'autres vivent fortement de leur vie propre : Doc Ferrall, le jeune écologiste allemand amoureux du directeur de la centrale Helios, le président qui lutte contre la mort pour convaincre ses otages... On est parfois transporté dans un univers de « vraie » science-fiction comme celui de *Poney-Drac*, parfois on reste dans la réalité quotidienne apparemment banale. Mais le nucléaire est toujours présent.

Insécurité viscérale

DANS son vocabulaire, déjà, qui fascine : « seul d'irradiation », « docteur », « perte accidentelle de liquide refroidissant », « modérateur d'excursion », « magna libéré », « fusion du cœur », « barrières de décontamination ». Comme si ces formules faussaient soudainement la conjonction la malédiction latente.

Car le thème fondamental de ces romans, c'est bien l'insécurité vis-à-vis du nucléaire, plus ou moins avouée, plus ou moins reformulée. Depuis la nervosité que manifestent mal les responsables le jour de la mise en service jusqu'aux paniques géantes et aux exodes massifs provoqués par les « crises » annoncées. « On avait ouvert la boîte de Pandore et personne ne savait comment la refermer » (*les Ombres du président*, p. 165).

Une crise, bien souvent, crée la vérité d'un mécanisme, d'un système social, d'un caractère, beaucoup plus crûment qu'une situation « normale ». Ces romans, chacun à sa façon, mettent à nu un certain nombre de thèmes « critiques » du nucléaire :

— L'idéologie de progrès à tout prix et d'infatigable technocratie dont sont abusés techniciens et managers des centrales Helios ou Prométhée. Même s'ils sont étroitement soumis aux impératifs politico-financiers, aux aléas, aussi, de la sous-traitance (thème qu'évoquait déjà le film *Synchrone chimique*) ;

— Les risques de délinquance dans les centrales, par fanatisme politique (*les Ombres du président*, *l'Explosion*), par vengeance (*l'Enfer atomique*), par simple appât de lucre. Même si ces risques entraînent un renforcement des contrôles répressifs des polices nucléaires (*Jours de cendres*) ;

— Les risques, aussi, de défaillance humaine, tant dans les services de secours (*l'Explosion*) que chez les ingénieurs (*Crisis*) ;

— Et, surtout, la gestion même des « excursions ». Que dire, et jusqu'où donner l'information correcte sur la gravité de la situation, au risque de provoquer paniques et paniques ?

Le contrôle rigoureux des moyens de communication de masse, à travers tous ces romans, se révèle un rouage essentiel de toute politique nucléaire. La gestion des accidents, c'est aussi la gestion de la population carrefour défilant (ici, Darmstadt) pour sauver le plus grand nombre (Francfort et Dortmund) ?

L'édifice, d'ordinaire, est friand d'actualité. A peine quelques semaines après l'éclosion de M. James Carter, les raids d'Entebbe ou de Kolwezi, la chute du chah, des professionnels avisés jetaient un nouveau produit sur le marché du livre. Mais l'« excursion » nucléaire de Thure-Madsen, manquée d'un infime détail, n'a encore provoqué aucune opération de librairie. Le non-dit du nucléaire est-il si lourd ?

- (1) Lester del Rey, *Crisis*, Laffont, Paris, 1975 (traduit de l'américain).
- (2) Th. Scordia et F. Robinson, *l'Enfer atomique*, Presses de la Cité, Paris, 1975 (traduit de l'anglais).
- (3) Hans E. Ziemann, *l'Explosion*, J.-G. Lattès, Paris, 1977 (traduit de l'allemand).
- (4) G. Marnett, *Jours de cendres*, Editions du Citron hautes-normandie, Salernes, 1978.
- (5) F. Marison, *les Compagnons de la Meraviglia*, Rouger, Paris, 1978.
- (6) Pierre Marquis, *Je ne veux plus jamais être un enfant*, dans *Crisis*, Laffont, Paris, 1978, pp. 103-205, Kailash, Paris, 1977.
- (7) A. Brusch, *les Enfants de Piscaride*, Fleuve Noir, Paris, 1978.
- (8) Michel Jeury, *Poney-Drac*, Kailash, Paris, 1978.
- (9) Philippe Cluzaud, *les Ombres du président*, Le Seuil, Paris, 1980.

Deux films sur la pollution aux Etats-Unis

ARMÉE, INDUSTRIE : SOUILLURES OUBLIÉES

PRESENTES comme la rançon inévitable et honteuse du progrès, les méfaits de la pollution sur l'homme et l'environnement furent longtemps ignorés du public, ensevelis sous les louanges des promesses de la science et de la technologie. Depuis le surralisme écologique de la fin des années 60, il en va tout autrement. Mais les nombreuses infractions aux règles antipollution montrant qu'il faut rester vigilant, tant à l'égard des pouvoirs publics que des patrons de l'industrie. Pour mieux maintenir en alerte, des militants écologistes et radicaux américains appellent, dans deux films convaincants (1), certains exécutifs de l'armée et de l'industrie à y aller à l'aveugle, au temps de la pollution « sauvage ».

Dans Paul Jacobs et le Gang nucléaire, les cinéastes Jack Wallis et Saul Landau révèlent que, durant

les années 50, l'armée des Etats-Unis effectua secrètement des essais atomiques dans le Nevada, où des hommes de troupe avaient été déposés dans les zones d'explosion pour subir un « entraînement adapté aux conditions réelles d'une guerre atomique ». L'écologie et l'écologie démentent ces malheureux et le journaliste Paul Jacobs, qui entreprit quelque temps après une enquête sur les conséquences de ces expériences, fut lui-même contaminé par la radioactivité persistante sur les lieux. A la veille de sa mort, il témoigne, de son lit d'hôpital, sur les responsabilités conjointes de l'Etat-major américain et des industriels de l'atome, ainsi que sur les dangers catastrophiques qu'une utilisation de l'atome mal maîtrisée ferait courir au monde. L'industrie nucléaire américaine a tenté, sans succès, d'empêcher légalement la diffusion de ce film.

Une « peste chimique »

TOM PRIESTLEY, dans *The Killing Ground* (le Terrain meurtrier), dévoile à lui l'existence aux Etats-Unis d'immenses dépôts de déchets pétrochimiques entassés au cours des années 40 et 50. Des poisons d'une très haute toxicité s'infiltrent de milliers de fûts rouillés et pénètrent les terrains, souillant parfois les nappes phréatiques et polluant de vastes zones habitées où l'on constate alors une forte augmentation des maladies nerveuses, de fausses couches, de suicides. Selon les auteurs de ce document, il existerait, sur tout le territoire des Etats-Unis, six cent trente sites de ce genre et l'on ne saurait comment circonscrire l'écoulement continu de cette

abominable « peste chimique » (2). Parfois, des dépôts oubliés maintenaient soudain, comme des engins à retardement, ou des volcans assoupis, leur charge de mort : en 1978, les chutes du Niagara, lieu de prédilection des « lunes de miel » américaines, furent déclarées zone sinistrée, des venins chimiques s'étant échappés d'une ancienne décharge industrielle depuis longtemps abandonnée.

L. R.

- (1) Ces films ont été présentés au XI^e Festival international de cinéma (documentaires et films d'enquête), en octobre 1978 à Lyon (France).
- (2) Cf. *Le Monde* du 23 décembre 1978, page 20.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENÈVE
SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre
pour les affections du système nerveux

Loc Léman - Tél. : 1941/22.61.15.81

Docteur G. W. Semadeni, médecin-directeur

Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies

Désintoxication - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique

Physiothérapie - Sports

Des mécanismes inhérents à l'organisation de la société

LES MENSONGES DE L'ETAT

Par SAMI NAIR

Il semble de plus en plus évident, en ce XX^e siècle finissant, que l'Etat est devenu le centre principal d'ordonnement de la société. Une connaissance minimale de la réalité sociale contemporaine suppose, en effet, le dévoilement des pratiques étatiques, c'est-à-dire des mécanismes par lesquels l'Etat constitue les rapports sociaux, juggle les oppositions, étouffe les contradictions et produit, autour de lui-même, le consensus socio-idéologique.

Le paradoxe, c'est que, ce faisant, l'Etat monopolise, contrôle et distribue le savoir de la société pour organiser sa propre méconnaissance en tant qu'Etat. Il réussit par là — curieux tour de passe-passe — à inverser les effets et les causes à confondre une réalité déjà sans-dessus-dessous : il prétend socialiser les rapports sociaux, mais il « désocialise » les rapports humains ; il classe son attachement à la réalité concrète, pratique et empiriquement vérifiable des citoyens, mais il rend abstrait le loi, les institutions et le pouvoir ; il n'est pas seulement réceptacle à des « grande manœuvres » se nichant en maître par la grâce de leur puissance, mais aussi et surtout le lieu où se condensent toutes les contradictions d'une société fondée sur l'inégalité, l'exploitation et l'oppression — bref, effet et cause, il se donne toujours pour ce qu'il n'est pas (l'Etat de tous) et par là érige le mensonge politique comme règle de la vie tout court.

Au-delà des redécouvertes, parfois légendaires, de l'Etat de droit et des libertés formelles que certains proposent aujourd'hui comme antidotes du totalitarisme, Jean-Marie Vincent, dans *les Mensonges de l'Etat* (1), s'interroge sur la réalité même du phénomène étatique dans les sociétés développées. Interrogation qui a le mérite de se situer tant au niveau de la conjoncture politique (économie, programme commun, etc.) qu'au plan de la réflexion théorique approfondie (Etat et accumulation, classe et parti, etc.). Analysant aussi bien l'après 1968 et les travaux de Nicolas Poulantzas que les textes et programmes des partis de gauche, J.-M. Vincent invite à un rapport plus nuancé, et donc plus complexe, à la réalité politique contemporaine. Au lieu de raisonner en termes d'« instances », de « monopoles », d'Etat et de proto-états primaires, il importe de saisir la structure spécifique du capitalisme (division horizontale entre détenteurs des moyens de production et producteurs, atomisation individuelle des producteurs, opposition sociale du travail manuel et intellectuel, — à quoi correspond la division verticale entre dirigeants et citoyens, dominants-dominés, etc.), constituée par des formes sociales qui reproduisent à leur propre échelon la structure du capital.

Dans le rapport Etat-économie, l'Etat est-il l'économie politique, ou bien seulement l'arbitre, neutre paroxysme, des luttes

économiques que se livrent les capitalistes multiples ? En fait, « comme Marx l'a fait observer, les rapports sociaux de production procèdent d'une constante indépendante de ceux qui en constituent la matière première ou le terrain nourricier (les hommes) (...). La politique (...) ne peut être conçue autrement que comme une sphère de l'organisation sociale surimposée aux rapports sociaux de production qui sont ses pré-supposés et ses limites à la fois. Dans ce cadre (...) le rapport Etat-économie n'est pas à comprendre comme un rapport de deux entités distinctes, mais comme une articulation spécifique de deux modalités des grandes relations sociales et des pratiques d'articulation étant la constitution de ces deux modalités de la réalité sociale ».

De là résulte ce qu'on pourrait appeler des articulations complémentaires des diverses formes sociales : ainsi, il est possible de voir comment les mécanismes de formation de l'opinion « publique » (c'est-à-dire de l'opinion privée des affaires publiques) de même que les tactiques de manipulation du sens commun par les moyens de communication de masse, renvoient en vérité — sans s'y réduire — aux pratiques de la production économique et de la circulation de la mon-

naie, dans la mesure où les idées politiques et les stéréotypes idéologiques sont fonction de leur rapport à la « redistribution et à la redistribution des rapports entre les classes et l'Etat ».

Que l'Etat, en outre, apparaisse comme réalité séparée, extérieure aux pratiques sociales, n'est pas la manifestation de sa véritable séparation avec la société, car l'Etat est bel et bien un élément primordial dans la constitution du rapport social de production ; cette autonomisation de l'Etat par rapport à la société est plutôt le résultat de la non-maîtrise des relations de production (c'est-à-dire du rapport social par excellence : le travail) par les agents de la production eux-mêmes. A l'économie idéologique décrite par Marx correspond l'Etat fictif, abstrait, hors la vie privée. Les mensonges de l'Etat, ce ne sont pas, dès lors, des attitudes toujours préméditées à l'égard de la société, mais des mécanismes qui constituent la loi d'Etat capitaliste dans la réalité économique bourgeoise, c'est-à-dire des formes sociales de représentation qui traduisent à la fois le rôle du politique comme moment constitutif du rapport social de travail et sa fonction comme moment de cohésion de la réalité sociale. L'Etat vise donc à produire de l'abstraction, de la séparation.

Carences de la gauche

CETTE analyse débouche, chez J.-M. Vincent, sur une double réflexion. D'une part, il est patent que la politique de l'opposition, en France, ne rompt en aucune manière avec les postulats de l'Etat fictif. Les partis de gauche reproduisent, mutatis mutandis, jusque dans leurs projets de société, les mécanismes propres à l'Etat capitaliste : conception manichéenne des masses, acceptation de l'atomisation des sujets sociaux, tactiques politiciennes, etc. La critique que l'auteur fait du programme commun dans un texte écrit en mars 1977, est à bien des égards prémonitrice. Non qu'il y prévoyait le lamentable échec que l'on connaît, mais il montrait déjà, avec beaucoup de lucidité, derrière les compromis honteux de logiques d'appareil, l'irréductibilité d'autre part, et plus profondément, la politique des partis de gauche n'est pas en rupture originale d'avec le capitalisme parce qu'elle refuse — et on devrait pouvoir montrer les raisons sociologiques de ce refus, ce que J.-M. Vincent ne fait pas — de se constituer comme nouvelle politique.

La désaffection et la crise de confiance des masses à l'égard des partis politiques traduit la conviction morose selon laquelle, somme toute, les options sont relativement identiques. En quel, suggère J.-M. Vincent, les masses ne se trompent pas. Car ce n'est pas de la constitution comme nouvelle politique.

La crise générale révèle, aujourd'hui, c'est l'existence de politiques opposées dans leurs projets mais identiques dans leurs postulats. Alors qu'une stratégie nouvelle, portatrice d'une réelle émancipation des sujets sociaux, devrait opposer à l'Etat abstrait et fictif la politique concrète et vivante de l'auto-organisation des travailleurs, le plus présentement, à l'organisation capitaliste une réorganisation sociale du travail et de l'ensemble des activités matérielles. On regrettera cependant, sur ce dernier point, que J.-M. Vincent n'ait pas fourni d'indications théoriques sur ce que pourrait être, outre les mensonges de l'Etat, une politique radicale élaborée à partir d'une conception nouvelle de l'organisation du travail.

- (1) Jean-Marie Vincent, *les Mensonges de l'Etat*, éd. Le Sycomore, Paris, 1978, 262 pages.

(Publipe)

Ambassadeur

recommande dame 50 ans

pour fonction gouvernante

Paris.

Ecrire Havas n° 8666

B.P. 304-79009 NIORT Cedex

DE LA LUTTE ARMÉE EN ITALIE

totale des GAP, leur dissolution et leur fusion partielle avec les Brigades rouges. Mais ces dernières subissent au début de mai, une première et très lourde répression judiciaire (plusieurs arrestations, dont celle de nombreux militants arrêtés); elles passent alors définitivement d'une forme de demi-clandestinité à la clandestinité totale. Elles demeurent pendant presque deux ans la seule formation terroriste d'un certain relief, dont l'activité culmine en 1974 avec le passage de la phase de « propagande armée » à celle qui consistera désormais, sans jamais plus changer d'objectif, à « frapper l'État au cœur ».

Le 18 avril 1974 — juste avant le référendum du 12 mai sur le divorce — les Brigades rouges déclarent un affrontement politique et institutionnel au plus haut niveau — les Brigades rouges enlèvent à Gênes le juge Bossi, magistrat célèbre pour sa dureté, particulièrement dans les procès qu'il dirige contre la gauche et contre un petit groupe clandestin génovais nommé « 23-Octobre » qui s'était associé aux GAP en 1971-1972.

L'enlèvement de Bossi, qui se termine par la remise en liberté du juge, relance l'image de marque des Brigades rouges comme « Robin des Bois des magistrats », juges sans scrupules, mais « chevaleresques » et « jamais armés ». Tout cela ne dure pas longtemps : le 17 mars, après la massacre fasciste de Brescia, du 18 mai 1974, les Brigades rouges, pour la première fois, ouvrent le feu et tuent, frappant deux fascistes au siège du M.S.I. (parti

d'extrême droite), à Padoue. Ce double homicide de Padoue inaugure une nouvelle phase, d'autant qu'en septembre de la même année le principal fondateur des Brigades rouges, Renato Curcio, est arrêté par les carabinieri (grâce à un ancien moine et ancien gauchiste, Girotto, qui s'était infiltré dans les B.R.).

Au cours de la même période, fin 1973-début 1974, un nouveau groupe, les NAP (Noyaux armés prolétaires), fait son apparition sur la scène de la lutte armée terroriste. Il s'agit d'une formation clandestine composée essentiellement de détenus et d'anciens détenus formés à la suite de l'échec des mouvements de luttes dans les prisons italiennes. Ces mouvements, qui s'appelaient Dammes de la terre (allusion à Franz Fanon), étaient en étroite contact avec Lotta Continua, l'une des organisations de l'extrême gauche.

Refusant le ligne politique de Lotta Continua, qu'ils trouvent trop légaliste, les NAP manifestent par de multiples incidents et provocations qui font des blessés et des morts aussi bien dans leurs rangs que dans ceux de leurs adversaires. De toute façon, les fanatismes, les attentats et les homicides redoublent, atteignant définitivement fin à la phase sans effusion de sang du terrorisme de gauche, tandis que le terrorisme de droite — après le massacre de Brescia — se livre à un nouveau crime, pour ainsi dire, l'assassinat contre le traité d'armistice de Bologne, le 4 août 1974.

Le virage

L'ANNÉE 1974 marque donc un virage décisif. Le référendum sur le divorce a été une victoire de l'alignement démocratique et progressiste. Parallèlement, les masses fascistes, mais aussi les projets de coup d'État militaire s'intensifient. Le plus redoutable de ces projets — surnommé « Rosa del vento » — révèle l'existence d'une forte pénétration fasciste à l'intérieur des unités de l'armée et des services secrets de l'État (SID).

En automne 1974, les spéculations sur le risque d'un coup d'État redoublent d'intensité parmi les forces de gauche et au sein du mouvement ouvrier et inspirent d'innombrables enquêtes journalistiques à la suite de l'arrestation — sous l'inculpation de « conspiration politique » — de l'ancien chef du SID, le général Vito Miceli. Cette arrestation est l'œuvre des juges de Padoue, qui soupçonnent Miceli d'être le chef de la « Rosa del vento ». Même le président de la Chambre des députés, M. Sandro Pertini, aujourd'hui président de la République, parle explicitement, dans une interview à l'Europe des possibilités de coup d'État de droite et de la nécessité éventuelle de s'y opposer par les armes, comme à l'époque de la résistance antifasciste des années 1943-1945. Au début du mois de novembre 1974, nombreux dirigeants politiques et syndicaux de gauche prennent la précaution élémentaire de ne pas dormir chez eux. On s'arrête le danger réel, on discute encore aujourd'hui.

Dans un tel climat, le débat sur la lutte armée est plus généralement sur ce qu'on appelle la « question de la force » — accapare toute l'extrême gauche italienne, tandis que les B.R. et les NAP continuent à toucher leurs cibles. Ces derniers, vers 1976-1977 (comme celle est déjà arrivée aux GAP), et par se fondre partiellement, encore une fois, avec les B.R. En même temps, des groupes de militants quittent les principales organisations de la nouvelle gauche et, selon le principe de la priorité donnée à la « lutte armée », constituent d'autres formations clandestines.

Il faut tenir compte du fait que, sur la scène internationale, les années 1974 et 1975 avaient vu la chute du fascisme en Grèce, au Portugal, puis en Espagne; la défaite des États-Unis au Vietnam et au Cambodge; la fin de la domination coloniale en Angola, en Guinée et au Mozambique; l'affaire du Watergate aux États-Unis avec pour conséquence la chute du président Nixon. À la fin de 1973, les coups d'État dans des pays d'Afrique d'abord, puis surtout au Chili, n'avaient d'ailleurs pas eu moins d'importance sur la situation en Italie.

« Jamais plus sans justice » : tel est le mot d'ordre qui se propage dans les groupes italiens prêts à entrer dans la clandestinité pour affronter la « lutte armée ». Le plus important de ces groupes — en dehors des Brigades rouges qui existent déjà — est

Prima Linea; idéologiquement plus proche du groupe Potere Operaio que des démagogues du rigide marxisme-léninisme, coté de statistiques des B.R.) et qui se voue à une sorte d'« opération armée ».

Au même moment naît également le seul groupe armé italien de matrice « anarchiste » : Azione Rivoluzionaria qui se serait formé, consolidé et enfin démantelé en l'espace de deux à trois ans.

Le 16 mars 1978, le matin de la présentation au Parlement du nouveau gouvernement d'unité nationale présidé par M. Giulio Andreotti, Aldo Moro, président de la démocratie chrétienne, est enlevé. Le 9 mai, on retrouve son cadavre via Caetani, à Rome, à quelques mètres des sièges du P.C.I. et de la D.C. Les cinquante-cinq jours les plus longs, les plus difficiles et les plus déchirants de toute l'histoire de la République italienne s'achèvent. Cependant, l'affaire Moro pèse aujourd'hui encore sur la vie politique et institutionnelle du pays, à la

fois comme un gigantesque traumatisme et comme une sorte d'extrême-cible morose de vipères.

L'affaire Moro marque le début d'un véritable « boom » du terrorisme de gauche en Italie, tandis que, du côté de l'extrême droite, commencent à entrer en scène de nouvelles organisations terroristes clandestines, la principale étant le N.A.R. (Noyaux d'action révolutionnaire).

Les procès-verbaux d'interrogatoires du « terroriste repenti » Fabrizio Peci (chef de file des B.R. à Turin) ont révélé ces derniers mois qu'au moment de l'assassinat du juge Cossu à Gênes, en 1976, les B.R. avaient traversé une période de faiblesse extrême, grave sur le plan de la politique et de l'organisation interne. On peut donc dire que 1977 a été, sans aucun doute, l'année où elles ont pu renforcer leur politique et, surtout, leur système d'organisation, en recrutant massivement de nouveaux militants et en étendant leurs aires géographiques d'intervention.

Macabre compétition

L'ANNÉE 1977 est très importante car elle correspond au moment où le fossé creusé entre le P.C.I. — entré au gouvernement sous le signe de la « politique d'« emergency » et d'« unité nationale » — et les nouvelles formations de masse de la jeunesse, formées à sa gauche, a été le plus profond; au moment où l'opposition entre eux a été la plus violente. Cette opposition atteignit son point culminant avec le grand rassemblement « contre la répression » à Bologne, en septembre 1977, avec plus de trente mille participants. Ce n'est pas un hasard si, en Italie, on s'interroge encore aujourd'hui pour savoir si le « Mouvement 77 » a constitué l'arrière-plan idéal du terrorisme de gauche, comme le soutient la gauche historique et, surtout, le P.C.I., ou bien si ce n'est pas, en revanche, la « barrière institutionnelle » et le « cordon sanitaire » dressés contre le Mouvement par les forces politiques institutionnelles et par les forces syndicales qui, en le condamnant à l'« écartement », ont entraîné le renforcement du fameux « parti armé » ainsi que l'affirme souvent la nouvelle gauche.

En tout cas, il est certain que, après 1977, — année au cours de laquelle furent tués trois militaires du « Mouvement » : Francesco Lorusso à Bologne, Giordana Masi et Walter Rossi à Rome — on assiste à la fois à un important renforcement politique et militaire des principales formations terroristes déjà existantes, comme les B.R. et Prima Linea; et à la naissance d'un phénomène presque entièrement nouveau, le « terrorisme d'extrême droite », qui se manifeste dans les principales villes italiennes, mais surtout à Padoue.

A l'occasion de l'enlèvement d'Aldo Moro, alors que presque toute la nouvelle gauche « légale » est plongée dans de graves difficultés politiques et se meurt sur la défensive, renaît derrière le slogan « si avec l'État si avec les B.R. » (non sans dissensions internes), l'aire de consensus et de recrutement de la lutte armée s'étend assez largement chez les jeunes et

dans les milieux ouvriers des grandes usines du Nord.

En 1978-1979 s'instaure une sorte de compétition — qui se mesure de façon assez mesurable — d'après la quantité et la « qualité » politique des cadavres — entre les B.R. et Prima Linea, c'est-à-dire entre le terrorisme « stalinien » et le terrorisme « opératoire ». Mais on voit se radicaliser aussi les phénomènes de demi-clandestinité et d'arrestation à l'intérieur de certains secteurs de l'« autre mouvement » : même si, en réalité, il n'a jamais existé d'organisation politico-militaire unique, appelée Autonomia operaia organizzata (Autonomie ouvrière organisée), comme certains magistrats en

Quelle issue ?

DEPUIS six ans, la principale réponse du pouvoir à la criminalité politique en général, puis, surtout, au terrorisme de gauche, a consisté presque exclusivement à appliquer la « politique » législative d'exception.

« L'État a répondu aux rafales de mitraillettes uniquement par des rafales de lois », a déclaré au Parlement un député du parti socialiste italien, qui, pourtant, est un parti de gouvernement. De nombreux juges démocrates ont dénoncé l'instauration d'un véritable processus d'arrestation constitutionnelle qui ne pourra vaincre le terrorisme mais qui aura pour effet de restreindre de plus en plus les libertés démocratiques et constitutionnelles et de favoriser l'avènement d'un État autoritaire de droit.

Ces derniers mois, le terrorisme a subi de lourds échecs après une sorte d'invulnérabilité qui avait duré plusieurs années. Mais il a été moins touché par l'accumulation des lois d'exception que par les « confessions » d'un nombre croissant de terroristes repentis. Les Brigades rouges, aussi bien que de Prima Linea. Cependant, on a observé simultanément une impressionnante extension de ce qu'on appelle la culture du « sponso » en vertu de laquelle ont été effectuées de

nombreuses arrestations arbitraires et, surtout, des milliers de perquisitions systématiques dans presque tous les milieux de la nouvelle gauche ainsi que chez de nombreux militants du P.C.I. et des syndicats.

Après s'être trouvée, pendant des années, emportée dans la spirale du terrorisme et de l'antiterrorisme, l'Italie entretient maintenant la possibilité d'un renversement de tendance. Mais l'évolution sera difficile et pleine de contretemps, comme le laisse prévoir le récent attentat de Bologne, commis par l'extrême droite au mois d'août.

Néanmoins, il semble qu'une conviction est en train de se frayer un chemin aussi bien parmi les forces politiques d'opposition que dans les milieux du gouvernement et même dans la magistrature : le problème du terrorisme exige sans aucun doute une violente riposte répressive; mais il ne peut être résolu exclusivement par une radicalisation de l'affrontement militaire entre l'appareil clandestin du terrorisme et l'appareil policier de l'État. La question centrale dans tous les débats en Italie est désormais de savoir comment sortir politiquement du terrorisme.

MARCO BOATO.

DÉLICATES NÉGOCIATIONS ENTRE LONDRES ET MADRID

Une solution pour Gibraltar ?

Par JEAN J.-A. SALMON *

Le 27 mars 1980, la Chambre des députés espagnole a approuvé une proposition présentée par le P.S.O.E. relative à la revendication espagnole sur Gibraltar invitant le gouvernement à négocier avec le Royaume-Uni, à rétablir les communications terrestres, à ouvrir à nouveau la grille qui coupe Gibraltar du reste de l'isthme, et à établir des projets sur l'avenir économique de la région qui avoisine Gibraltar. Le 10 avril, le gouvernement britannique a accepté d'ouvrir des négociations pour trouver une solution sur la base des résolutions pertinentes des Nations unies. Ainsi s'ouvre enfin des possibilités de résoudre ce problème vieux de plusieurs siècles.

Ce n'est qu'en 1462 que les Espagnols prirent aux Maures le rocher de Gibraltar qui portait le nom de Gebel el Tariq depuis la conquête arabe en 711. En 1704, profitant de la guerre civile espagnole à propos de la succession au trône, une flotte anglo-néerlandaise s'empara du rocher. En 1713, par le traité d'Utrecht, l'Espagne devait le céder à la Grande-Bretagne, mais dans des conditions telles que l'Espagne en contesta toujours les termes. À partir de 1960, les Nations unies réclamèrent la décolonisation de Gibraltar, mais ce devait être une décolonisation bien particulière.

Par l'article X du traité d'Utrecht, l'Espagne cédait à la Grande-Bretagne « la pleine et entière propriété de la ville et du château de Gibraltar, ainsi que le port. Les fortifications et les forts qui en dépendent... (mais) sans aucune juridiction territoriale, et sans aucune communication ouverte par terre, avec les pays d'alentour ». La résolution à Gibraltar était interdite aux juifs et aux Maures, la religion catholique était admise dans la ville. Enfin, un droit de préférence était accordé à la Couronne d'Espagne au cas où la Grande-Bretagne jugerait à propos de donner, vendre ou aliéner la propriété de la ville de Gibraltar.

Quoique ce traité eût été confirmé ensuite par diverses conventions (Sévilles, 1765; Vienne, 1761; Aix-la-

Chapelle, 1768; Paris, 1763; Versailles, 1783), l'Espagne ne cessa d'essayer de récupérer Gibraltar et maintint que la cession de 1713 n'avait été qu'un entrave à la perte de la souveraineté territoriale. L'Espagne se plaignait aussi que la Grande-Bretagne avait unilatéralement déclaré ses possessions en occupant une portion de territoire (dite zone neutre) de l'isthme (jusque la Lina), en établissant une clôture (la *verja*) en 1809 et en construisant, en 1898, un aéroport dans la zone neutre.

En 1930, la Grande-Bretagne a donné à Gibraltar le statut de colonie de la Couronne. En conséquence, ce territoire fut inscrit dans la liste des territoires non autonomes à propos desquels l'Assemblée générale de l'ONU devait — aux termes de l'article 73 e de la charte de l'ONU — fournir des renseignements comme puissance administrative. De ce fait, Gibraltar devait tomber dans la catégorie juridique des territoires non autonomes. Le statut de ces derniers a évolué considérablement en trente ans, et en particulier du fait de la résolution 1514 (XV) sur l'abolition de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux du 14 décembre 1960.

Dans la pratique des Nations unies, les peuples des territoires non autonomes peuvent exercer leur droit à l'autodétermination d'une triple manière : soit par l'indépendance, soit par l'association avec un État indépendant, soit par l'intégration dans un État existant. En tout cas de cause, le choix de la population doit être libre et informé. Toutefois, le paragraphe 6 de la résolution 1514 (XV) déclare que « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et principes de la charte des Nations unies ».

C'est ainsi que, dès l'origine, l'Espagne a contesté que la population de Gibraltar (base militaire comptant vingt-cinq mille habitants environ) puisse être assimilée à un « peuple » auquel appartienne le droit à l'autodétermination et à revendiquer Gibra-

tar comme une partie de son territoire national aux termes du paragraphe 6 précité.

À partir de 1964, l'Assemblée générale de l'ONU, par l'intermédiaire de son comité de décolonisation, s'est engagée dans cette voie en recommandant au Royaume-Uni et à l'Espagne d'entamer des pourparlers en ayant à l'esprit « les intérêts de la population des territoires concernés » (résolution 1846 (XVIII)). Cette demande fut réitérée par les résolutions 2070 (XX) et 2281 (XXI).

La Grande-Bretagne, passant outre aux objections de l'Assemblée générale, organisa le 10 septembre 1967, sur le rocher, un référendum proposant aux résidents qui bénéficiaient du droit de vote l'alternative suivante : ou bien passer sous souveraineté espagnole avec le statut particulier proposé par l'Espagne, ou bien maintenir les liens avec le Royaume-Uni. Par 12 138 voix contre 44, les habitants de Gibraltar votèrent en faveur du maintien des liens avec la Grande-Bretagne.

Cette fois, l'Assemblée générale, par sa résolution 2353 (XXII) du 15 décembre 1967, condamna le référendum et fit référence au paragraphe 6 de la résolution 1514 (XV). L'année sui-

vante, elle pria la puissance administrante de mettre fin, avant le 1^{er} octobre 1968, à la situation de type colonial existant à Gibraltar. En conséquence, l'Assemblée générale recommanda Gibraltar dans la catégorie des petits territoires auxquels elle dénie le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'offrir le choix des modalités de réintégration dans le territoire auquel ils avaient été originellement arrachés. Cette position a été adoptée par l'Assemblée générale, notamment par les résolutions 2363 (XXII), 2364 (XXII), 2365 (XXII), 2366 (XXII), 2367 (XXII), 2368 (XXII), 2369 (XXII), 2370 (XXII), 2371 (XXII), 2372 (XXII), 2373 (XXII), 2374 (XXII), 2375 (XXII), 2376 (XXII), 2377 (XXII), 2378 (XXII), 2379 (XXII), 2380 (XXII), 2381 (XXII), 2382 (XXII), 2383 (XXII), 2384 (XXII), 2385 (XXII), 2386 (XXII), 2387 (XXII), 2388 (XXII), 2389 (XXII), 2390 (XXII), 2391 (XXII), 2392 (XXII), 2393 (XXII), 2394 (XXII), 2395 (XXII), 2396 (XXII), 2397 (XXII), 2398 (XXII), 2399 (XXII), 2400 (XXII), 2401 (XXII), 2402 (XXII), 2403 (XXII), 2404 (XXII), 2405 (XXII), 2406 (XXII), 2407 (XXII), 2408 (XXII), 2409 (XXII), 2410 (XXII), 2411 (XXII), 2412 (XXII), 2413 (XXII), 2414 (XXII), 2415 (XXII), 2416 (XXII), 2417 (XXII), 2418 (XXII), 2419 (XXII), 2420 (XXII), 2421 (XXII), 2422 (XXII), 2423 (XXII), 2424 (XXII), 2425 (XXII), 2426 (XXII), 2427 (XXII), 2428 (XXII), 2429 (XXII), 2430 (XXII), 2431 (XXII), 2432 (XXII), 2433 (XXII), 2434 (XXII), 2435 (XXII), 2436 (XXII), 2437 (XXII), 2438 (XXII), 2439 (XXII), 2440 (XXII), 2441 (XXII), 2442 (XXII), 2443 (XXII), 2444 (XXII), 2445 (XXII), 2446 (XXII), 2447 (XXII), 2448 (XXII), 2449 (XXII), 2450 (XXII), 2451 (XXII), 2452 (XXII), 2453 (XXII), 2454 (XXII), 2455 (XXII), 2456 (XXII), 2457 (XXII), 2458 (XXII), 2459 (XXII), 2460 (XXII), 2461 (XXII), 2462 (XXII), 2463 (XXII), 2464 (XXII), 2465 (XXII), 2466 (XXII), 2467 (XXII), 2468 (XXII), 2469 (XXII), 2470 (XXII), 2471 (XXII), 2472 (XXII), 2473 (XXII), 2474 (XXII), 2475 (XXII), 2476 (XXII), 2477 (XXII), 2478 (XXII), 2479 (XXII), 2480 (XXII), 2481 (XXII), 2482 (XXII), 2483 (XXII), 2484 (XXII), 2485 (XXII), 2486 (XXII), 2487 (XXII), 2488 (XXII), 2489 (XXII), 2490 (XXII), 2491 (XXII), 2492 (XXII), 2493 (XXII), 2494 (XXII), 2495 (XXII), 2496 (XXII), 2497 (XXII), 2498 (XXII), 2499 (XXII), 2500 (XXII), 2501 (XXII), 2502 (XXII), 2503 (XXII), 2504 (XXII), 2505 (XXII), 2506 (XXII), 2507 (XXII), 2508 (XXII), 2509 (XXII), 2510 (XXII), 2511 (XXII), 2512 (XXII), 2513 (XXII), 2514 (XXII), 2515 (XXII), 2516 (XXII), 2517 (XXII), 2518 (XXII), 2519 (XXII), 2520 (XXII), 2521 (XXII), 2522 (XXII), 2523 (XXII), 2524 (XXII), 2525 (XXII), 2526 (XXII), 2527 (XXII), 2528 (XXII), 2529 (XXII), 2530 (XXII), 2531 (XXII), 2532 (XXII), 2533 (XXII), 2534 (XXII), 2535 (XXII), 2536 (XXII), 2537 (XXII), 2538 (XXII), 2539 (XXII), 2540 (XXII), 2541 (XXII), 2542 (XXII), 2543 (XXII), 2544 (XXII), 2545 (XXII), 2546 (XXII), 2547 (XXII), 2548 (XXII), 2549 (XXII), 2550 (XXII), 2551 (XXII), 2552 (XXII), 2553 (XXII), 2554 (XXII), 2555 (XXII), 2556 (XXII), 2557 (XXII), 2558 (XXII), 2559 (XXII), 2560 (XXII), 2561 (XXII), 2562 (XXII), 2563 (XXII), 2564 (XXII), 2565 (XXII), 2566 (XXII), 2567 (XXII), 2568 (XXII), 2569 (XXII), 2570 (XXII), 2571 (XXII), 2572 (XXII), 2573 (XXII), 2574 (XXII), 2575 (XXII), 2576 (XXII), 2577 (XXII), 2578 (XXII), 2579 (XXII), 2580 (XXII), 2581 (XXII), 2582 (XXII), 2583 (XXII), 2584 (XXII), 2585 (XXII), 2586 (XXII), 2587 (XXII), 2588 (XXII), 2589 (XXII), 2590 (XXII), 2591 (XXII), 2592 (XXII), 2593 (XXII), 2594 (XXII), 2595 (XXII), 2596 (XXII), 2597 (XXII), 2598 (XXII), 2599 (XXII), 2600 (XXII), 2601 (XXII), 2602 (XXII), 2603 (XXII), 2604 (XXII), 2605 (XXII), 2606 (XXII), 2607 (XXII), 2608 (XXII), 2609 (XXII), 2610 (XXII), 2611 (XXII), 2612 (XXII), 2613 (XXII), 2614 (XXII), 2615 (XXII), 2616 (XXII), 2617 (XXII), 2618 (XXII), 2619 (XXII), 2620 (XXII), 2621 (XXII), 2622 (XXII), 2623 (XXII), 2624 (XXII), 2625 (XXII), 2626 (XXII), 2627 (XXII), 2628 (XXII), 2629 (XXII), 2630 (XXII), 2631 (XXII), 2632 (XXII), 2633 (XXII), 2634 (XXII), 2635 (XXII), 2636 (XXII), 2637 (XXII), 2638 (XXII), 2639 (XXII), 2640 (XXII), 2641 (XXII), 2642 (XXII), 2643 (XXII), 2644 (XXII), 2645 (XXII), 2646 (XXII), 2647 (XXII), 2648 (XXII), 2649 (XXII), 2650 (XXII), 2651 (XXII), 2652 (XXII), 2653 (XXII), 2654 (XXII), 2655 (XXII), 2656 (XXII), 2657 (XXII), 2658 (XXII), 2659 (XXII), 2660 (XXII), 2661 (XXII), 2662 (XXII), 2663 (XXII), 2664 (XXII), 2665 (XXII), 2666 (XXII), 2667 (XXII), 2668 (XXII), 2669 (XXII), 2670 (XXII), 2671 (XXII), 2672 (XXII), 2673 (XXII), 2674 (XXII), 2675 (XXII), 2676 (XXII), 2677 (XXII), 2678 (XXII), 2679 (XXII), 2680 (XXII), 2681 (XXII), 2682 (XXII), 2683 (XXII), 2684 (XXII), 2685 (XXII), 2686 (XXII), 2687 (XXII), 2688 (XXII), 2689 (XXII), 2690 (XXII), 2691 (XXII), 2692 (XXII), 2693 (XXII), 2694 (XXII), 2695 (XXII), 2696 (XXII), 2697 (XXII), 2698 (XXII), 2699 (XXII), 2700 (XXII), 2701 (XXII), 2702 (XXII), 2703 (XXII), 2704 (XXII), 2705 (XXII), 2706 (XXII), 2707 (XXII), 2708 (XXII), 2709 (XXII), 2710 (XXII), 2711 (XXII), 2712 (XXII), 2713 (XXII), 2714 (XXII), 2715 (XXII), 2716 (XXII), 2717 (XXII), 2718 (XXII), 2719 (XXII), 2720 (XXII), 2721 (XXII), 2722 (XXII), 2723 (XXII), 2724 (XXII), 2725 (XXII), 2726 (XXII), 2727 (XXII), 2728 (XXII), 2729 (XXII), 2730 (XXII), 2731 (XXII), 2732 (XXII), 2733 (XXII), 2734 (XXII), 2735 (XXII), 2736 (XXII), 2737 (XXII), 2738 (XXII), 2739 (XXII), 2740 (XXII), 2741 (XXII), 2742 (XXII), 2743 (XXII), 2744 (XXII), 2745 (XXII), 2746 (XXII), 2747 (XXII), 2748 (XXII), 2749 (XXII), 2750 (XXII), 2751 (XXII), 2752 (XXII), 2753 (XXII), 2754 (XXII), 2755 (XXII), 2756 (XXII), 2757 (XXII), 2758 (XXII), 2759 (XXII), 2760 (XXII), 2761 (XXII), 2762 (XXII), 2763 (XXII), 2764 (XXII), 2765 (XXII), 2766 (XXII), 2767 (XXII), 2768 (XXII), 2769 (XXII), 2770 (XXII), 2771 (XXII), 2772 (XXII), 2773 (XXII), 2774 (XXII), 2775 (XXII), 2776 (XXII), 2777 (XXII), 2778 (XXII), 2779 (XXII), 2780 (XXII), 2781 (XXII), 2782 (XXII), 2783 (XXII), 2784 (XXII), 2785 (XXII), 2786 (XXII), 2787 (XXII), 2788 (XXII), 2789 (XXII), 2790 (XXII), 2791 (XXII), 2792 (XXII), 2793 (XXII), 2794 (XXII), 2795 (XXII), 2796 (XXII), 2797 (XXII), 2798 (XXII), 2799 (XXII), 2800 (XXII), 2801 (XXII), 2802 (XXII), 2803 (XXII), 2804 (XXII), 2805 (XXII), 2806 (XXII), 2807 (XXII), 2808 (XXII), 2809 (XXII), 2810 (XXII), 2811 (XXII), 2812 (XXII), 2813 (XXII), 2814 (XXII), 2815 (XXII), 2816 (XXII), 2817 (XXII), 2818 (XXII), 2819 (XXII), 2820 (XXII), 2821 (XXII), 2822 (XXII), 2823 (XXII), 2824 (XXII), 2825 (XXII), 2826 (XXII), 2827 (XXII), 2828 (XXII), 2829 (XXII), 2830 (XXII), 2831 (XXII), 2832 (XXII), 2833 (XXII), 2834 (XXII), 2835 (XXII), 2836 (XXII), 2837 (XXII), 2838 (XXII), 2839 (XXII), 2840 (XXII), 2841 (XXII), 2842 (XXII), 2843 (XXII), 2844 (XXII), 2845 (XXII), 2846 (XXII), 2847 (XXII), 2848 (XXII), 2849 (XXII), 2850 (XXII), 2851 (XXII), 2852 (XXII), 2853 (XXII), 2854 (XXII), 2855 (XXII), 2856 (XXII), 2857 (XXII), 2858 (XXII), 2859 (XXII), 2860 (XXII), 2861 (XXII), 2862 (XXII), 2863 (XXII), 2864 (XXII), 2865 (XXII), 2866 (XXII), 2867 (XXII), 2868 (XXII), 2869 (XXII), 2870 (XXII), 2871 (XXII), 2872 (XXII), 2873 (XXII), 2874 (XXII), 2875 (XXII), 2876 (XXII), 2877 (XXII), 2878 (XXII), 2879 (XXII), 2880 (XXII), 2881 (XXII), 2882 (XXII), 2883 (XXII), 2884 (XXII), 2885 (XXII), 2886 (XXII), 2887 (XXII), 2888 (XXII), 2889 (XXII), 2890 (XXII), 2891 (XXII), 2892 (XXII), 2893 (XXII), 2894 (XXII), 2895 (XXII), 2896 (XXII), 2897 (XXII), 2898 (XXII), 2899 (XXII), 2900 (XXII), 2901 (XXII), 2902 (XXII), 2903 (XXII), 2904 (XXII), 2905 (XXII), 2906 (XXII), 2907 (XXII), 2908 (XXII), 2909 (XXII), 2910 (XXII), 2911 (XXII), 2912 (XXII), 2913 (XXII), 2914 (XXII), 2915 (XXII), 2916 (XXII), 2917 (XXII), 2918 (XXII), 2919 (XXII), 2920 (XXII), 2921 (XXII), 2922 (XXII), 2923 (XXII), 2924 (XXII), 2925 (XXII), 2926 (XXII), 2927 (XXII), 2928 (XXII), 2929 (XXII), 2930 (XXII), 2931 (XXII), 2932 (XXII), 2933 (XXII), 2934 (XXII), 2935 (XXII), 2936 (XXII), 2937 (XXII), 2938 (XXII), 2939 (XXII), 2940 (XXII), 2941 (XXII), 2942 (XXII), 2943 (XXII), 2944 (XXII), 2945 (XXII), 2946 (XXII), 2947 (XXII), 2948 (XXII), 2949 (XXII), 2950 (XXII), 2951 (XXII), 2952 (XXII), 2953 (XXII), 2954 (XXII), 2955 (XXII), 2956 (XXII), 2957 (XXII), 2958 (XXII), 2959 (XXII), 2960 (XXII), 2961 (XXII), 2962 (XXII), 2963 (XXII), 2964 (XXII), 2965 (XXII), 2966 (XXII), 2967 (XXII), 2968 (XXII), 2969 (XXII), 2970 (XXII), 2971 (XXII), 2972 (XXII), 2973 (XXII), 2974 (XXII), 2975 (XXII), 2976 (XXII), 2977 (XXII), 2978 (XXII), 2979 (XXII), 2980 (XXII), 2981 (XXII), 2982 (XXII), 2983 (XXII), 2984 (XXII), 2985 (XXII), 2986 (XXII), 2987 (XXII), 2988 (XXII), 2989 (XXII), 2990 (XXII), 2991 (XXII), 2992 (XXII), 2993 (XXII), 2994 (XXII), 2995 (XXII), 2996 (XXII), 2997 (XXII), 2998 (XXII), 2999 (XXII), 3000 (XXII), 3001 (XXII), 3002 (XXII), 3003 (XXII), 3004 (XXII), 3005 (XXII), 3006 (XXII), 3007 (XXII), 3008 (XXII), 3009 (XXII), 3010 (XXII), 3011 (XXII), 3012 (XXII), 3013 (XXII), 3014 (XXII), 3015 (XXII), 3016 (XXII), 3017 (XX

Une nouvelle d'Ana Vasquez

Voilà sept ans que la liberté était éternelle à Santiago. Ana Vasquez travaillait alors seule dans une ambassade, comme des milliers d'autres personnes étrangères. Lorsqu'elle arriva en France, elle publia un extraordinaire récit de ces mois passés dans un refuge que la police de Pinochet menaçait de violer. Ce livre, *Les Bannis et la Déportation* (éditions Pédron, Paris, 1977, 485 pages), n'a malheureusement pas trouvé le vaste public qu'il méritait. Les exilés sont toujours exilés, pendant qu'en Chili une nouvelle société, comme l'avaient promise les militaires, est en train de naître. Société mal connue, dont Ana Vasquez donne ici un éclairant aperçu.

LA pendaison de crémaillère des Ugarte-Mabaca était sans aucun doute l'événement de la saison à Santiago. L'appartement occupait tout le dernier étage d'un immeuble au bout de l'avenue Vitacura, presque sur les pentes de la montagne. Djipi avait engagé un décorateur argentin qui avait fait des merveilles en « travaillant les volumes » comme il disait. Ce garçon, disait un juge de la Cour suprême chilienne, voyait l'esprit d'entreprise et la saine ambition peuvent mener un jeune avocat. — Il paraît, en effet, qu'il est très jeune, trente-quatre ans, je crois. — Et il a bâti cette énorme fortune tout seul, vraiment extraordinaire. — Il faut dire aussi qu'il a eu de la chance, il a su profiter du bon moment, juste quand s'installait cette période de paix et de tranquillité. Et il a su s'associer avec qui il fallait.

Strictement habillée de noir, avec un petit tablier blanc brodé, les cheveux tirés en arrière en un chignon serré, Petronilla passait en silence parmi les invités, offrant les petits canapés de caviar et de saumon. Les bavardages et la fumée s'élevaient un peu, sa voix n'arrivait pas à sortir de sa gorge et parfois, pour attirer l'attention des invités qui lui barraient le passage, il lui fallait leur donner un petit coup de coude. Pourtant Madame lui avait répété plus de cent fois : « Tu t'approches d'un groupe d'invités, tu souris et tu dis : Voulez-vous un canapé ? ces tout petits sandwiches, tu vois, ça s'appelle des canapés. Et si tu passes les boissons, tu dis : Voulez-vous un whisky ? avec des glaçons ? avec de l'eau ? Mais, surtout, souris, ne leur lance pas ce regard têtard de paysanne dont tu as le chic. »

Qu'est-ce qu'ils me serrent, ces sourcils, et avec cette fumée de malheur, c'est sûr que je vais étourdir. Et ce gros, là, il se bouge, oui ? Ça y est, maintenant, il mange tout ce que j'ai sur mon plateau. Ah ! mon Dieu ! qu'est-ce que je fais là, parmi ces gens habillés comme des singes de foire... Il y en a pas un qui ressemble à mon Rogelio... Si seulement cette vieille pouvait finir tous les canapés, que je puisse revenir un peu à la cuisine. Mon Rogelio, il est drôlement mieux que tous ces types... Un homme qui se met des complets de soie et qui s'arrose de ces parfums machin-chose, non mais, où est-ce qu'on a vu ça ? Mon homme, il avait pas besoin de tous ces trucs pour être bien plus... Ah ! Sainte Vierge, si seulement je savais où il est... J'arrive pas à sourire comme elle me l'a recommandé, Madame. Cette fille de la campagne, bête comme ses pieds, elle ne comprendra jamais qu'il lui faut sourire. J'ai honte de la tête qu'elle fait.

Heureusement que les invités étendaient la main sans cesser de parler et sans la regarder et que personne ne remarquait son air renfrogné. On avait l'impression que les plateaux d'argent chargés de choses exquises et de boissons étrangères circulaient seuls, s'arrêtant quand il le fallait, s'approchant ou s'éloignant selon les besoins des invités. De temps en temps, quelqu'un lui ordonnait, sans la regarder, les yeux fixés sur le contenu du plateau, apportez-moi un Chivas avec des glaçons, ou bien arrêtez le plateau pour offrir un petit four à une jolie femme (les autres, qu'elles se débrouillent), attendez un peu, ma fille : Mais Petronilla, goûtez donc ceux-là, au saumon, ce sont les meilleurs, un vrai délice.

— C'est vrai que, ces derniers six mois, nous avons bénéficié d'un calme social extraordinaire et que le pays a pu faire un bond en avant, mais cela n'enlève rien aux mérites de Djipi. Les glaçons tintaient dans les verres... Il y a tant d'avocats de sa génération qui n'ont pas su arriver à si loin que lui. Au loin, en sourdine, on entendait une musique disco. Oui, c'est la dernière mode aux États-Unis et en Europe. Tout, dans cette soirée, est parfait, rien n'a été laissé au hasard, absolument rien. Je suis d'accord avec toi : le critère, pour juger un homme, c'est le succès et, dans le cas de Djipi...

ILS rient en s'écartant légèrement pour laisser passer Petronilla, lugubre comme un catafalque, qui offrait les petits fours. Si j'avais écouté mon père, mon Tatita, je serais repartie dans le Sud avec mon Quelito et je ne serais pas là à faire l'idiote chez madame Djini, mais je ne pouvais pas partir... Et si Rogelio revenait ? Il faut que je reste à l'attendre parce que vous voyez pas qu'il revient et que je suis partie... On pourrait plus jamais se retrouver... Revenez un peu par ici, ma petite, nous n'avons pas été servis... Et si on te l'a tué, ma pauvre petite ? Tu sais bien tous les massacres qu'il y a... Non, Tatita, non ; quand on l'a emmené, il a crié : N'allez pas peur, Nilita, parce que, lui, il m'appelle Nilita et pas Petronilla, je reviendrai, attends-moi et t'en fais pas. Alors, ils se sont mis à le frapper et il m'a encore crié pendant qu'on le poussait dans le camion : « Moi, ils m'auront pas, ces fils de pute. » Vous voyez bien, Tatita, qu'il faut que je reste ici à l'attendre !

Quelle fille mal stylée, je me demande où ils sont allés la chercher... C'est sans doute parce que Djini est jalouse qu'elle a des bonnes aussi laides. — Non, Djipi, ce sont ses initiales : JI PÉ ; en réalité, il s'appelle Jaime Patricio. — Mais pourquoi Djipi alors ? — C'est depuis qu'il travaille avec les Américains. Vous savez, dans le Nord, on est beaucoup moins formaliste qu'ici, on se tutoie et on s'appelle par son prénom très vite. On n'allait pas l'appeler Jaime Patricio ni James Patrick, c'est trop long, time is money, you know. On l'a donc rebaptisé avec ses initiales, DJI PÉ, et comme c'est très original, tout le monde s'est mis à l'appeler comme ça. — Qu'est-ce que vous buvez ? — Un Chivas Regal, le meilleur whisky ; dépêchez-vous, un plateau vient juste de passer...

Si c'était pas que je peux apporter mon déjeuner à Quelito mon jour de sortie, je ne travaillerais plus pour

cette patronne. Jamais contents, toujours à rouspéter et à trouver à redire, jamais un merci pour les plats que je passe à veiller ses enfants quand ils sont malades, jamais rien, et pas d'horaires, toujours à sa disposition, et supporter n'importe quelle humiliation de ses sales gosses mal élevés... C'est qu'il est si content, mon Quelito, quand il voit arriver une cuisse de poulet ou une tranche de viande ; même si elle est un peu passée, ça fait rien, en la faisant réchauffer et en l'assaisonnant bien on sent pas le goût. Qu'est-ce qu'il a malgré ces temps-ci, c'est qu'il commence à regretter son pays lui aussi. Qu'est-ce qu'il dira, mon Rogelio, quand il reviendra ? Il le reconnaîtra pas, tellement il a grandi... Finalement que j'ai mal aux bras avec ces plateaux si lourds ! Je lui avais bien dit, à Madame, pourquoi on mettait pas les plateaux en plastique, et elle m'a demandé si j'étais pas un peu folle et qu'il fallait mettre ceux en argent ; bien sûr, c'est pas elle qui les porte. Complètement dingue ce jour-là, elle m'a même pas laissé prendre une tasse de café. Petronilla par-ci, Petronilla par-là, apporte-moi ça, remonte-moi ma fermeture éclair, elle peut même pas s'habiller tout seule.

AVEC un sourire radieux, Djipi et Djini guidaient lentement leurs invités vers les terrasses pour leur faire admirer le coucher de soleil sur Santiago. Le ciel devenait rouge et son reflet teignait la montagne de violet. Mais Djipi, nous ne pouvions pas faire servir le dîner tant qu'oncle Eleuterio n'est pas arrivé. Et pourquoi donc le vieux a-t-il un tel retard ? Est-ce que je sais, moi, il a un poste si important ! Alors, je ne donne pas encore l'ordre de servir ? Mais non, voyons, il faut l'attendre, je vais retenir nos invités sur les terrasses, dis aux garçons de repasser les apéritifs, et tire sur ton

veston le col est un peu froissé. Elle lui eigna de l'œil : tu es magnifique, mon amour. Ça et là s'allumaient des lumières dans les rues ; à droite, la Vierge de la colline San-Cristobal se détachait sur le ciel. On ne voyait pas la ville baignée cachée sous le smog et la fumée des usines.

— C'est une vue de rêve... Mais dis-moi, Djini, pourquoi être venue si loin ? C'est qu'à présent tout se déplace vers le haut et que dans notre ancien quartier les gens bien, tu me comprends, partaient les uns après les autres. Le quartier n'était plus ce qu'il était. — Oui, mais, tout de même, c'est très haut, ici... — Tu sais, il y a tout ce qu'il faut et les meilleurs collèges sont en train de s'installer par ici. Pour les achats, aucun problème, je prends la voiture, et en deux minutes je suis au Jumbo. Tu n'y vas pas, toi ? — Yes, of course, toutes ces choses importées, fromages français, cakes anglais, c'est un rêve, on a l'impression qu'on peut acheter tout ce qu'on veut, et en quatre coins du monde.

— Mais, ma chérie, avec deux enfants aussi petits, tu n'aurais pas préféré une maison avec un jardin ? — Ah non, surtout pas, c'était une calamité ! Au moins vingt fois par jour il passait des revendeurs, des mendicants, les enfants qui demandaient n'importe quoi, une vraie calamité ! Et tous ces vols qu'il y a maintenant. — Oui, moi non plus, je ne supporte pas les mendicants. Ils me font une peine ! Vraiment horrible. Formidable, qu'on les ait interdits !

Don Nibaldo dit que maintenant que mon Quelito est plus grand et plus dégourdi, je pourrais peut-être le mettre à vendre des bonbons dans les autobus ; il aurait un petit paillasson avec des bandes et il pourrait gagner quelques sous. Bien entendu, Don Nibaldo, et il a toujours été de bon conseil, il ne m'a jamais dit comme tous ces types du quartier qui me mettent tellement en rogne que Rogelio, on l'a sûrement tué et que je ferais mieux de chercher un autre homme tant que je suis jeune. Si vous avez confiance, madame Petronilla, ça veut dire qu'il vit encore. Il y croit, lui, et ce truc de la transmission de pensée. C'est peut-être vrai, et Rogelio m'envoie des messages.

— Oui, mais il reste tous ces vendeurs ambulants qui vous agrippent dans la rue, vous voulez pas des aiguilles, *patroncita*, ou bien des bonbons ou des crayons de couleur, toutes ces bêtises. — Oui, ça me décourage d'aller dans les rues. Je trouve que nous devrions profiter d'avoir ton oncle Eleuterio, ce soir pour lui demander de les faire interdire, au moins sur les avenues de La Providencia et Las Condes, parce que je t'assure, moi, je ne suis plus à pied, rien qu'en voiture... — Mais là aussi ils sont effrayants : à chaque feu rouge ils viennent te nettoyer les vitres. — D'où est-ce qu'ils peuvent bien sortir, tous ces enfants ? Et les mères qui les laissent vagabonder. — L'autre jour, mon oncle m'a dit qu'ils étaient en train d'étudier un projet d'internat pour y enfermer tous les enfants vagabonds. — Sensationnel ! La rue est une telle école de corruption ! — Cet immeuble, ici, est très bien. Il y a un gardien comme à New-York, et il ne laisse pas monter n'importe qui. — Ah ! et comment fait-il ? — Il a un interphone. — Djini, on te demande.

GENOVEVA s'avance en souriant pour accueillir le général-ministre, qui arrivait avec plus d'une heure de retard. Il était en civil, mais avec cet air bien particulier qu'ont les habitués du pouvoir. Il se pencha pour embrasser sa nièce tout en enjoignant d'un air impérieux à son chauffeur et à son ordonnance, qui l'accompagnaient toujours, d'aller à la cuisine. La maîtresse de maison recevait l'invité le plus important de la

soirée était le point de mire de tous les regards. Vêtue d'un pyjama de satin shocking pink, elle était mince et élégante, bien que petite. — Comment a-t-elle pu maigrir pareillement en si peu de temps ? — Non mais, regarde, c'est une vraie ficelle ! — Je lui trouve aussi quelque chose de changé dans le visage.

Après un long voyage en Suisse et aux États-Unis, Genoveva était revenue transformée et rajeunie, comme Djipi. Ils ne l'avaient pas, mais ils avaient suivi tous les deux un traitement très coûteux de chirurgie esthétique et de diète hypocalorique dans une clinique privée de Lausanne, au bord du lac. On remarquait moins les changements chez Djipi : on lui avait bien fait une légère opération au nez pour l'affiner et le raccourcir, mais le chirurgien avait eu garde à ses traits leur unité première, et la seule chose qu'on remarquait, c'était comme un air plus sympathique sur son visage, sans qu'on pût dire exactement en quoi il avait changé. On lui avait extrait des cheveux sur la nuque et derrière les oreilles qu'on lui avait réimplantés sur les tempes et sur le dessus de la tête, que menaçait la même calvitie que pour son père. Le médecin suisse lui avait proposé un programme échelonné de plusieurs petites interventions afin que le changement fût moins évident. C'est pour cela qu'il ne revint pas avec une abondante chevelure comme sur les prospectus, mais on voyait moins son crâne à présent ; il n'était plus un tuteur chauve, simplement un homme jeune avec des cheveux un peu clairsemés. Dans six mois, il lui faudrait retourner à Lausanne pour se faire faire une autre implantation. Mais ces voyages en Suisse n'étaient pas une mauvaise chose. Ils lui permettaient de verser lui-même de l'argent sur le compte en dollars qu'il avait à Zurich.

Les goûts des riches, j'te jure, faut pas chercher à comprendre, avaler ces petites chûnes de sandwiches pas plus gros qu'un dé à coudre... On met plus de temps à les faire qu'à les manger. Faut qu'ils ont tout ce qu'ils veulent, pourquoi ils se font pas plutôt un bon sandwich dans la baignoire au lieu de vous obliger à passer des heures à couper du pain de mie... Mais, ces gens-là, ils font tout à l'envers ; plus ils ont d'argent pour manger, moins ils mangent, pour pas grossir. Va-t'en comprendre. Moi, j'ai suis maigre comme un clou et qui al toujours faim, j'ai jamais pu m'envoyer un vrai repas et Madame, elle, qui pourrait manger tant qu'elle veut, elle supporte la faim ! Je te crois qu'il avait raison, mon Rogelio, quand il disait que les patrons, c'est une race à part.

LE VOL

Le chirurgien de Jaime Patricio avait des mains de magicien, aucun ami ne put découvrir ce qu'on lui avait fait. Ils attribuaient son air rajeuni uniquement à la perte des kilos. Djini, elle, avait un peu exagéré. Elle se trouvait des traits sans personnalité et elle avait forcé sur la chirurgie esthétique. A l'aéroport, aucun de ses amis ne l'avait reconnue. En la voyant s'avancer toute souriante, ceux qui l'avaient connue il y a dix ans, bruns, repêlés et courts sur pattes quand elle débarquait de son village, et qui la voyaient à présent mince et blonde, se privaient pas de faire des commentaires. Ils lui ont fait une autre tête, ils lui ont rétréci les nichons, disait son beau-frère, ému par le Chivas qui coulait à flots, mais aucun chirurgien ne pourra lui étirer les guibolles. Pauvre Genoveva, elle restera baduc toute sa vie. Comment ça, on lui a rétréci les nichons ? — Mais bien sûr ! Tu ne te rappelles pas comment elle était après la naissance du second ? On aurait dit une vache laitière, des seins énormes qui lui descendaient jusqu'à la taille. Et regarde maintenant. — Mais qu'est-ce qu'on lui a changé dans le visage ? Je ne crois pas que ce soit le nez.

La patronne m'a dit qu'elle me donnerait peut-être un pourboire. Combien est-ce qu'elle va me donner ? Si c'est cent pesos, je pourrais acheter une bricole au petit. On, plutôt, j'irai voir l'avocat pour savoir s'il a pas besoin d'argent pour les démarches. Peut-être qu'il a cru que j'avais oublié mon Rogelio, depuis que je suis pas allé le voir. C'est que j'ai honte de jamais le payer, avec tout le mal qu'il se donne. Ça ne fait rien, camarade, il me disait, ne vous en faites pas. Mais moi, ça me faisait grand même honte ; tant de papiers et tant de timbres, et moi qui lui demandais de faire des recherches sans jamais lui donner un sou.

— Non, c'est plutôt la mâchoire et les dents. Avant, quand elle riait, on aurait dit un coffre-fort de banque ; de l'or dans tous les coins ! Je ne sais pas comment s'appelle exactement l'opération qu'on lui a faite, je crois qu'on remplit la mâchoire et le menton d'un métal spécial et on vous change les dents. Tu sais que j'ai une photo d'elle avant son départ en Europe, et qu'elle est complètement différente. C'est à mourir de rire. Comme on dit ici, la guenon a beau s'habiller de soie. — Évidemment, vouloir transformer une bonne petite Chilienne en Scandinave pur sang, c'est un peu trop demander. Djini s'avancait en guidant son oncle le ministre. — Excuse-moi, ma jolie, mais les syndicats m'ont donné bien du mal ; sans compter ces fils à papa qui se prennent tous pour de petits redempteurs et se mettent à défilier dans le centre. — Qui ça, mon oncle ? — Mais les étudiants, ma fille. Je crois que nous devrions les envoyer étudier à l'étranger, comme ça le pays serait plus tranquille. — Mon oncle Eleuterio, Mme Cruzat. Mon oncle, par ici s'il vous plaît.

SUR les terrasses, les invités admiraient les couleurs des fleurs exotiques qui remplissaient les jardinières : bambous, hibiscus, gardenias, fuschias, violettes de Perse mélangées leurs parfums et leurs couleurs chaudes dans le ciel du soir. Peut-être qu'elle va me dire que la fête lui est revenue très cher et qu'elle ne peut me donner que cinquante pesos. Elle en est bien capable, avec le cœur de pierre qu'elle a. Tout sourire et tout miel en surface, mais elle ne lâche jamais un peso. Ce serait pas beaucoup mais ça serait toujours ça, je pourrais encore acheter quelque chose à Quelito.

— Mais, dites-moi, ces opérations pour Djipi, ça doit coûter les yeux de la tête à Djipi. Ça lui reviendrait sûrement moins cher de divorcer et de se trouver une étrangère authentique. — Eh oui, mais c'est elle qui est la nièce du ministre et la fille d'un des directeurs de la banque

hypothécaire. — Sans blague! — Djipi a ainsi ses entrées dans la maison et fait partie du pool des avocats de la banque. Ce Djipi, il a un flair incroyable pour tout ce qui touche à l'argent.

Pendant que les invités étaient sur les terrasses, une armée d'extrêmes installait rapidement des tables de six personnes. Quand les gens revinrent dans les salons, il y eut un murmure général d'admiration. Les tables étaient dressées et sur chacune d'elles comme un joyau de corail brillait une langouste. Les serveurs s'empressaient pour ramper les verres d'un vin d'Alsace authentique ou maniaient délicatement des couverts d'argent pour soulever les morceaux de carapace rouge. C'est un succès de logistique, ma parole, dit le ministre, et le bon mot courut de table en table. Le ministre dit que c'est de la logistique... La logistique est un succès... a dit le ministre. — Laissez-moi mettre mes lunettes, mon petit, voyons un peu. Mais c'est un Sylvaner 1972! De l'or en bouteille! Et qu'est-ce que la logistique a à voir là-dedans? C'est que c'est une opération de logistique que d'apporter ce vin... Djipi, la pendaison de crémaillère est un succès.

LES maîtres de maison allaient de table en table, faisant photographier avec leurs invités. C'était la meilleure façon qu'ils avaient trouvée de manger peu de soir-là. Genoveva rêvait de s'enfermer dans la cuisine avec un plat de langouste reconstruit d'ail, et Djipi aurait donné plusieurs de ses millions pour pouvoir manger à ventre débouffé, sans avoir à se soucier de calories. L'important, c'était que personne ne remarque qu'ils étaient au régime. Dans son smoking rose pâle Pierre Cardin, Djipi évoluait de groupe en groupe, un verre de Sylvaner à la main, portant des toasts à chaque table et se bornant à tremper les lèvres dans son verre. Il ne pouvait quand même pas me donner moins de cent pesos, puisque chaque bouteille de vin en valait au moins cinq cents. C'est un des serveurs qui me l'a dit.

— Ça me coûte une fortune de maintenir Juan Pablo à l'université, elle est devenue hors de prix. — Oui, mais ainsi n'importe qui ne peut pas y entrer. — Ce qui me met le plus en colère, c'est que cet enfant ne nous est pas reconnaissant de tous les sacrifices qu'on fait pour lui. Souriant parmi ses invités, Djipi surveillait le service comme un général les manœuvres de ses troupes. De quoi se plaignait-il, pérorait le ministre, dans une époque de crise mondiale nous avons réussi à réduire le chômage, plus que quatorze virgule sept pour cent! — Mais personne ne se plaint de ça, Eleuterio, bien au contraire, c'est la meilleure façon de tenir la canaille à sa place. Plus de rebelles ni de contestataires.

Recevez Petronilla, m'a dit Madame, demain je vais envoyer les enfants chez ma belle-mère, car j'aurai besoin de vous tout le temps. Mettez ce tablier noir et voyons comme il vous va. Le tablier, encore, ça m'est égal, mais ce qui m'ennuie, c'est ce truc blanc, on dirait que j'ai un bavard. Heureusement que personne ne me regarde; pour eux, une bonne ou personne, c'est du pareil au même. Comme il me regardait, mon Rogelio, à l'usine!... Que t'es belle, Nilita, il me disait, t'es vraiment choyée!... J'aurais mieux fait de mourir le jour où on l'a emmené. C'est comme si je n'existais plus depuis le jour où il est parti... Si c'était pas pour le petit...

LES garçons servaient la viande, Djipi en avait fait venir spécialement d'Argentine pour la circonstance. On l'avait grillée à la braise, et l'odeur stimulait l'appétit. Djipi déboucha lui-même en tirant la première bouteille de Châteauneuf-Margaux. Tiens, il rit, Don Djipi, peut-être que pour une fois il sera pas trop radin et il me lâchera cent cinquante pesos. Comme j'aimerais acheter une boîte de bonbons à Quelo!... On peut être un livre d'images? Je lui ai jamais apporté de livres. C'est qu'il faut tout garder pour manger, c'est seulement pour ça.

Quand j'étais en France, j'ai acheté une encyclopédie des vins, et je peux vous dire en toute connaissance de cause que ce bordsaux est un des meilleurs du monde. Dans la cuisine, Djipi donnait des ordres: Garnissez de nouveau les plats et repassez-les, Petronilla! où est-elle passée, cette fille? Allez immédiatement dans ma chambre et rapportez-moi quatre boîtes de cigares! Voici la clef de mon armoire. Dépêche-toi, qu'est-ce que tu fais là à me regarder comme une idiote? — Ce qui nous reste à faire, à présent, disait le directeur de la banque, c'est d'améliorer notre image de marque à l'étranger. — Oui, cette affaire Letelier, les États-Unis se sont fort mal conduits envers nous. — Il faut trouver la façon d'attirer les capitaux étrangers, mon bon ami, sinon nous en resterons à la première étape de notre programme, l'assainissement de l'économie et...

Les crêpes flambées et le vacherin se servaient à la française, avec du champagne. La joie était générale, pas une fausse note. Quand le repas prit fin, les serveurs retirèrent les tables avec célérité; Petronilla, toujours silencieuse, passa parmi les invités pour offrir des cigares et des cigarettes. Un cousin de Djipi, spécialiste d'électronique, prépara un super équipement de spots pour les modules avec la musique disco. Venez, madame Petronilla, Don Djipi a dit que le personnel peut manger maintenant. C'est pas trop tôt, l'odeur de la viande avait fini par me faire tourner la tête. — Prenez donc cette petite tranche. — Merci, mais c'est que... Prenez donc, je sais bien que l'odeur seule fait venir l'eau à la bouche. Quelle viande! Tendre

comme du beurre. Mon Dieu; que je suis une mauvaise mère, je l'ai tout avalée d'un coup, je n'ai même pas été capable d'en laisser un peu pour Quelo. Pourquoi j'ai fait ça? A quoi ça sert tous ces sacrifices si je ne peux pas rapporter au petit un morceau aussi bon que celui-là. Finalement, je suis une rien du tout de n'avoir pas pu me retenir.

ON entendait en sourdine la musique de «Staying Alive» accompagnée d'une orque de lumières colorées, comme au Disco Hollywood, la dernière boîte à la mode. Le groupe des banquiers et des financiers entourait le ministre, des dames admiraient la nouvelle collection d'ivoires sur les étagères encastrées autour de la grande cheminée de marbre. Cela est vieux, mais pas ancien, dit entre ses dents Bernarda, qui était riche depuis plusieurs générations et savait reconnaître un ivoire véritable d'une copie de Hongkong. La plupart des invités se laissaient mener par la musique. Un serveur entra avec un plateau de digestifs et s'avança vers Djipi. — Madame, j'ai à vous dire quelque chose. Petronilla est en train de vous voler, elle a pris un morceau de viande dans le réfrigérateur, et elle l'a caché dans son sac. — Quelle viande? — De celle qui restait du dîner; nous l'avions mise dans ces boîtes spéciales. Djipi hésita, retenu par la fête et son envie de danser. Elle ne voulait pas avoir d'ennuis un soir aussi exceptionnel, mais elle ne pouvait pas passer non plus une chose pareille à Petronilla. Allons à la cuisine. Qu'est-ce que vous faites plantée là, Petronilla? Prenez un plateau et allez ramasser les verres vides au salon. Attendez qu'elle soit sortie. Bon, maintenant, ouvrez-moi son sac. Vous voyez ce paquet, madame, ah bien, c'est de la viande. Bon, laissez-la là et allez la chercher. Ah! mon Dieu, ces Indiennes, des ingrates et des voleuses! Qu'est-ce qu'il y a, madame? Venez-tu m'expliquer ce que c'est, que ça. Mais pourquoi on m'a ouvert mon... Je suis ici chez moi, et je surveille qui bon me semble. Est-ce que vous ouvrez aussi le sac de vos amies? Ne soit pas insolente, il n'y a pas de commune mesure entre mes amies et toi. Pour qui te prends-tu? Tu ferais mieux de rester à ta place! Les extras engagés pour la soirée s'approchaient d'un air curieux. Djipi était appuyée à la table de la cuisine; d'un air méprisant, elle envoyait la saï par terre d'un revers de main. Le paquet s'ouvrit et les morceaux de viande se répandirent sur le carrelage. Quelle honte, mon Dieu, tous ces gens qui me regardent et qui pensent que je suis une voleuse!... Cet est viande, on allait la jeter, madame; ce sont des restes, je les ai récupérés pour les apporter à mon petit. — Maintenez! la viande était dans la congélateur. Tu l'as volée. — Mais ce ne sont que des restes, madame! Regardez, comment peut-on dire que je vole une chose qu'on aurait mise à la poubelle? Les garçons entraient avec des cendriers sales et repartaient avec des plateaux pleins de verres. Chaque fois qu'on ouvrait la porte, un flot de musique envahissait la cuisine avec la voix aiguë des Bee Gees. Petronilla était toute rouge, débout, au milieu de la pièce, immobile comme une petite statue noire. Faut que je tiens le coup, y a pas, je ne vais pas pâlir, je vais pas leur faire ce plaisir. Jamais on ne m'avait autant humiliée. Et elle? Qu'est-ce qu'elle se croit? D'où elle sort pour se donner ces airs? De la campagne, comme moi, et elle a peut-être pas été élevée par plus riche.

— Tu vas aller continuer de servir, tout de suite, mais il n'est plus question de pourboire et à la fin du mois ni partiras. Qui sait tout ce que tu as pu me voler d'autre, ajoute Djipi avec mépris. Vous n'avez jamais rien perdu, comment est-ce que j'aurais pu voler quelque chose? Mais Djipi sortait déjà de la cuisine. Les serveurs regardaient Petronilla. — Et alors, qu'est-ce que ça peut vous faire? C'est pas une honte d'être pauvre, non? Le plus âgé s'approcha d'elle: Ne cries pas, buves ce petit café, ça vous calmera.

NAITES fivars... Naïtes fivars, chantaient les voix efféminées des Bee Gees. Quand ils traînaient sur le «a» final, les rayons de lumière se croisaient en tous sens, les violons et les oranges formaient des arabesques incroyables au plafond, sur les murs, sur les gens qui dansaient. Djipi traversa le salon transformé en piste de danse en balançant ses hanches au rythme du disco. Que Petronilla la voie, cela lui semblait grave. J'ai peut-être été trop faible avec elle, mais c'est qu'elle me faisait de la peine avec son air triste; et puis elle a tant de patience avec les enfants. Personne n'arrive à les faire manger comme elle. Djipi bougeait les hanches et souriait, les yeux mi-clos, comme on «doit» danser un disco, balançant la tête de droite et de gauche avec ce mouvement à la fois brusque et monotone qu'exigeait la musique. En même temps, elle essayait de découvrir Djipi; elle bougeait ses bras en faisant cliquer ses doigts, tchic, tchac, tchic, toujours souriante, mais ces maudits rayons de couleur l'empêchaient de bien voir. Où était-il fourré? Si je l'attrape avec Nancy, je lui arrache les yeux. Tchic, tchac, tchic, en suivant le rythme... Là, dans un coin, en train de parler avec son frère. Heureusement, ce n'est pas avec Nancy. Il faut que je règle cette histoire de Petronilla. Tout compte fait, ce n'est pas si grave que ça. La fête est sensationnelle, mais j'ai un reproche à te faire, tu me pardonneras de te le dire dès maintenant, mais en tant que frère aîné j'y ai quelque droit. — Je t'en prie, tu es le seul qui me fasse encore des reproches comme si j'étais un enfant. — Ce n'est pas ça, Djipi, mais cette fête a dû coûter une fortune, et te voir jeter l'argent par les fenêtres... Un jour, tu vas te retrouver en train de dépenser plus que tu ne

gagnes et, crois-en un vieux commerçant, c'est le début de la ruine. — Ne te fais donc pas de souci, mon vieux; si tu veux, pour te rassurer tout à fait, je vais te confier une chose: ça ne m'a pas coûté un sou, pas un centime! — A d'autres!... — Je te le jure... — Tu a gagné à la loterie? — En un certain sens, oui, c'est un peu comme si j'avais gagné le gros lot. Après tout, pour un malheureux morceau de viande, ça ne vaut pas la peine de faire tant d'histoires... Et puis, les enfants ne s'habitueront pas à quelqu'un d'autre. — Je vais te raconter ma bonne affaire, mais tu gardes ça pour toi, hein? — Cela va sans dire, Djipi. — Eh bien, il y a des terrains sur la colline, à peu près à la même hauteur qu'ici, mais du côté de Las Condes, tu vois? Dis un prix. — Soixante à soixante-dix dollars le mètre carré? Plus? — Je viens d'acheter à quarante pesos. — Pesos? Tu te fiches de moi! — Non, et avec un crédit de dix ans! — Ce n'est pas possible! Et ils sont à ton nom? — Tu veux rire, une société que nous avons formée en vitesse. Il m'a même fallu mettre l'oncle Eleuterio dans le coup, mais le résultat est génial, absolument génial, et légalement impeccable. — Et on peut revendre à quatre-vingts? — Plus cher encore, peut-être, il faudra étudier ça, mais la fin du fin, c'est que j'achète en pesos et à crédit et que je revendrai au comptant et en dollars! — Et qui as-tu pu émettre de cette façon? — C'est ça la plus belle personne! Et si Petronilla s'en va, ce sera moi la plus aimée. Djipi éclata de rire et serra son frère dans ses bras. — Tu te rends compte! Ces terrains n'étaient à personne! Ou à tout le monde; enfin, bref, à l'Etat. C'est la plus belle affaire de ma vie, et c'est ça que je fête ce soir.

— Mon cher beau-frère, permettez-moi de vous enlever mon mari. Il danse comme Traviata lui-même, et cette musique me fascine!... Night fever, night fever... Qu'est-ce qui t'arrive? C'est au sujet de Petronilla... Ils se rapprochent et ils s'éloignent l'un de l'autre en souriant. Ils dansent bien. Les invités commencent à faire cercle autour d'eux en battant des mains pour les encourager. Djipi virevolte, parfois attentif à la danse, ils forment un joli couple, parfois attentif au récit de Djipi qui tourne, sourit, laisse tomber goutte à goutte les réponses de Petronilla, ce qu'elle lui avait dit, la viande dans un plastique, encourageant aussi les autres à danser. Now altogether!... Qu'est-ce que ça veut dire? Djipi invite quelqu'un à danser pour qu'on cesse de nous regarder comme ça. Oui, je m'en occupe. Allez, tous en chœur! All together! Dansons tous!... — Si, aujourd'hui, elle emporte des restes de nourriture, demain elle peut voler les bijoux. — Mais, Djipi, c'est que personne ne s'occupe aussi bien des enfants. Non, ma petite, un vol est un vol; elle peut faire n'importe quoi d'autre.

QUAND les gens sont gentils, ça vous fait chaud au cœur et ça vous donne envie de pleurer un bon coup. Mais il faut que je tiens, y a pas. Tous très polis, les garçons; ça oui, ils ont ramassé mon sac, nettoyé par terre et tout... Ah! mon Dieu! que j'ai honte! Qu'est-ce que vous allez penser de moi, vous ne me connaissez pas!... Et Madame qui m'a traitée de voleuse devant vous. Ne vous frappez pas, madame Petronilla, vous savez bien que c'est le destin des pauvres de supporter les humiliations. C'est que j'ai tellement peur qu'on me renvoie, il faut que je fasse vivre non seulement mon petit, mais la dame qui la garde, et aussi ma tante et Don Nibaldo, qui habite avec nous. Le lèche-cul qui la dénonce, il faudrait lui casser la gueule. Et vous êtes la seule à gagner quelque chose?

La porte s'ouvrit sur une nouvelle boutée de musique. Djipi entra d'un air décidé: Petronilla, allez chercher vos affaires, et partez immédiatement! Mais pourquoi vous me renvoyez, Don Djipi? Parce que vous êtes une voleuse! Mais je ne vous ai rien volé! C'était juste un peu de viande qui restait. Suffit! Pas de discussions! Vous partez, un point c'est tout. Alors, payez-moi mon salaire. Don Djipi, parce que nous sommes à la fin du mois. Tu ne crois pas que je vais te payer maintenant, en pleine fête. Alors, moi, je ne pars pas. La voix de Petronilla sonnait clair dans la cuisine; les garçons se taisaient, les yeux fixés sur les adversaires. Djipi hésita, mais il ne pouvait pas perdre la face devant tout le monde. Pour qui te prends-tu, Indienne de merde, voleuse? Oser élever la voix devant moi? C'est seulement parce que j'y ai droit, Don Djipi. Je me fous de tes droits; ici, c'est moi qui commande! Remercie-moi plutôt de ne pas appeler la police. Allez tous le camp! Petronilla le regarda bien en face. Je ne partirai pas sans être payée. J'en ai trop besoin de cet argent. Mais je me rends ridicule devant tous ces garçons à discuter avec cette minable. Bon, cette fois, ça suffit! Juan et toi, José, attrapez-moi cette femme et sortez-la par l'ascenseur de service! Regardez cette merveille! Une idée de Djipi, une balnoire toute ronde. C'est amusant, n'est-ce pas? Très relaxant, on peut y tourner comme un poisson. Lâchez-moi! Payez-moi et je partirai toute seule! Mais payez-moi d'abord! C'est vous le voleur! C'est mon travail! Allô! Gerardo, vous m'entendez? Appelez immédiatement une patrouille-radio, José vous expliquera... Une voleuse, oui. Il tira sur sa veste de smoking et, en sortant, vit des canapés de saumon qui restaient sur un plateau. Il profita de ce que Djipi n'était pas là pour en avaler quatre d'un coup. Souriant, il revint au salon. Staying alive, Staying alive... Quelle merveilleuse chanson, n'est-ce pas?

ANA VASQUEZ,
Paris, 1979.

Traduit de l'espagnol (Chili) par Laure Guille-Bataillon.

Etudes en SUISSE

littéraires,
scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)
Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école
lémania
lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Tél. 28600

COMMANDEZ DIRECTEMENT
TOUS VOS LIVRES, DISQUES
CASSETTES, PARTITIONS

LIBRAIRIE

BERNARD VIGIER

Envoi de notre bulletin
« les livres du mois »
contre 10 F remboursables
pour une commande de 100 F

Librairie B. Vigier
1, rue des Ecoles
75005 PARIS
FRANCE

Nom
Prénom
Adresse
Pays

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Michèle FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

VOIR NORMALE

France, D.S., TOM, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste Militaire, Poste civile, Andorre, Monaco

Autres pays 161

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie 124
Amérique, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Espagne, États-Unis, Mexique, Panama, Pérou, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge 159
Canada, Amérique du Nord, Asie, Afrique, Australie, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 165

(Chèque postal : Paris n° 4297-23)

Prix de vente au numéro : 7 F.

Rédaction et administration, 4, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 09
Tél. : Rédaction et abonnement : 246-50-52
Tél. : Le Monde 630-572 Paris

delmas

roulées : 43 millions de dollars provenant des ressources ordinaires de la Banque (attribués pour vingt ans, à 2,25 %) et 17 millions de dollars du Fonds d'opérations spéciales (pour vingt ans, à 3 %).

La Banque Interaméricaine a, d'autre part, procédé à une émission d'obligations sur le marché des États-Unis le 30 juillet. D'un montant de 100 millions de dollars, cette émission, à 10 3/4 %, intitulée « Obligations 1980 à sept ans », vient à échéance le 1^{er} août 1987. En outre, le 7 août, la Banque Interaméricaine a conclu avec un groupe de banques suédoises un accord portant sur l'émission d'obligations pour un montant de 100 millions de francs suédois. Cette émission, intitulée « Obligations 1980 en francs suédois à 5 3/4 % », a été placée au pair à 5,75 % et vient à échéance après le 6 août 1983.

Le 29 juillet, le conseil de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) consacré à l'évaluation de l'activité bancaire internationale au premier trimestre 1980, a débuté le 29 juillet, trois jours avant l'ouverture de la session internationale pendant cette période : l'importance inhabituelle des opérations en monnaies autres que le dollar, le net redressement des crédits aux nouveaux crédits aux pays extérieurs à la zone dollar, et, dans le même temps, la progression des prêts à l'intérieur de cette zone.

BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX. Selon un document de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) consacré à l'évaluation de l'activité bancaire internationale au premier trimestre 1980, a débuté le 29 juillet, trois jours avant l'ouverture de la session internationale pendant cette période : l'importance inhabituelle des opérations en monnaies autres que le dollar, le net redressement des crédits aux nouveaux crédits aux pays extérieurs à la zone dollar, et, dans le même temps, la progression des prêts à l'intérieur de cette zone.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

Association latino-américaine de libre-commerce

Signature du traité de Montevideo instituant l'Association latino-américaine d'intégration.

REUNIS le 12 août à Montevideo, les ministres des affaires étrangères des onze pays membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) ont signé le traité de Montevideo 1980 portant création de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI). Le traité stipule que la nouvelle institution succède à l'ALALC, qui avait été mise en place par le traité de Montevideo de 1961, et répond à la volonté des pays membres (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela) de poursuivre dans la voie de l'intégration économique régionale avec pour objectif l'établissement progressif d'un marché commun. L'ALADI aura les mêmes prérogatives juridiques que l'ALALC, et son siège est également fixé à Montevideo.

Concrètement, l'ALADI devra promouvoir et réglementer les échanges commerciaux entre les pays membres et favoriser les actions de complémentarité industrielle et de coopération économique qui contribueront à l'établissement des marchés. Le traité établit une aire de préférences économiques qui se substitue à la zone de libre-commerce, avec mise en place d'un tarif régional préférentiel, d'accords de portée régionale (conclus par la totalité des pays membres et ayant pour but de renforcer le processus d'intégration) et de portée partielle (entre deux ou plus des pays membres, sur industrie, agriculture, etc., selon des règles spécifiques). Il est fondé sur les principes de la non-réciprocité et de la coopération communautaire. Il prévoit des traitements préférentiels entre les États membres désormais classés, selon leur degré de développement, en trois catégories : 1) pays de moindre développement (Bolivie, Équateur, Paraguay) ; 2) pays de développement intermédiaire (Colombie, Chili, Pérou, Uruguay, Venezuela) ; 3) pays développés (Argentine, Brésil, Mexique). Les organes politiques de l'ALADI seront les suivants : un conseil des ministres des affaires étrangères ; une conférence, qui se réunira tous les trois ans, et un comité des représentants, organes qui contribueront à l'établissement du domaine du secrétariat général.

Le conseil des ministres des affaires étrangères s'est saisi du projet de renégociation de l'« accord historique » de l'ALALC qui comporte trois volets : concessions négociées dans le cadre du programme de libération des échanges sur des listes nationales ; listes des avantages non généralisés et accords de complémentarité. Il a adopté, à l'issue de sa session, le 12 août, quatorze résolutions ayant trait, principalement, à la mise en œuvre des dispositions du nouveau traité. Nommé le 12 août secrétaire exécutif de l'ALADI, M. Julio César Schmitz deviendra secrétaire général de l'ALADI dès l'entrée en vigueur du traité.

Groupe andin

Condamnation du coup d'État militaire à La Paz.

Les quatre pays — Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela — qui, avec la Bolivie, forment le Groupe andin, ont condamné le 30 juillet le

coup d'État militaire du 17 juillet à La Paz. Les présidents de la Colombie, du Pérou et du Venezuela, ainsi que le représentant de l'Équateur, ont signé à cet effet une déclaration à laquelle se sont associés le premier ministre espagnol, le président du Costa-Rica et un membre de la Junta de reconstruction du Nicaragua, qui participent en tant qu'observateurs à la réunion organisée à Lima, siège du Groupe andin.

Les participants ont aussi lancé un appel pour le rétablissement des institutions démocratiques et le respect des droits de l'homme en Bolivie.

NEGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS. — La première session de la commission de commerce, établie dans le cadre d'un accord de coopération entre le Groupe andin et les États-Unis, a eu lieu les 11 et 12 juillet à Lima.

NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATÉRALES. — Le groupe d'experts chargé d'examiner les résultats des négociations commerciales multilatérales au sein du GATT s'est réuni à Lima du 7 au 10 juillet. Après l'examen de divers problèmes touchant à l'agriculture, le groupe a émis des efforts d'évaluation des effets des négociations sur le commerce international et les conséquences possibles pour l'intégration de la sous-région.

Marché commun centraméricain

Vingt-troisième session des ministres de l'économie.

LES 4 et 5 juillet s'est tenue à Managua (Nicaragua) la vingt-troisième session des ministres de l'économie des cinq pays membres du Marché commun centraméricain (MCCA). Parmi les résultats les plus importants de cette réunion : a) l'établissement d'un groupe de travail, au niveau des gouvernements, chargé de la mise au point des projets de reconstruction du MCCA ; b) des mesures destinées à réduire le solde déficitaire des balances commerciales du Honduras et de la Salvador avec leurs partenaires, ainsi que la convocation d'une assemblée extraordinaire des gouvernements de la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) pour étudier les moyens de nouvelles sources de financement régionales et internationales au profit de ces pays ; c) des initiatives tendant à accélérer les travaux de la réunion des coordonnateurs sur la révision de la politique tarifaire ; d) des directives aux missions diplomatiques auprès de la Commission de la C.E.E. concernant les perspectives d'accomplissement des relations commerciales avec les Neuf ; e) la création d'une commission centraméricaine des transports maritimes (COCAATRAM), et la signature d'un accord de coopération commerciale des autorités portuaires (COCAAP), etc.

DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE. — La commission pour le développement scientifique et technologique de l'Amérique centrale et du Panama a tenu à Guatemala, du 5 au 8 août, sa deuxième session extraordinaire. Établie en janvier 1978 par le Conseil interaméricain pour la science, la science et la culture de l'O.E.C.E., cette commission a procédé à une évaluation de ses travaux et a décidé d'élaborer une série d'initiatives tendant à accélérer le développement de son programme d'action régionale.

O.C.D.E.

Accord pour le réaménagement de la dette turque.

Le groupe de travail ouvert à tous les États membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), établi dans le cadre du consortium de l'O.C.D.E. pour la Turquie, s'est réuni une nouvelle fois à Paris les 22 et 23 juillet. L'objectif de la dette extérieure de ce pays. Le gouvernement de la Turquie demandait un allègement du service de la dette, compte tenu des perspectives de balance des paiements pour les prochaines années.

Les représentants de la Turquie ont exposé en détail le programme économique et financier de leur gouvernement, appuyé par un accord de continuation du consortium de l'O.C.D.E. avec le Fonds monétaire international, et approuvé le 18 juin. Après quoi, les représentants des pays participants ont décidé de prévoir un nouveau refinancement ou réaménagement de la dette de la Turquie, qui sera réorganisée à l'aide de prêts gouvernementaux ou d'organismes publics, ou de crédits garantis ou assurés par ces organismes.

TOURISME. — Le conseil de l'O.C.D.E. a autorisé le 29 juillet la publication du rapport annuel 1979 sur le tourisme, qui doit paraître en septembre sous le titre « Politique du tourisme et tourisme international dans les pays membres de l'O.C.D.E. 1980 ». Le rapport montre que, avec un taux de croissance de 19 % en 1979 (contre 25 % en 1978), les recettes du tourisme international des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. ont atteint 22,3 milliards de dollars, tandis que les dépenses, avec une augmentation de 22 % (contre 25 %), ont totalisé 28,5 milliards.

Toutefois, ces deux flèches reflètent essentiellement l'incidence de l'inflation qui a continué d'augmenter dans les pays membres (8 % pour l'ensemble de la zone) ainsi que l'effet négatif de la dépréciation relative du dollar, pris comme monnaie de compte commune. En effet, en termes réels, la croissance n'a été que de l'ordre de 3 % contre 7 % en 1978 et 13 % en 1977. Ainsi le redressement progressif qui avait fait suite à la baisse enregistrée en 1976 du tourisme pétrolier a succédé, depuis 1978, une déflation assez sensible.

NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT. — Le conseil de l'O.C.D.E. a nommé le 18 juillet M. Jacob M. Myerson (États-Unis) au poste de secrétaire général adjoint de l'Organisation, à la suite de la démission de M. Charles G. Wootton, sur la point d'entrer à Gulf Oil Corporation.

RECENTES PUBLICATIONS

• Australie, Japon, Portugal, dans la série « États économiques », 91, 92 et 93 pages.
• Responsabilité des sociétés-mères de fait de leurs filiales, 123 pages : évolution contemporaine des systèmes juridiques quant au régime des groupes d'entreprises, nationaux et multinationaux. Le sujet touche au droit des sociétés, au droit de la faillite, au droit du travail, au droit fiscal et aux législations, contre les pratiques commerciales restrictives.

ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE. — Le groupe consultatif des États-Unis a tenu sa douzième réunion le 15 juillet à Genève, sous la présidence de M. Olivier Long, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le groupe a procédé à un échange de vues sur les tendances et les perspectives actuelles de l'économie mondiale, et en particulier de la production et du commerce ; il a repris le point sur le rôle du GATT dans le domaine des ajustements de structures sous l'angle des politiques commerciales qu'il avait étudié lors de sa précédente réunion, en mars dernier. Enfin, il a poursuivi l'examen de la manière dont le GATT pourrait contribuer à la solution des problèmes commerciaux dérivés dans le cadre du dialogue Nord-Sud.

Un stage spécial de formation essentiellement destiné à aider les fonctionnaires des pays les moins avancés à évaluer les avantages résultant des négociations commerciales multilatérales et à Tokyo, a eu lieu du 28 juillet au 16 août à Genève, trente participants pour vingt-quatre pays en voie de développement et d'une organisation régionale de développement.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. — Au cours de la première partie de sa neuvième session, qui s'est tenue à Genève du 11 au 12 juillet, la commission des institutions et du financement lié au commerce de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a examiné les perspectives d'un accord sur les caractéristiques opérationnelles détaillées d'une facilité de garantie des exportations et de la facilité de garantie des importations. Un groupe intergouvernemental d'experts se réunira en 1981 pour étudier le projet.

À l'issue des travaux de sa neuvième session qui s'est déroulée à Genève du 11 au 12 juillet, la commission des institutions et du financement lié au commerce a noté que, en dépit d'une certaine amélioration des exportations des articles manufacturés des pays en développement, ces derniers restent loin d'être satisfaits, ce qui met en évidence la nécessité d'une progression plus rapide des exportations de ces pays dans ce secteur. La commission a aussi noté que si l'absence de progrès dans les efforts concertés pour augmenter les capacités tant de production que d'exportation des pays en développement dans le secteur des articles manufacturés.

S'agissant du protectionnisme et des menaces de structure — deux thèmes qui ont été au centre des travaux de la commission — elle a réaffirmé son attachement à la déclaration de la CNUCED à l'égard de la structure des exportations des articles manufacturés et a réaffirmé les dispositions d'une résolution adoptée à cette session et dans laquelle la CNUCED recommandait volontiers de poursuivre et d'élargir l'importance des arrangements de structure pour le développement.

Les producteurs et les consommateurs de cacao se sont réunis, du 28 juillet au 1^{er} août, à Genève, pour tenter de trouver les moyens de poursuivre la coopération internationale concernant ce produit, dans le cadre du programme intégré pour les produits de base. Le secrétaire général de la CNUCED a été chargé de la mise en œuvre de ces activités en vue de la réunion d'une conférence de

négociations sur un nouvel accord international sur le cacao dans la première moitié du mois d'octobre prochain.

La cinquième réunion préparatoire sur les bois tropicaux a eu lieu du 7 au 12 juillet, à Genève. Elle est parvenue à un accord sur les mesures à prendre pour mettre définitivement au point les éléments qui pourraient servir de base à un arrangement international sur les bois tropicaux dans les domaines de la recherche et du développement, de l'information commerciale ainsi que du redressement et de la gestion des forêts.

COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES. — Le conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes a tenu sa dix-septième session à Georgetown (Guyana) les 24 et 25 juillet. Il a pris des décisions pour accélérer la mise en application des nouvelles règles d'origine, après avoir fermement rejeté, dès le début de la réunion, la nouvelle méthode proposée par la C.E.E. pour établir le programme régional d'aide au développement (PRD). Le conseil s'est ensuite penché sur deux questions d'ordre commercial : l'accès au marché de la C.E.E. des exportations de sucre des États L.O.P. et les mesures d'urgence d'approvisionnement de ce produit aux pays importateurs de la zone des Caraïbes, et les perspectives d'organisation de nouvelles négociations pour une série de produits dont il a confié l'étude au secrétariat de la Communauté. Le conseil a, en outre, recommandé aux gouvernements des membres la création d'un fonds d'assistance technique du Communauté des Caraïbes, qui serait doté d'un apport initial de 250 000 dollars. Il devait aussi voter en octobre prochain la date de la réunion inaugurale de la commission mixte Communauté des Caraïbes-Mexique.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ÉTAIN. — La dix-neuvième session du conseil international de l'étain s'est déroulée à Londres les 11 et 12 juillet. Elle a procédé à la modification des pourcentages et des votes attribués à chaque pays producteur et des votes attribués à chaque pays consommateur et a aussi émis des recommandations en cours entre le président de la conférence des Nations unies sur l'étain et les participants à cette même conférence, en vue d'une nouvelle conférence, dans le cadre de l'année, de la conférence de négociation pour un nouveau accord international.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE. — Le comité de stratégie à long terme de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est réuni à Teq (Arabie Saoudite), du 27 juillet au 1^{er} août, pour tenter de trouver une formule de mise au point une formule de révision des prix du pétrole.

UNION DES PAYS EXPORTATEURS DE BANANES. — Réunis du 23 au 25 juin dernier, des experts gouvernementaux venus des pays membres de l'Union des pays exportateurs de bananes ont convenu d'une déclaration de principes sur la libération de la banane, et d'élaborer les pays qui ne le font pas encore à appliquer cette charge fiscale. Les spécialistes ont convenu de se réunir à nouveau pour corriger les prix sur le marché de la banane et empêcher que ce ne soient les consommateurs et les sociétés transnationales qui accaparent les bénéfices de l'augmentation de la productivité.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Au Conseil des ministres : délai dans les négociations sur l'adhésion de l'Espagne.

REUNIS à Bruxelles le 21 juillet, le conseil des ministres des Neuf a informé officiellement l'Espagne que les négociations sur l'adhésion ne pourront commencer qu'après d'« importants travaux préparatoires » entre les neuf partenaires. Pour les autres problèmes déjà abordés, et des travaux en profondeur » sont nécessaires. Une déclaration de M. Gaston Thorn, ministre luxembourgeois des affaires étrangères et président en exercice du conseil, à M. Leopoldo Calvo Sotelo, ministre espagnol chargé des relations avec la C.E.E., à Bruxelles, a été l'acte d'une importante délégation. La déclaration des Neuf — silencieuse ou imprécise sur les dates et délais — a rejoint en fait la position exprimée en juin par le président de la République française qui avait demandé que la Communauté actuelle se perfectionne avant de songer à s'élargir.

La déclaration des Neuf ne mentionne à aucun moment la date du 1^{er} janvier 1983 arrêtée pour l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté. Elle affirme que si l'étude de plusieurs problèmes a été abordée depuis septembre 1979 pour l'agriculture et la pêche, « deux chapitres essentiels de nos négociations... des difficultés objectives existent » et l'établissement de la position de la Communauté nécessite d'importants travaux préparatoires.

« Pour ces deux chapitres, comme pour les autres, il conviendra que les travaux soient menés en profondeur », de façon à faciliter les recherches des solutions », affirme encore le texte du conseil. M. Thorn a ajouté que « après les vacances d'été, la Communauté poursuivra les travaux suivant le rythme prévu en vue de compléter l'identification des problèmes sur les deux chapitres non abordés : l'agriculture et la pêche. Pour les autres, une ferme intention est de dégrader les grandes lignes des solutions que la C.E.E. vous proposera dans les négociations au fur et à mesure que cela sera possible ».

Selon la même procédure, le Portugal a été informé le 22 juillet, à Bruxelles, qu'il devra attendre que les Neuf aient procédé à d'« importants travaux préparatoires » avant d'entamer les négociations sur les principaux problèmes posés par sa demande d'adhésion à la C.E.E. La Communauté s'est toutefois engagée à accorder « avant la fin de l'année » plusieurs prêts au Portugal pour aider son économie et à l'encourager dans l'élaboration d'une « harmonisation ». Les montants seront fixés plus tard.

Le conseil des ministres s'était mis d'accord également sur le texte d'une lettre au gouvernement grec protestant contre la mise en place de restrictions quantitatives aux importations venant de la Communauté.

... et les exportations japonaises.

Autre sujet abordé : les exportations japonaises. La majorité des neuf États membres

s'est prononcée en faveur de mesures volontaires concertées de la part du Japon limitant dès à présent ses exportations vers l'Europe.

La Grande-Bretagne, la France et l'Italie avaient été les chefs de file des critiques à l'égard d'un document présenté par la commission pour proposer une nouvelle stratégie commerciale avec le Japon au même temps qu'une restructuration des industries européennes les plus menacées par la concurrence japonaise. Les Neuf y étaient invités à supprimer les différentes restrictions nationales qu'ils appliquent aux importations japonaises. En échange, le Japon, selon le document, devrait s'engager à faciliter l'accès de son marché pour les produits européens et à promouvoir les réductions de ses exportations vers les Neuf dans les secteurs sensibles (électronique et automobile).

Les ministres des affaires étrangères ont, d'autre part, réaffirmé les principes arrêtés à Venise par les chefs d'État et de gouvernement pour rechercher une solution au Proche-Orient. Ils ont confié à leur président, M. Gaston Thorn, la mission des contacts en place qui devrait permettre aux Neuf de « déterminer la forme que pourrait prendre une initiative de leur part » pour aider à ramener la paix dans cette région.

Enfin, il a été précisé à l'issue de la session, le 22 juillet, que M. Finn Olav Gundelach, commissaire chargé des questions agricoles, se rendrait à Bangkok après les vacances, avec de nouvelles instructions, en vue de rechercher un accord d'autolimitation avec la Thaïlande sur le manioc. Le manioc et le soja sont, en effet, les produits les plus sensibles comme aliments du bétail et se substituent donc à la poudre de lait encore exorbitante dans le Marché commun. Le conseil a estimé à 500 millions d'unités de compte (1 unité = 0,5 F.P., ou 1,40 dollar des États-Unis environ) le coût au budget de la C.E.E. des importations de manioc.

Le plan de la Commission pour une Europe de la télématique.

Un plan visant à rattraper le retard de la C.E.E. dans le domaine de la micro-électronique et à constituer un marché européen des télécommunications a été proposé le 17 juillet par la Commission européenne de Bruxelles au conseil des ministres des Neuf.

M. Stéphane Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles, a rappelé à cette occasion que la C.E.E. importe chaque année 65 % des circuits intégrés dont elle a besoin, ce qui lui a coûté en 1979, par exemple, 270 millions d'unités de compte européennes. En outre, elle a conservé des tarifs douaniers élevés sur ces produits (contre des concessions commerciales en d'autres domaines), tarifs qu'elle n'applique pas pour ne pas gêner les fabricants européens d'appareils électroniques qui assemblent ces systèmes importés.

Aussi, la Commission demande-t-elle que les États membres du Marché commun coordonnent leurs programmes nationaux de soutien à la micro-électronique, favorisent la constitution d'une industrie européenne des équipe-

ÉDITIONS A. PÉDONE

Société Française pour le Droit International

LA FRONTIÈRE

Colloque de Poitiers

Frontières et limites — La frontière — La frontière — coopération

Un volume de 304 pages

117 francs, France

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Aller au prestige de ses monuments anciens, l'énergie sournoise d'une jeune cité qui, dans un clin d'œil, construit son avenir.



(I.P.A. ATTINGER)

- Le Palais des Papes ; les Remparts ; le Pont Saint-Bénézet, populaire à travers le monde sur la Méditerranée et la Manche, ses nombreux édifices civils et religieux ;
- Les trésors de ses musées : musée Calvet, musée du Petit Palais (collection de primitifs italiens) notamment ;
- Un Centre International de Congrès aménagé dans le Palais des Papes ;
- Son Théâtre ;
- Son Festival (15 juillet-15 août) Théâtre, Chorégraphie, Cinéma, Musique ;
- Des services réguliers de trains et autocarbus à Paris et à tous les départements de France (Paris, La Rochelle, Bordeaux, Lille, Bruxelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg, Easterville) ;
- Son important Marché d'été national ;
- De magnifiques excursions à travers la Provence ;
- Son folklore (chansons et danses traditionnelles) ;
- La Fête des Expositions de Grand Delta ;
- Des satisfactions gastronomiques et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) ;
- Visiter AVIGNON : Le Seigneur de Jole... a.

Remarque : Syndicat d'Initiative, cours Jean-Jaures

INTERROGATIONS

Il semble bien que le marxisme fonctionne, à notre époque, comme une idéologie de la politique plutôt que comme une science de la société. C'est que, comme toute connaissance, il est à la fois science et idéologie. Les savoirs que les groupes humains ont d'eux-mêmes ont toujours combiné ces deux aspects que le travail théorique, inlassablement, met en rapport et distingue. Le marxisme n'échappe pas à cette règle. Mais, selon les circonstances, telle est mise à l'écart, telle est mise à l'avant. Aujourd'hui, de façon assez générale, l'aspect idéologique, spontanément non critique et axiologique du marxisme, prédomine sur son aspect de science.

Pour certains, le plus souvent hostiles au marxisme, ce dernier ne serait qu'une idéologie dont l'efficacité sociale et la vigueur supposeraient l'oubli de sa rationalité. Il n'aurait de valeur que comme imagination, comme rêve éveillé de classes et de peuples aspirant à se libérer. Sa crise proviendrait alors, selon eux, du contrecoup de ses propres succès, de ses matérialisations politiques. Car, une fois au pouvoir, le caractère irréel, voire dangereux, de ses attitudes apparaîtrait clairement. C'est en ce sens que l'on a quelquefois parlé, ces derniers temps, de « marxisme vietnamien » (1).

Pour d'autres, au contraire, favorables au marxisme, celui-ci ne serait qu'une science, et, d'une certaine façon, la science. Car, comme tout savoir, elle s'élève au-dessus du système d'analyse et de pensée ayant entraîné, dans le monde, d'aussi profonds changements. Pour ceux-là, le marxisme ne serait pas en crise.

Force est de constater, cependant, que, jusqu'à ce jour, dans la plupart des cas où cette théorie a été revendiquée par des forces sociales accédant au pouvoir, le marxisme a souvent pris la dimension d'un principe de légitimité. Il est devenu une idéologie, au sens le plus déformé et appauvri du terme. Exemples : le marxisme du Petit Livre rouge, et celui, autrement tragique, de Pol-Pot (2). On peut alors se demander si ces deux formes de la relation au marxisme, bien qu'opposées dans le discours, ne se rejoignent pas dans la pratique, car les adversaires du marxisme, ceux pour lesquels ce système conceptuel est de type normatif, recourent, dans le cadre de sa pratique, socialiste notamment, à l'illustration du bien-fondé de leurs propos. Et les partisans du marxisme pour lesquels il est la science de l'efficacité, constatant le progrès des mouvements sociaux qui s'y réfèrent, sont confortés dans leur opinion initiale. Aussi, dans le même temps où les socialistes fondés à dire que le marxisme se porte très bien, malgré les sévères critiques, sont-ils incités à repenser leur pratique désœuvrée de cette théorie.

Au total, donc, les principaux contenus donnés aux termes de « crise du marxisme » pourraient être résumés comme suit : pour les uns, c'est une idéologie qui se dégrade, tendant à être une science, mais que le pouvoir révélerait comme idéologie ; d'où sa crise. Pour les autres, c'est une science. Ils nient qu'elle soit une idéologie, mais ils la pratiqueraient comme telle, d'où sa crise.

PAR rapport aux sociétés de notre époque, le marxisme est, qu'on le décline ou s'en réjouisse, une théorie de leur révolution. Leur projet, pour le présent, est donc très directement politique. Mais c'est peut-être aussi cette caractéristique essentielle qui se trouve à l'origine de sa crise. Plongé dans la politique et fait pour elle, le marxisme n'en subit-il pas les assauts et les déformations ?

D'abord, comment les classes régissantes des sociétés capitalistes développées résistent-elles dans la situation des années 80 ? Il est compréhensible que ces catégories sociales combattent l'une des principales théories de leur renversement. Surtout quand celle-ci se révèle aussi dangereusement efficace. Et l'une des façons qu'elles ont d'intervenir dans ce but est la caractérisation insistante du marxisme comme faux savoir, comme idéologie. Un tel comportement ne date pas d'aujourd'hui, mais son observation n'en demeure pas moins instructive. Car, à y regarder de plus près, peut-être conviendrait-on que cette désignation, et ces pratiques qui la sanctionnent, ne font qu'exprimer la structure latente des sociétés occidentales.

On ne peut, cependant, se satisfaire d'évoquer cette cause générale et permanente de difficultés pour traiter concrètement de la crise du marxisme. Faisons alors une hypothèse. La « crise du marxisme », aujourd'hui, serait ce système particulier, et peut-être momentané, de relations, dont l'impulsion du mouvement viendrait des classes régissantes. Celles-ci prenant pour relais, voire pour

amplificateur, l'intelligentsia de gauche désorientée. Dans le cas de la France, en tout cas, cette représentation des choses paraît correcte (3).

En effet, à la suite de son échec électoral, en mai 1978, la gauche française a ressenti avec découragement le caractère durable de la crise sociale actuelle, la difficulté d'en sortir. Et alors que le marxisme, dans les précédentes années, lui avait permis d'exprimer ses aspirations révolutionnaires, elle s'est mise à en douter. Elle s'est mise à douter de la capacité de cette conception à refléter et à guider la transformation du monde. Des situations qu'elle croyait impossibles, comme l'affrontement armé entre la Chine et le Vietnam, ont encore accentué son ébranlement.

Les catégories intellectuelles qui forment l'intelligentsia de gauche, et dont Michael Lévy a finement analysé la complexité, ont été prises à contre-pied par les événements récents (4). Par le biais de leur désarroi, les classes régissantes envieraient leur message de mort du marxisme : c'est cela qui constituerait l'aspect concret et actuel de sa crise. Mais de quel marxisme ces catégories s'étaient-elles donc nourries ?

Si l'on met à part un certain nombre d'individualités, il semble que le marxisme

plusieurs pays ayant inscrit dans la Constitution leur choix du socialisme scientifique du marxisme. Est-ce vraiment le marxisme en tant que système conceptuel, en tant que procédure sociale de connaissance, qui est alors sollicité ? Cette référence n'est-elle pas plutôt de nature symbolique ?

De la même manière, le refus du marxisme, ou la relative imperméabilité à cette conception, n'est-elle pas la manifestation de traits culturels plutôt que l'expression d'une prise de position philosophiquement raisonnée ? Cette allergie que l'islam semble avoir à son égard ne correspond-elle pas au rejet spontané de la modernité occidentale ?

Peut-être convient-il de préciser que, à notre avis, l'idéologie recouvre une grande diversité de situations. L'idéologie n'est pas sans contenu, et celui-ci peut être opératoire, scientifique. Ainsi, la désignation qu'un pays fait explicitement du marxisme dans sa Constitution, peut-elle être l'indication d'une foi, fondée, efficace, des origines de la sous-développement. Cependant, lorsqu'une conception est principalement vécue comme idéologie, cela veut dire aussi qu'à travers elle se sont des systèmes de valeurs et de pouvoirs qui sont désignés, et non des modalités de la

Ces procédés ne peuvent empêcher les problèmes de se poser. Il semble qu'il existe alors deux impulsionnelles de développement du marxisme. La première est celle du discours politique comme forme de l'avancement théorique. En effet, si le marxisme est officiel, il est compréhensible que la progression de son contenu le soit aussi. D'où le rôle théorique inévitable, et dans l'ordre, de la hiérarchie politique. La seconde, non moins importante, est celle de la planification sauvage et naïve de conceptions étrangères, voire hostiles, au marxisme. Dans le domaine économique, par exemple, les modèles formalisés d'inspiration waltérienne exercent dans les pays socialistes une étrange fascination. Or, théoriquement, les choses ne vont pas de soi. Le contact devrait engendrer une formidable et passionnante discussion. Mais rien.

Ces deux impulsionnelles témoignent de la très grande probabilité que le marxisme fonctionne comme idéologie dès lors qu'il devient science d'Etat. Si l'on considère son évolution depuis un siècle, on peut dire que, dans le cours même de sa hiérarchisation politique, de son insertion dans les sociétés et les pouvoirs, il a subi les effets de deux grands facteurs de dégradation et d'érosion. D'une part, il a été mentalement pris en charge par des groupes humains nombreux, souvent dotés d'un bagage très léger de connaissances. D'autre part, l'insertion sociale du marxisme s'est effectuée sur la base de sa réduction, inviolable ou recherchée, à la seule dimension d'une idéologie.

On pourrait appliquer à Marx ce que Schumpeter pensait de Keynes : il n'a pas nécessairement conquis, mais il a rendu meilleur. La question se pose alors de savoir si ses potentialités sont maintenant épuisées. Car, au lieu d'exprimer une crise de son contenu, la « crise du marxisme » ne désigne-t-elle pas, plutôt, le caractère dépassé de son rapport traditionnel à la politique ?

Jusqu'à ce jour, à généralement prévus à l'égard du marxisme une sorte de monisme politique et culturel, tant de la part des catégories sociales qui lui sont hostiles que de celles qui lui sont favorables. La procédure sociale d'insertion de cette théorie a principalement fonctionné comme procédure étatique, soit de son rejet, soit de son acceptation, en faisant de celle-ci, selon les cas, une croyance officielle ou une théorie publique (5).

La question de la crise du marxisme se pose donc en des termes plus étendus que ceux que l'on est accoutumé d'entendre. Comment le débat pourrait-il être clos quand, tel comme ailleurs, il n'a pas commencé ? Ce qui est en crise, ce n'est pas tant le marxisme que son rapport à la politique.

Avant peut-être peut-être la vaine d'une relation idéologique au marxisme, le marxisme, en France, n'a-t-il pas essayé de faire passer son contenu ? Si son rôle est limité, il n'en est pas moins irrépressible. En donnant pour tâche de porter le marxisme au niveau des besoins de l'époque et de la société, n'aurait-elle pas pour le développement de la raison dans son ensemble ? N'aurait-elle pas pour des valeurs intellectuelles et morales qui lui sont chères et que l'on bafouait de façon et partage ? En particulier, la tolérance des idées, l'intervention de la société, dans son ensemble, dans le processus d'élaboration et d'interprétation théoriques ? Ne faut-il pas que ceux qui se font et se font, en fin de compte, ce regret si fréquent où l'on est, dans le domaine des libertés, celles notamment de la pensée, de raisonner à l'échelle des temps géologiques tout en vivant le temps des hommes ?

(1) On peut notamment trouver l'exposé de cette conception dans le texte de Jean-Marie Benoist : « Marx est mort de remords » (dans les *Revue de la pensée, essai de philosophie en France*, éd. Aubier-Montaigne, Paris, 1978, pp. 162-171).

(2) Par exemple, voir Pol Pot : « La discipline du pouvoir », Paris, 1978, p. 1 et 22.

(3) Cf. Daniel Lindenberg, *Le marxisme en France* (en particulier, l'avènement pour l'édition de 1970), U.G.M., coll. « 10-18 », Paris, 1979.

(4) Michael Lévy, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires, révolution politique de Lénine, 1909-1920*, F.U.P., Paris, 1978.

(5) On ne peut manquer de citer, à ce propos, *Pour Marx et Lénine le capital*, de Louis Althusser, paru tout récemment par les éditions de la Pléiade, qui est un ouvrage de référence pour les marxistes et pour les non-marxistes.

(6) Cf., en particulier, Jean-Pierre Garnier, *Le marxisme idéologique, ou la politique bouillie*, éd. de la commande, La Broomère, Paris, 1979.

(7) Maximilien Rubel, « La légende de Marx ou l'histoire fondatrice », *Cahiers d'étude de marxologie*, 1972, p. 17 à 24.

Une science pour la société

Par JEAN-CLAUDE DELAUNAY *

a prioritairement fonctionné ces vingt dernières années, pour l'intelligentsia de gauche, d'une part, comme un ensemble conceptuel et logique en cours d'acquisition, et, d'autre part, comme une utopie politique. L'aspect idéologique a été dominant. Le marxisme en tant que phénomène intellectuel de masse, et, en effet, très récent en France, il ne s'est exprimé, avant 1970, que dans certaines disciplines, à des niveaux supérieurs et de façon localisée. En histoire, sous l'influence de Jaurès et par la filiation d'Ernest Labrousse, pour l'étude de la Révolution française. En philosophie, à l'école normale supérieure, par exemple, et par la médiation latente de Lucien Herr. Mais tout cela était minime. Le décollage s'est produit dans les années 1965-1970 où, pour la première fois, l'aspect idéologique a pu connaître le marxisme comme tel, et non comme un concept, et quelques-uns, hélas, de ses conceptuels.

Intelligentsia de gauche s'est donc nourrie d'un marxisme récent, et de ce fait fragile. D'un marxisme acquis conformément à sa pratique sociale dominante, celle de l'école et du livre (6). Son attention a été principalement centrée sur l'aspect conceptuel du travail théorique, d'autant plus que la tradition politique marxiste française est, de ce point de vue, très lacunaire.

Mais à ces défauts de jeunesse qui, aussi bien, sont autant de qualités, s'ajoute une caractéristique déjà étudiée par certains auteurs dont nous partageons l'analyse, pour une bonne part (6) : Nous croyons, en effet, que le marxisme a fonctionné, pour l'intelligentsia de gauche, au moins tendanciellement, comme utopie politique, comme idéologie constitutive de sa propre identité. Pour l'existence affirmée d'elle-même, en quelque sorte. Dès lors s'est manifestée, semble-t-il, l'inconscience tendance à se comporter dans le domaine théorique de façon autoritaire et dominatrice. Au lieu de contribuer à dégrader les procédures sociales d'élaboration théorique véritablement nouvelles que devrait susciter une pensée révolutionnaire, l'intelligentsia de gauche s'est repliée sur elle-même. Son marxisme, à notation imaginaire, n'a pas résisté à l'événement. Il s'est même révélé potentiellement réversible.

Si, en France, les classes régissantes ont, avec le marxisme un rapport de nature principalement idéologique, elles ne sont pas les seules. Le même constat peut être fait, par exemple, pour le plupart des pays socialistes, ou pour des États ayant acquis récemment leur indépendance. On trouvera sans peine, en Afrique notamment,

connaissance. Et la particularité du marxisme, qui se veut science de la société et du pouvoir, est d'être constamment sollicité par certains pouvoirs, fût-ce au détriment de sa capacité de connaissance.

C'est ainsi que, dans les pays socialistes, le marxisme, institutionnel, tend à fonctionner comme idéologie. Cette dégradation se manifeste en premier lieu dans des comportements. Et d'abord dans le recours à la citation. Dans la mesure où le marxisme est défini comme une science officielle, il acquiert la dimension d'un texte sacré. La citation remplace l'argument. Elle doit, en tout cas, l'accompagner en tant que garantie de sa rectitude sociale. En nombre de journaux soviétiques publiés en France, en économie par exemple, portent cette marque désolante, totemique.

Autre comportement scientifiquement dégradé et dévalorisant de l'orthodoxie : la méfiance et l'agressivité systématiques, surtout lorsqu'il est question des « pères fondateurs ». Maximilien Rubel rapporte, par exemple, les difficultés qu'il rencontre, en 1970, en raison de ses opinions de chercheur, à l'occasion d'une conférence scientifique internationale organisée en République démocratique allemande, pour célébrer le cent cinquantième anniversaire de la naissance d'Engels (7). Ce qu'il dit de ses homologues soviétiques et est-allemands conduit à penser que l'institutionnalisation du marxisme a non seulement empêché le développement, mais encore la publication de ses présentations certifiées.

MAIS la dégradation concerne aussi le contenu du marxisme lui-même. En effet, un ensemble conceptuel de ce type est un instrument d'analyse et de repérage de problèmes sociaux dont il vise à fournir la solution avec, pour particularité, de dire que les problèmes sociaux ont toujours une origine sociale. Il y a toujours un ou plusieurs groupes humains, et la place de ces groupes dans la structure de la société est l'un des principaux éléments à l'origine des problèmes. Or, si le marxisme dépend du pouvoir politique, la tendance spontanée de ce dernier sera d'éliminer toute explication de nature à le mettre en cause ; ou de rapporter l'analyse à l'analyse ; ou d'éliminer a priori l'existence de certaines questions. C'est ainsi que la problématique de l'insémination socialiste est, par définition, exclue des analyses, dans la plupart des pays socialistes. Le phénomène est dû au « culte de la personnalité » fait, de son côté, l'objet d'un regard discret.

* Maître assistant à l'université des sciences et techniques de Lille-I (U.S.T.B.) de sciences économiques et sociales.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

LA GREVE EN QUESTION, par Lucio Garçon Maceda et François Gaudin.

PAGE 3 :

L'Amérique latine, principal client de l'industrie d'armement israélienne, par Ignacio F. Klich. — Suite de l'article de Xavier Luciani.

PAGE 4 :

AUX ETATS-UNIS : LE GRAND DEBAT SUR LA RESISTANCE A L'URSS, par Marc Ferro.

PAGE 5 :

L'idéologie et l'organisation de la résistance afghane, par Assa Balikh.

PAGES 6 à 8 :

LA POUDRIERE KURDE, enquête de Chris Kutcha. — Recherches universitaires : Un observatoire du tiers-monde, par Charles Zorbighe.

PAGE 9 :

Le conflit iranien-iranien : l'arme monétaire, par Salim Turquia.

PAGE 10 :

Les aventures d'une entreprise de maraichage au Sénégal, par Christophe Batsch et Claude Raboul.

PAGE 11 :

Pretoria face à l'échec gambien, par Howard Schissel. — Histoire, politique et nationalisme en Afrique noire, par Jean Copens.

PAGE 12 :

CAMERAS POLITIQUES : Marianne africain, par Ignacio Ramonet.

PAGES 13 à 18 :

UNE SOLUTION CONTESTEE : L'ELECTRONIQUE. — Un essai moins rapide que prévu, par Jean-Marie Martin. — Hiérarchie de puissances et guerre commerciale, par Dominique Fina. — Stratégies de rechange : le blocage français, par Louis

Puisieux. — L'impact de la contestation, par Dorothy Nelkin et Michael Pollak. — Suite : recherche d'un compromis acceptable, par Marc Lévy. — L'évolution des syndicats, par Victor Mathis. — L'« explosion » nucléaire comme dérive romanesque, par Jean Cheneaux. — Les messages de l'Etat, de J.-M. Vincent, par Sami Nair.

PAGE 19 :

Les livres du mois.

PAGES 20 et 21 :

Suite de l'article de Marco Bordo sur la lutte armée en Italie. — Antonio Negri au-delà du marxisme, par Jean-Paul de Gaudemur. — Dans les revues. — Une solution pour Gibraltar ?, par Jean J.-A. Ségura.

PAGES 22 et 23 :

LE VOL, NOUVELLE D'ANA VASQUEZ.

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales : La lutte contre la pollution de la Méditerranée, par Paul-Evan Rex.

Le numéro d'août 1980 du « Monde diplomatique » a été tiré à 111 000 exemplaires.

Septembre 1980

Boîte 5 : 38.950 F*
Automatique : 40.950 F*
1,6 litre. Traction avant.

HONDA
ACCORD

JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51
Service spécial TTX - CD - K - VIP. préfixe TOTAL.

